

Les assureurs, acteurs stratégiques du développement économique local et de la souveraineté européenne

Conférence de presse – 26 mars 2025



1

Plus que jamais, les Français vivent dans une « société du risque »

2

L'assurance, ancrée dans les territoires, est une force stabilisatrice et protectrice

1. Plus de 300 000 personnes engagées au service de la protection des Français
2. Chaque jour, les assureurs gèrent plus de 36 000 nouveaux sinistres
3. 96 % des Français sont couverts par une complémentaire santé
4. L'encours de l'assurance vie dépasse le seuil des 2 000 milliards d'euros
5. Le Plan d'Épargne Retraite a déjà séduit près de 7 millions d'assurés

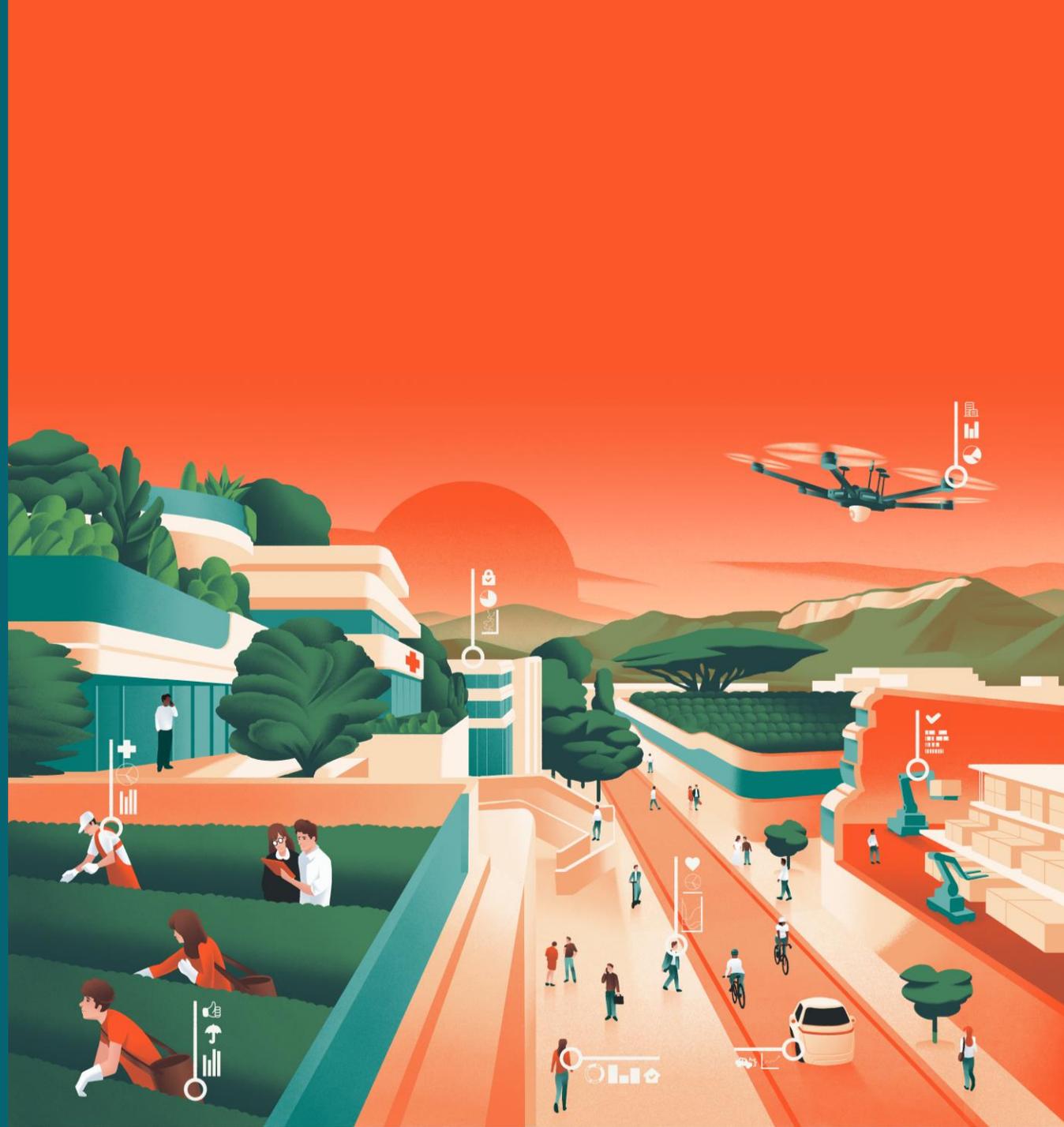
3

Par ses investissements, l'assurance est un poumon de l'économie européenne

1. Les assureurs français investissent à 80 % en France et dans les pays de la zone euro
2. Les assureurs français investissent à 24 % en actions d'entreprises
3. L'investissement en actifs verts croît de +13 % quand l'investissement en actifs carbonés décroît de -11 %

1

Plus que jamais,
les Français
vivent dans une
« société du
risque »

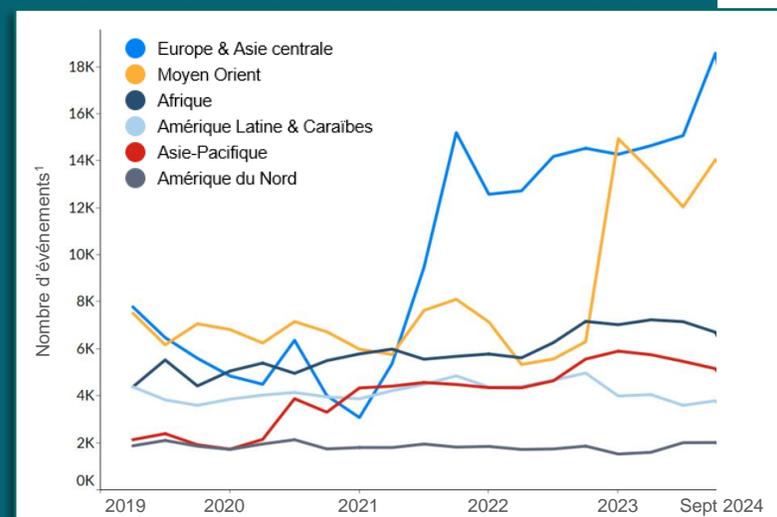


Dans un environnement géopolitique qui se dégrade...

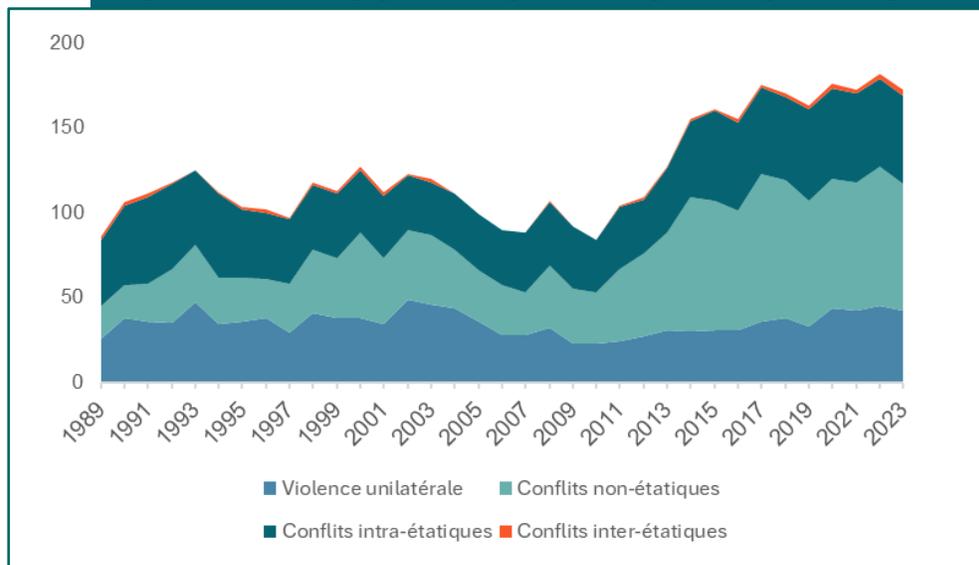
- ✓ Il n'y a **jamais eu autant de conflits armés** dans le monde depuis la fin de la Guerre froide.
- ✓ En 2024, les **conflits se sont intensifiés** (Ukraine, Gaza, Liban, Soudan, RDC, etc.) :
 - la **guerre en Ukraine se poursuit et déstabilise l'Europe** ;
 - la situation est critique au Moyen-Orient ;
 - le continent africain fait toujours face aux conflits et à l'instabilité.
- ✓ Une dynamique de fragmentation s'observe : **les BRICS+ ont émergé** et affichent une volonté claire de contrebalancer l'influence de l'Occident.
- ✓ La **violence politique a augmenté** de 25 % dans le monde en 2024 par rapport à 2023.
- ✓ Aux États-Unis, le **retour au pouvoir de Donald Trump** marque un profond tournant.



VIOLENCE POLITIQUE PAR RÉGION



NOMBRE DE CONFLITS ARMÉS DANS LE MONDE

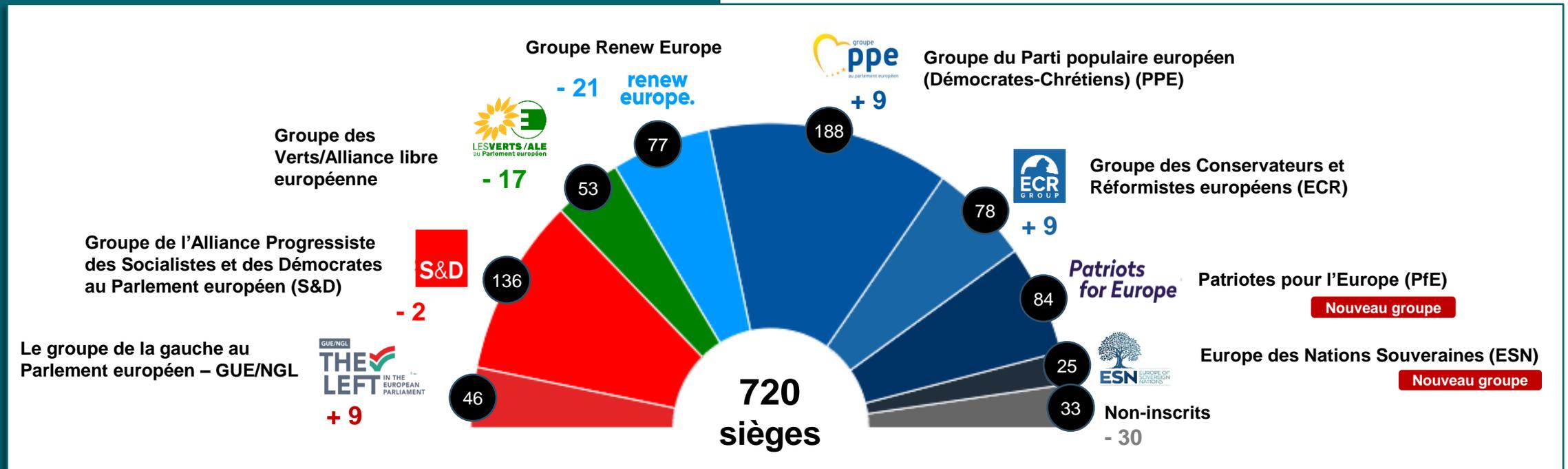


Sources : IFRI, Armed Conflict Location and Event Data (ACLED), Uppsala Conflict Data Program and Peace Research Institute Oslo 2024.

¹ Notamment les bombardements qui représentent plus de 90 000 événements en 2024.

... la composition du Parlement européen illustre la fragmentation et la polarisation européennes

PARLEMENT EUROPÉEN 2024-2029



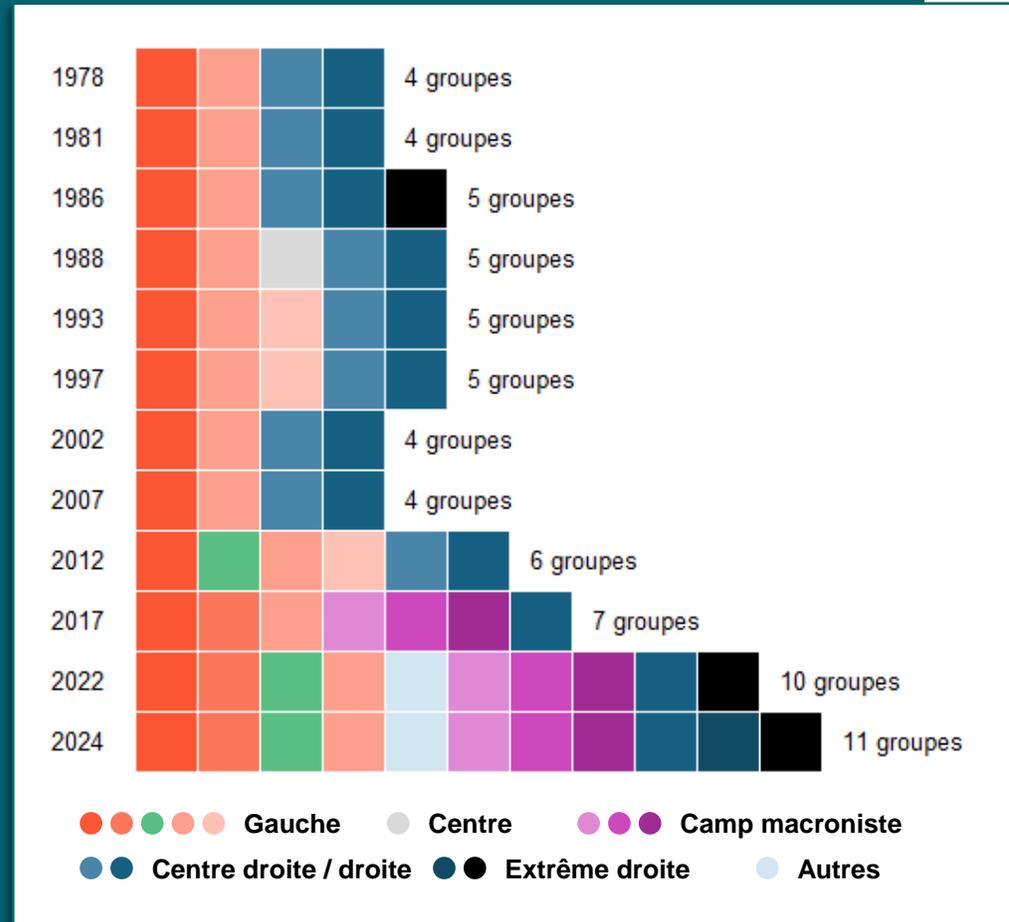
✓ La coalition des partis PPE, Écologiste, S&D et Renew conserve une majorité absolue.

✓ Les partis dits eurosceptiques se renforcent. Leur représentation est passée de 11,7 % de 2009-2014, à 26 % désormais. Les Patriotes pour l'Europe sont désormais la 3^e force politique du Parlement.

Le Parlement français est le reflet de l'instabilité politique du pays

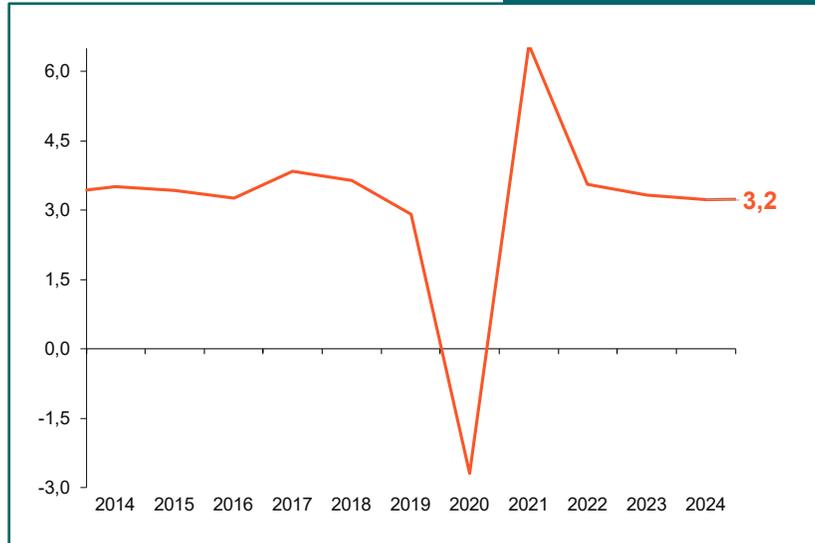
- ✓ Le nombre de groupes parlementaires à l'Assemblée nationale a presque triplé en 20 ans.
- ✓ Quatre chefs de gouvernement se sont succédé en 2024, une première sous la V^e République.
- ✓ Selon le baromètre annuel de la confiance politique du Centre de recherches politiques de Sciences Po effectué chaque année depuis 15 ans, la défiance politique atteint des sommets inédits en 2024, reflétant un malaise démocratique croissant dans la société française : **74 % des Français n'ont pas confiance en la politique en 2024**. Cette méfiance à l'égard de la représentation nationale, en hausse de 4 points par rapport à l'année dernière, a été accentuée avec la dissolution de l'Assemblée nationale. En comparaison, nos voisins allemands ont confiance à 47 % en la politique en hausse de 2 points par rapport à l'année dernière.

NOMBRE DE GROUPES PARLEMENTAIRES À L'ASSEMBLÉE NATIONALE DEPUIS 1978



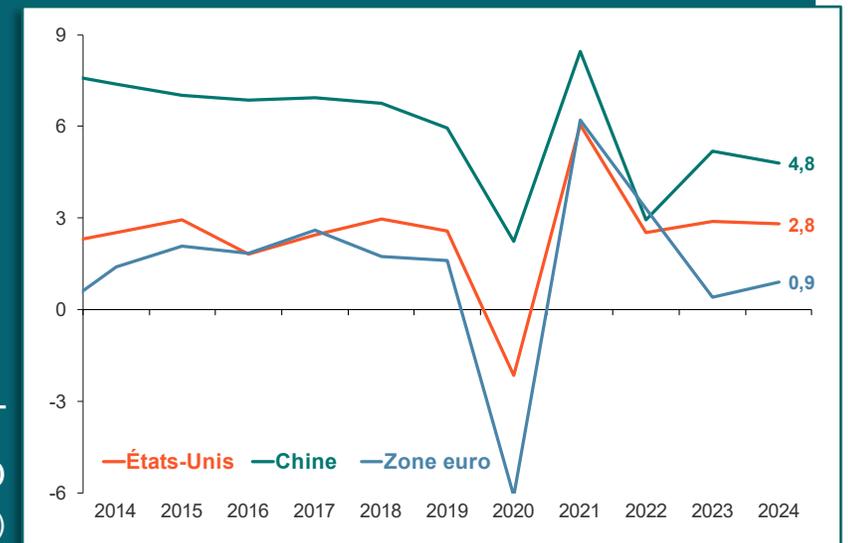
Sources : Assemblée nationale, enquête OpinionWay pour le Cevipof, février 2025.

La croissance économique de la zone euro est bien en deçà de celle du reste du monde...



PIB MONDIAL
(croissance annuelle en volume, en %)

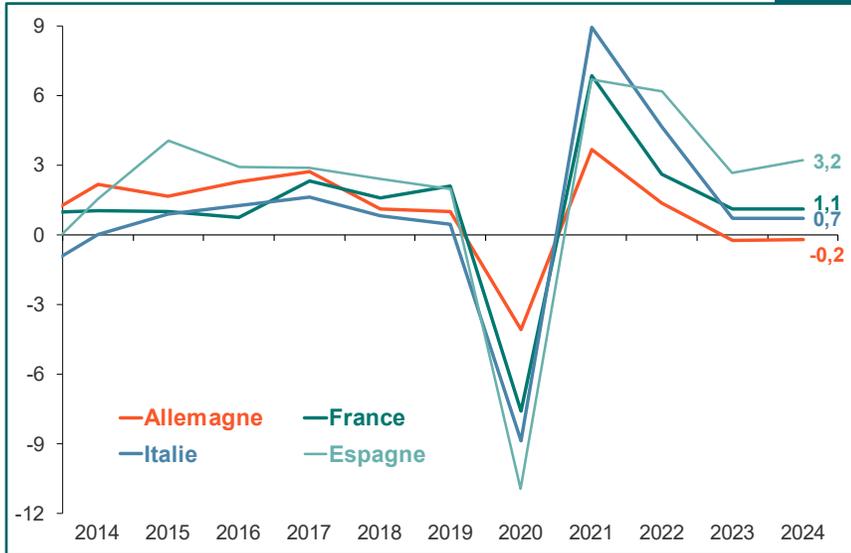
- ✓ Les rapports Draghi, Noyer et Letta, publiés en 2024, alertent sur le **décrochage de l'Union européenne et la nécessité de restaurer sa compétitivité.**



PIB ÉTATS-UNIS, CHINE ET ZONE EURO
(croissance annuelle en volume, en %)

Source : FMI, WEO janvier 2025.

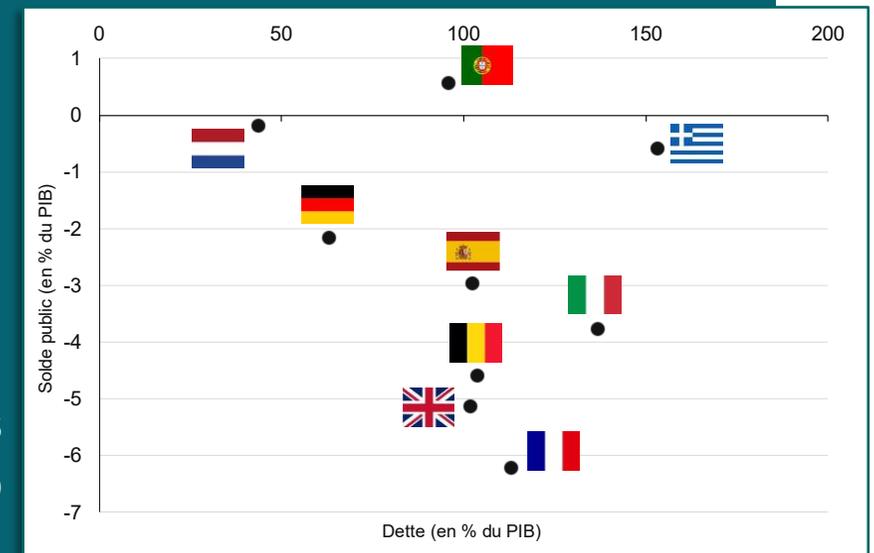
... avec des économies dont la situation budgétaire demeure dégradée



PIB AU SEIN DE LA ZONE EURO
(croissance annuelle en volume, en %)

- ✓ La croissance en France est restée sur la même tendance, sensiblement supérieure à celle de l'Allemagne qui enregistre une récession pour la 2^e année.
- ✓ Mais la situation budgétaire de la France reste dégradée, avec un déficit supérieur à 6 % du PIB alors que le PLF 2024 retenait un déficit de 4,4 % du PIB.

DETTES ET SOLDES PUBLICS EN 2024 (en % du PIB)



Sources : AMECO, FMI.



INDICES BOURSIERS

(base 100 au 29 décembre 2023)

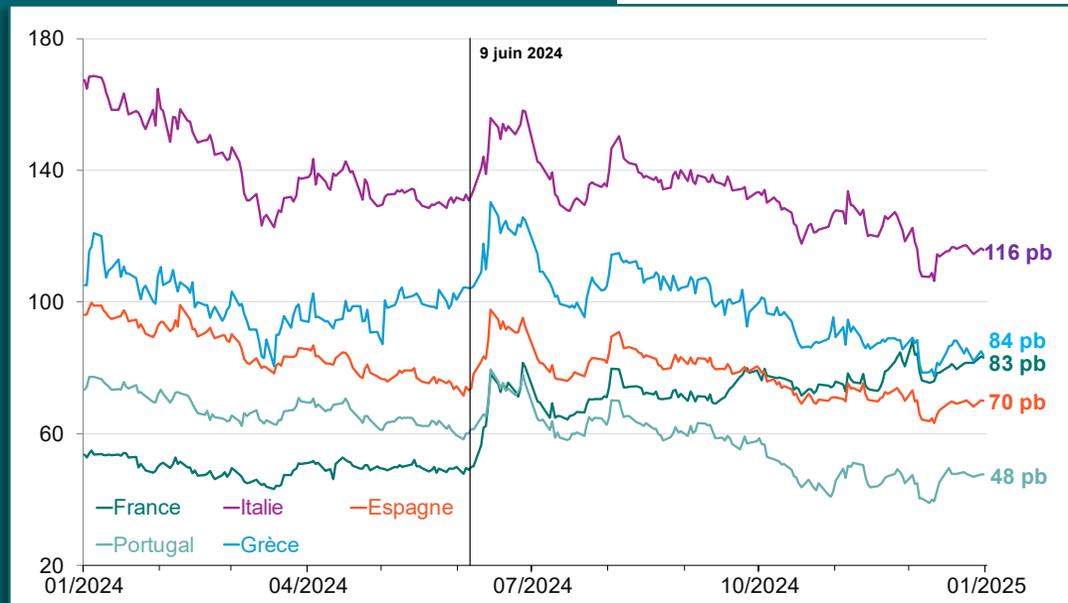


En France, les marchés ont souffert de l'incertitude politique

- ✓ À la suite de l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024, le **CAC 40 a chuté de 6,3 % en une semaine.**
- ✓ **Cette chute n'a pas été compensée** par la suite, impactant la performance relative de la Bourse de Paris sur l'ensemble de l'année : -2,2 %, contre +12,6 % pour le MIB, +18,8 % pour le DAX et +24,0 % pour le S&P 500.
- ✓ À 10 ans, la **hiérarchie des taux a évolué** et le **spread français s'est dégradé sensiblement à partir de juin 2024**, dépassant celui du Portugal, puis de l'Espagne et s'approchant de celui de la Grèce.

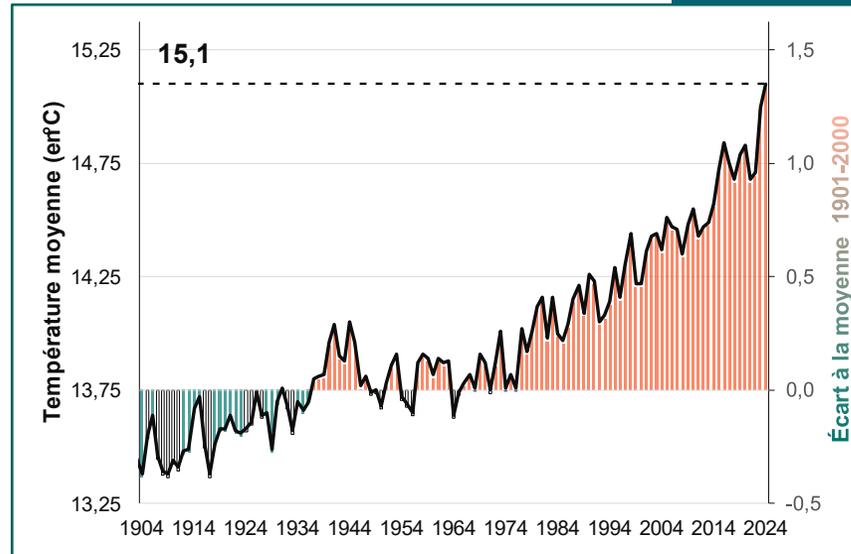
SPREADS SOUVERAINS À 10 ANS

(en points de base)



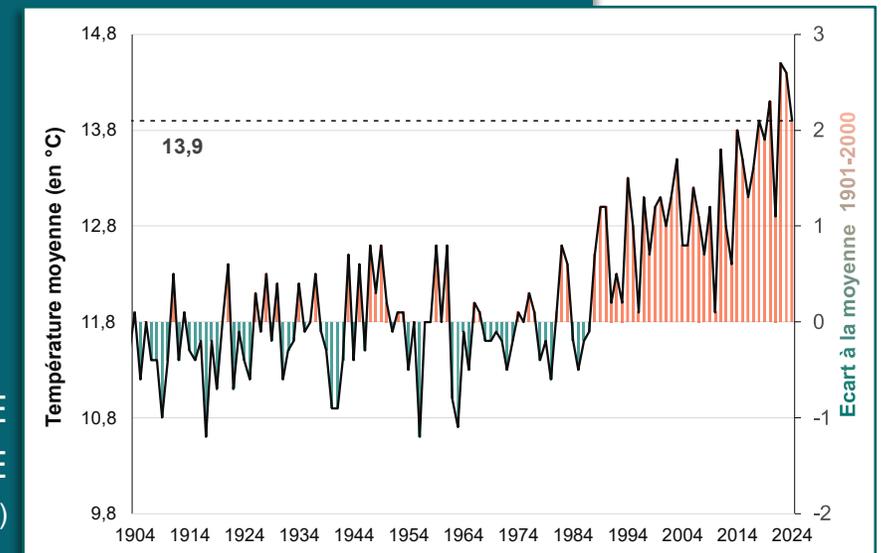
Source : Investing.com.
Derniers points 31/12/2024.

La succession d'années les plus chaudes confirme le changement d'échelle du risque climatique...



- ✓ Dans le monde, 2024 est l'année la plus chaude jamais mesurée, à 15,1 °C, soit +1,3 °C par rapport à la normale.
- ✓ En France, l'année 2024 a été l'une des 5 années les plus chaudes, à 13,9 °C.

TEMPÉRATURE MOYENNE
EN FRANCE
(en °C)



Sources : National Oceanic and Atmospheric Administration, Météo France.

... avec des événements naturels en 2024 toujours très intenses...

TROIS PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS NATURELS DANS LE MONDE EN 2024 (pertes assurées en milliards de dollars)

 Ouragans Helene et Milton aux États-Unis ~50,0

 Tempêtes convectives aux États-Unis 40,0

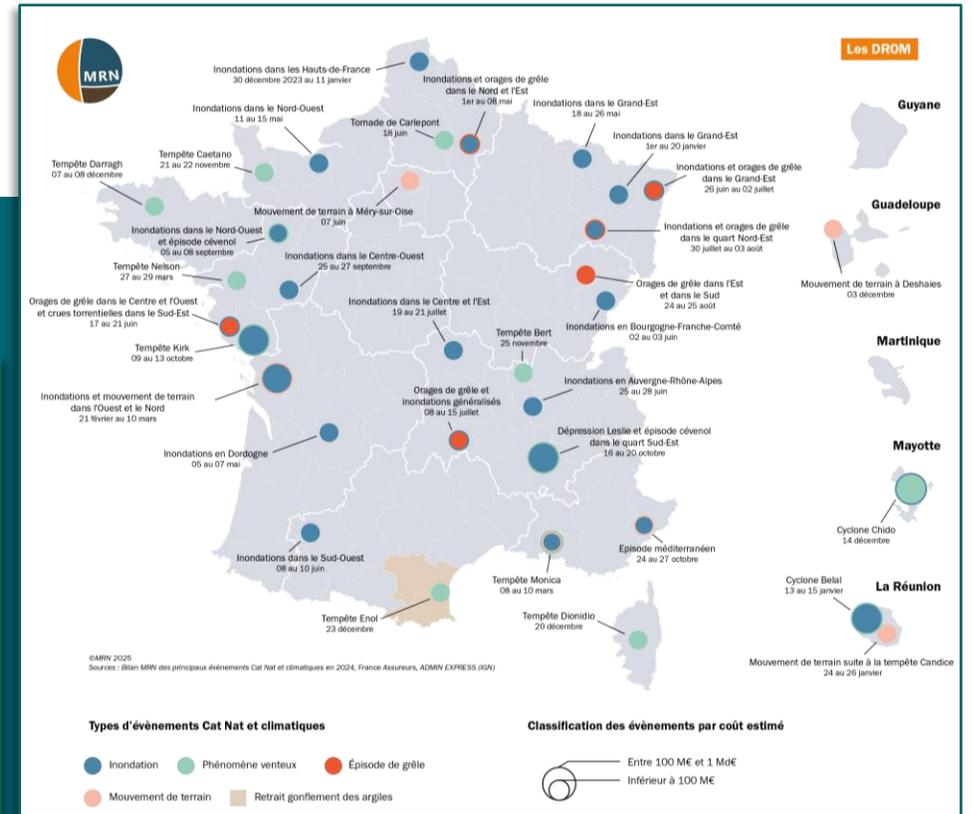
 Inondations en Europe 10,0

- ✓ Les inondations en Espagne :
 - ont coûté la vie à plus de 200 personnes ;
 - plus de 230 000 sinistres ont été déclarés ;
 - le coût dépasse 3,5 milliards d'euros.



Photo : VOST Comunitat Valenciana

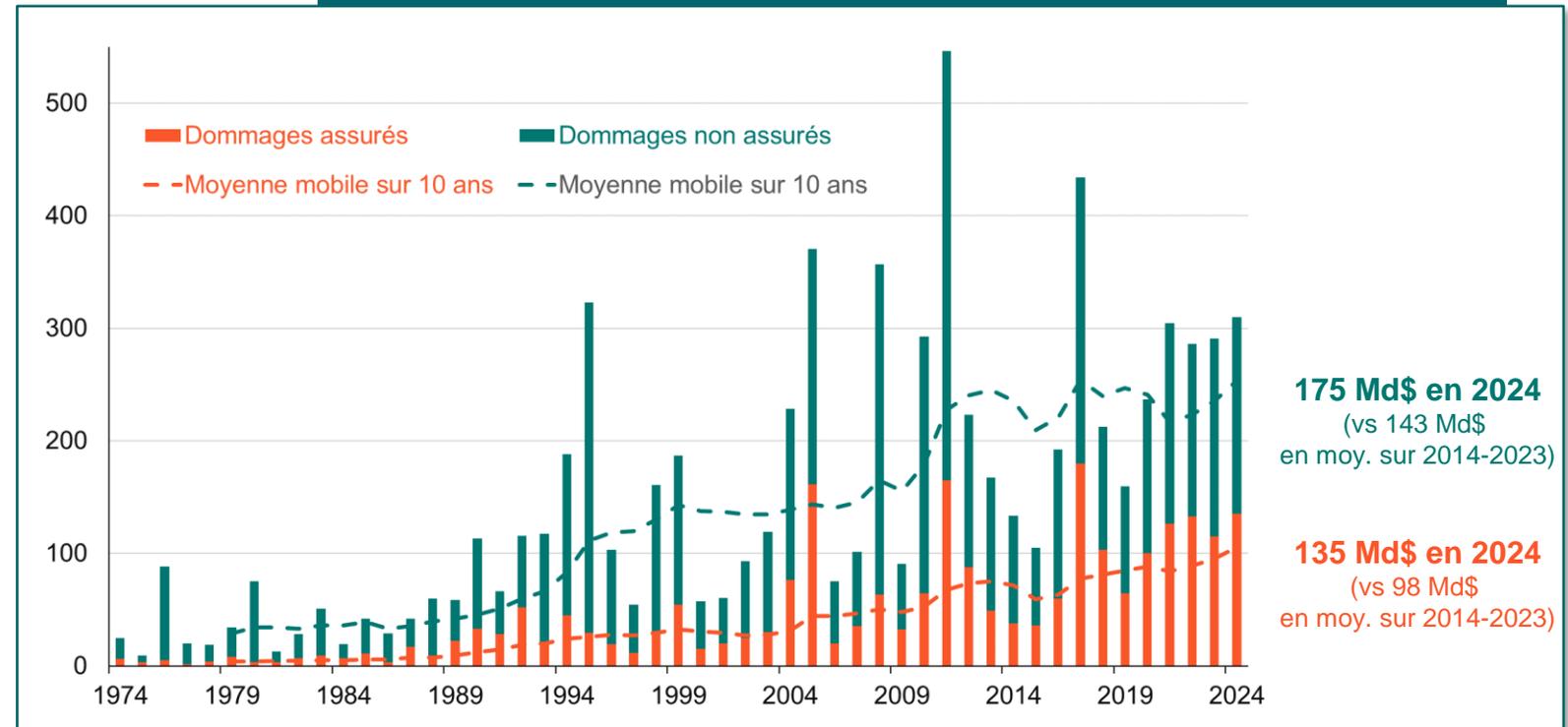
PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS NATURELS EN FRANCE EN 2024



... entraînant une sinistralité climatique toujours élevée

- ✓ En 2024, le total des pertes économiques issues des événements naturels dans le monde est estimé à **310 milliards de dollars**, contre 241 milliards de dollars en moyenne sur la période 2014 - 2023.
- ✓ Leur **croissance annuelle est de 5 % à 7 %** sur les 10 dernières années.
- ✓ La part des périls secondaires est d'environ 50 % sur les 30 dernières années selon Swiss Re.

PERTES ÉCONOMIQUES TOTALES ISSUES DES
ÉVÉNEMENTS NATURELS DANS LE MONDE
(en milliards de dollars constants 2024)

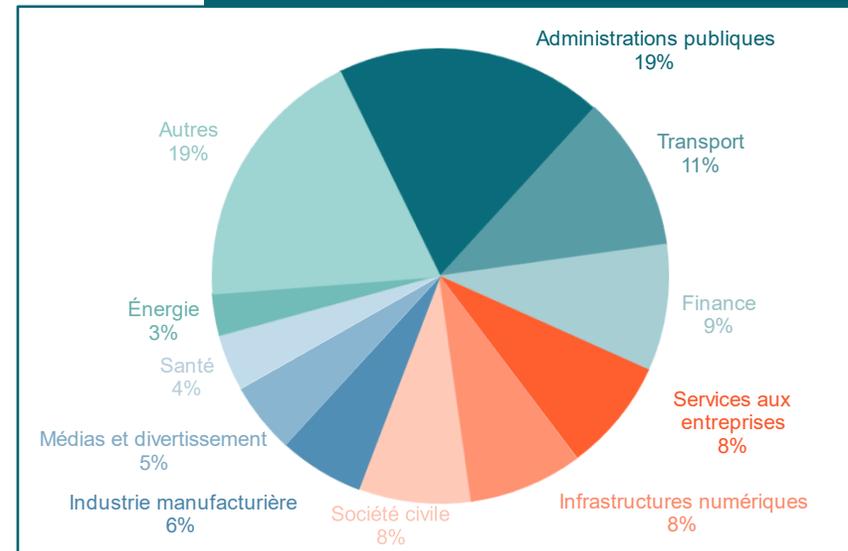
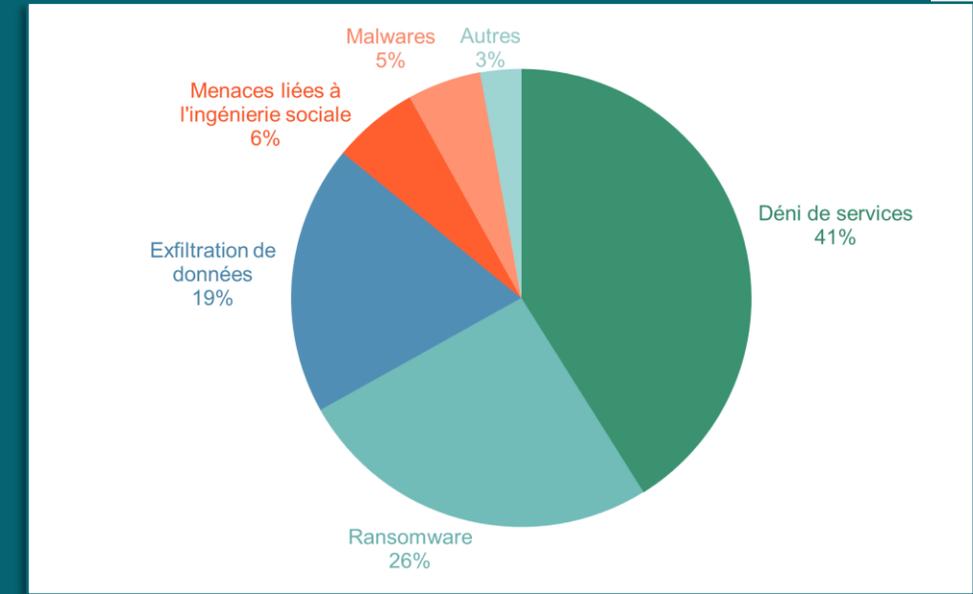


Source : Swiss Re Institute.

Dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes, la variété et la fréquence des cyberattaques se sont démultipliées

- ✓ L'ENISA, agence de l'Union européenne pour la cybersécurité, a publié son premier rapport en décembre 2024 :
 - dénis de services, ransomwares et exfiltrations de données représentent plus de 85 % des attaques ;
 - outre les administrations publiques, qui représentent une attaque sur cinq, les transports et la finance sont particulièrement ciblés (une attaque sur dix).
- ✓ Au cours de l'année 2024, l'ANSSI a traité en France 15 % d'événements¹ cyber de plus qu'en 2023.

TYPES DE CYBERATTQUES



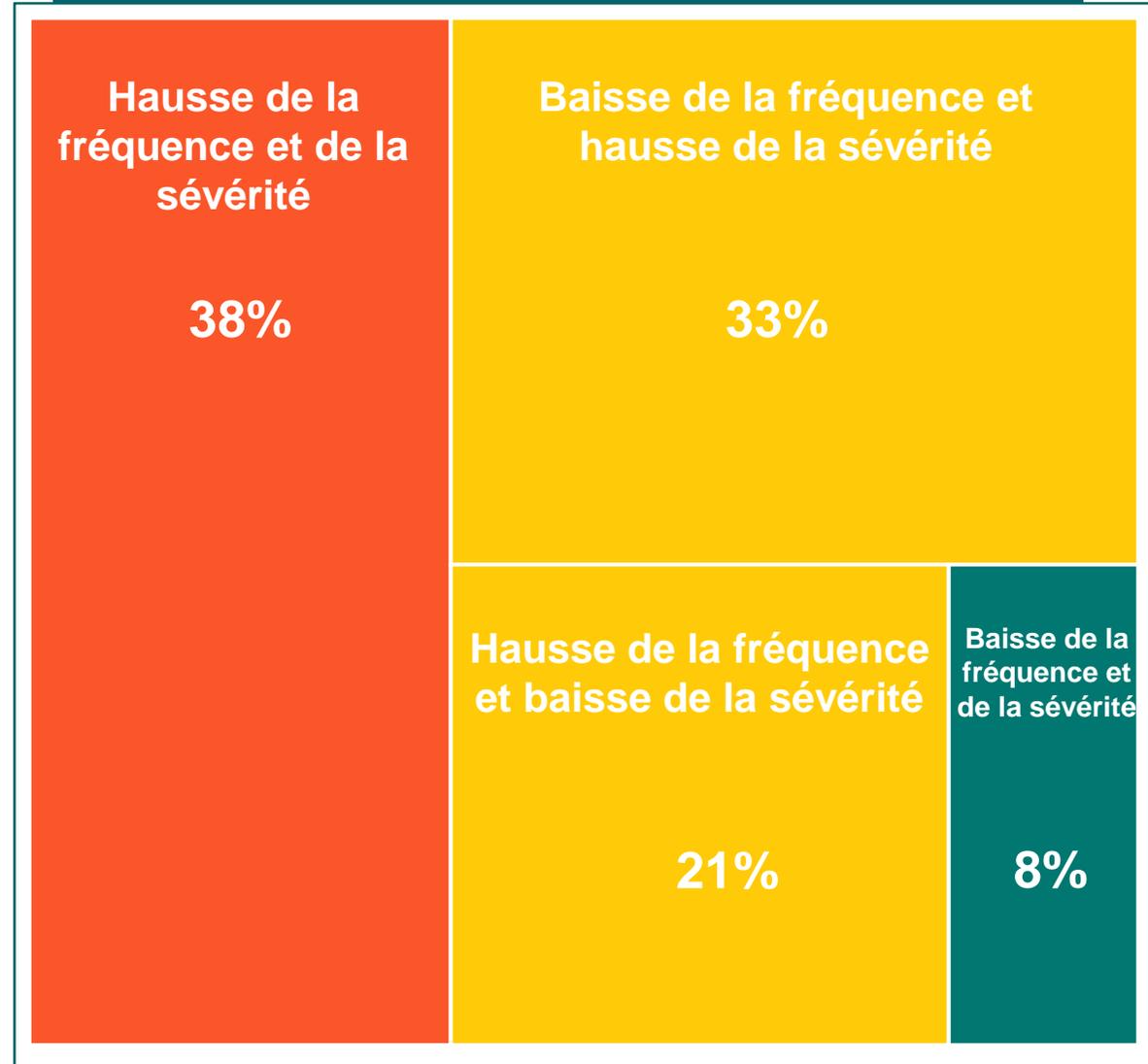
SECTEURS CIBLÉS PAR LES CYBERATTQUES

¹ Événements portés à la connaissance de l'ANSSI et qui ont donné lieu à un traitement par les équipes opérationnelles.

Source : ENISA, sur la base d'un peu plus de 10 000 attaques cyber recensées entre mi-2023 et mi-2024.

La cartographie prospective révèle une montée généralisée des risques, en fréquence et/ou en sévérité...

- ✓ **92 % des risques sont en hausse**, en fréquence et/ou en sévérité.
- ✓ Outre l'**environnement politique**, les **inégalités et tensions sociales** et l'**intelligence artificielle** sont les risques qui affichent la plus forte progression sur l'année (gain de 7 rangs, en 7^e et 9^e position respectivement).

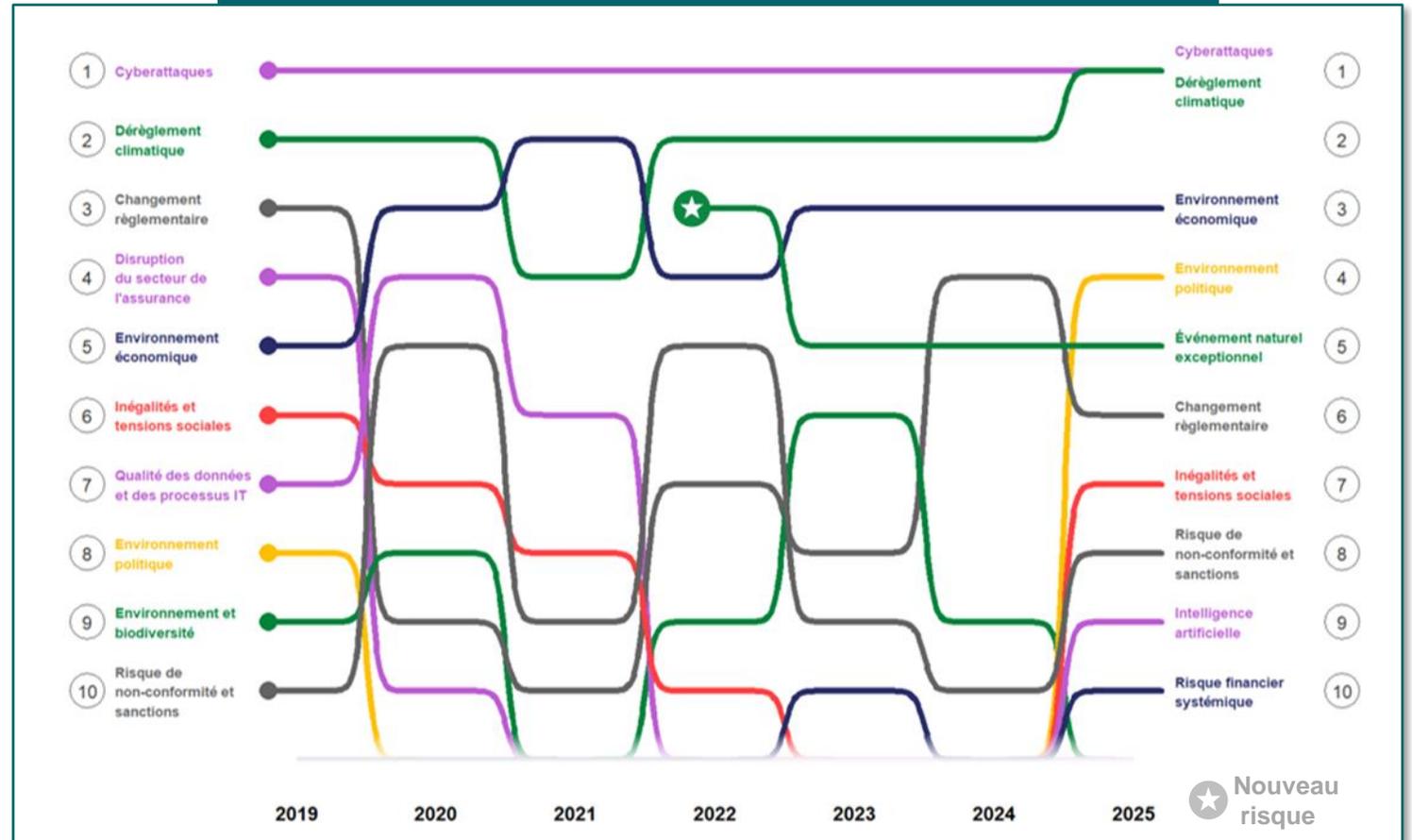


ÉVOLUTION DES RISQUES SUR UN AN EN FRÉQUENCE ET EN SÉVÉRITÉ

Source : France Assureurs, cartographie prospective 2025 des risques de l'assurance.

... et place *ex aequo* le dérèglement climatique et le risque cyber en 1^{ère} position des risques

- ✓ Pour le secteur de l'assurance, le **dérèglement climatique** rejoint pour la première fois les **cyberattaques** sur la première marche du podium des risques.
- ✓ Le **risque économique** demeure sur le podium pour la 3^e année consécutive.
- ✓ Le **risque politique** se place en 4^e position des risques, enregistrant la plus forte progression de l'année (+8 rangs).

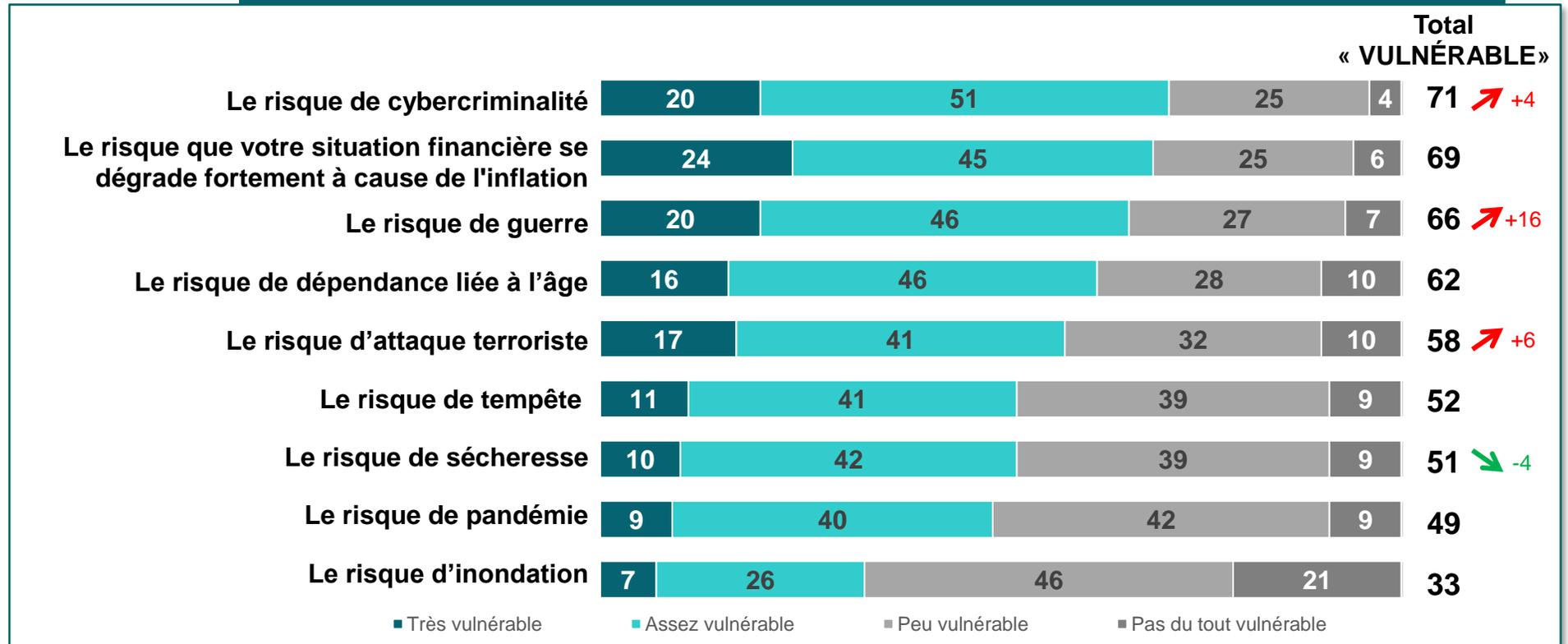


CLASSEMENT DES 10 PREMIERS RISQUES DE LA CARTOGRAPHIE DES RISQUES

Source : France Assureurs, cartographie prospective 2025 des risques de l'assurance.

Le risque de guerre progresse nettement, le risque cyber se renforce et le risque terroriste fait son retour

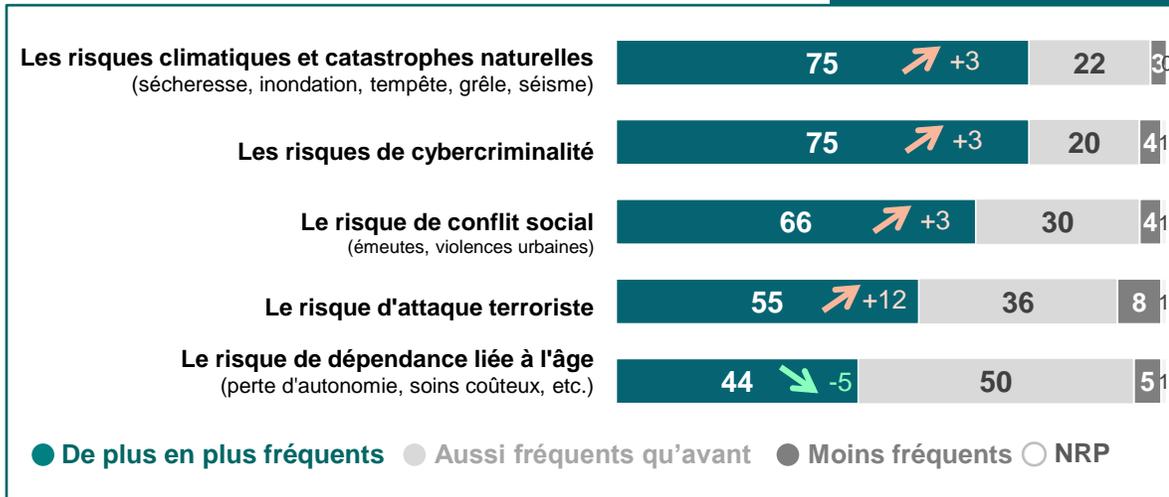
PERSONNELLEMENT, VOUS SENTEZ-VOUS VULNÉRABLE FACE À CHACUN DES RISQUES SUIVANTS ? (en %)



- ✓ Le risque **cyber** est en **nette hausse** par rapport à 2023 pour les 25-34 ans (+19 points).
- ✓ Le risque de **sécheresse** est en **baisse** pour toutes les catégories de population.

Source : Étude ELABE pour France Assureurs « Les Français et l'assurabilité », mars 2025.

Les Français perçoivent une progression des risques par rapport à 2024...



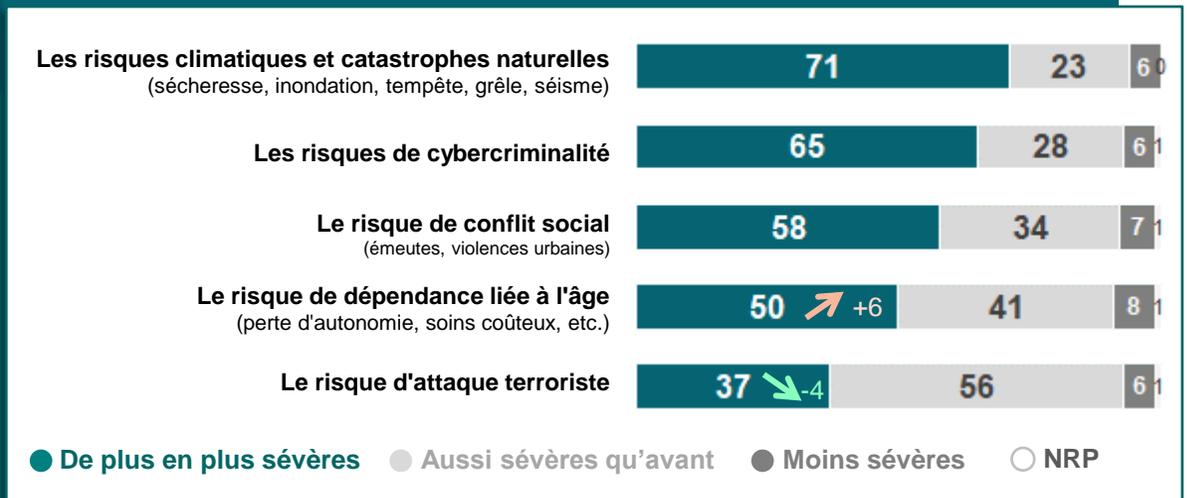
✓ Concernant les risques prioritaires à assurer à l'échelle de la société, les Français expriment une **progression du besoin de protection face aux risques climatiques et aux risques cyber**. Le risque de dépendance est également cité.

SÉVÉRITÉ DES RISQUES

FRÉQUENCE DES RISQUES

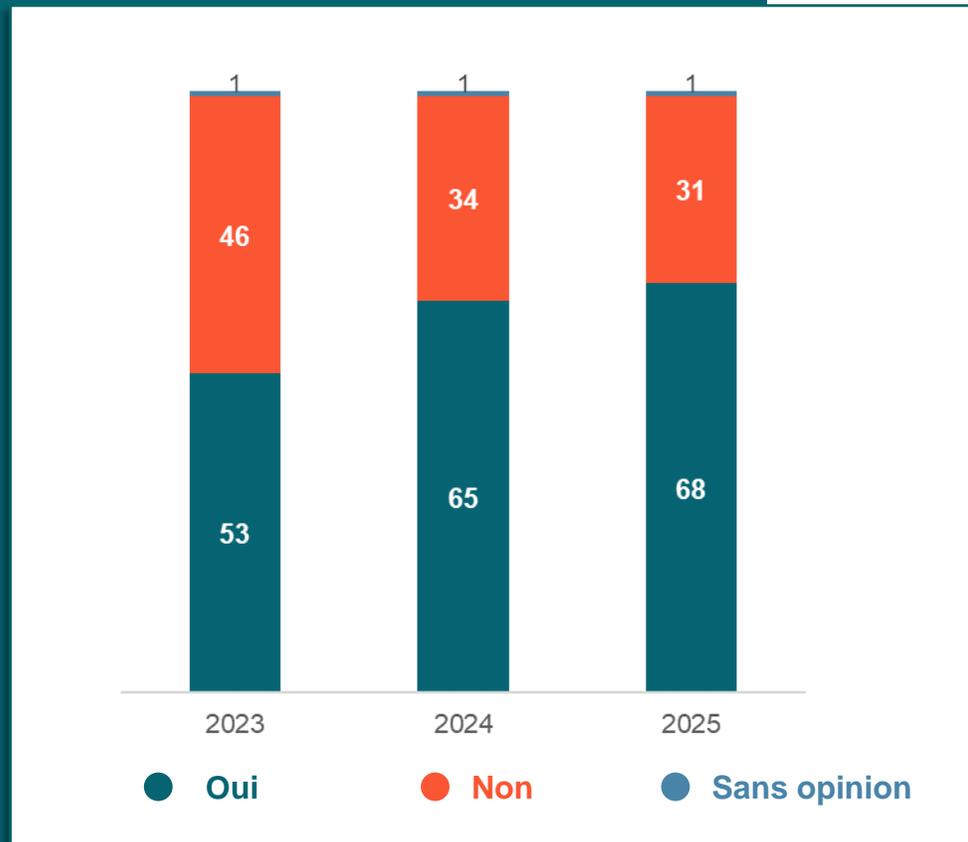
QUAND VOUS PENSEZ AUX RISQUES SUIVANTS, AVEZ-VOUS LE SENTIMENT QU'ILS SONT PLUS OU MOINS FRÉQUENTS QU'AVANT ? (en %)

ET AVEZ-VOUS LE SENTIMENT QUE LES RISQUES SUIVANTS SONT PLUS OU MOINS SÉVÈRES (GRAVES, INTENSES) QU'AVANT ? (en %)



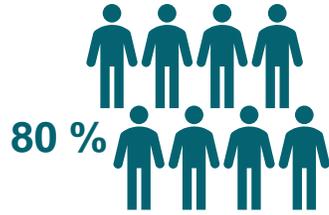
AVIEZ-VOUS DÉJÀ PENSÉ AU FAIT QU'IL POURRAIT Y AVOIR DES DIFFICULTÉS POUR ASSURER LES RISQUES CLIMATIQUES, DE CYBERCRIMINALITÉ OU DE DÉPENDANCE LIÉE À L'ÂGE ?

(en %)



Les Français ont de plus en plus conscience des enjeux liés à l'assurance

- ✓ 68 % des Français estiment qu'il pourrait y avoir des **difficultés pour assurer les risques climatiques, de cybercriminalité ou de dépendance liée à l'âge**, soit +15 points depuis 2023.
- ✓ La hausse est observable en particulier chez les Français de plus de 50 ans : 75 % de réponses positives pour les Français de plus de 65 ans.
- ✓ À l'échelle de la société, le risque **prioritaire à assurer est le risque climatique.**



Je **préfère payer une assurance** pour avoir la garantie d'être couvert, même si j'estime que le sinistre a peu de chances de se produire

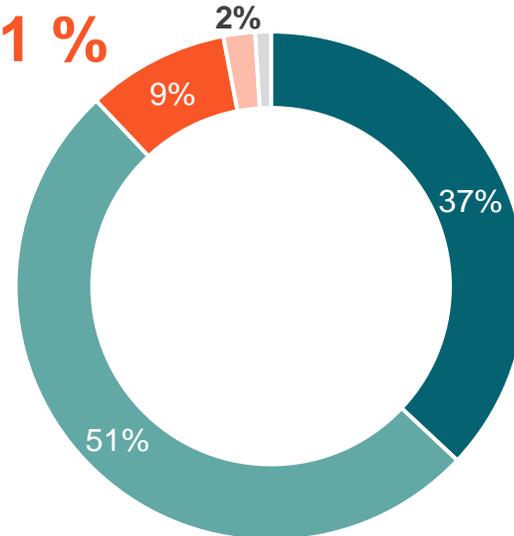


Je préfère prendre le **risque de ne pas m'assurer** et assumer seul le coût du sinistre s'il se produit

DE MANIÈRE GÉNÉRALE, DIRIEZ-VOUS QU'ÊTRE ASSURÉ EST UTILE OU PAS UTILE ?

Total « PAS UTILE »

11 %



Total « UTILE »

88 %

L'utilité de l'assurance est incontestée

- ✓ Concernant l'impact des risques de plus en plus importants sur le financement des assurances, **les Français considèrent à 49 % que chacun doit prendre une part** (les particuliers, les assureurs et l'État), uniquement l'État à 39 %, uniquement les assureurs à 12 % et uniquement les particuliers à 4 %.
- ✓ À titre personnel, le risque contre lequel les **Français aimeraient être assurés en priorité est le risque de dépendance.**

1

Plus que jamais, les Français vivent dans une « société du risque »

2

L'assurance, ancrée dans les territoires, est une force stabilisatrice et protectrice

1. Plus de 300 000 personnes engagées au service de la protection des Français
2. Chaque jour, les assureurs gèrent plus de 36 000 nouveaux sinistres
3. 96 % des Français sont couverts par une complémentaire santé
4. L'encours de l'assurance vie dépasse le seuil des 2 000 milliards d'euros
5. Le Plan d'Épargne Retraite a déjà séduit près de 7 millions d'assurés

3

Par ses investissements, l'assurance est un poumon de l'économie européenne

1. Les assureurs français investissent à 80 % en France et dans les pays de la zone euro
2. Les assureurs français investissent à 24 % en actions d'entreprises
3. L'investissement en actifs verts croît de +13 % quand l'investissement en actifs carbonés décroît de -11 %

2

L'assurance,
ancrée dans
les territoires,
est une force
stabilisatrice et
protectrice

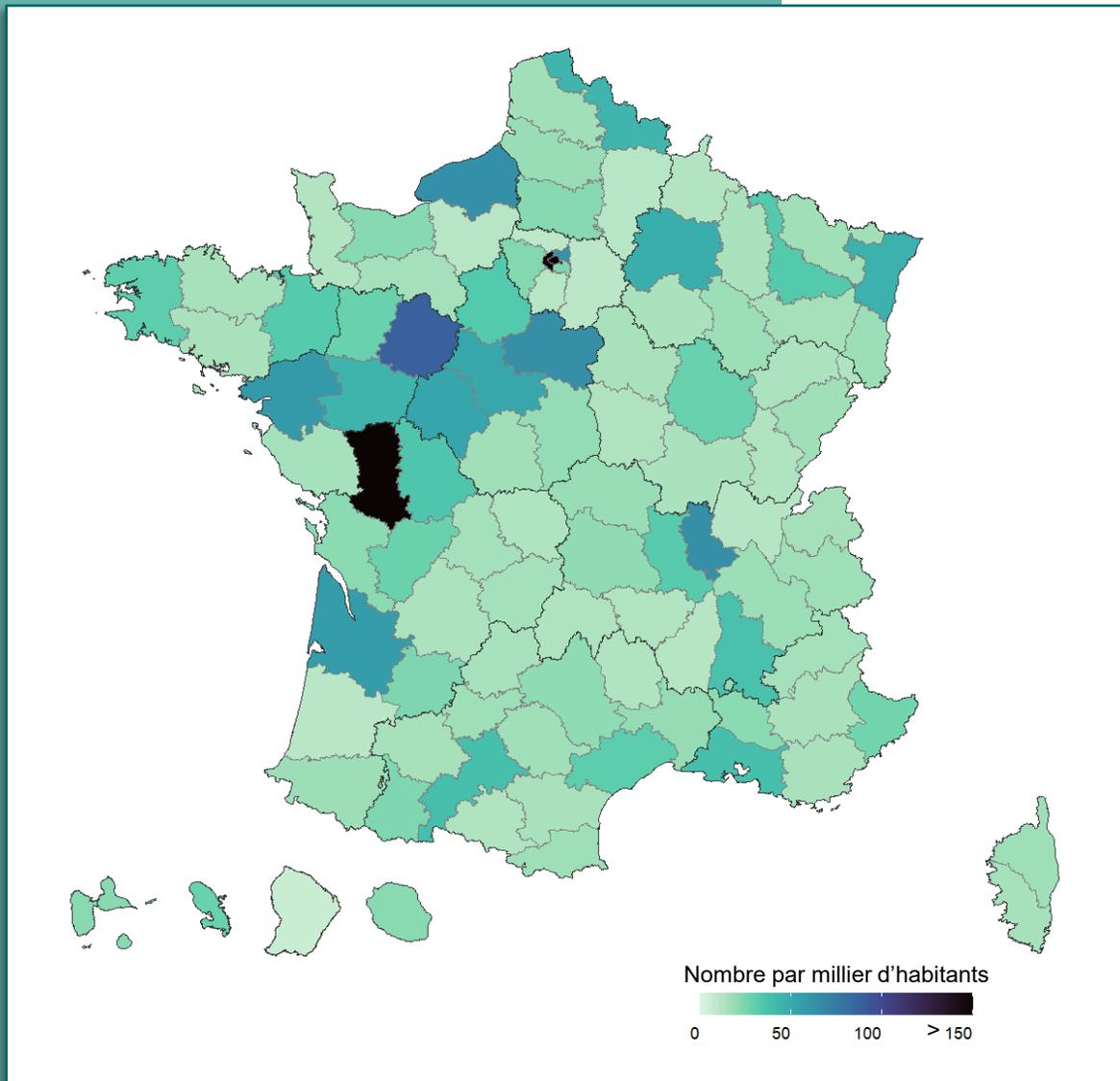




2.1

**Plus de 300 000 personnes
engagées au service de la
protection des Français**

EFFECTIFS DE L'ASSURANCE EN FRANCE



L'assurance est présente sur l'ensemble du territoire

273 000 salariés dans le secteur de l'assurance

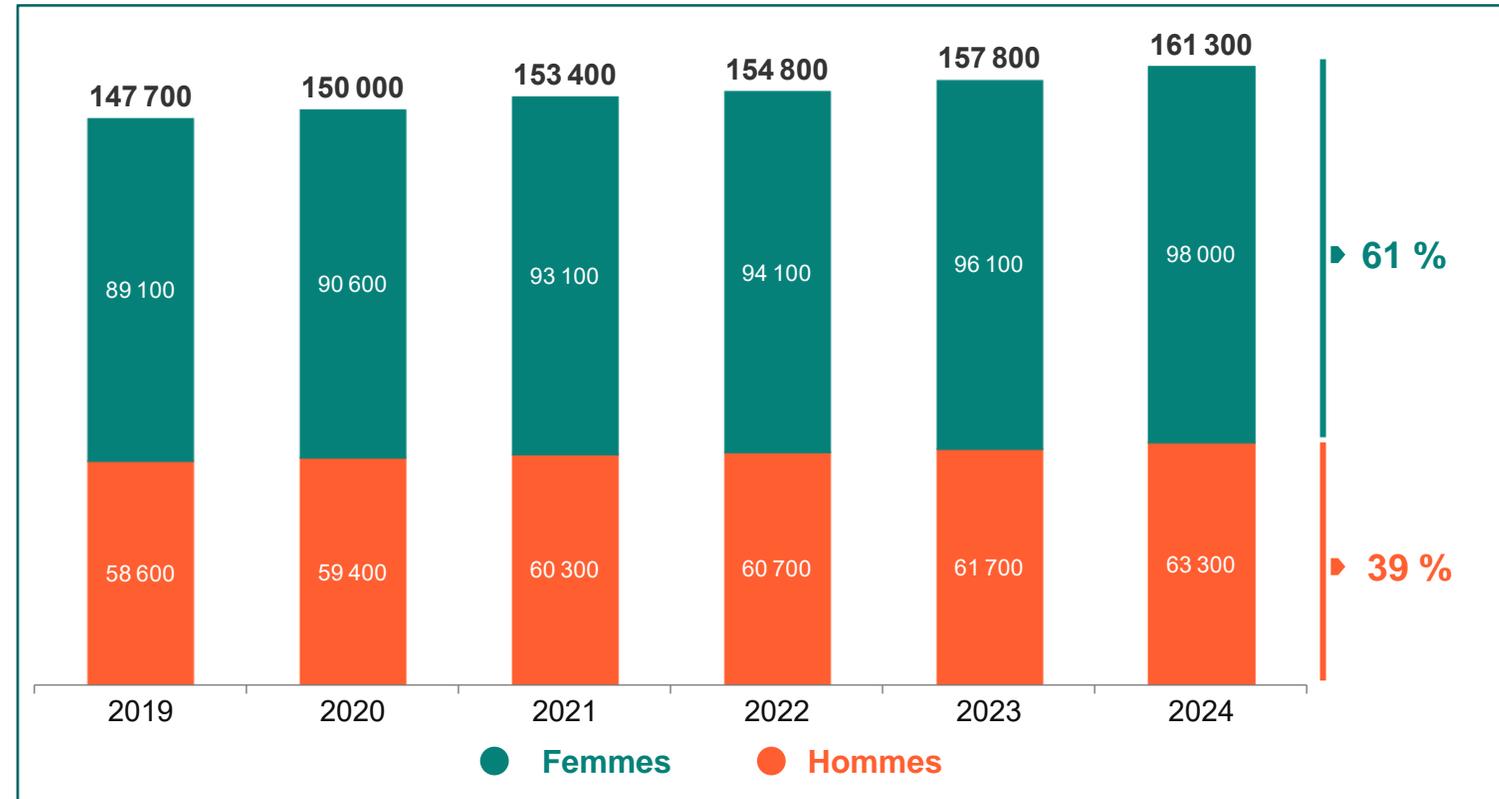
- ✓ 161 000 salariés de sociétés d'assurance
- ✓ 14 000 salariés d'évaluation des risques et des dommages
- ✓ 85 000 salariés d'agents généraux et de courtiers d'assurance
- ✓ 13 000 salariés dans les autres activités de l'assurance

38 500 intermédiaires indépendants

- ✓ 11 800 agents généraux d'assurance
- ✓ 26 700 courtiers en assurance

Avec une hausse de +2,2 % des effectifs, l'emploi des entreprises d'assurance confirme son dynamisme...

- ✓ Ces dernières années, la branche a atteint des niveaux records de recrutements avec **20 600 en 2023¹, un plus haut historique, compensant largement les départs à la retraite.**
- ✓ France Assureurs, l'Opco Atlas et les employeurs de la branche développent des **actions en faveur de la promotion et de la valorisation des métiers auprès des jeunes**, du monde académique et des pouvoirs publics (campagnes réseaux sociaux, présence salons, etc.).



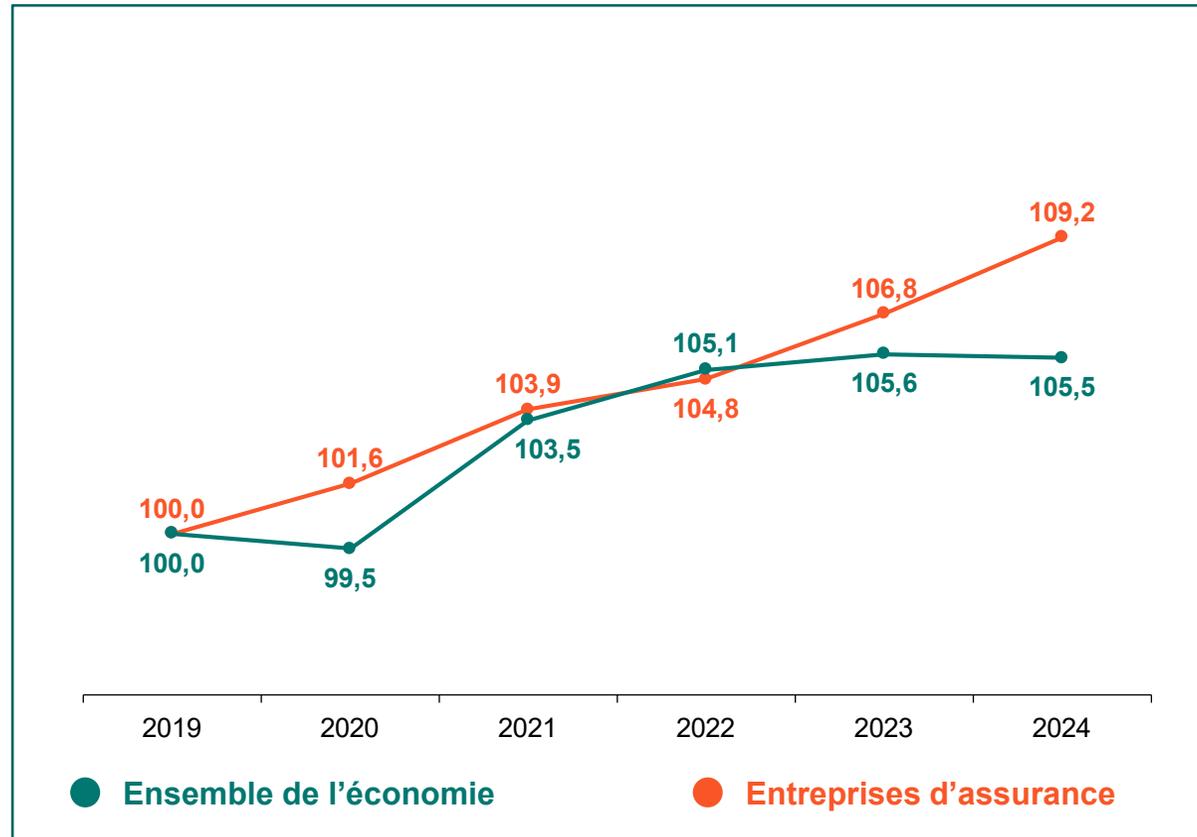
EMPLOI SALARIÉ DES ENTREPRISES
D'ASSURANCE (en nombre)

Source : France Assureurs.

¹ Rapport 2024 de l'Observatoire de l'Évolution des Métiers de l'Assurance (OEMA).

... avec une croissance deux fois supérieure à celle de l'ensemble de l'emploi salarié privé

- ✓ Depuis 2019, l'emploi dans les entreprises d'assurance a progressé continûment, de +9,2 % sur la période contre +5,5 % pour l'ensemble des secteurs de l'économie.
- ✓ En 2024, la progression des effectifs de l'assurance (+2,2 %) contraste avec la légère baisse pour l'emploi salarié privé en France¹ (-0,1 %).
- ✓ 93 % des salariés des entreprises d'assurance sont en CDI (contre 85 % pour l'ensemble des salariés du privé).



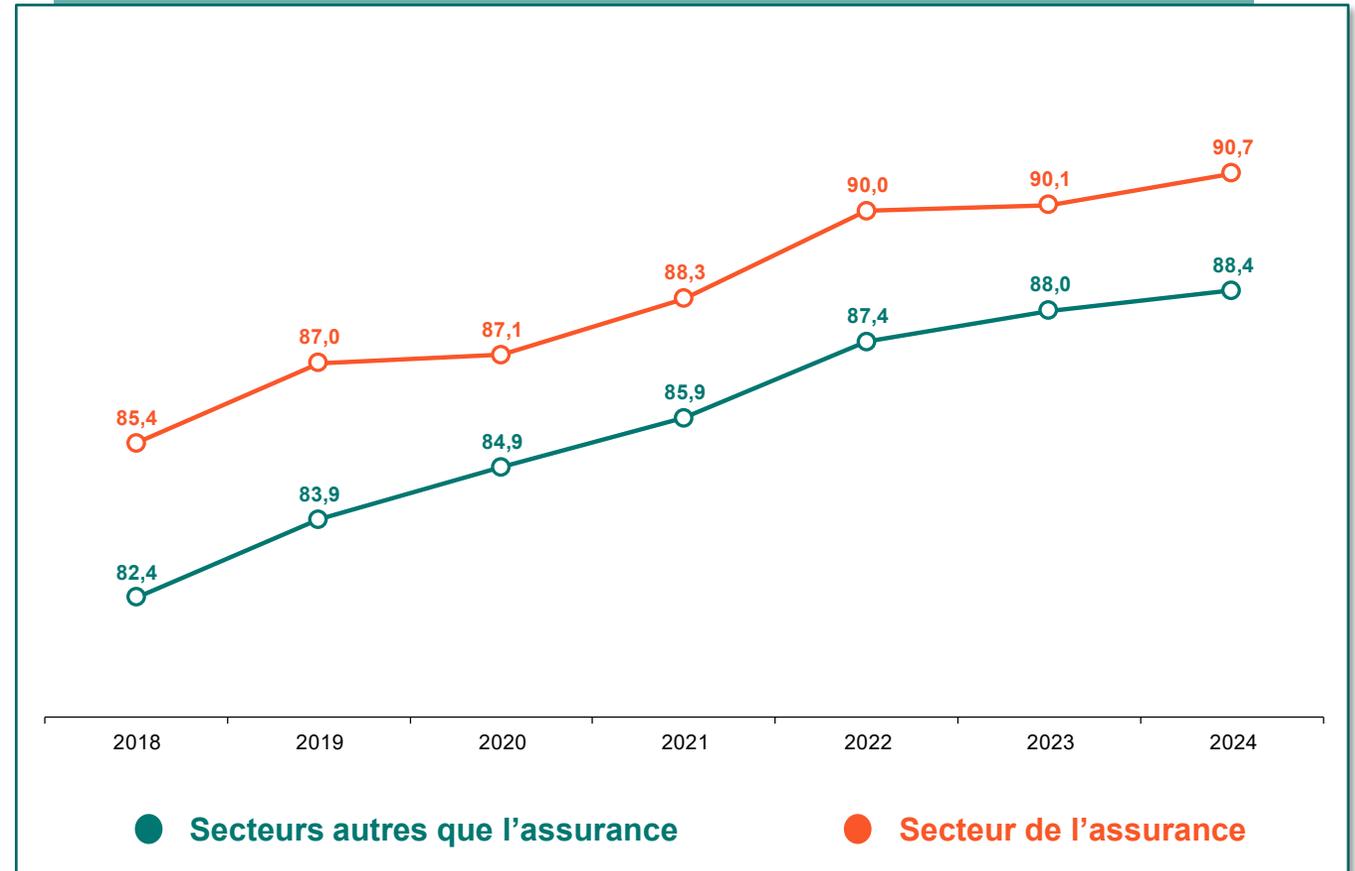
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ
(Base 100 en 2019)

Source : France Assureurs.

¹ Emploi salarié – quatrième trimestre 2024, Insee.

L'assurance, un secteur leader de l'égalité femme-homme...

- ✓ En amélioration continue depuis 2018, l'index de l'égalité professionnelle femme-homme du secteur de l'assurance a toujours été de **2 à 3 points** supérieur à celui des autres secteurs.
- ✓ **96 % des entreprises du secteur de l'assurance** obtiennent une note supérieure à 75/100, la référence légale, et **60 % des entreprises du secteur de l'assurance** obtiennent une note supérieure à 90/100.
- ✓ **Plus d'un cadre sur deux** est une femme.

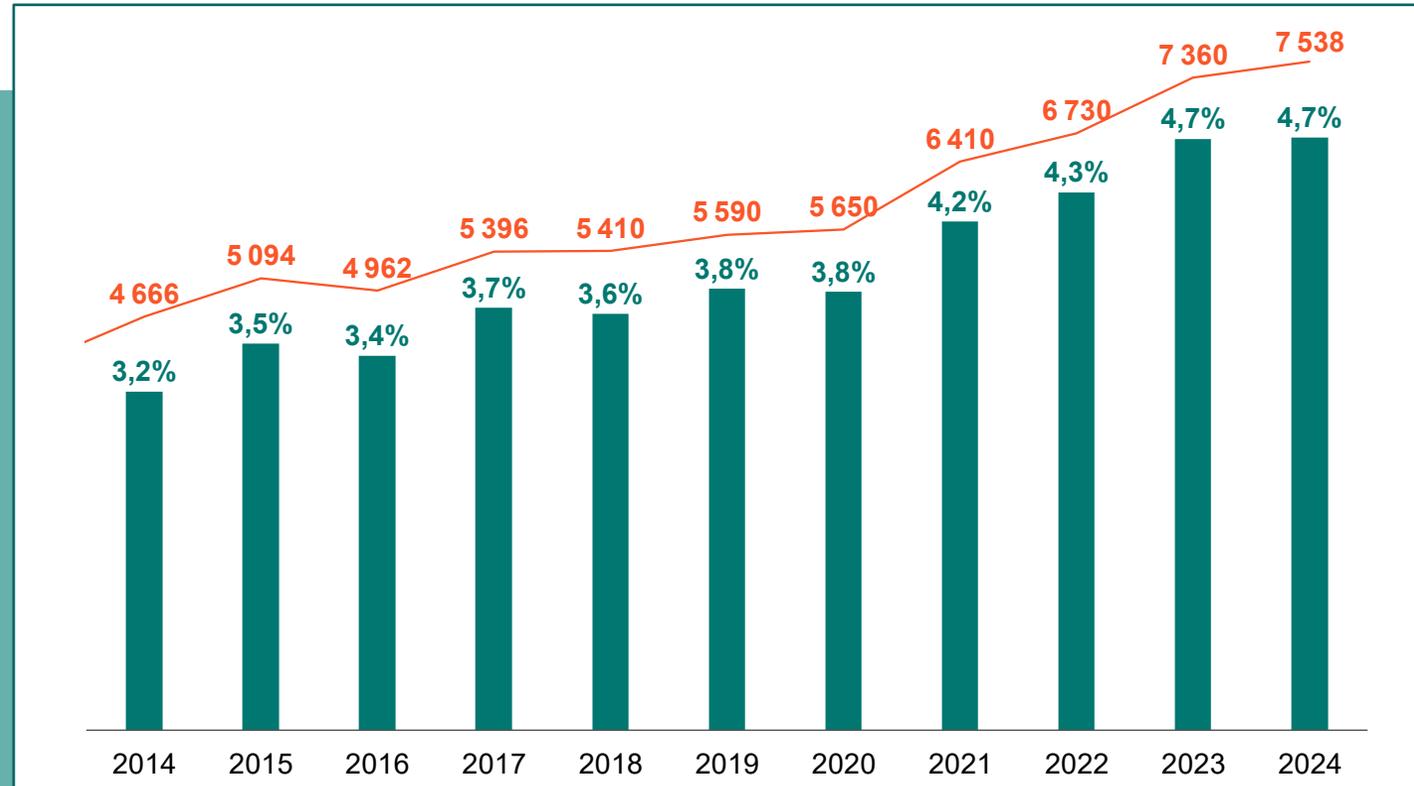


ÉVOLUTION DE L'INDEX DE L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Source : Egapro, Index de l'égalité professionnelle d'une entreprise, données au 10 mars 2025, périmètre de l'assurance et des caisses de retraite (nomenclature NAF 65).

... qui soutient l'emploi des jeunes...

- ✓ Le développement de l'**alternance** (apprentissage, contrats de professionnalisation) dans l'assurance reste une priorité du secteur (+2,4 % en 2024).
- ✓ **Près du quart des embauches concerne des alternants.**
- ✓ 52 % des alternants recrutés sont titulaires d'un Bac+3 ou plus, en 2023.
- ✓ La branche a également accueilli en 2024 **plus de 4 300 stagiaires** (niveau collège et supérieur) marquant une progression de **plus de 1 100 en un an.**



EMPLOI EN ALTERNANCE DANS LES ENTREPRISES D'ASSURANCE
(en nombre et part dans l'ensemble des effectifs)

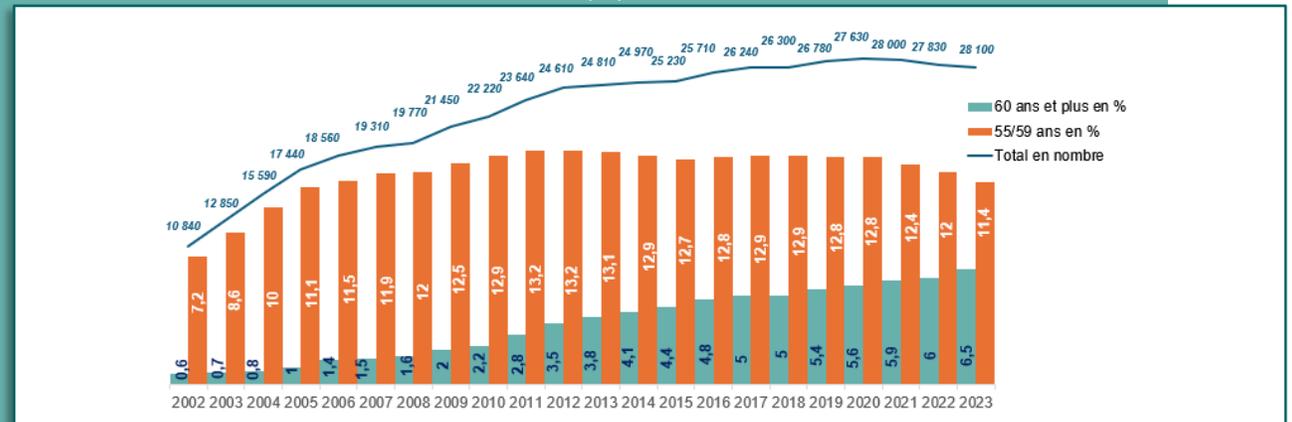
... et l'emploi des seniors

ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE D'ÂGE DES EFFECTIFS EN 2003, 2013 ET 2023

- ✓ Alors que $\frac{3}{4}$ des salariés se situaient dans la tranche des 30/54 ans en 2003, un **rééquilibrage de la pyramide des âges** est observé au profit des seniors.
- ✓ L'augmentation générale des effectifs (+18 600 salariés depuis 2003) bénéficie **surtout aux 60 ans et plus** dont la proportion est passée de moins de 1 % à 6,5 % en l'espace de vingt ans, principalement du fait du report de l'âge légal de départ à la retraite.



ÉVOLUTION DE LA PART DES 55 ANS ET PLUS DANS LA POPULATION TOTALE (%)



Sources : Observatoire de l'évolution des métiers de l'assurance, Insee – « La situation des seniors sur le marché du travail en 2023 », 22 août 2024.

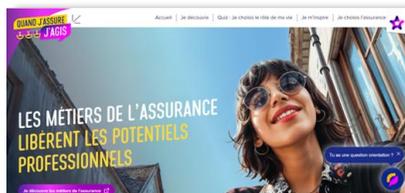
Campagne de promotion de l'alternance dans l'assurance en 4 témoignages vidéo



7 538

alternants fin 2024

Réseaux sociaux
Près de 100 000 vues



45 conférences organisées en 2024 pour plus de 1 900 étudiants

dans le cadre des Journées Orientation Alternance



Publication en janvier 2024 du Livre blanc : « Apprentissage et reconversion – pour relever ensemble le défi des compétences » : 10 propositions concrètes pour sécuriser le financement de l'apprentissage, créer un outil de reconversion universel, mieux piloter les politiques de formation.

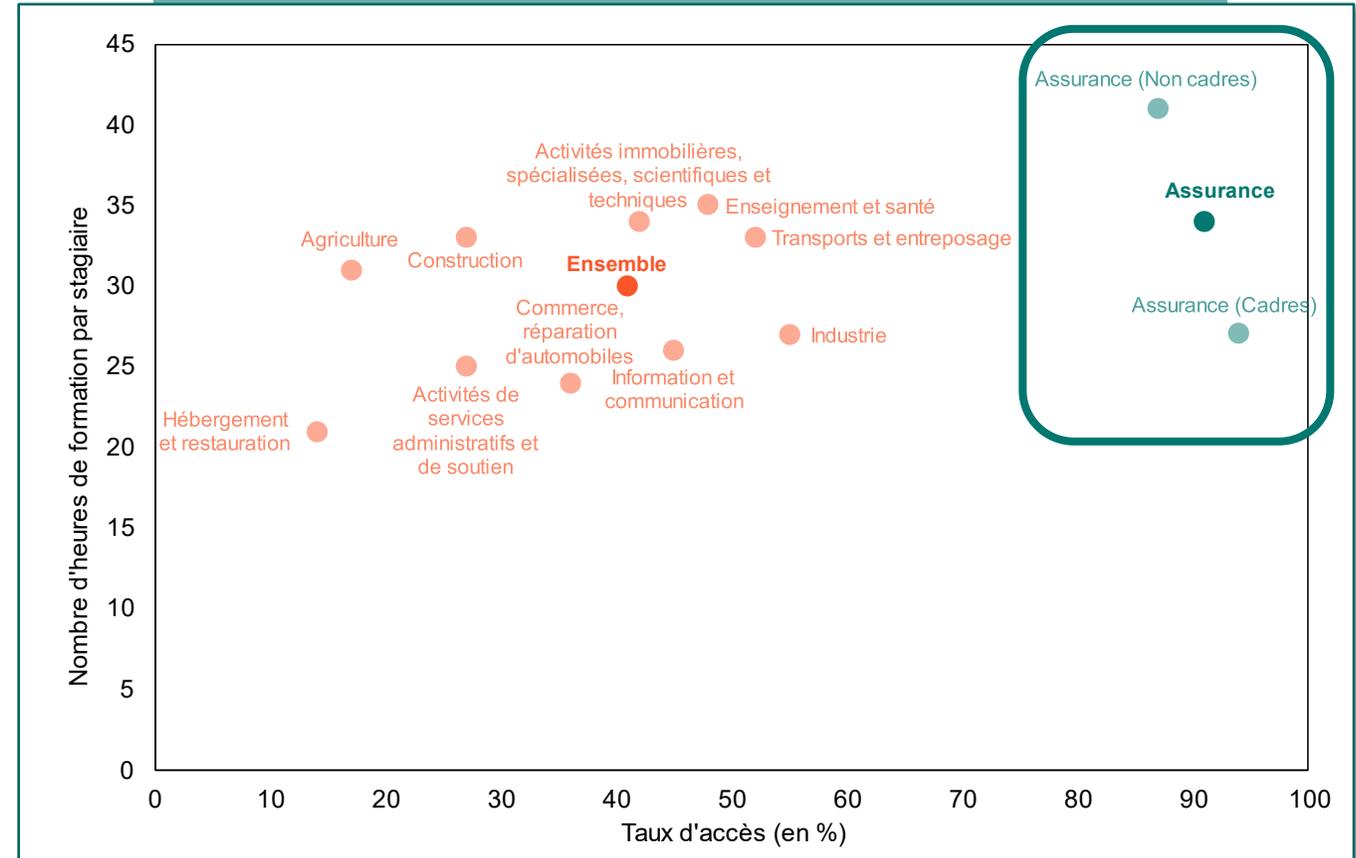
Collaboration avec la FBF et le Syntec – campagne d'influence auprès des pouvoirs publics.



Source : France Assureurs.

L'assurance renforce les compétences de ses salariés tout au long de leur carrière

- ✓ **91 % des salariés des entreprises d'assurance** ont suivi des formations en 2023 (+4 points par rapport à 2022).
- ✓ Les formations durent en moyenne **27 heures** pour les cadres et **41 heures** pour les non-cadres de l'assurance.
- ✓ L'effort financier consacré à la **formation professionnelle s'établit à 5,6 % de la masse salariale** pour les activités financières et d'assurance contre 3,7 % pour l'ensemble des secteurs de l'économie.



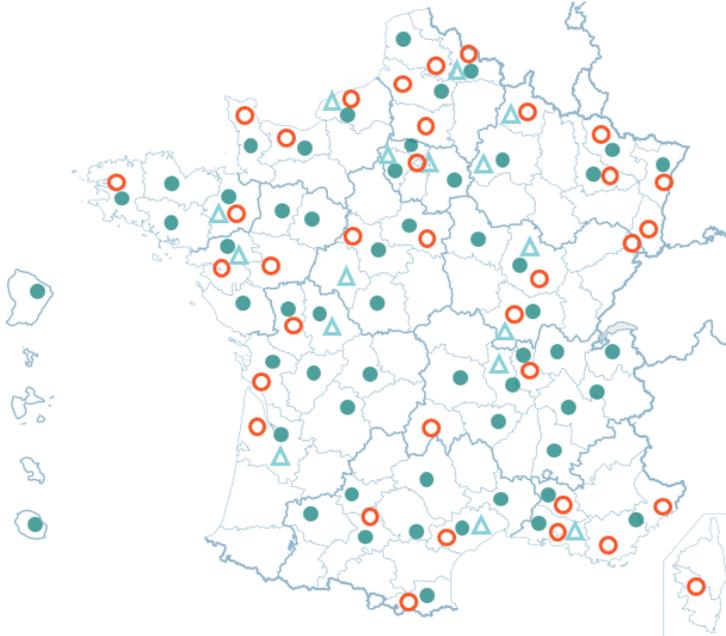
FORMATION : TAUX D'ACCÈS ET NOMBRE D'HEURES (en %)

Sources : Rapport 2024 de l'Observatoire de l'Évolution des Métiers de l'Assurance (OEMA) et Céreq-Dares-France compétences ; enquête EFE-e 2023.

Le nouveau réseau territorial de France Assureurs garantit une représentation opérationnelle dans tous les territoires

Présence dans le département d'au moins un...

- ... correspondant Territorial
- ... correspondant Evènements de grande ampleur
- △ ... correspondant Métiers de l'assurance



LEURS MISSIONS

148 correspondants répartis sur l'ensemble du territoire

- **Influence et représentation**
Représentation de la profession auprès des acteurs politiques et socio-économiques
- **Gestion de crise**
Accompagnement en proximité des acteurs locaux en cas de crise
- **Prévention**
Représentation du secteur dans les travaux menés dans les territoires
- **Promotion des métiers et des formations de l'assurance**
Échanges avec les acteurs de l'orientation, de la formation et de l'emploi

Anticiper les effets de l'IA sur les métiers de l'assurance

1 Automatisation des tâches



Notamment les tâches à faible valeur ajoutée

2 « Augmentation » des collaborateurs



Grâce à un supplément d'efficacité, de créativité et de pertinence.

3 Génération de nouvelles tâches



Par exemple contrôle en entraînement des IA.

Les assureurs ont obtenu une clarification de la définition de l'IA au sens de l'IA Act

Il était important de trouver le bon équilibre entre la protection des consommateurs européens et une régulation excessive de l'intelligence artificielle.

Les techniques actuarielles et statistiques « classiques » utilisées depuis des décennies par les assureurs ne seront pas considérées comme des systèmes d'IA à haut risque.



Quel est le rôle de l'IA dans la formation pour les métiers de l'assurance ?

- ✓ Récolter des données significantes
- ✓ Apprendre avec l'IA, un assistant numérique
- ✓ Identifier les lacunes en matière de connaissance
- ✓ Proposer rapidement le contenu adapté



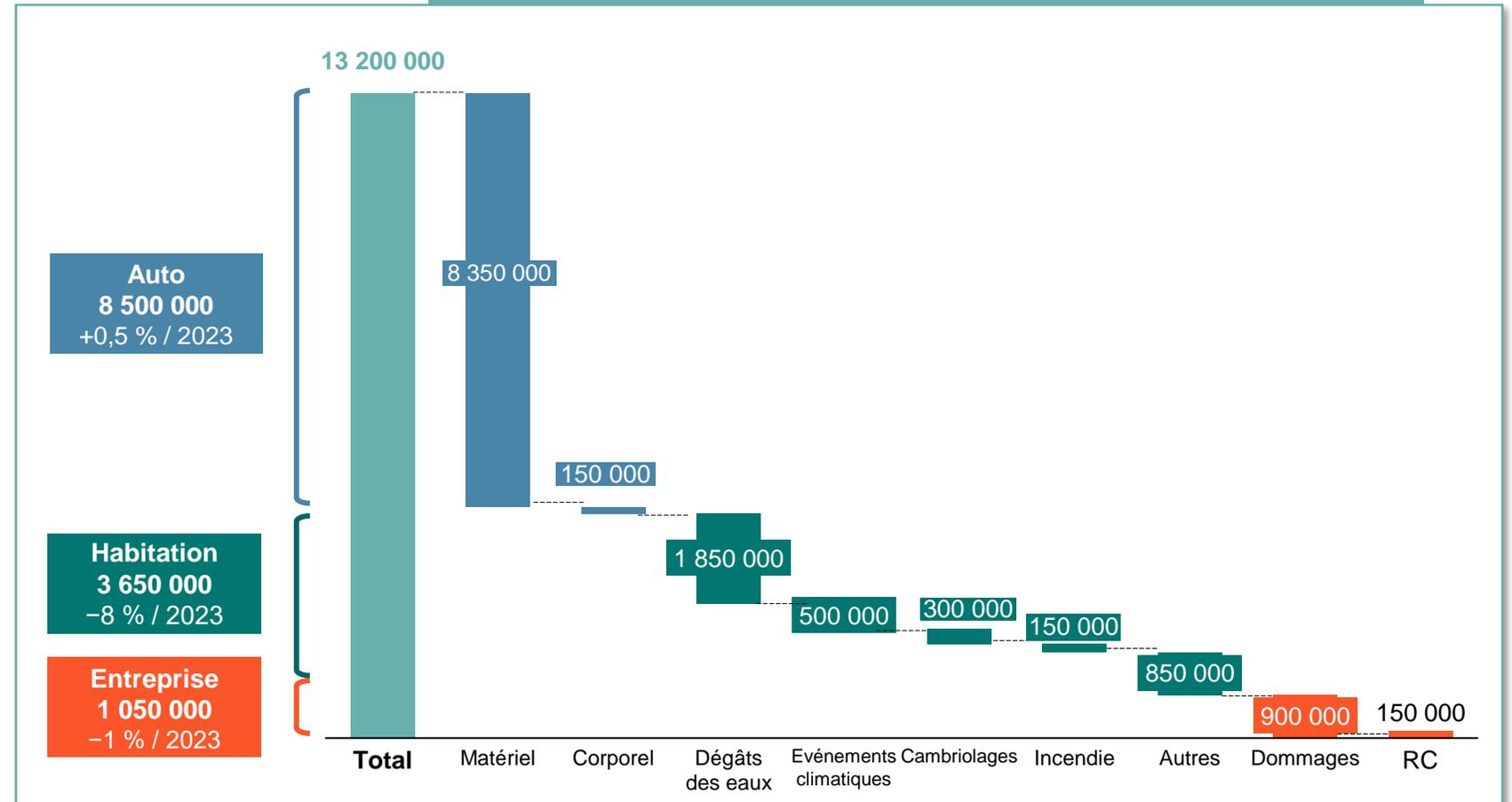
2.2

**Chaque jour, les assureurs
gèrent plus de 36 000
nouveaux sinistres**

L'assurance gère 13 millions de nouveaux sinistres par an

NOMBRE DE SINISTRES EN 2024

- ✓ Les assureurs gèrent **1 nouveau sinistre toutes les 2 secondes.**
- ✓ **64 % des sinistres sont des sinistres auto**, 28 % en habitation et 8 % en assurance entreprises.

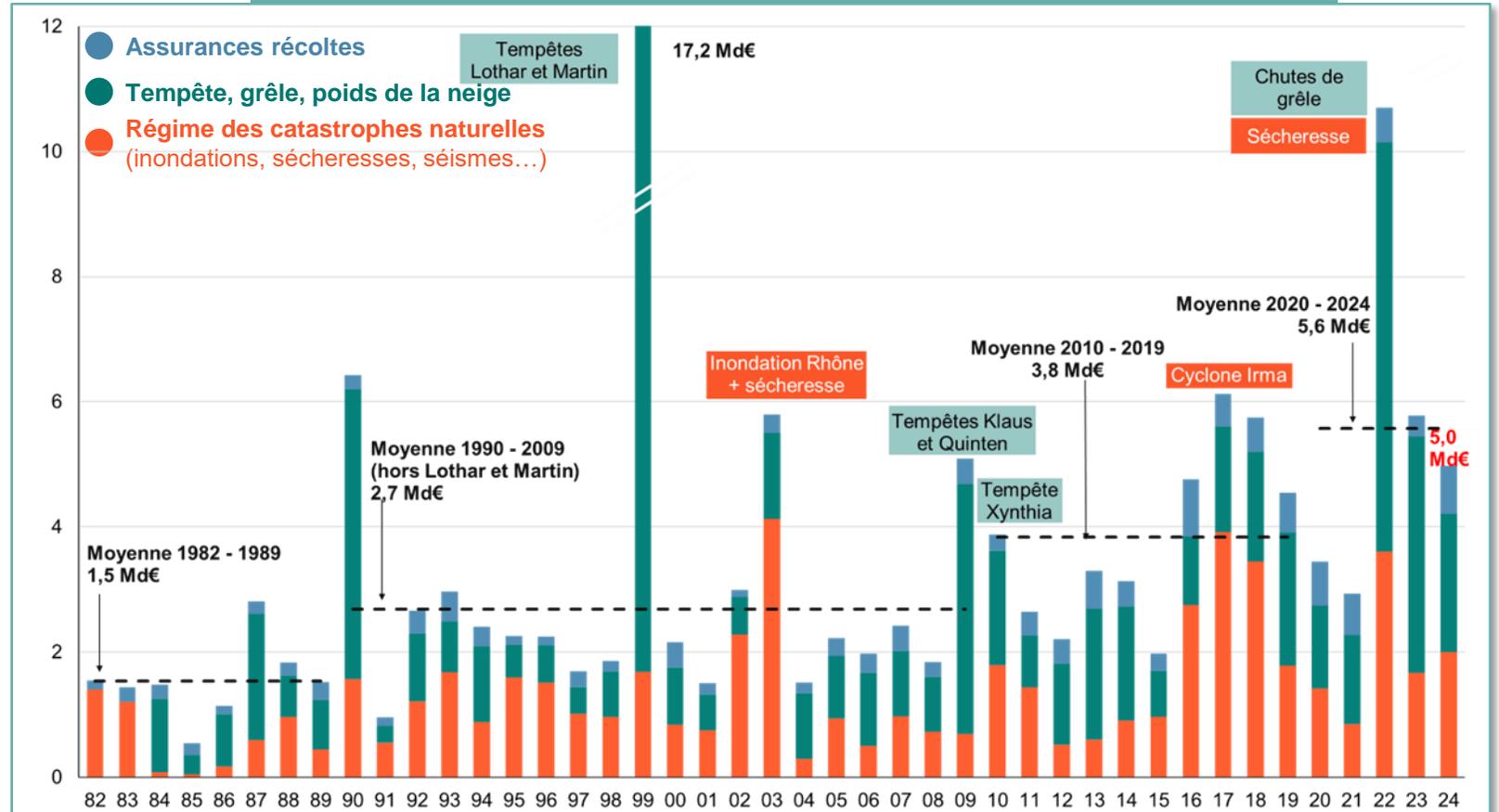


Source : France Assureurs.

Le coût des événements naturels en 2024 atteint 5,0 milliards d'euros

COÛT DES SINISTRES CLIMATIQUES
(en milliards d'euros constants 2024)

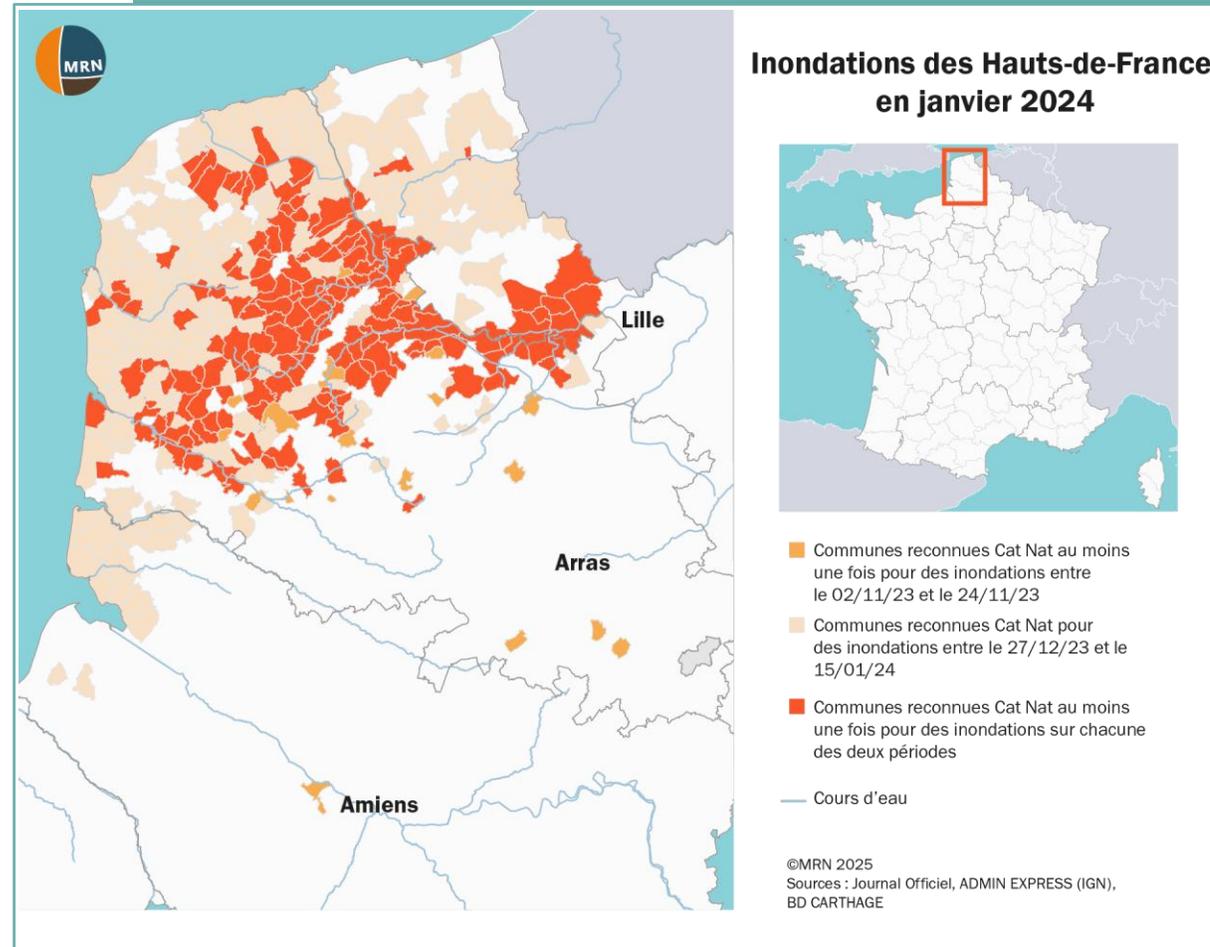
- ✓ À 5,0 milliards d'euros, l'année 2024 est la **9^e année la plus coûteuse** pour la profession malgré une faible sinistralité sécheresse.
- ✓ Au 1^{er} janvier 2025, la **surprime Cat Nat est passée de 12 % à 20 %** pour les contrats dommages aux biens, et de 6 % à 9 % pour les contrats auto.
- ✓ La circulaire administrative du 15 mai 2024 **élargit les critères de reconnaissance Cat Nat** renforçant ainsi la couverture des assurés.



Source : France Assureurs.

Les inondations de janvier 2024 ont occasionné 9 400 sinistres pour un coût de 63 millions d'euros

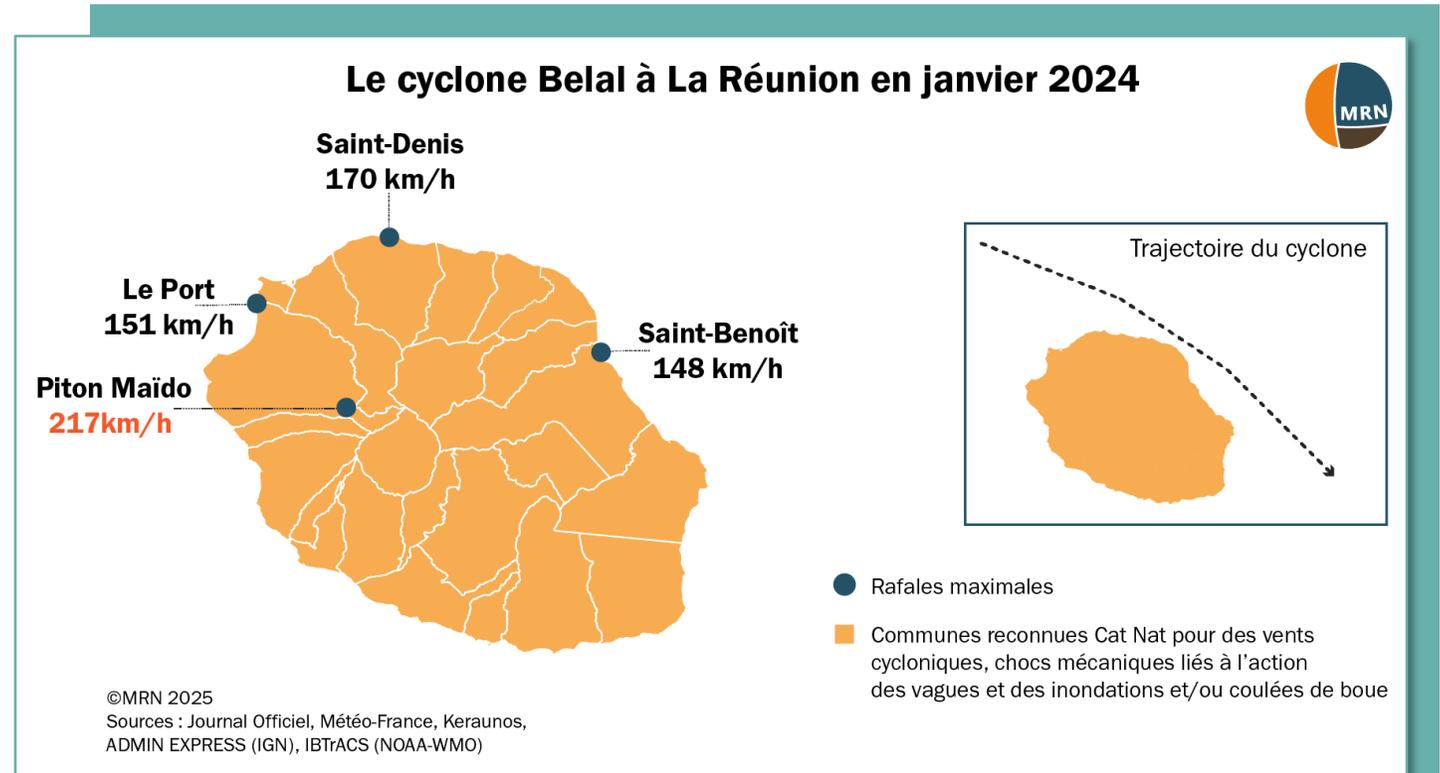
- ✓ **84 % des sinistres concernent les logements des particuliers**, 12 % concernent des biens professionnels, agricoles et de collectivités territoriales et enfin 4 % concernent des automobiles.
- ✓ En coût, **73 % concernent des logements des particuliers**, 24 % des biens professionnels, agricoles et de collectivités territoriales et 3 % des automobiles.
- ✓ Au global, les inondations qui ont frappé le Nord et le Pas-de-Calais **entre novembre 2023 et janvier 2024 ont occasionné 37 000 sinistres pour un coût global de 430 millions d'euros.**



Source : France Assureurs.

En l'espace de 13 mois, l'île de la Réunion a été frappée par deux cyclones

- ✓ Le **cyclone Belal** a touché La Réunion du 13 au 15 janvier 2024.
- ✓ Les dommages consécutifs à ce cyclone ont occasionné 42 000 sinistres pour un coût estimatif global de **100 millions d'euros**.
- ✓ Il s'agirait du **deuxième cyclone le plus coûteux** pour La Réunion après le cyclone Dina qui avait touché l'île en 2002.
- ✓ En février 2025, l'île de La Réunion a de nouveau été frappée par le **cyclone Garance**.



Source : France Assureurs.

Les assureurs se mobilisent aux côtés de leurs assurés à Mayotte pour faire face aux ravages du cyclone Chido

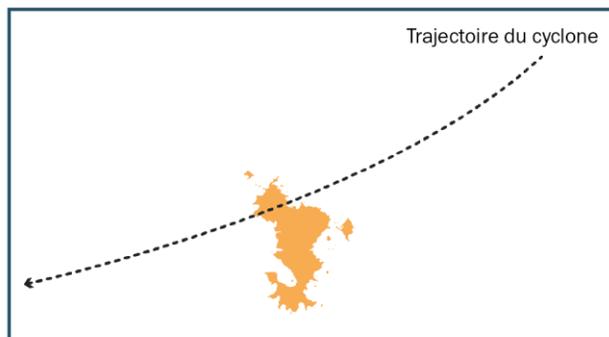
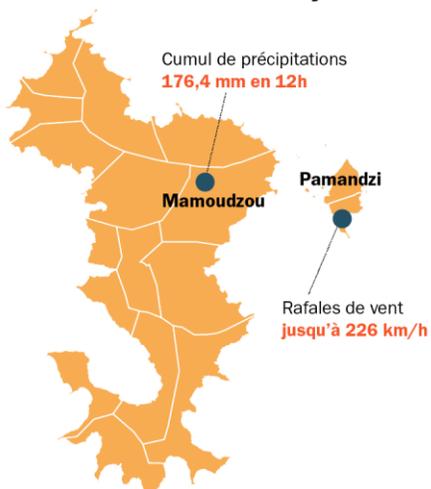


COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 18 décembre 2024

Les assureurs se mobilisent aux côtés de leurs assurés à Mayotte pour faire face aux ravages du cyclone Chido

Le cyclone Chido à Mayotte en décembre



- Rafales maximales et cumuls de précipitations
- Communes reconnues Cat Nat pour des vents cycloniques, chocs mécaniques liés à l'action des vagues et des inondations et/ou coulées de boue



France Assureurs, avec la Fédération des sociétés d'expertise, a lancé dès le 18 décembre 2024 une **mission de reconnaissance commune** qui a été réalisée du 23 au 26 décembre.

Les assureurs ont mis en place des **mesures exceptionnelles** pour les assurés à Mayotte :

- **extension des délais de déclaration** et par tout moyen, de 30 à 60 jours ;
- attitude compréhensive vis-à-vis des assurés ayant des difficultés de paiement des cotisations ;
- **paiement d'acompte** dès le chiffrage ;
- mise en place d'une **convention de non-recours** entre assureurs.



Le cyclone Chido pourrait occasionner un peu plus de 20 000 sinistres assurés pour un coût de

503 millions d'euros

soit l'équivalent de près de 10 années de cotisations en dommages aux biens et en automobile à Mayotte

Assurance Prévention mène des actions spécifiques en outre-mer

ACTIONS SUR LES RISQUES NATURELS

- Une forte exposition de ces territoires
- Exemple du passage de Garance : diffusion d'une **vidéo sur l'après-cyclone** par le comité des assureurs de La Réunion-Mayotte
- Des **infographies** dédiées aux risques spécifiques à ces territoires : éruption volcanique, submersion marine, etc.



Nous sommes résilients face aux risques !



RISQUES NATURELS
LES GESTES QUI SAUVENT QUE FAIRE EN CAS DE SUBMERSION MARINE ?

- Une submersion marine est une inondation rapide et temporaire (de quelques heures à quelques jours) de la zone côtière par la mer. Elle peut être provoquée par les grandes marées, les tempêtes ou la forte houle.
- En raison de l'importance de sa façade maritime particulièrement exposée à ce risque, on s'habitants vivent en zone potentiellement des submersions marines.
- Le réchauffement climatique (fonte des glaces de la température de l'eau) va provoquer un niveau des mers et donc une augmentation à ce risque.

Que faire en cas d'éruption volcanique ?

- Une éruption volcanique est une remontée de magma (roches en fusion du manteau au-dessus de la croûte terrestre) à la surface de la Terre. On distingue 2 types d'éruptions :
 - celles impliquant un magma visqueux, qui sont souvent associées à une explosion avec projection de matériaux ;
 - celles où le magma fluide s'écoule le long des pentes du volcan.
- La temporalité des éruptions est très variable, certaines éruptions volcaniques peuvent durer des années et impacter de manière durable un territoire.
- Ce risque est très localisé sur le territoire français : il ne concerne qu'un nombre limité de communes.

Quels sont les grands types d'allées volcaniques ?

- Nube volcanique
- Chute de cendres
- Pluie acide
- Dôme de lave
- Coulee de lave
- Vent dominant
- Coulee pyroclastique
- Lahar / Coulée déferlante
- Glissement de terrain

ACTIONS SUR LES RISQUES ROUTIERS

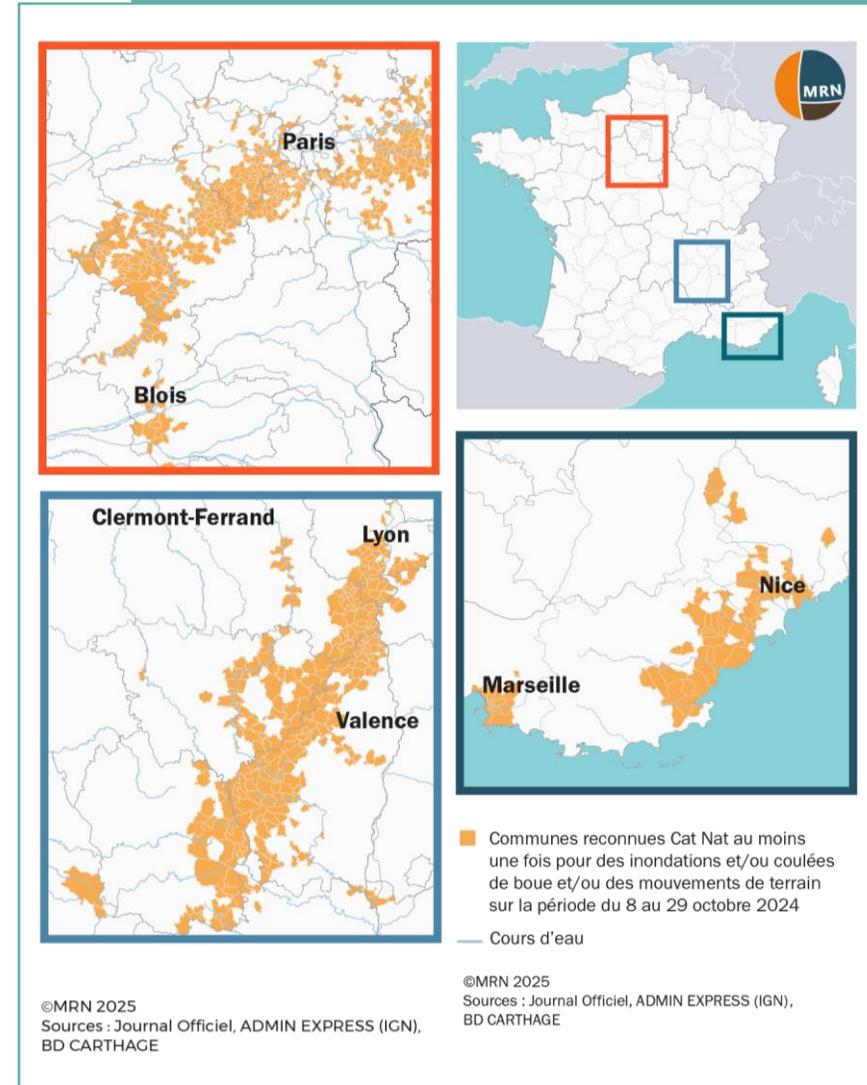
- ✓ Des indicateurs d'accidentalité en hausse en 2024



Les assureurs, à travers les comités locaux (CAAG, COSODA, etc.), font œuvre de pédagogie pour une meilleure acculturation aux risques

Les tempêtes Kirk et Leslie et les épisodes cévenols et méditerranéens ont occasionné 146 000 sinistres pour un coût de 785 millions d'euros

- ✓ Du 8 au 29 octobre 2024, la France a été touchée successivement par **plusieurs épisodes cévenols et méditerranéens** ainsi que par les **tempêtes Kirk et Leslie**.
- ✓ **75 % des sinistres concernent les logements de particuliers**, 15 % concernent des biens professionnels, agricoles et de collectivités territoriales et enfin 10 % concernent des automobiles.
- ✓ En coût, **56 % concernent des logements des particuliers**, 33 % des biens professionnels, agricoles et de collectivités territoriales et 11 % des automobiles.



Source : France Assureurs.

Depuis 2022, France Assureurs a déclenché à 25 reprises le processus « Événement de Grande Ampleur »

Qu'est-ce que le processus « EGA » mis en place par France Assureurs ?

Lors de la survenue d'un événement d'ampleur, France Assureurs a vocation à se mobiliser et accompagner les pouvoirs publics.

Parmi ses missions :



être le relai des messages de la profession et contribuer à faire remonter du terrain un état sur la situation et l'événement ;



être le point d'entrée des préfetures et des mairies pour apporter un éclairage sur les dispositions assurantielles applicables et sur les démarches à accomplir en priorité ;



participer au dispositif d'information des assurés et sinistrés au niveau local et aux réunions de crise ;



les assureurs œuvrent également à réduire l'impact d'un EGA en déployant des actions de prévention avec, par exemple, l'envoi de SMS avant le passage d'une tempête.

LE SAVIEZ-VOUS ?

MISSION DE RECONNAISSANCE COMMUNE : QU'EST-CE QUE C'EST ?

Une mission de reconnaissance commune permet de disposer d'une vision précise de la situation après un sinistre afin d'anticiper sa gestion. Des experts sont donc envoyés sur place pour réaliser une première évaluation des dommages.

DEUX MISSIONS

Deux missions de reconnaissances ont été décidées : l'une dans le Pas-de-Calais après les inondations et l'autre à la suite du cyclone Chido à Mayotte.

AVEC QUI ?

Les missions ont été réalisées avec la Fédération de l'expertise en assurance (Fédéa).

Plus de 60 réunions avec les élus, les préfets et des associations de sinistrés en 2024

La profession de l'assurance se mobilise pour faire face à la sécheresse

En septembre 2023, France Assureurs, CCR et la Mission Risques Naturels ont lancé **Initiative Sécheresse**, un projet visant à protéger les maisons face à la sécheresse.



Soutenu par



ÉCHANTILLON

330 maisons



5 ans

- Un volet **réparation**
- Un volet **prévention** pour les maisons existantes et pour les constructions neuves

PARTENAIRES



- À mi-mars 2025, **113 assurés** ont déjà accepté d'intégrer le projet sur le **volet réparation**
- **29 diagnostics** ont été réalisés ou planifiés pour le **volet prévention**

Faible connaissance et conscience du risque RGA et des moyens de le prévenir

Une enquête IFOP a été réalisée auprès de 1 001 propriétaires de maisons individuelles situées dans des communes dont 90 % du territoire présente un risque de RGA fort (64 % de ces propriétaires résident dans une commune ayant déjà été reconnue Cat Nat) :

- ✓ 36 % des répondants estiment savoir précisément ce qu'est le RGA. Ils ne connaissent principalement que ses effets (fissures ou fragilisation de la structure de la maison) et 36 % ont conscience du risque auquel ils sont exposés ;
- ✓ 84 % des résidents situés dans une commune reconnue Cat Nat (sécheresse) répondent qu'ils ne savent pas si leur commune a été reconnue ou se trompent en déclarant qu'elle n'a pas été reconnue ;
- ✓ 13 % des répondants disent connaître des mesures de prévention et les mesures citées sont en grande majorité des mesures utilisées en réparation inadaptées pour la prévention (exemple : reprise des fondations).

Le Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC) a mobilisé toutes les forces vives économiques et sociales : **6 000 contributions** dont 176 contributions des professionnels.

À travers le PNACC, les assureurs souhaitent



renforcer le financement du Fonds Barnier ;



adapter la politique de prévention des risques pour protéger la population des inondations ;



protéger davantage les bâtiments face au retrait-gonflement des argiles ;



développer les outils et informations nécessaires aux entreprises.



Le PNACC formalise la nécessaire complémentarité entre adaptation et atténuation du risque climatique

Le Fonds Barnier est un outil essentiel pour le financement de la prévention

Le Fonds Barnier permet de **financer les travaux** réalisés par les particuliers et petites entreprises pour **réduire la vulnérabilité** de leurs habitations ou locaux. Il permet aussi aux collectivités de racheter les bâtiments les plus à risque. Il permet de financer les études des collectivités territoriales liées à leur plan de prévention des risques naturels (PPRN).

Ce fonds de prévention pourrait être utilisé pour faciliter une construction résiliente dans la continuité de ce qui a été expérimenté dans le cadre du dispositif MIRAPI (Mieux reconstruire après inondation).

FONDS BARNIER Fonds de prévention des risques naturels majeurs

Le Fonds Barnier aurait dû être doté en 2025 à hauteur de 450 M€ du fait de l'augmentation de la surprime Cat Nat, dont le taux est passé de 12 % à 20 % au 1^{er} janvier 2025 en dommages aux biens. Le gouvernement a d'abord décidé de le plafonner à 225 M€, avant de le porter à 300 M€ face aux demandes appuyées des différentes parties prenantes.

Il est possible de bénéficier du fonds Barnier dans les situations suivantes :

- être **exposé à un risque grave et imminent** (inondation rapide, cavité souterraine, chute de rocher d'une falaise...) ou **être victime d'une catastrophe naturelle et voir le rachat de sa maison proposé par l'État** ;
- avoir un **bien situé en zone de risques naturels majeurs et souhaiter réaliser des travaux préventifs** de réduction de vulnérabilité.

Les Français doivent être accompagnés dans la promotion d'une construction plus résiliente

Pour améliorer certaines dispositions afin de mieux se protéger face au risque climatique

Les assureurs appellent à une plus grande efficacité des PPRN

Les communes en présence d'un PPRN ont l'obligation de mettre en place un plan de sauvegarde communal.

Les assureurs souhaitent :

- **une uniformisation des PPRN sur tout le territoire ;**
- une numérisation des PPRN pour faciliter leur accès pour la population ;
- faire réaliser des retours d'expérience afin d'en améliorer l'efficacité.

Les assureurs appellent à un meilleur contrôle de la loi Élan

- L'arrêté du 22 juillet 2020 de la loi Élan de 2018 a pour objectif de renforcer la lutte contre les dommages dus au retrait-gonflement des argiles. La loi crée de nouvelles obligations avec notamment la réalisation d'une étude de sol au moment de la vente du terrain et de la réalisation des travaux.
- **Les assureurs constatent un manque de visibilité sur le nombre d'études réalisées alors que cette obligation entre dans le périmètre du contrôle du respect des règles de la construction.**

Les assureurs appellent à une cohérence en matière d'obligations d'expertise

- Alors que les délais pour remettre les rapports d'expertise sont de plus en plus courts, les obligations pesant sur les experts d'assurance sont de plus en plus nombreuses.
- **Les assureurs plaident pour un meilleur encadrement des experts d'assurés.**

Les assureurs alertent sur la franchise Cat Nat pour les collectivités territoriales

- La loi Baudu a réformé le niveau des franchises Cat Nat, sauf pour les collectivités territoriales. Ainsi, pour les collectivités territoriales, la franchise la plus élevée au contrat dommages s'applique aux Cat Nat. Or, les violences urbaines ont engendré une hausse de la franchise émeute, devenue la franchise la plus élevée et donc applicable en Cat Nat.
- **France Assureurs a alerté les pouvoirs publics pour mettre fin à cette situation aberrante.**

Les assureurs soulignent l'urgence d'une construction plus résiliente

Répertoire des référentiels de résilience du bâti aux aléas naturels et climatiques

- ✓ Ce répertoire recense les référentiels existants dont la bonne mise en œuvre permet de limiter les dommages sur les bâtiments exposés aux aléas naturels et d'en assurer une réparation durable.
- ✓ Cet outil pratique et structuré, permet aux professionnels du bâtiment, concepteurs, fabricants, maîtres d'ouvrage et occupants de disposer de repères fiables pour intégrer la résilience dans leurs pratiques.



Le dispositif MIRAPI

- ✓ Le dispositif expérimental MIRAPI de soutien financier a été mis en place par l'État. Il est destiné aux propriétaires d'habitations sinistrées par les inondations de fin 2023 et/ou début 2024 dont la commune a été reconnue Cat Nat. Il fait intervenir le Fonds Barnier.
- ✓ Le dispositif a été expérimenté dans 3 départements : les Landes, les Alpes-Maritimes et le Pas-de-Calais.

Les Trophées Bâtiments Résilients



- ✓ Véritables vitrines des solutions résilientes, les Trophées Bâtiments Résilients ont été créés par la MRN en 2020 sous l'égide de la profession de l'assurance.
- ✓ Identifie des projets exemplaires et reproductibles, conçus pour faire face aux risques naturels et climatiques.
- ✓ Sensibilise le secteur de la construction à la nécessité de concevoir des bâtiments résilients.
- ✓ Diffuse des solutions et des témoignages pour inspirer les professionnels et acteurs de la construction.
- ✓ Fait émerger des projets exemplaires sur le plan de la résilience.



Assurance Prévention intensifie ses actions en matière de risque climatique

Le 9 octobre 2024, Assurance Prévention a publié les résultats du 4^e baromètre « Les Français face aux risques naturels » réalisé par Harris Interactive



- ✓ Les inondations constituent un **risque bien identifié** mais encore **mal anticipé**.
- ✓ Si les Français déclarent en majorité connaître les bons gestes à adopter, ils doivent **améliorer leurs réflexes** en cas d'inondation.
- ✓ La Journée Nationale de la Résilience organisée le 13 octobre est l'occasion pour Assurance Prévention de **rappeler aux Français les gestes qui sauvent**.

Sources : Assurance Prévention et Harris Interactive.

Le guide « Protection-prévention face aux risques naturels » a été publié en 2024



Pourquoi ce guide ?

Pour apporter des conseils pratiques aux populations face aux aléas naturels.

Pour qui ?

Ce guide est destiné aux élus et à toutes les associations dans les territoires.

Avec qui ?

Avec le soutien du



Réalisé par



En collaboration avec



Avec l'appui de



Ce guide recense des supports d'information de toutes natures sur tous les aléas naturels. Il répertorie aussi les outils développés par les assureurs.

Le guide sera actualisé chaque année

Pour sensibiliser et protéger face au risque d'inondation

Campagne Assurance Prévention « Les gestes qui sauvent face aux risques naturels » en octobre 2024



Le dispositif

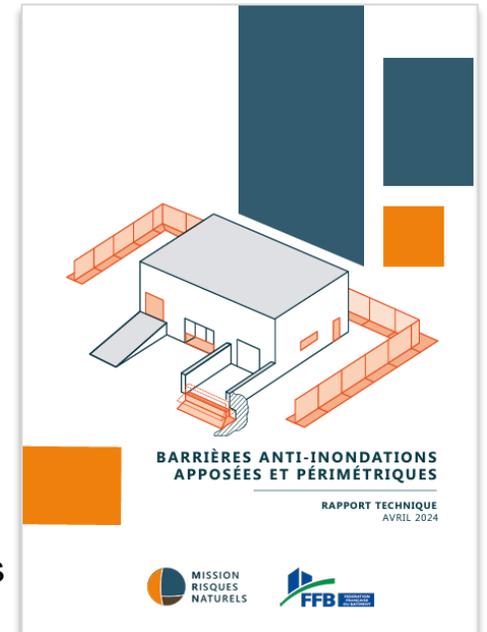
- 1 Un communiqué de presse sur les résultats de son 4^e baromètre « Les Français face aux risques naturels »
- 2 Une tribune « Que faire face à une inondation ? »
- 3 Une campagne sur les réseaux sociaux



Cette campagne a apporté des conseils concrets pour anticiper une inondation et savoir comment y réagir.

Rapport MRN et FFB sur les barrières anti-inondation (batardeaux) d'avril 2024

- ✓ Ce rapport détaille 26 caractéristiques techniques d'un batardeau.
- ✓ Il s'adresse à l'ensemble des acteurs susceptibles de prescrire, réaliser, poser, et utiliser des batardeaux ainsi qu'aux instances de normalisation.
- ✓ Il permet de mettre en lumière l'importance du processus de normalisation qui facilitera les démarches pour les particuliers ou les professionnels souhaitant s'équiper de batardeaux.



Pour sensibiliser les Français au plus près, dans les territoires

Assurance Prévention effectuera un tour de France en octobre sur le **thème de la prévention des inondations** avec le soutien du réseau territorial de France Assureurs

Quoi ?

Un mini tour de France constitué de **4 demi-journées de sensibilisation ouvertes au public** et co-organisées avec des communes

- 1 demi-journée dans une commune d'Île-de-France ;
- 3 déclinaisons **régionales**.

Quand ?

En octobre, dans le cadre de la Journée Nationale de la Résilience.

Où ?

Villes de plus de 100 000 habitants ou communes attenantes concernées par des **inondations inscrites dans la mémoire collective**.

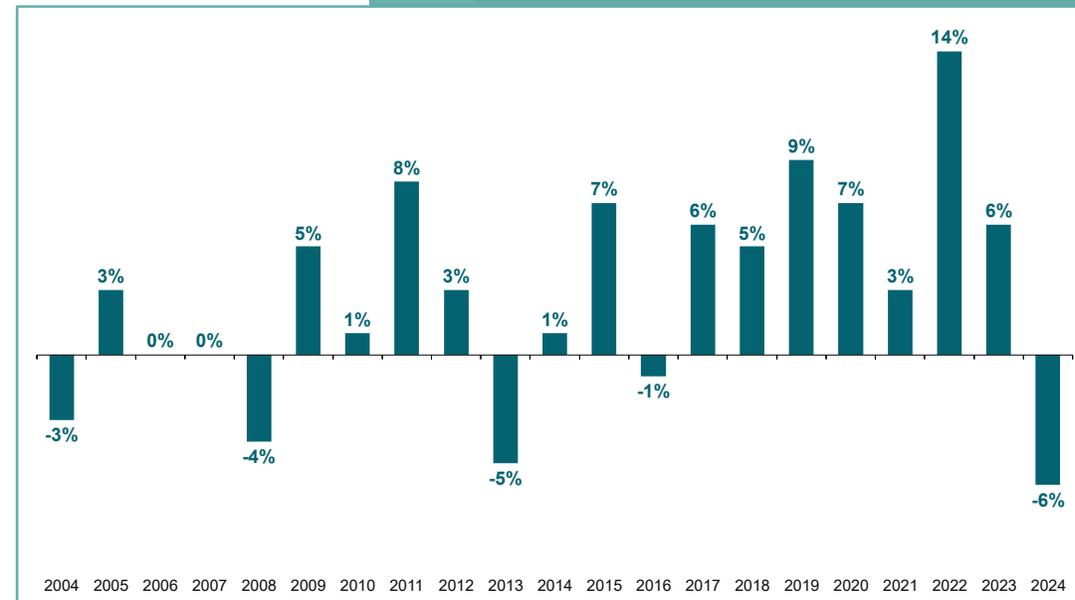
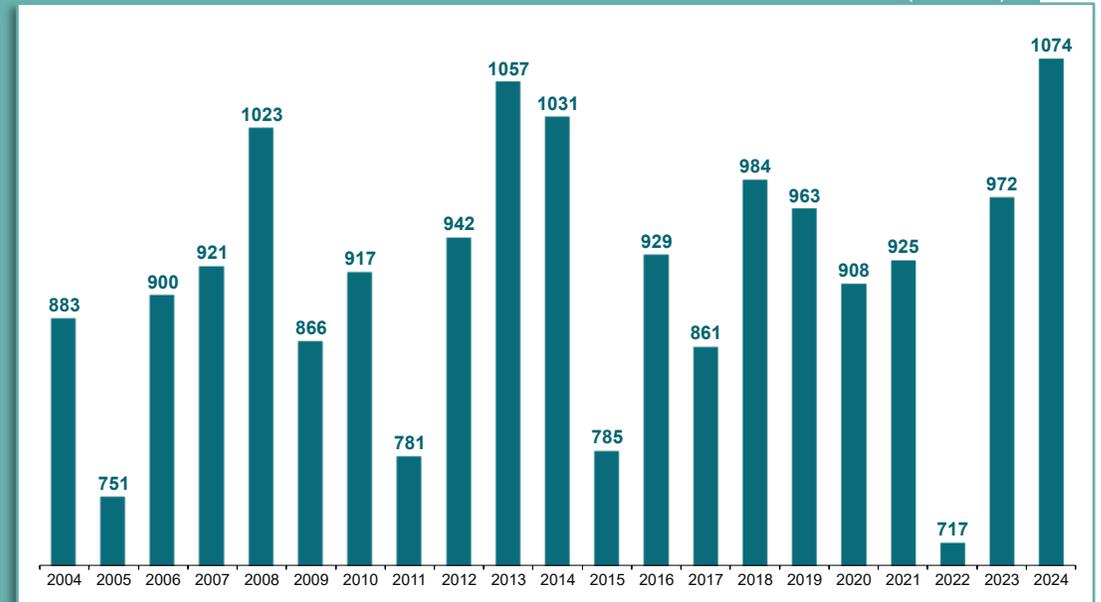


OBJECTIF : développer des interactions directes avec les populations, régionaliser les données chiffrées et les messages afin d'apporter des conseils de prévention pertinents et concrets à des populations ayant vécu une inondation.

En France, 2024 a été l'année la plus pluvieuse et la moins ensoleillée depuis plus de 20 ans

- ✓ **Les précipitations ont été abondantes et régulières tout au long de l'année.** Après un hiver proche des normales saisonnières, le printemps 2024 a été le plus arrosé depuis 2008, et le mois de septembre a été le plus arrosé depuis 25 ans.
- ✓ **L'ensoleillement a été le plus souvent déficitaire au cours de l'année,** en particulier en février, durant le printemps et l'automne sur l'ensemble du pays.
- ✓ Ces deux phénomènes ont une **incidence sur la sinistralité** en habitation via des dégâts des eaux et en assurance des cultures.

CUMUL ANNUEL DE PRÉCIPITATIONS (en mm)



INDICATEUR D'ENSOLEILLEMENT (en % par rapport à la normale 1991-2020)

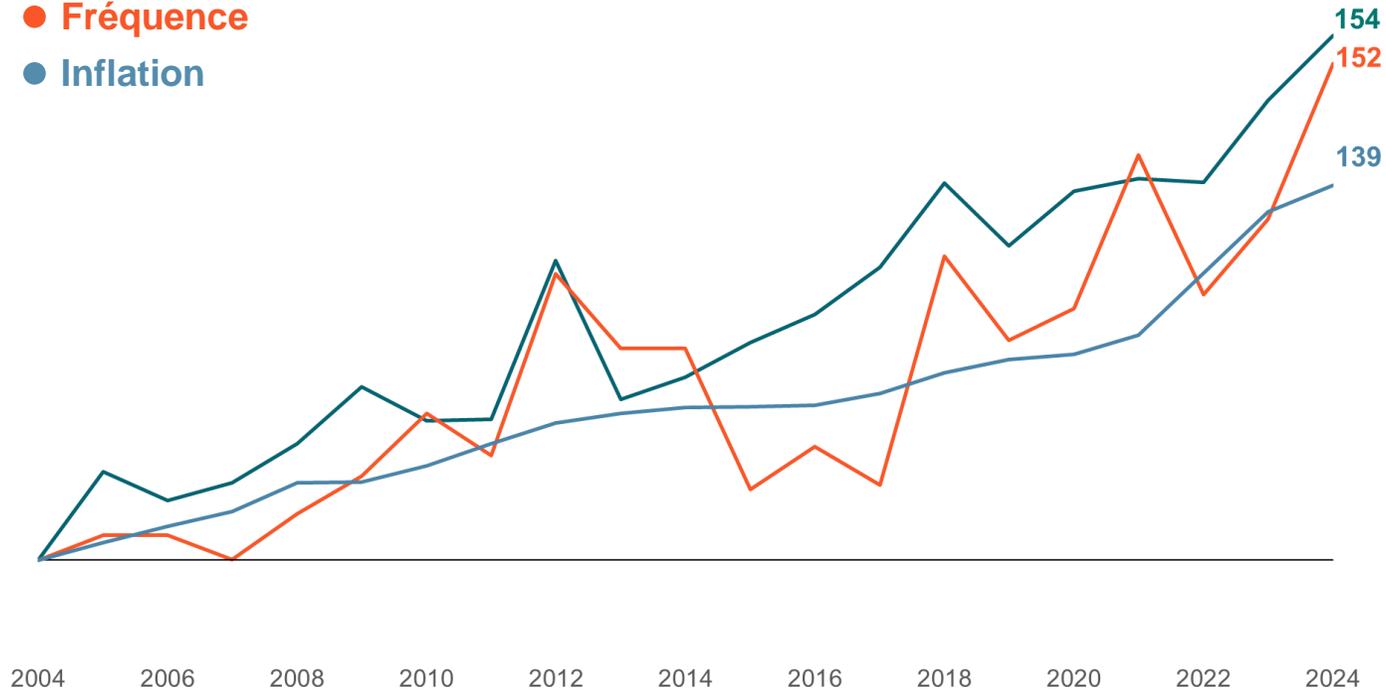
Source : Météo France.



ÉVOLUTION DES COÛTS ET FRÉQUENCES DE SINISTRES (Base 100 en 2004)

En habitation, le premier poste de sinistres en 2024 correspond aux dégâts des eaux...

- Coût moyen
- Fréquence
- Inflation

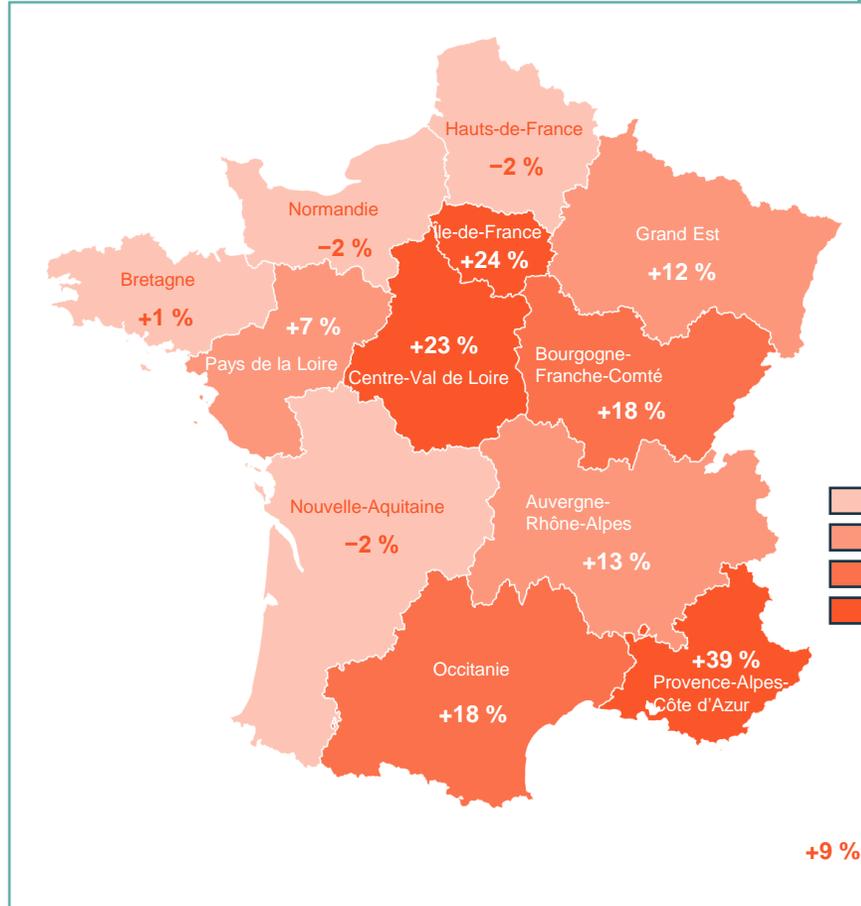


- ✓ En 20 ans, **les indemnisations des dégâts des eaux ont augmenté de 134 %** du fait de la hausse de la fréquence et du coût moyen des sinistres.
- ✓ **Les incendies et les vols reculent.** Leurs fréquences diminuent en 2024 de 11 % et de 3 % respectivement.

... en raison de l'excès de pluviométrie

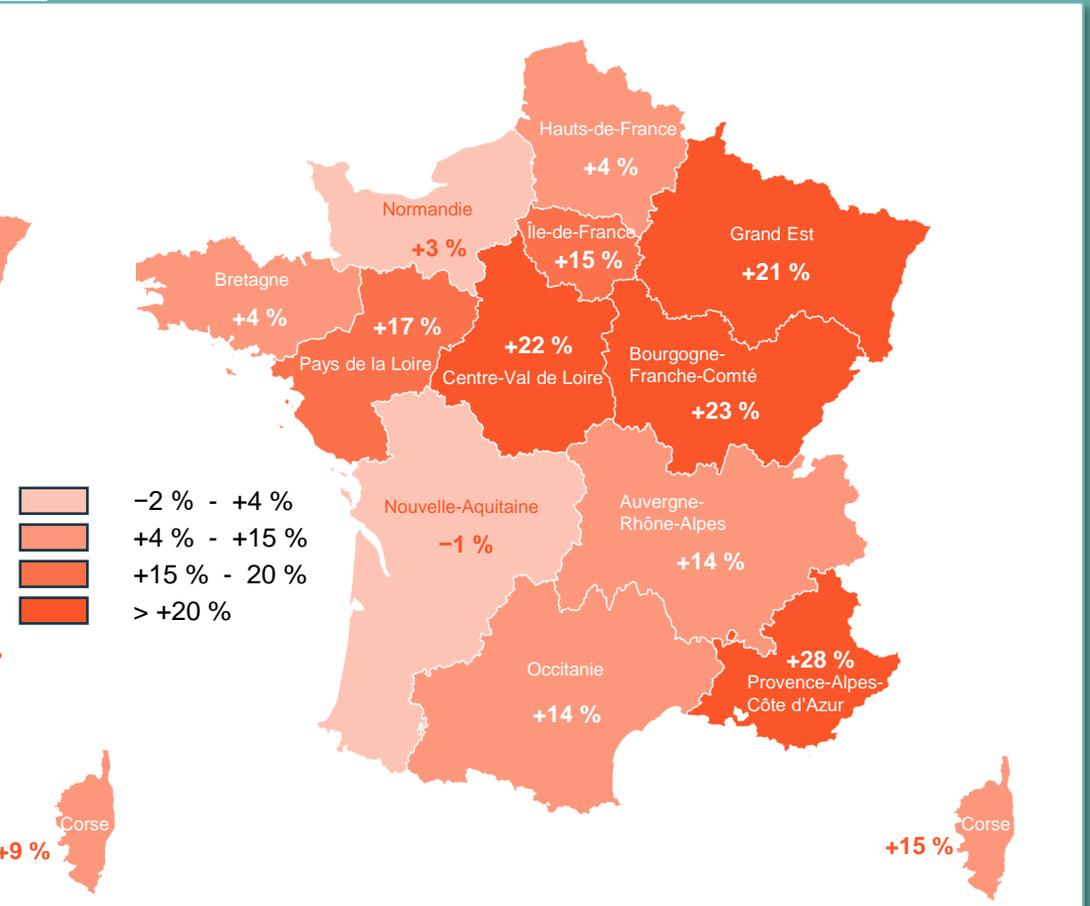
- ✓ Les régions métropolitaines où les **excédents pluviométriques** les plus importants sont observés voient leurs **fréquences de dégâts des eaux fortement augmenter.**
- ✓ En cas de fortes sécheresses durant l'été 2025, il existe un risque fort de retrait-gonflement des argiles.

ÉVOLUTION DES PRÉCIPITATIONS EN 2024



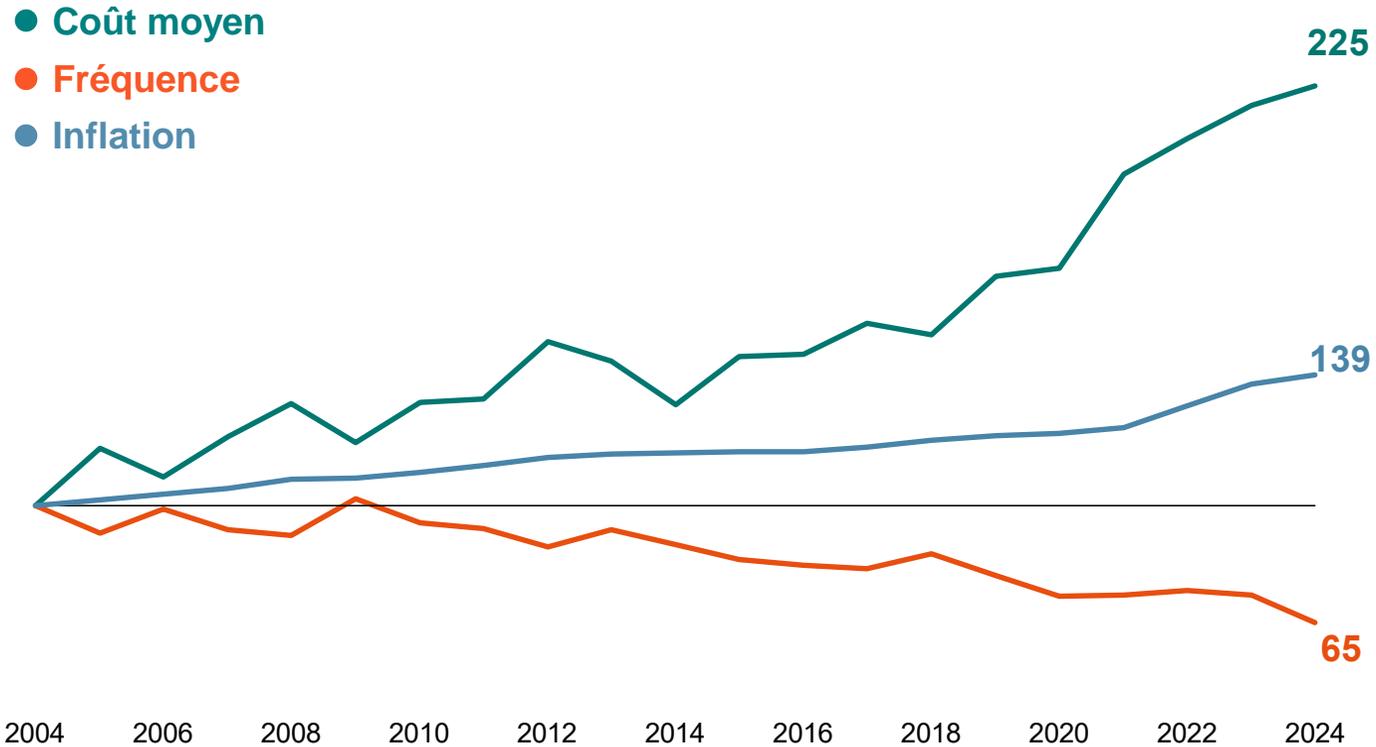
Source : Météo France.

ÉVOLUTION DES FRÉQUENCES DÉGÂTS DES EAUX



Source : France Assureurs.

ÉVOLUTION DES COÛTS ET FRÉQUENCES DE SINISTRES (Base 100 en 2004)

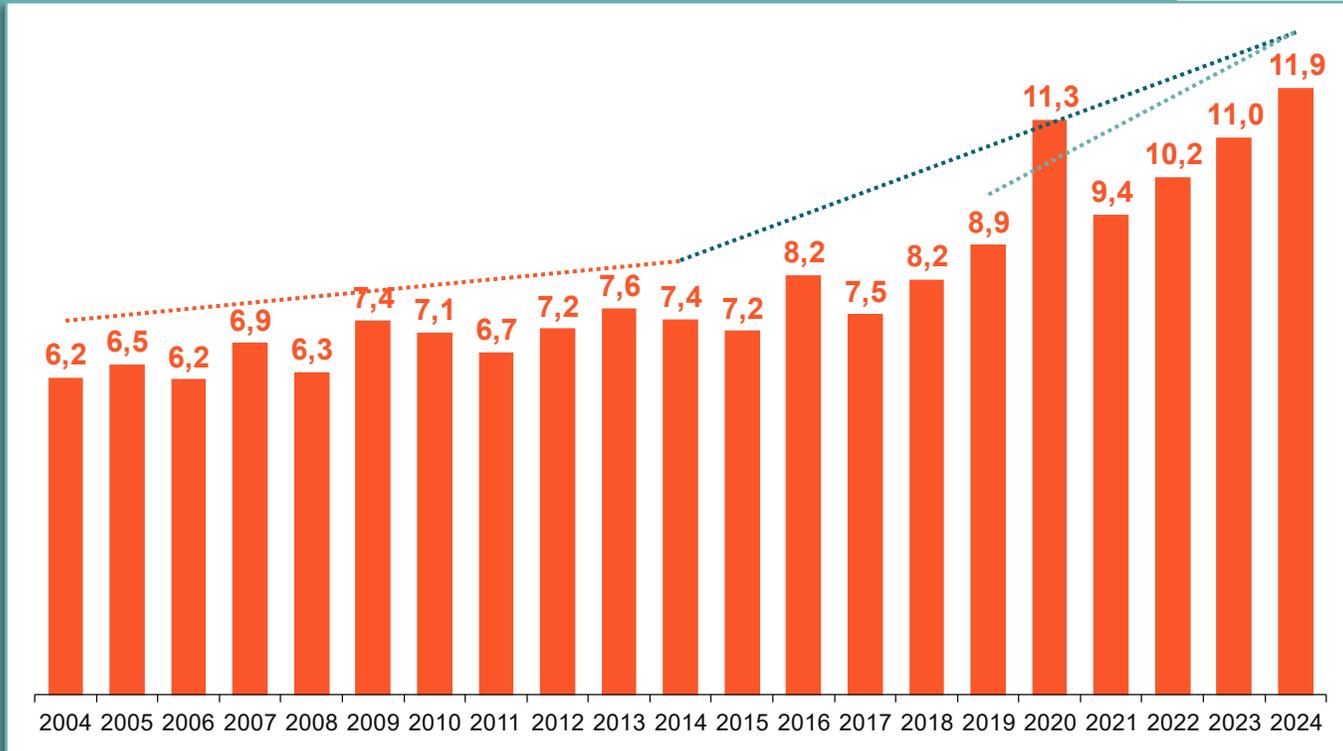


En habitation, le coût moyen des incendies a augmenté de 2,7 % en 2024

- ✓ En 20 ans, **les indemnisations des incendies ont augmenté de 47 %** du fait de de l'évolution de la fréquence et du coût moyen des sinistres.
- ✓ Les récentes lois favorisent le développement des installations **photovoltaïques**. Celles-ci peuvent augmenter les risques d'incendie, de dommages électriques, de déformations structurelles et d'infiltrations d'eau.
- ✓ France Assureurs travaille sur des mesures de **prévention des risques liés aux panneaux photovoltaïques**, à leur installation, leur maintenance et aux normes de sécurité, afin de réduire les dangers et de protéger les assurés.



PRESTATIONS EN ASSURANCE
DES PROFESSIONNELS / ENTREPRISES¹
(en milliards d'euros)



En 2024, la sinistralité des assurances des professionnels et des entreprises augmente de +9 %

- ✓ La croissance de la sinistralité accélère : de +1,7 % entre 2004 à 2014, puis de +4,9 % entre 2014 et 2024 et même de +6,2 % sur les 5 dernières années.

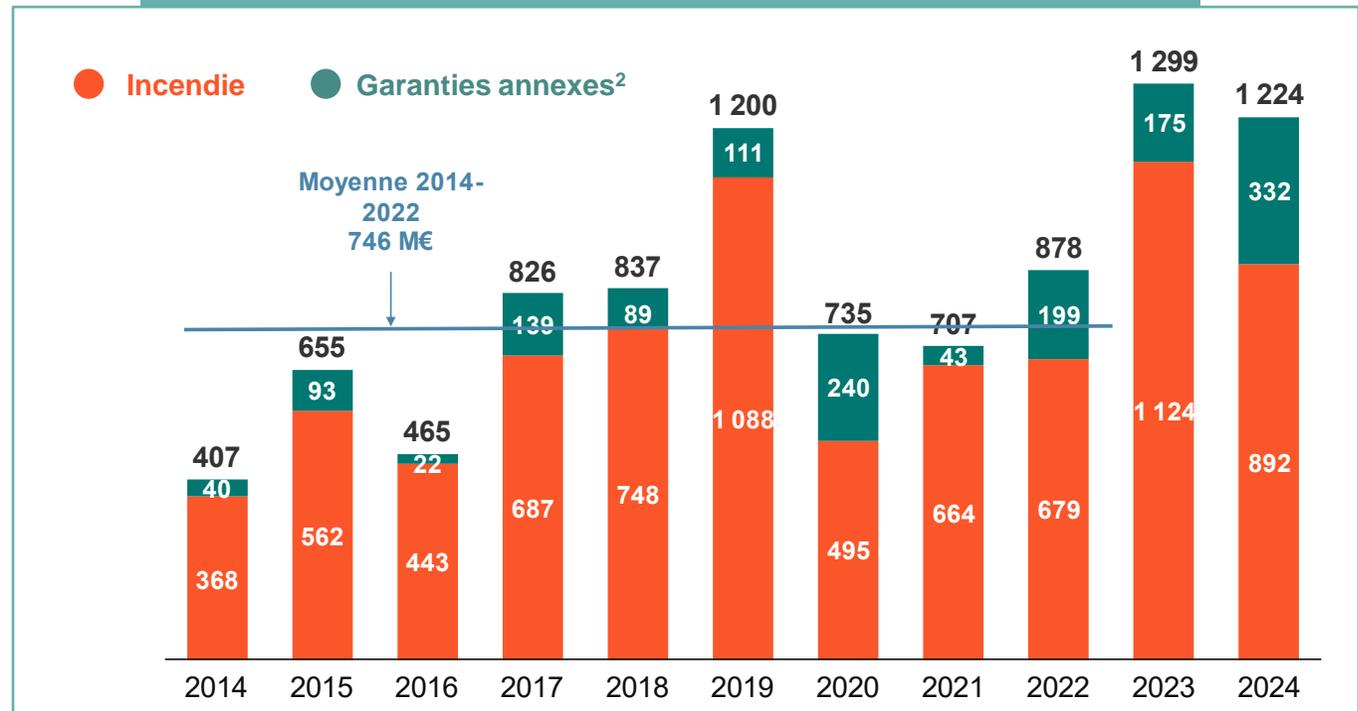
Source : France Assureurs.

¹ Dommages aux biens des professionnels, entreprises et agricoles, Responsabilité Civile Générale et Pertes Pécuniaires Diverses.

La charge des sinistres graves est en hausse de +64 % par rapport à la moyenne 2014-2022

- ✓ En 2024, un tiers de la charge des sinistres graves, soit 409 millions d'euros, est associé aux émeutes en Nouvelle-Calédonie qui ont généré une sinistralité à hauteur de 945 millions d'euros. Sur une charge de 332 millions d'euros affectés aux garanties annexes en 2024, deux tiers, soit 227 millions d'euros, proviennent des émeutes en Nouvelle-Calédonie.
- ✓ Les deux dernières années représentent celles où la sinistralité a été la plus élevée, devant 2019, année qui avait enregistré le sinistre exceptionnel de Lubrizol pour 269 millions d'euros.

CHARGE DES SINISTRES GRAVES¹
(en millions d'euros)



Source : France Assureurs.

¹ Sinistres hors climatiques supérieurs à deux millions d'euros survenus en France ou à l'étranger.

² Les garanties annexes recouvrent des risques tels que le vol, les dégâts des eaux, le bris de machine, les dommages électriques, les pertes d'exploitation, les mouvements urbains...

Les assureurs œuvrent à sécuriser le traitement des déchets des risques incendie

Les questions liées au traitement des déchets se divisent en deux grandes catégories :

- les centres de tri, de regroupement et de collecte des déchets ;
- la filière méthanisation.

Concernant la première catégorie, France Assureurs a mandaté le CNPP pour réaliser une étude de synthèse sur les risques et les enjeux de cette filière. De plus, France Assureurs a **élaboré une fiche de prévention spécifiquement dédiée à cette activité**.

Pour la méthanisation, France Assureurs a confié à l'INERIS la **réalisation d'une étude de synthèse sur les risques et les enjeux de la filière, notamment en termes de prévention et de protection**.

France Assureurs travaille à la prévention des risques liés à la construction bois



Les assureurs sont particulièrement sensibilisés à la prévention du risque incendie dans les constructions bois.

Cette implication s'est concrétisée par des essais de résistance au feu menés en 2023 en partenariat avec le Centre d'études et de recherches de l'industrie du béton (Cerib).

L'objectif de ces essais était d'évaluer la réaction au feu des poteaux en bois face à un incendie, en obtenant des données précises sur la propagation du feu et l'élévation de la température du bois.

De plus, France Assureurs prend également part au projet Safeti¹ démarré en septembre 2024 dont **l'objectif est d'affiner les préconisations pour optimiser la sécurité incendie des bâtiments en bois massif**, afin de protéger les occupants, les services de secours et de préserver les biens matériels.

Ce projet rassemble tous les acteurs de l'éco système Cerib, CSTB, FFB, CAPEB.

France Assureurs fait partie de son comité de pilotage.

Les assureurs travaillent à protéger les bâtiments stockant des liquides inflammables

Le 1^{er} janvier 2026, une **nouvelle réglementation** entrera en vigueur **interdisant aux exploitants de stocker certains liquides inflammables en intérieur**.

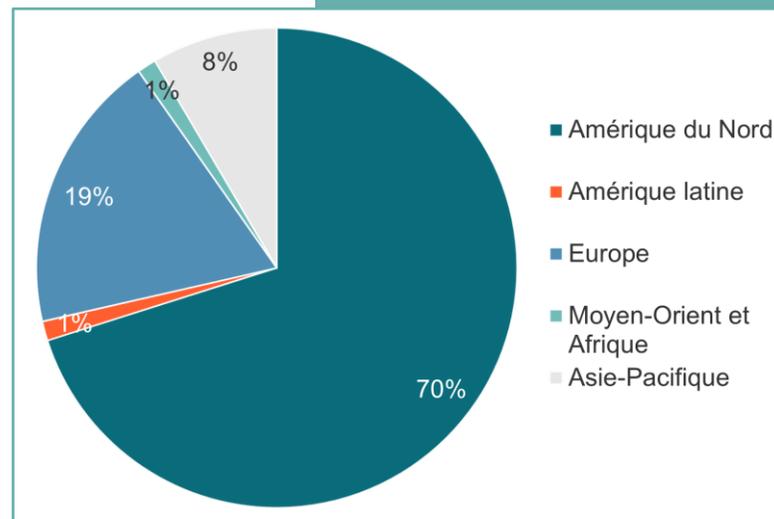
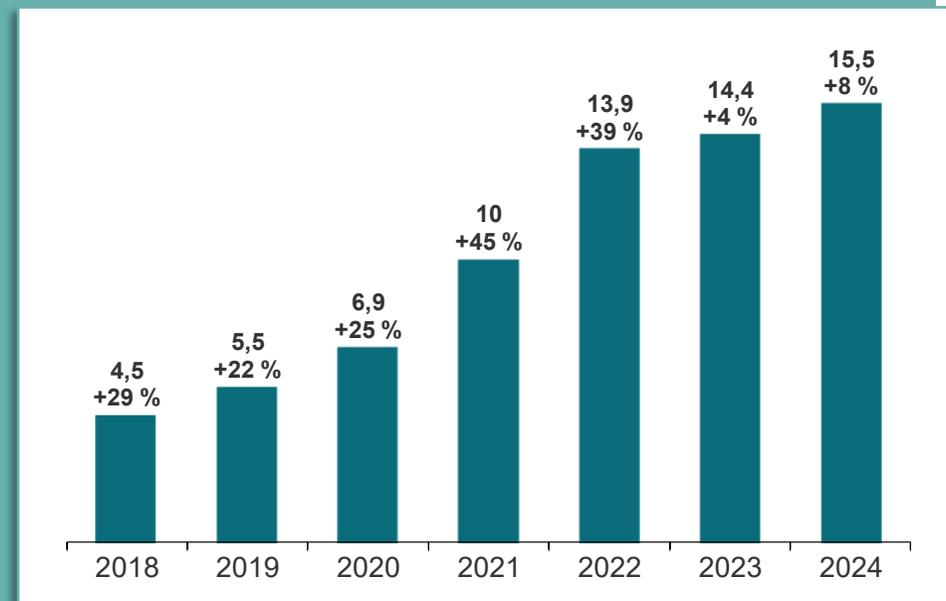
Cette réglementation prévoit une dérogation permettant aux exploitants de stocker ces liquides en intérieur, sous réserve de respecter une configuration spécifique de l'entrepôt incluant les moyens de détection et de protection associés.

Les assureurs ont proposé des protocoles et financé des essais feux de ces protocoles aux exploitants pour préserver leur activité en France. Ces résultats ont été partagés avec la DGPR (direction générale de la prévention des risques).

¹ programme de recherche de 42 mois, lauréat de l'appel à projets de l'Ademe « Soutien à l'innovation dans la construction matériaux bois, biosourcés et géosourcés » dans le cadre du plan de France 2030

La cyber assurance est un marché dynamique mais inégalement développé dans le monde

- ✓ Au niveau mondial, **38 % des entités publiques** considèrent qu'elles ont une **capacité insuffisante à résister aux menaces cyber**.
- ✓ Au cours des 2 dernières années, le marché de la **cyber assurance a enregistré un ralentissement des cotisations** tout en conservant un intérêt croissant des entreprises.
- ✓ Devant une sinistralité croissante, les assureurs contribuent à la cyber résilience en durcissant les exigences de sécurité s'imposant à leurs clients.
- ✓ En 2024, l'Amérique du Nord (essentiellement les **États-Unis**) représente à elle **seule 70 % de ce marché**, l'Europe moins de 20 %.

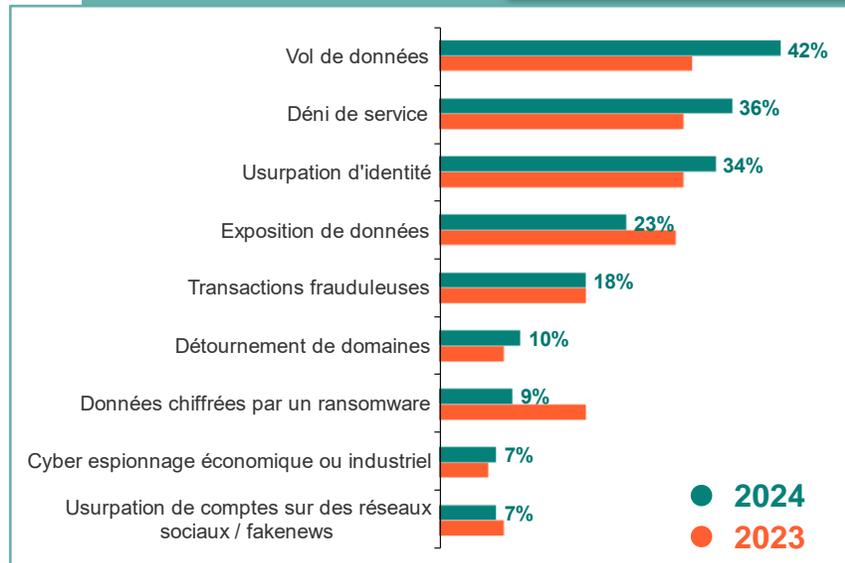
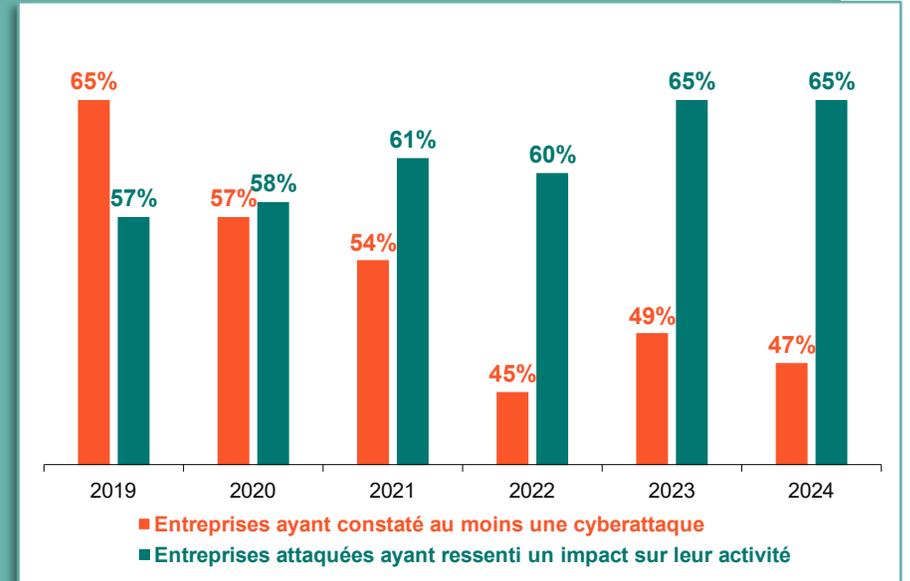


PART DES DIFFÉRENTES RÉGIONS DANS LE MARCHÉ MONDIAL DE LA CYBER ASSURANCE
(en %)

En France, les cyberattaques affectent toujours autant l'activité des entreprises

- ✓ En France, près de la **moitié des entreprises ont constaté une cyberattaque** en 2024 dont 2/3 déclarent avoir ressenti un impact sur leur activité.
- ✓ Ces attaques se sont traduites par un **vol de données dans 42 % des cas** (+11 points de pourcentage sur un an). Les cas de déni de service et d'usurpation d'identité sont également en nette hausse.

INCIDENCE ET INTENSITÉ DES CYBERATTQUES (en pourcentage des entreprises ayant répondu à l'enquête du CESIN)



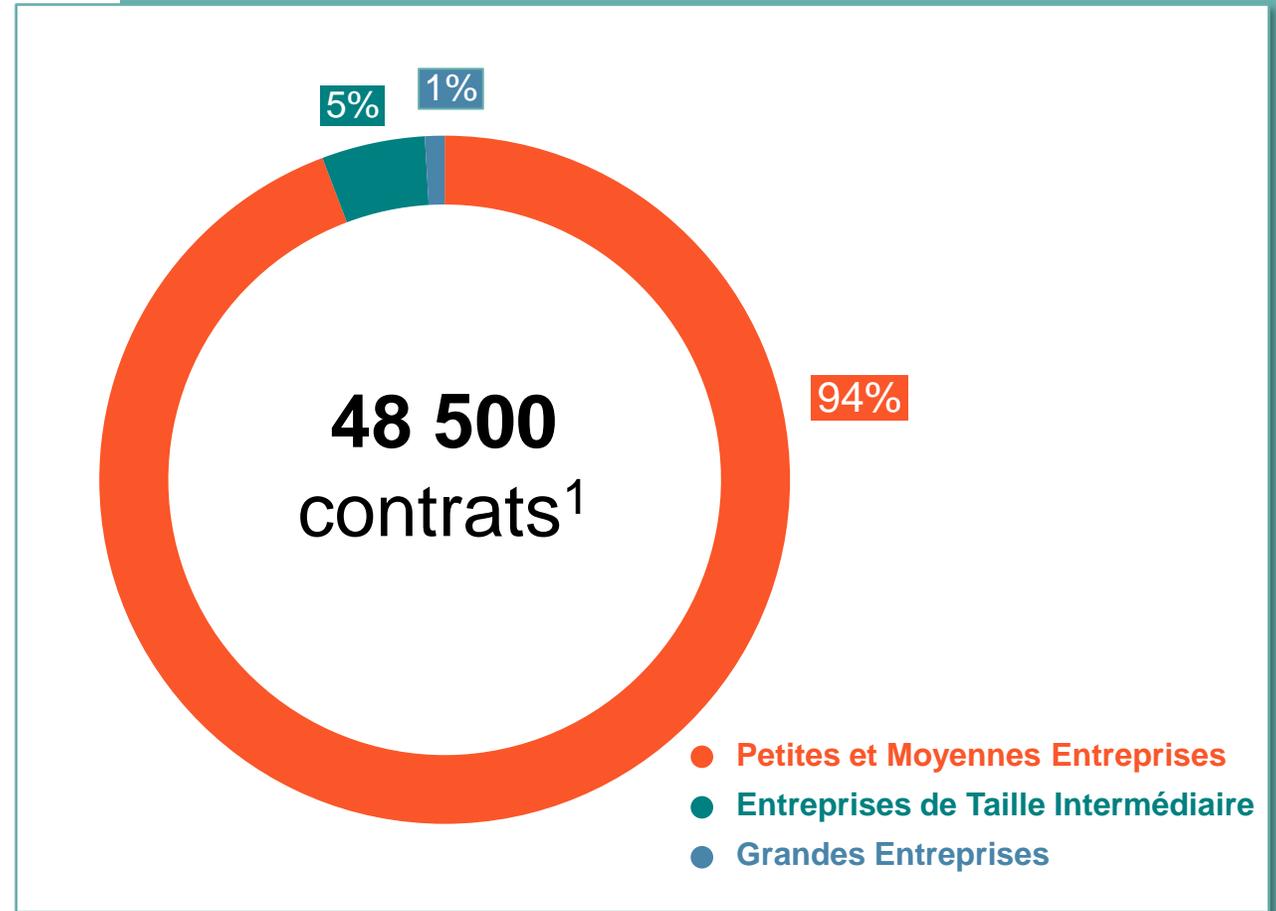
CONSÉQUENCES DES CYBERATTQUES (en pourcentage des entreprises ayant constaté une attaque)

Source : Baromètres de la cybersécurité des entreprises (sondage OpinionWay pour le CESIN, Club des Experts de la Sécurité de l'Information et du Numérique).

En 2024, le nombre de contrats cyber pur progresse de +23 %

- ✓ La hausse du nombre de contrats est principalement portée par les **PME qui représentent 94 % des contrats**.
- ✓ Les cotisations des contrats d'assurance cyber pur sont quant à elles **portées par les grandes entreprises**. À 331 millions d'euros, elles représentent 94 % du marché cyber.
- ✓ Les assureurs et réassureurs, au sein de France Assureurs, étudient **l'aspect systémique du risque cyber** en cas de survenance d'un événement de grande ampleur.

RÉPARTITION DU NOMBRE DE CONTRATS CYBER PUR



Source : France Assureurs.

¹ Contrats d'assurance cyber hors garanties cyber incluses dans des contrats multirisques.

LE DISPOSITIF A ÉTÉ DÉCLINÉ EN FONCTION DES DIFFÉRENTES CIBLES

- 1 Les adolescents**
 - ✓ Publication du *webtoon* Falcon Flip – **plus de 230 000 vues et 9 000 abonnés**
 - ✓ Partenariat avec un influenceur manga



- 2 La communauté éducative**
 - ✓ Annonces dans des magazines « famille »
 - ✓ Création d'un espace enseignant sur le site CyberPrev

- 3 Le grand public**
 - ✓ Lancement d'une newsletter dédiée
 - ✓ Diffusion d'interviews d'experts et de témoignages de parents dans *CyberPrev décode* (vidéos et podcasts)



**Signature
d'une convention de partenariat
avec l'association e-Enfance / 30 18**



En 2025, lancement d'une nouvelle thématique : la désinformation et les fake news.

Elle complète les thématiques du cyberharcèlement, de l'addiction aux écrans et de l'exposition à des contenus choquants.

Coût des violences urbaines en millions d'euros

(en millions d'euros constants)

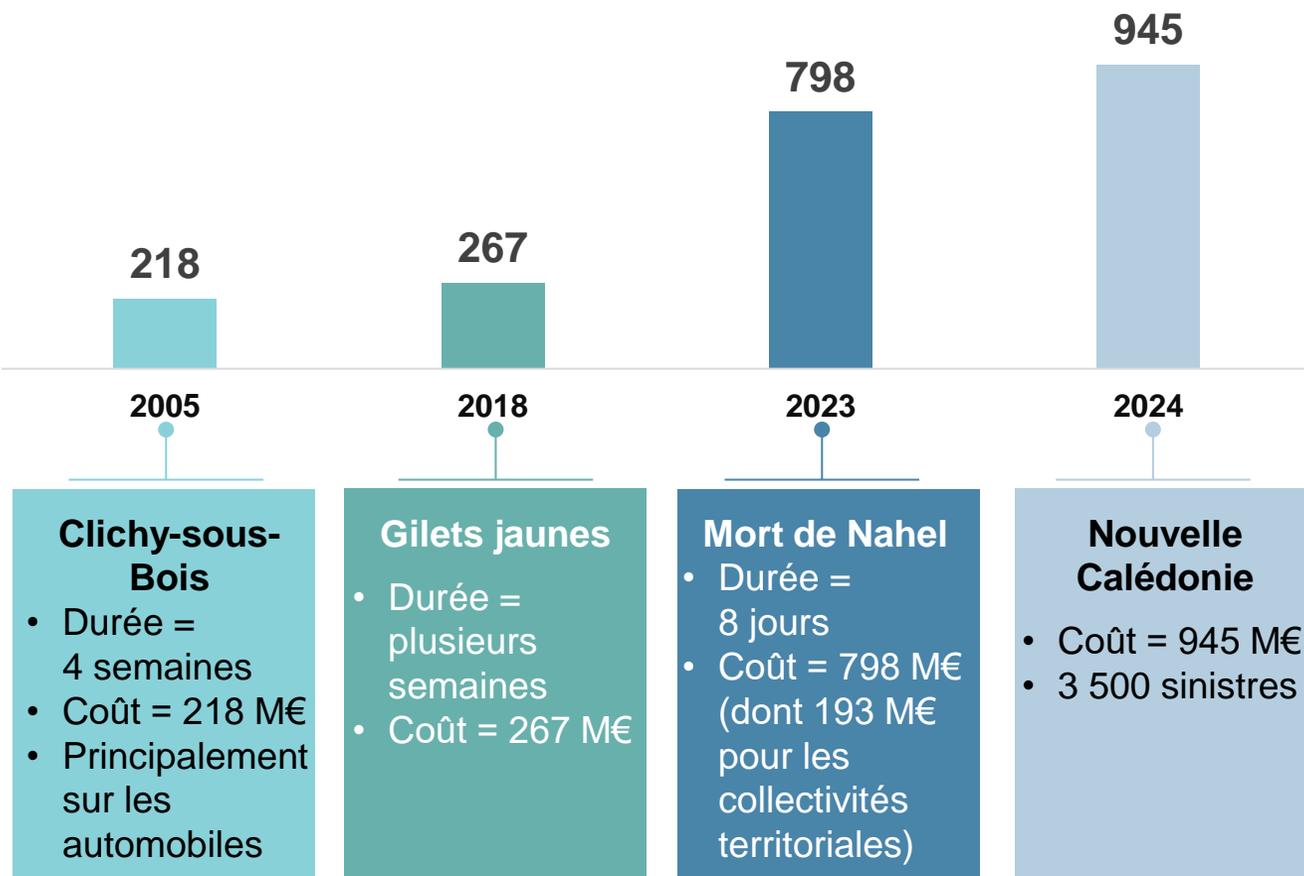


Photo : erlucho

Le nombre de contrats d'assurance des collectivités locales est stable

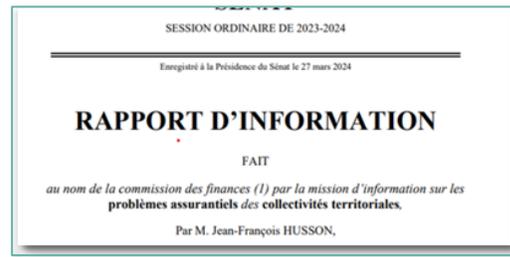
- ✓ Le nombre de contrats progresse légèrement sur le segment des dommages aux biens, sur lequel quelques collectivités ont fait état de difficultés. Elles sont notamment **des cibles privilégiées des cyber attaquants** : entre janvier 2022 et juin 2023, l'ANSSI a enregistré 187 cyberattaques visant les collectivités territoriales.
- ✓ En l'espace d'un an, **trois rapports** ont porté sur l'assurabilité des collectivités territoriales.
- ✓ En avril 2025 devraient se tenir les **assises de l'assurabilité des territoires**.

NOMBRE DE CONTRATS D'ASSURANCE
(en milliers)

	2023	2024	Variation 2024 / 2023
Ensemble	218,0	216,5	-0,7 %
Automobile	45,1	44,9	-0,5 %
Dommages aux biens	79,3	79,3	+0,1 %
Responsabilité civile	93,6	92,3	-1,4 %

Pour accompagner les collectivités locales face à la montée des risques

Plusieurs missions ont été consacrées à cette question et aboutissent à des solutions



Les recommandations communes des 3 rapports

- Desserrer les contraintes en matière de marchés publics pour les assurances des collectivités territoriales.
- Promouvoir la fonction de manager des risques au sein des collectivités et instaurer un dialogue avec les assureurs.
- Former les élus locaux à la prévention et ainsi renforcer la connaissance des communes sur l'ensemble des risques auxquels elles sont confrontées.

Aux côtés des pouvoirs publics, France Assureurs aide à une acculturation des collectivités locales aux risques



40 % des communes ayant l'obligation de réaliser un plan communal de sauvegarde sur leur territoire n'en ont pas. Les communes en présence d'un plan de protection des risques naturels ont l'obligation de mettre en place un plan communal de sauvegarde.

Selon le Sénat, dans le cadre de la mission d'information sur l'assurance des collectivités territoriales 18 % des collectivités indiquent n'avoir aucun document de prévention des risques.

FICHE PRÉVENTION INCENDIE



La prévention des incendies d'origine électrique

Obligations et bonnes pratiques pour votre collectivité

Environ un quart des incendies se produisant en France (soit près de 50 000 par an) ont pour origine un incident électrique, souvent causé par un défaut de maintenance des installations électriques ou par l'utilisation d'équipements défectueux. En tant qu'élu(e) ou responsable administratif/technique, vous êtes responsable de la vérification des installations électriques de l'ensemble du parc immobilier de votre collectivité, qu'il s'agisse des établissements recevant du public (mairie, établissement scolaire, gymnase, salle des fêtes...), des locaux techniques, des logements sociaux, etc. Cette vérification est primordiale pour limiter le risque incendie.

Cette fiche présente les obligations et bonnes pratiques de prévention concernant les bâtiments.

Quelles sont vos obligations ?

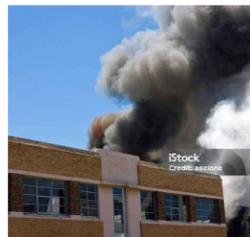
Code du travail :

- Article R4226-5 : l'employeur maintient l'ensemble des installations électriques permanentes en conformité avec les dispositions relatives à la conception des installations électriques applicables à la date de leur mise en service.

- Article R4226-7 : les installations électriques et les matériels électriques qui les composent font l'objet de mesures de surveillance et donnent lieu en temps utile aux opérations de maintenance.

Tout propriétaire ou locataire d'un bâtiment est responsable du bon fonctionnement, de la sécurité et de l'entretien de son installation électrique.

Le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP), approuvé par l'arrêté du 25 juin 1980, a également valeur de référence sur ces sujets.



FRISE DU RÔLE DE CHACUN APRES UN EGA



Le rôle de chacun après un événement naturel

Votre commune vient de subir un événement naturel d'ampleur (inondation, tempête, glissement de terrain, submersion marine etc.), ayant entraîné des dommages. Les services de secours sont intervenus et la situation ne présente plus de danger immédiat. Il s'agit désormais de gérer les sinistres. En trois temps, dans les jours, les semaines et les mois qui suivent l'événement, cette frise a pour objectif de présenter le rôle des différentes parties prenantes (sinistrés, pouvoirs publics, assureurs, experts, entreprises du bâtiment) et de rappeler les démarches à mettre en œuvre pour que la prise en charge des sinistres se déroule dans les meilleures conditions possibles.



Qui fait quoi dans les semaines suivant l'événement naturel ?

- L'expert**
 - Contrôle les dommages liés à l'événement et évalue la valeur des biens.
 - Établit un rapport et le transmet à l'assureur.
 - Chiffre le montant des réparations sur la base des devis transmis par l'assuré.
- L'assureur**
 - Missionne si nécessaire un expert, pour évaluer et indemniser au plus vite pour les besoins urgents de l'assuré.
 - Transmet une proposition d'indemnisation à l'assuré en programme de faire intervenir une entreprise de réparation de son territoire.
- Le ministre**
 - Transmet à son assésor les documents nécessaires à son dossier (dossier des dommages, factures, devis de réparation, acte de recensement, arrêté de jour de sinistre...) dans les meilleurs délais.
- Le préfète**
 - Coordonne l'ensemble des missions et le financement mis en œuvre et accompagne les collectivités.
 - Présente dans la durée la mise en œuvre des dispositifs d'aides publiques.
 - Se prononce sur la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle.
- Le maire**
 - Informe les sinistrés des suites données aux démarches de mobilisation des dispositifs d'aide et d'indemnisation.
 - Sollicite l'accompagnement de l'état en catastrophe naturelle.
 - Accompagne les sinistrés dans leurs démarches.

Qui fait quoi dans les jours suivant l'événement naturel ?

- L'assureur**
 - Évoque la déclaration de sinistre.
 - Informe et assiste l'assuré sur les démarches d'urgence à mettre en œuvre (logement...).
 - Informe l'assuré des conditions de mise en œuvre de son contrat.
- L'expert**
 - Missionné par l'assureur, il prend en compte les dommages aux habitations, équipements évacués, et biens meubles ou corporels qui disparaissent ou à devenir des habitations.
- Le ministre**
 - Prend, si nécessaire, des mesures de protection pour éviter l'aggravation des dommages (habitat des victimes par une entreprise...).
 - Prévoit :
 - Prend un professionnel pour effectuer des travaux d'urgence à la demande de sinistrés voire des autorités à la situation d'urgence.
- Les bureaux d'étude / les experts en sécurité des bâtiments**
 - Conseillent les autorités sur la sécurité d'usage des habitations, équipements évacués, et biens meubles ou corporels qui disparaissent ou à devenir des habitations.
- Le préfète**
 - Mobilise le référent départemental et l'administration des collectivités.
 - Mobilise les acteurs qui font partie de la norme dont les représentants territoriaux des assureurs.
 - Met en œuvre et coordonne les différents dispositifs publics à l'échelle locale.
 - Donne suite à la demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle formulée par le maire.
- Le maire**
 - Si nécessaire :
 - Accueille et héberge les sinistrés.
 - Déclenche une procédure de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle.
 - Sollicite la mobilisation des dispositifs d'aide et d'indemnisation et informe les sinistrés.

Qui fait quoi dans les mois suivant l'événement naturel ?

- Les services de l'état**
 - Réalise le bilan des dispositifs publics.
 - Accompagne les collectivités dans les démarches de reconnaissance et d'aménagement des territoires face aux risques naturels.
- L'assureur**
 - Mobilise l'assuré sur les règles d'entreprise de son réseau choisi pour réaliser les travaux de réparation.
- Le ministre**
 - Accompagne dans la durée les sinistrés après l'événement.
 - Prend en compte les conséquences de l'événement naturel pour adapter les mesures de prévention et de planification à long terme.
- Les entreprises de bâtiment**
 - Réalise les travaux de réparation des dommages.

En 2024, la sinistralité climatique sur récolte atteint un niveau record

- ✓ En 2024, les **surfaces assurées en multirisques climatiques sur récoltes (MRC)** sont en très légère hausse (+0,5 %), consolidant la très forte croissance enregistrée l'année précédente (+37 % en 2023).
- ✓ Entre pluviométrie excédentaire et faiblesse de l'ensoleillement, les cultures ont enregistré **une sinistralité record : 794 millions d'euros**, dont 593 millions d'euros au titre des contrats MRC sur récoltes et 201 millions d'euros au titre des contrats spécifiques grêle.
- ✓ En 2024, **l'excès d'eau** est le premier aléa, représenté dans 7 contrats MRC sur récoltes sinistrés sur 10 contre 1 sur 5 en 2023.
- ✓ Les assureurs sont en attente de l'avis de l'Autorité de la Concurrence sur la mise en place du **groupement de co-réassurance**.

SURFACES ASSURÉES EN MRC SUR RÉCOLTES
(en milliers d'hectares)

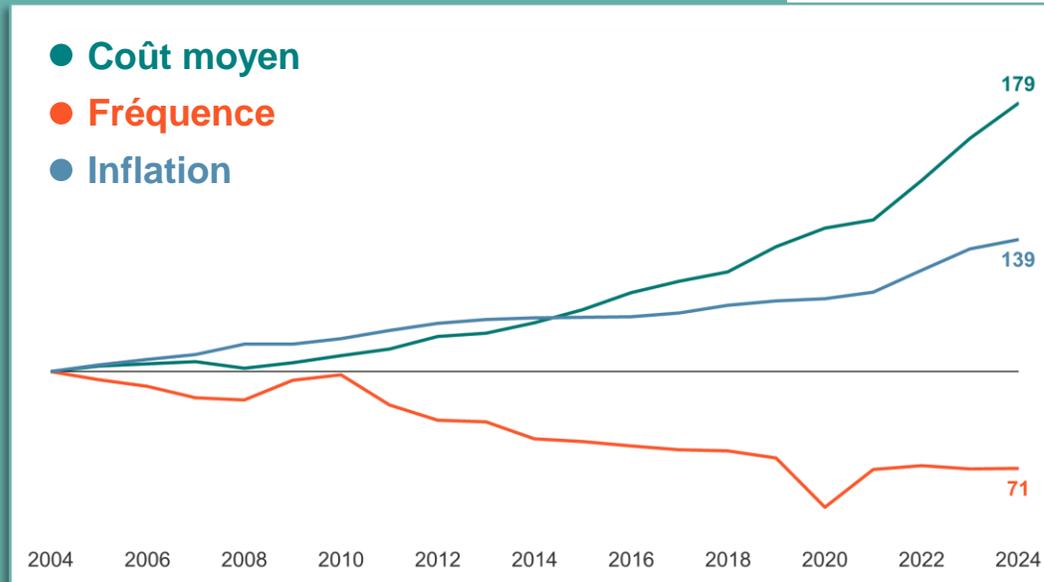


INDEMNITÉS VERSÉES EN MRC SUR RÉCOLTES
(en millions d'euros)

Source : France Assureurs.



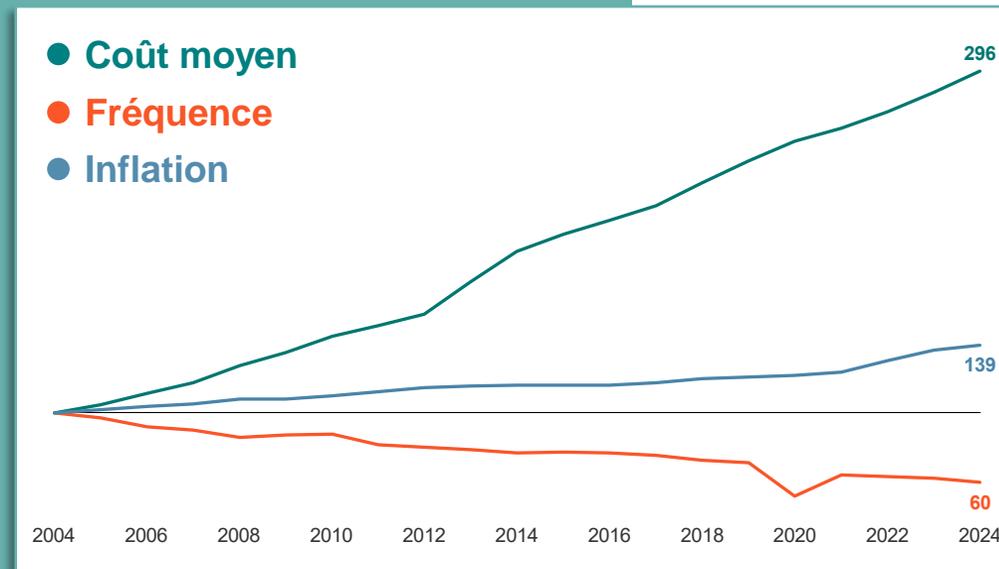
SINISTRES MATÉRIELS (Base 100 en 2004)



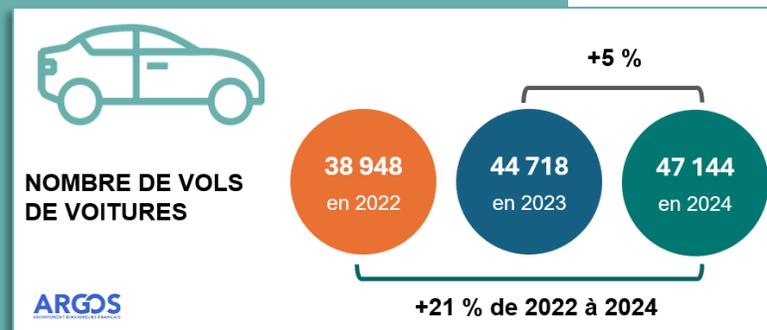
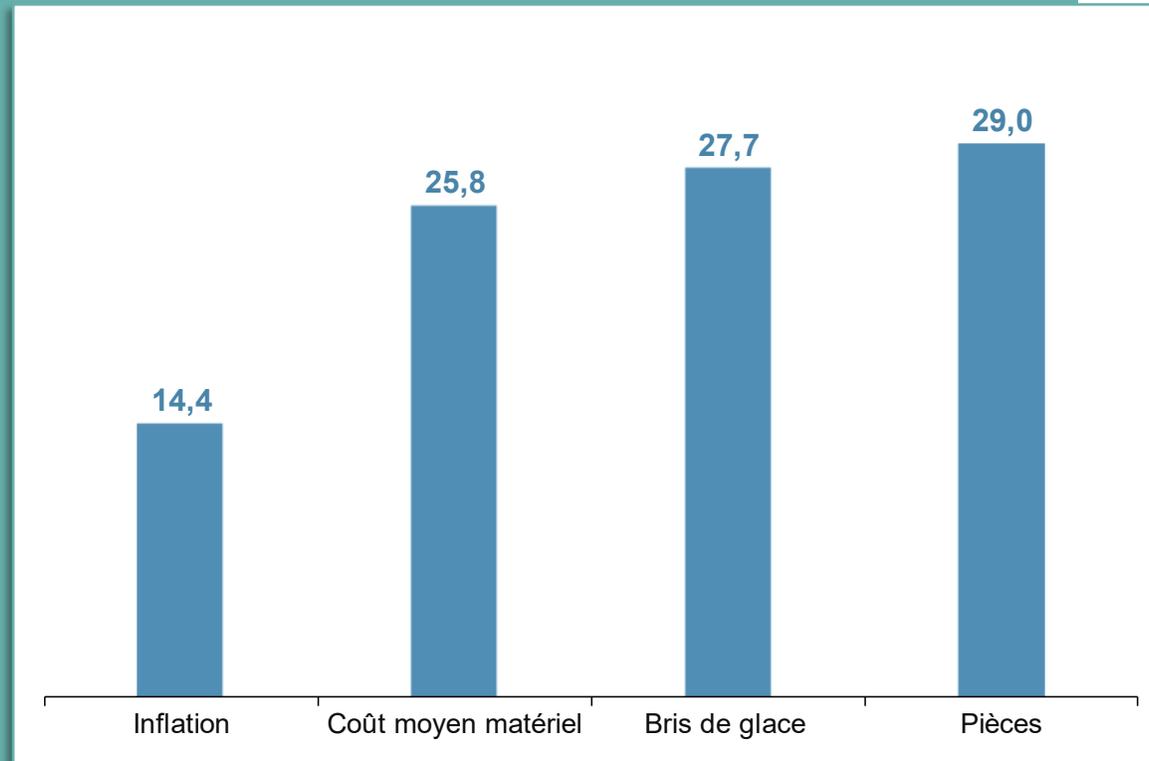
En automobile, le coût moyen est la variable la plus dynamique de ces 20 dernières années

- ✓ Alors que les **sinistres corporels** ne représentent que 2 % du total des sinistres auto, leur **coût représente 35 % du total**.
- ✓ Le prix de l'assurance automobile est **l'agrégation de nombreuses variables**. Certains facteurs jouent positivement sur la fréquence des sinistres, comme la **prévention routière**. D'autres jouent à la hausse, comme le **climat** ou le **vieillessement du parc automobile**.
- ✓ Les **coûts moyens augmentent** en raison de la sophistication technologique des voitures ou encore du prix du coût de la réparation.

SINISTRES CORPORELS (Base 100 en 2004)



COÛT MOYEN DES RÉPARATIONS (Évolution en % entre 2020 et 2024)



Depuis 5 ans, les coûts moyens de la réparation automobile subissent une très forte inflation

- ✓ Depuis plusieurs années, les assureurs dénoncent la **politique de cadeaux d'une valeur disproportionnée** de certaines enseignes de réparation de pare-brise pour attirer les assurés. Cette pratique favorise l'augmentation des coûts des sinistres.
- ✓ Les assureurs veulent accélérer la mise en place de la « clause de réparation » européenne permettant de **libéraliser toutes les pièces visibles** d'un véhicule.
- ✓ Selon l'Argos, le groupement des assureurs qui lutte contre le vol de voitures, **les vols de véhicules particuliers et utilitaires sont une nouvelle fois en hausse en 2024**. Certaines marques doivent faire des efforts supplémentaires.

En moins de 4 ans, le coût moyen des optiques de phares a augmenté de 70 % dans la réparation des sinistres

Un impact économique

On constate une corrélation entre l'âge moyen du véhicule et le coût moyen des optiques : plus le véhicule est récent plus le coût est élevé. Actuellement 76 % des véhicules sinistrés ont un âge moyen de plus de 4 ans dont 45 % de plus de 8 ans.

La famille des optiques présente la charge financière la plus importante dans les réparations des sinistres. Toutefois la famille des optiques de phare présente le taux de réemploi le plus faible des principales pièces endommagées dans les sinistres de collision.

91 %

des optiques endommagées sont remplacées

Certains constructeurs interdisent la réparation des optiques LED de nouvelles générations

Un impact écologique

300 000 optiques LED ont été remplacées en 2023

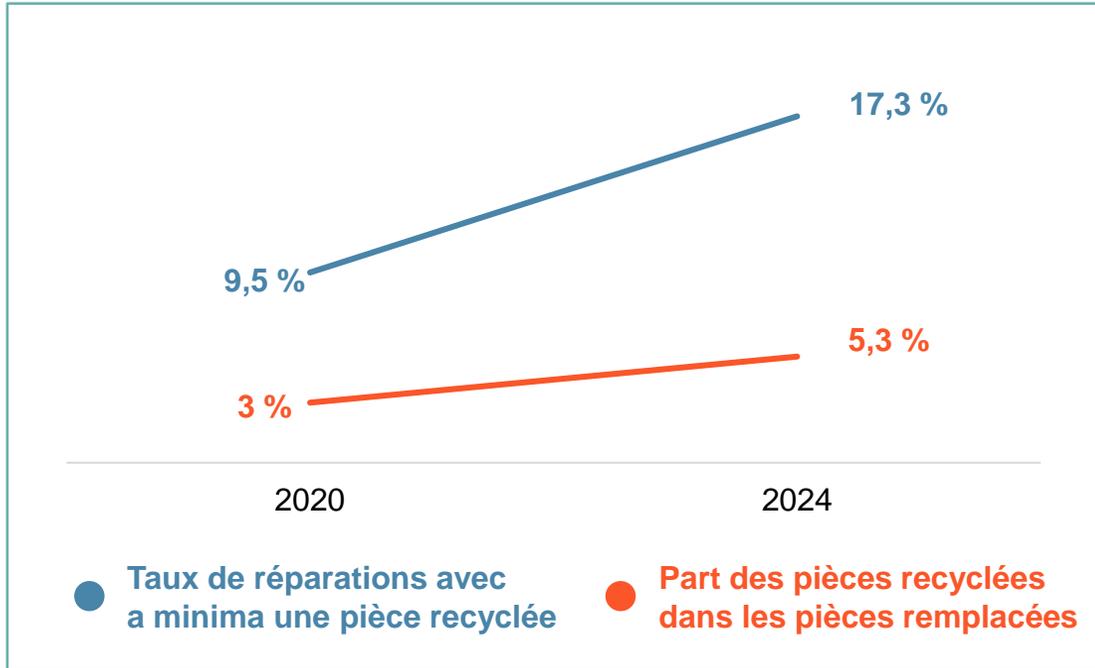


13 500 tonnes de CO₂, soit 7 600 allers-retours Paris-New-York en avion

Soit une augmentation de **+ 50 %** de l'empreinte carbone par rapport aux optiques halogènes

Sur la même période, on observe une augmentation de 34 % pour le coût des réparations et 39 % pour le coût du poste pièces

Pour accélérer le développement des filières de réemploi



TAUX D'UTILISATION DES PIÈCES RECYCLÉES

QUELQUES CHIFFRES

- 97 % des Français qui ont utilisé des pièces recyclées en sont satisfaits.
- 17,3 % des réparations incluent au moins une pièce recyclée.
- 5,3 % des pièces remplacées en auto sont des pièces recyclées.

Les assureurs appellent à favoriser l'économie circulaire et l'usage de pièces recyclées

- ✓ Permettre une libre utilisation des pièces recyclées dans les réparations.
- ✓ Lancer des états généraux de la pièce de réemploi afin de développer cette filière.

Réparer, recycler et assurer pour un monde durable

Source : SRA (Sécurité et Réparation Automobiles).

Pour harmoniser les niveaux d'indemnisation des victimes de dommages corporels

Les montants d'indemnisation pour les sinistres corporels dépendent de nombreux facteurs

- ✓ **De nombreux acteurs du dommage corporel** avec des doctrines différentes.
- ✓ **Des référentiels non règlementaires** : missions d'expertise médicale, mesure de la gravité du dommage, nomenclature des préjudices, quantum d'indemnisation, barème de capitalisation.
- ✓ Une trop **forte hétérogénéité dans l'indemnisation** aboutissant à une **inégalité de traitement des victimes** et une tendance globale inflationniste.

40 ans de la loi Badinter

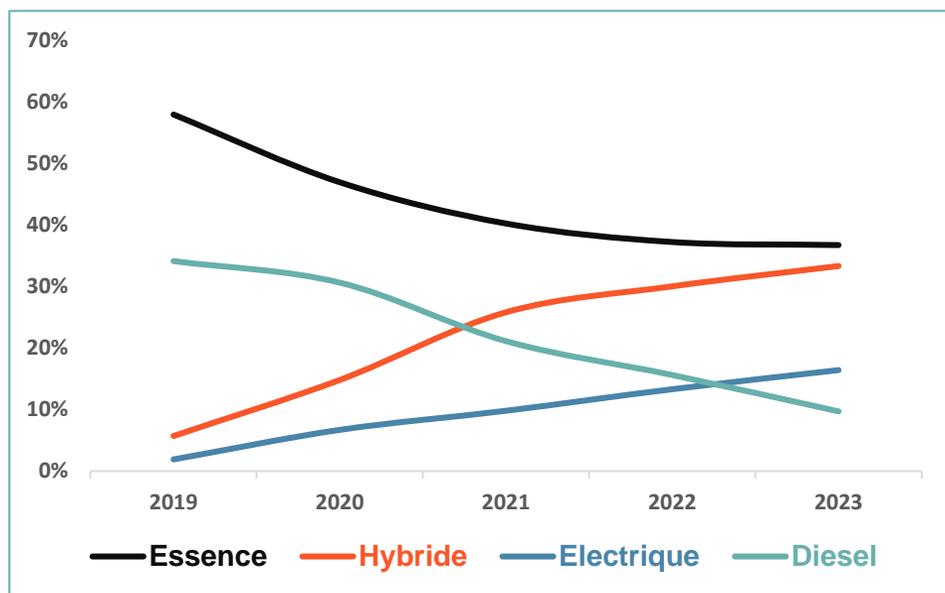
En 1985 était votée la loi Badinter : elle a amélioré la situation des victimes et fluidifié les procédures d'indemnisation

98 % des indemnisations de dommages corporels sont réglées à l'amiable

Les assureurs plaident pour officialiser deux outils majeurs de l'indemnisation du dommage corporel :

- un référentiel d'indemnisation
- un barème de capitalisation unique

PART DES DIFFÉRENTES SOURCES D'ÉNERGIE DANS LES IMMATRICULATIONS



- ✓ La transformation du parc automobile vers l'électrique semble inéluctable.
- ✓ La part de l'électrique pourrait atteindre 30 % à l'horizon 2050.
- ✓ Cette transformation n'est pas sans conséquences sur l'assurance. Elle pourrait entraîner :
 - des coûts plus élevés liés au remplacement de la batterie à défaut de pouvoir la réparer ;
 - des fréquences de véhicules économiquement irréparables (VIE) plus élevées (réparation plus chère que le prix du véhicule).
- ✓ À destination des entreprises d'assurance, le label SRA « Recycleur Vertueux » a pour objectif d'évaluer les professionnels du recyclage automobile dans leur activité de démontage et de production des pièces issues de l'économie circulaire (PIEC) et dans leurs engagements environnementaux.

Les batteries lithium-ion sont présentes dans de nombreux objets du quotidien

15,7

appareils munis d'une batterie lithium-ion par foyer en France en moyenne

Les incendies liés aux batteries lithium-ion, utilisées dans les voitures, les trottinettes, les vélos électriques, les téléphones mobiles ou encore les ordinateurs, représentent un risque émergent.

Avec la Journée Prev'Attitude 2025, Assurance Prévention sensibilisera le grand public aux dangers inhérents aux batteries et aux bons gestes à adopter pour leur sécurité.

Objectif des essais feux

- ✓ Faire avancer la prévention et la protection des biens et des personnes.
- ✓ Réduire les conséquences d'un sinistre en maîtrisant le risque d'incendie.
- ✓ Améliorer la prévention des incendies dans les entrepôts de stockage de batteries.

Assurance Prévention publie une étude scientifique sur les facteurs impactant la vigilance au volant

APPELS, SMS ET AUTRES DISTRACTEURS : QUEL IMPACT SUR LA VIGILANCE AU VOLANT ?

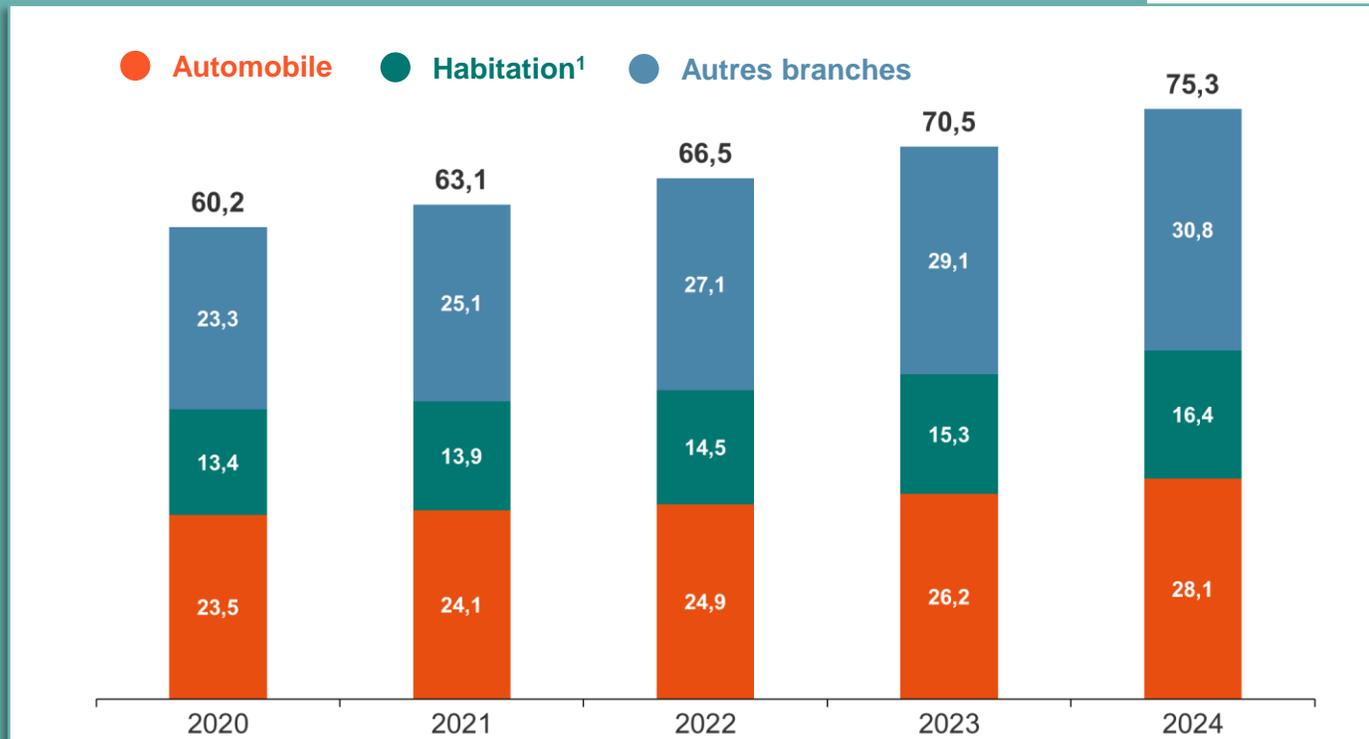
Assurance Prévention mesure depuis 2019 l'impact de différents facteurs sur la vigilance au volant (alimentation, manque de sommeil, etc.). En 2024, l'association s'est intéressée à l'impact des « distracteurs » (appels, sms, réglages du gps, etc.).



Le défaut d'attention du conducteur, notamment lié à l'usage de téléphones ou de distracteurs technologiques, a été relevé dans 24 % des accidents corporels ayant causé la mort de 390 personnes en France.

COTISATIONS

(Affaires directes, en milliards d'euros)



Les cotisations en assurance de dommages aux biens et de responsabilité progressent de +6,8 % en 2024

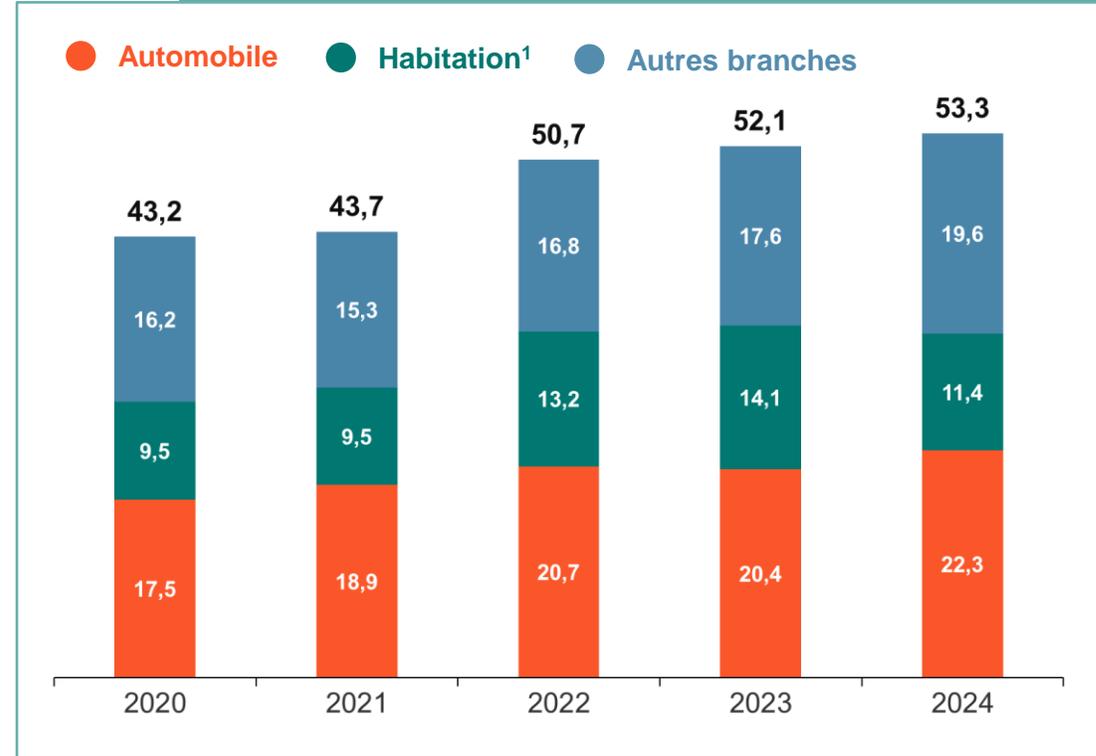
- ✓ Les taxes en assurance auto représentent le deuxième poste de la cotisation automobile, derrière la charge des sinistres.
- ✓ Avec une taxe de 35,2 % en RC auto et 19,5 % pour les autres garanties, **l'assurance automobile est davantage taxée en France qu'en Europe** : en Allemagne, l'assurance automobile est taxée à 19 % ; en Italie, la RC est taxée à 25,4 % et les autres garanties à 13,5 %.

Source : France Assureurs.

¹ Dommages aux biens des particuliers et Cat Nat.

Le résultat technique de l'assurance de biens se dégrade de 0,3 point de pourcentage

- ✓ **Le ratio combiné des assurances de biens et de responsabilité s'établit à 99,1 %**, en hausse de 0,3 point de pourcentage sur l'année, notamment sous l'effet de la réassurance :
 - **En automobile, il est de 101,0 %** (+2,4 points de pourcentage par rapport à 2023) ;
 - **En habitation¹, il est de 99,2 %** (–11,6 points de pourcentage par rapport à 2023) ;
 - Pour les **autres branches, il est de 97,4 %** (+4,6 points de pourcentage par rapport à 2023).



PRESTATIONS
(Affaires directes, en milliards d'euros)

Source : France Assureurs.
¹ Dommages aux biens des particuliers et Cat Nat.

The background is a teal-toned illustration of a city street scene. It features various elements: a person in a wheelchair, a person pushing a shopping cart, a person with a backpack, and several data charts and graphs. The scene is set against a backdrop of buildings and a city skyline. The overall style is modern and illustrative.

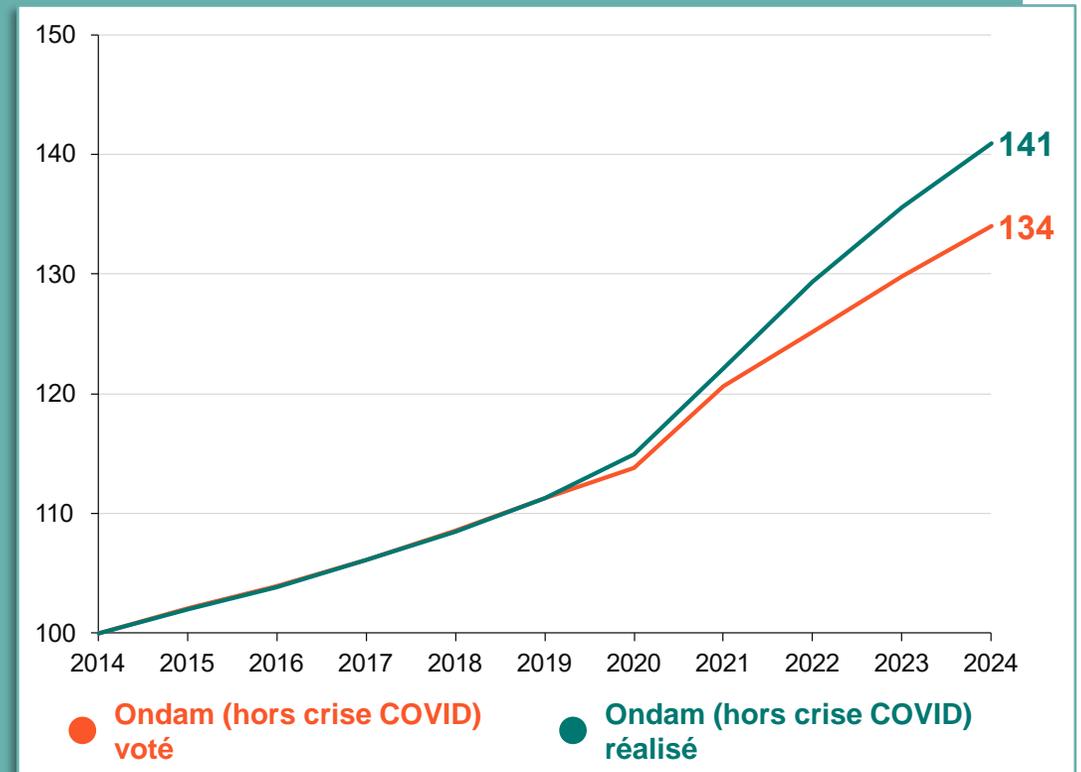
2.3

**96 % des Français sont
couverts par une
complémentaire santé**

Depuis 5 ans, les dépenses de l'assurance maladie ne sont plus maîtrisées

- ✓ Sur la période 2019-2023 (hors crise Covid), l'Ondam a augmenté de +5,0 % en moyenne par an, contre une croissance de +3,9 % votée en LFSS. **En 2024, l'Ondam voté était de +3,2 % mais l'Ondam réalisé a été de +3,9 %.**
- ✓ **Le déficit de la sécurité sociale** pour l'année 2024 est de **18,2 milliards d'euros** selon la loi de financement de la sécurité sociale 2025, et près de 15,3 milliards d'euros pour la branche maladie.
- ✓ Le président de la commission des affaires sociales à l'Assemblée nationale, Frédéric Valletoux, a pointé « *l'inadaptation de l'ONDAM en tant qu'outil de gestion des enjeux de santé, appelant à l'élaboration d'un cadre pluriannuel de pilotage des dépenses de protections sociale et de santé* ».

ÉVOLUTION DE L'ONDAM (Base 100 en 2014)



Source : France Assureurs.

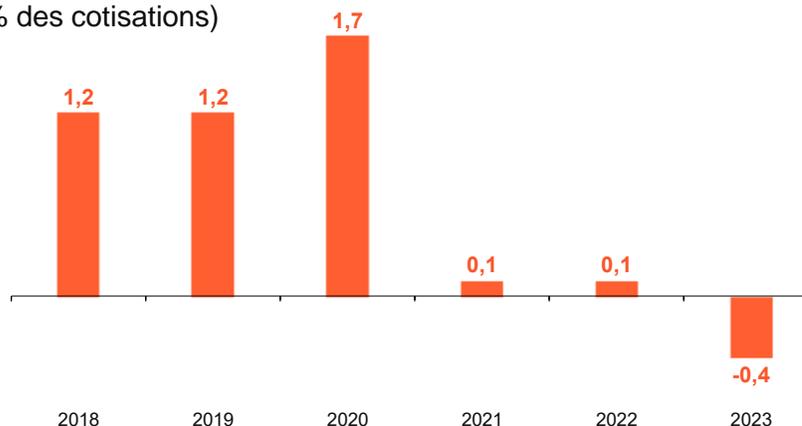
Ondam : Objectif national de dépenses d'assurance maladie.

L'Ondam rassemble les dépenses prises en charge par l'Assurance maladie obligatoire.

Le résultat technique des complémentaires santé est déficitaire pour la première fois en 2023



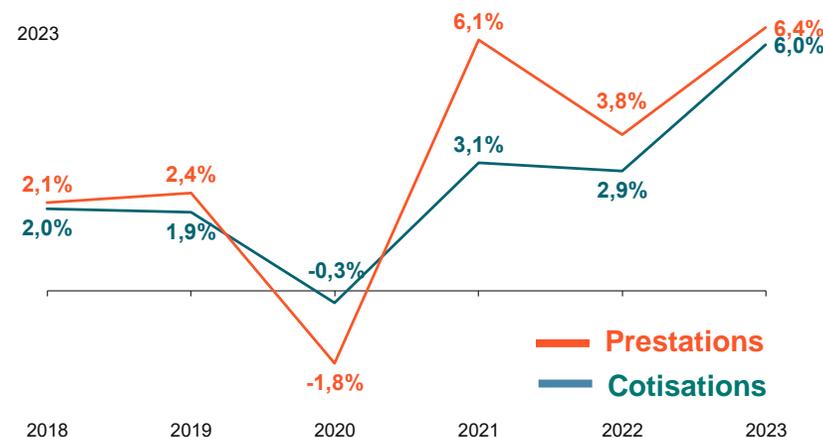
Résultat technique
(en % des cotisations)



Un résultat négatif en 2023 pour la première fois, soit une baisse de près de 2 points de rentabilité en trois ans

Évolution des cotisations et des prestations des OCAM

Depuis 2018, les prestations ont progressé plus vite que les cotisations chaque année (hors année Covid)

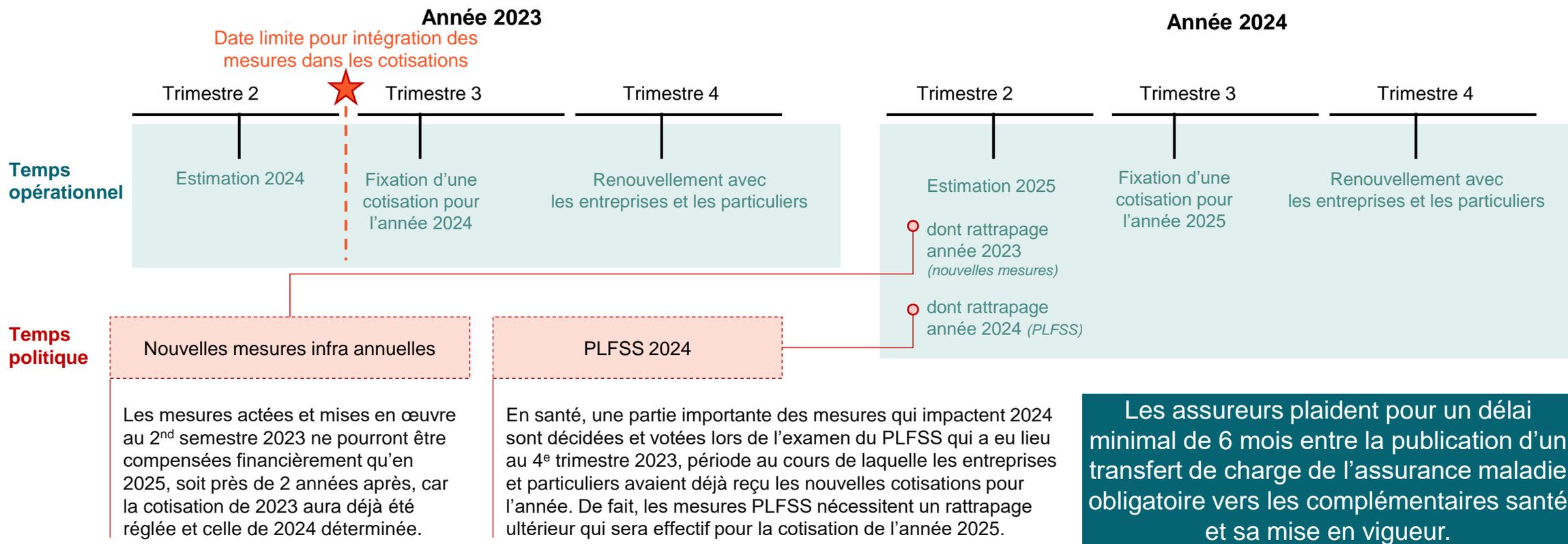


Selon la Drees, le résultat technique des complémentaires santé est négatif en 2023 après avoir été « quasi-nul » en 2021 et 2022.

À quel moment les assureurs définissent-ils la cotisation d'un contrat ?

Processus type

L'assurance se caractérise par son « cycle inversé de production » : le « prix » de l'assurance est défini avant que l'on connaisse le « coût » du service, soit l'indemnisation du sinistre.





Les mesures nouvelles représentent des dépenses additionnelles de près d'1 milliard d'euros

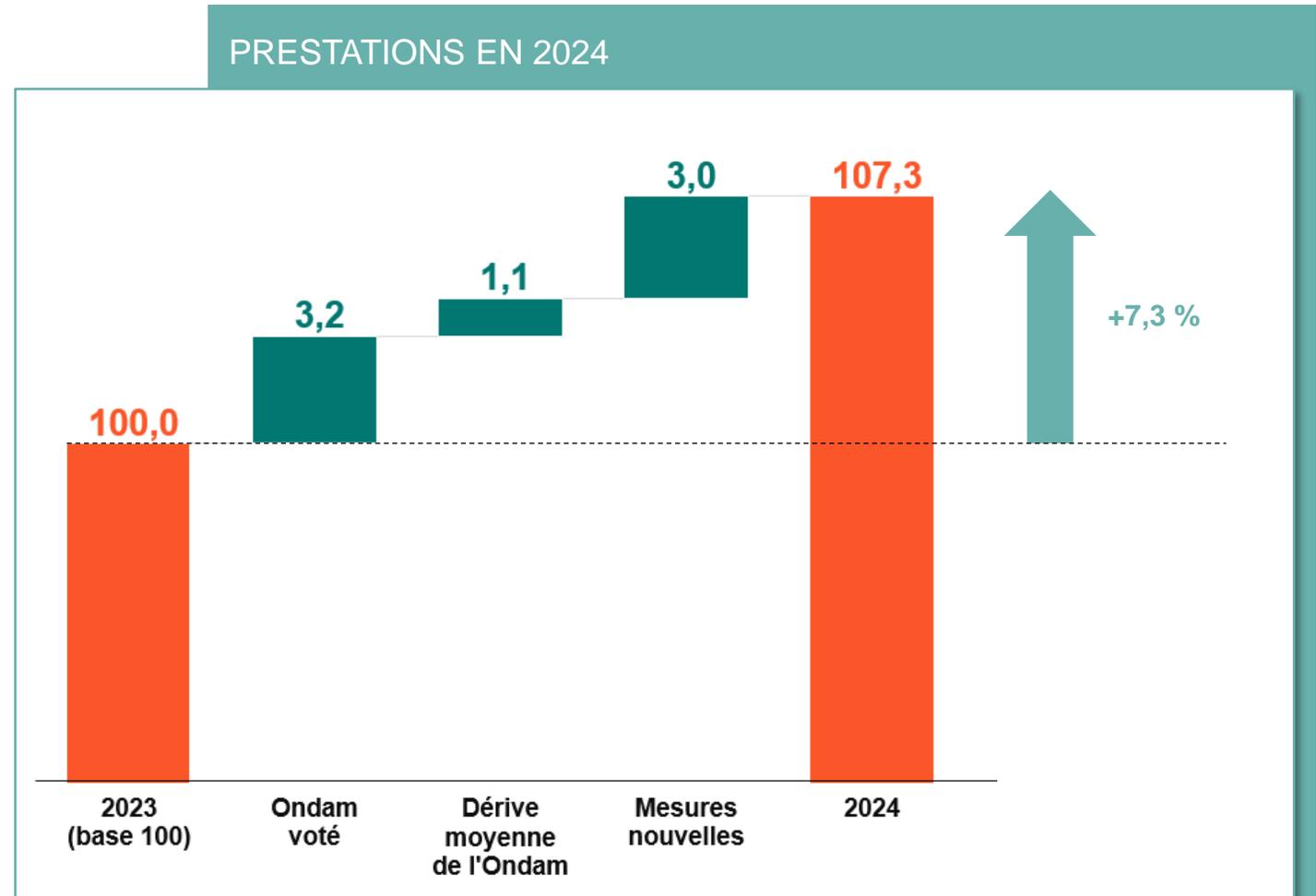
MESURES NOUVELLES AU 2nd SEMESTRE 2023 ET 2024,
IMPACTANT L'ASSURANCE SANTÉ EN 2023 ET 2024

Libellé de la mesure	Texte	Impact
a- Augmentation de différents actes médicaux / paramédicaux (après déduction des mesures d'économies prévues)	Conventionnel	103 M€
b- Transfert de dépenses en dentaire se manifestant par la prise en charge à hauteur de 40 % (contre 30 %) des soins dentaires	Annonce du PLFSS non documentée	500 M€
c- Evolution des tarifs à l'hôpital	Réglementaire	100 M€
d- Autres mesures dont négociation avec les laboratoires d'analyse, etc.	Légal, réglementaire et conventionnel	-72 M€
e- Négociations des médecins et des pharmaciens	Conventionnel	300 M€

- ✓ En 2024, 5 mesures nouvelles impactent les complémentaires santé pour près d'1 milliard d'euros, soit **l'équivalent de 3,0 % des prestations.**
- ✓ La principale mesure concerne le **transfert de dépenses sur les soins dentaires.** L'augmentation des tarifs 2024 à l'hôpital est connue en mars pour l'hôpital public et à la fin du 1^{er} semestre pour les cliniques.
- ✓ Pour 2025, la principale mesure concerne la **revalorisation des consultations des médecins** pour un coût pour les organismes complémentaires de 290 millions d'euros.

La dérive des dépenses de santé conjuguée aux mesures nouvelles a un impact de +7,3 % sur les prestations des complémentaires santé

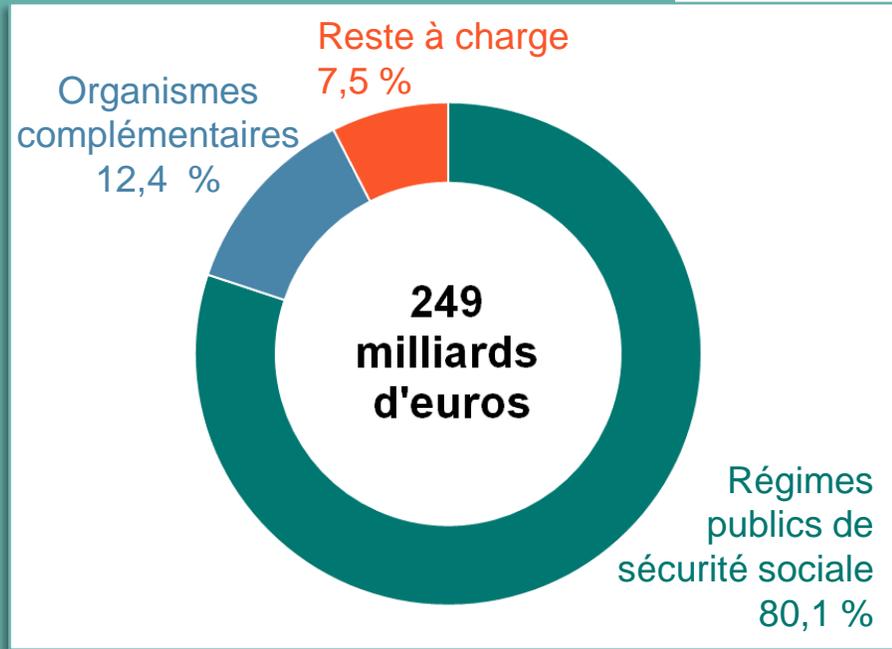
- ✓ Selon la Drees, le résultat technique des complémentaires santé a été à l'équilibre en 2021 et 2022 puis a été déficitaire pour la première fois en 2023.
- ✓ En 2024, certaines mesures ne sont pas connues au moment de la fixation des cotisations et sont donc reportées l'année suivante.
- ✓ **Une entreprise d'assurance doit être suffisamment rentable pour être solvable** au regard du code des assurances. En effet, seul un résultat positif peut alimenter les fonds propres.
- ✓ **La population française vieillit.** Depuis 2014, l'âge moyen a augmenté de 2 ans et la population des plus de 62 ans a progressé de 3,1 millions de personnes.



Source : France Assureurs.

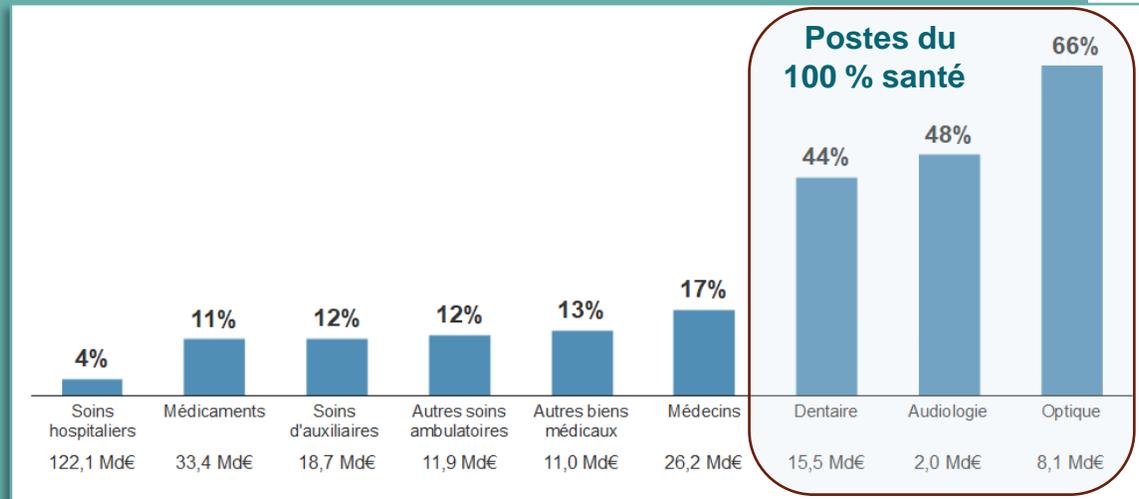


FINANCEMENT DE LA CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (CSBM) (en milliards d'euros)



Les organismes d'assurance versent 31 milliards d'euros aux Français...

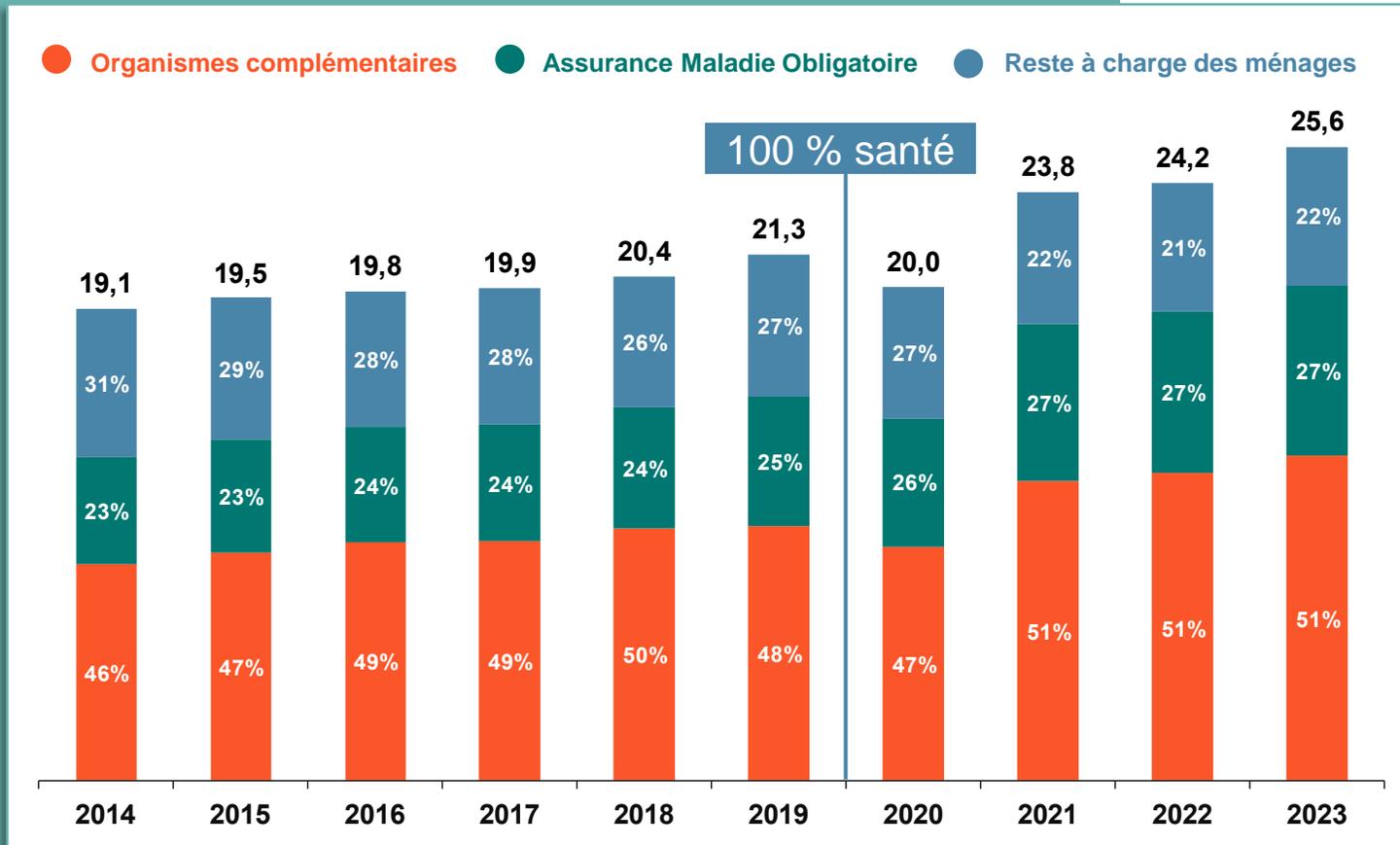
REMBOURSEMENT DES OCAM PAR TYPE DE SOIN



- ✓ Les **complémentaires santé** prennent en charge 31 milliards d'euros de la consommation de soins et de biens médicaux, soit 12,4 % du total.
- ✓ Les **complémentaires santé sont les premiers financeurs** dans trois domaines (**optique, audiologie et dentaire**) : 51 % du coût total.
- ✓ Le **reste à charge** des ménages est en France parmi le plus faible des pays de l'OCDE.

... dont 13,2 milliards d'euros au titre des dépenses en optique, audiologie et dentaire

DÉPENSES EN OPTIQUE, AUDIOLOGIE ET DENTAIRE
(en milliards d'euros)



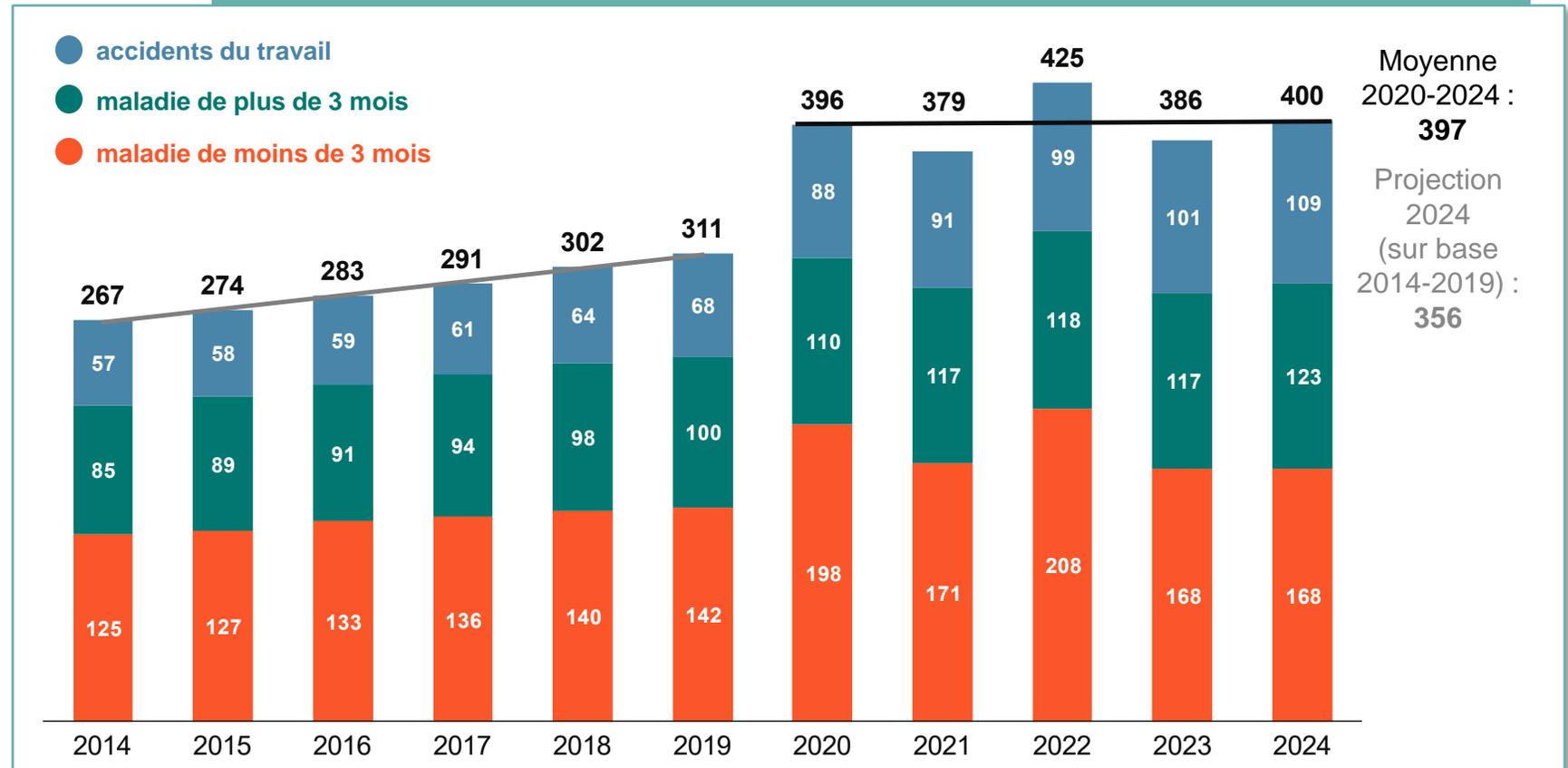
- ✓ Les dépenses en optique, audiologie et dentaire ont augmenté de +35 % en dix ans, mais de +49 % pour les complémentaires santé en particulier depuis la mise en place du 100 % santé.
- ✓ Le reste à charge des ménages recule de 9 points de pourcentage sur les dix dernières années dont 5 points au cours des trois dernières.

Source : Drees.

À la dérive des dépenses de santé s'ajoute en prévoyance la dérive de l'absentéisme

- ✓ Le nombre de jours d'arrêts de travail reste supérieur de 12 % à son niveau tendanciel passé. Ainsi, sur 5 ans, ce sont près de 300 millions de jours d'arrêts de travail de plus par rapport au niveau tendanciel passé.
- ✓ Selon le Baromètre de l'Absentéisme¹, le **taux d'absentéisme de longue durée** (plus de 90 jours) **continue d'augmenter** : à 3,7 % en 2023 après 3,2 % en 2022 et 2,8 % en 2019.
- ✓ Les **troubles psychologiques** s'affirment comme la première cause des arrêts de longue durée.

NOMBRE DE JOURS D'ARRÊTS DE TRAVAIL PRIS EN CHARGE PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE (en millions)



Source : Ameli.

¹ 16^e Baromètre de l'Absentéisme et de l'Engagement d'Ayiming et AG2R LA MONDIALE.

Les assureurs agissent pour prévenir les risques liés à la santé mentale

La santé mentale des Français se dégrade

Évolution de la part des Français ayant subi un épisode dépressif au cours des 12 derniers mois, par tranche d'âge



Base : plus de 20 000 adultes interrogés en France.
Source : Santé publique France

Près d'**1 milliard** de personnes dans le monde souffrent de problèmes liés à la santé mentale... et seulement **10%** d'entre elles sont prises en charge.

Les assureurs agissent ...

... en étant précurseurs

Dès 2021, les assureurs ont unilatéralement décidé de prendre en charge 4 séances de psychologues.

... en étant passeurs d'innovation

les assureurs ont investi 800 millions d'euros dans la santé au travers des programmes de place liés à la relance.

... en étant employeurs

Les assureurs ont conclu un accord sur la qualité de vie au travail visant à promouvoir la prévention des risques professionnels.

... en étant acteurs de prévention

En avril 2025, Assurance Prévention lancera une campagne de sensibilisation sur la santé mentale.



La santé mentale affecte tout particulièrement les jeunes

Selon Geneva Association, la santé mentale est la première cause de maladie chez les 15-49 ans. C'est la deuxième chez les très jeunes (5-14 ans).

41 %

C'est le pourcentage d'étudiants qui souffraient de symptômes dépressifs en 2023, ils étaient 26 % avant le Covid.

Source : étude de l'université de Bordeaux sur la santé mentale des jeunes, 2023

Pour prévenir la sédentarité, un facteur majeur de risque pour la santé

La Chaire « Santé en Mouvement », créée en 2021 par la fondation Université Clermont Auvergne et soutenue par Assurance Prévention, étudie la sédentarité et l'activité physique pour formuler des stratégies de prévention et de promotion de l'activité physique.



Sédentarité au travail : le projet REMOVE

L'étude vise à identifier des solutions pour réduire la sédentarité en milieu professionnel et améliorer la santé des actifs



Retour à la liste
Assurance Prévention - Nos conseils pratiques

« Des vélos-bureaux à l'école pour contrer les méfaits de la sédentarité chez les jeunes »

Une proportion inquiétante des jeunes n'atteint pas le niveau d'activité physique recommandé. Avec le développement des outils digitaux, leur temps de sédentarité continue de croître. Camille Chambonnière est doctorante au sein de la Chaire Santé en Mouvement de l'Université Clermont Auvergne, dont Assurance Prévention est partenaire. La chercheuse a étudié les bienfaits de l'utilisation de vélos-bureaux dans les écoles comme stratégie de lutte contre cette sédentarité croissante.

14 novembre 2023

Sédentarité chez les jeunes : introduction de vélos-bureaux à l'école

Cette initiative cherche à intégrer davantage d'activité physique dans la routine quotidienne des élèves.



L'activité physique, aussi pour les personnes âgées

Sédentarité chez les personnes âgées

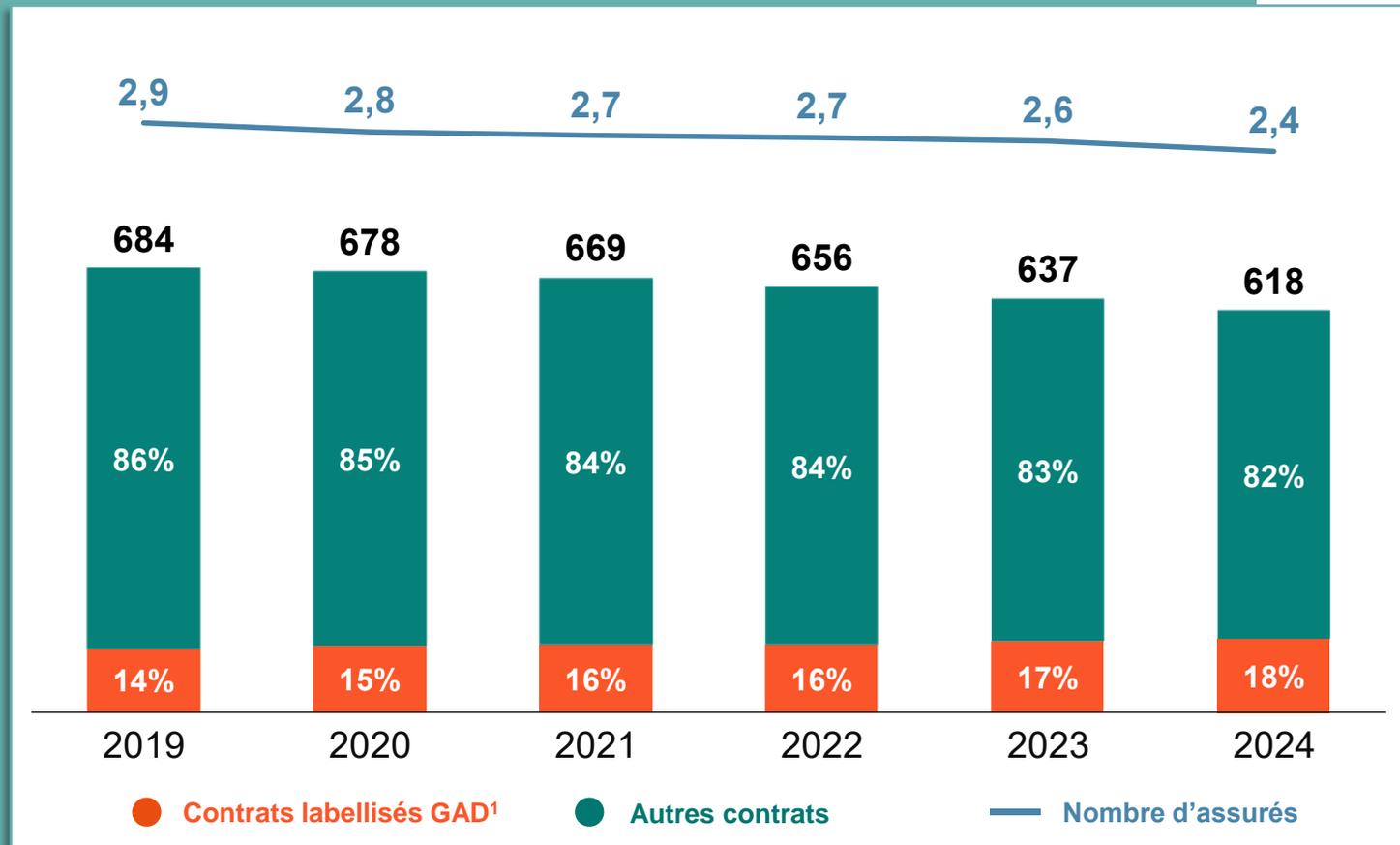
Les recherches sur l'augmentation du temps passé devant les écrans par les seniors mettent en lumière la nécessité de stratégies spécifiques pour encourager cette population à rester active.

La sédentarité est un facteur majeur de risque pour la santé, favorisant l'obésité, les maladies cardiovasculaires, le diabète et les troubles musculosquelettiques. Son impact s'étend à la santé mentale qu'elle altère également, au bien-être mental et à la qualité de vie.

Le marché de l'assurance dépendance est en perte de vitesse

COTISATIONS ET NOMBRE D'ASSURÉS DES CONTRATS DÉPENDANCE

(en millions d'euros et en millions de personnes)



- ✓ En 2024, le Comité consultatif du secteur financier (CCSF) a recommandé **la création d'un « contrat dépendance solidaire »** en phase avec la proposition de la FNMF et France Assureurs.
- ✓ Selon l'institut Elabe,
 - 84 % des Français considèrent qu'il faut financer le risque de dépendance liée à l'âge.
 - **89 % des Français attribuent un rôle clé aux assureurs sur le sujet.**

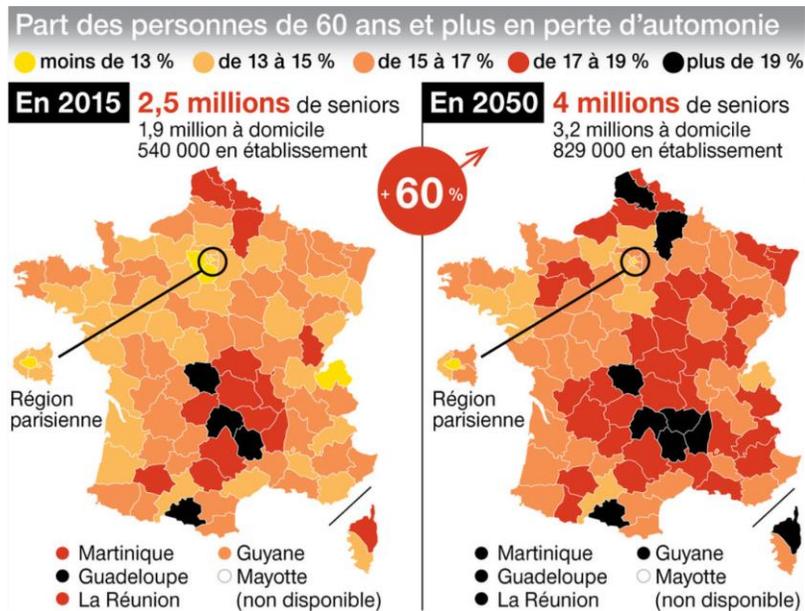
Source : France Assureurs. ¹ Le label GAD (Garantie Assurance Dépendance) encadre les contrats dépendance.

NOS PROPOSITIONS

Pour accompagner les Français face à la dépendance

30 Md€ c'est le coût de la dépendance en France

Les ménages financent 21 % de cette charge globale soit **6,3 Md€**



Source : Insee.

PROPOSITION FRANCE ASSUREURS ET MUTUALITÉ FRANÇAISE

- 1 Un **tarif unique** pour plus d'accessibilité.
- 2 Une **mutualisation large** permettant une plus grande couverture.
- 3 Une **prise en charge immédiate** des personnes dépendantes.
- 4 Une rente forfaitaire pour **plus de simplicité**.
- 5 Une **palette de services** en matière de prévention et d'accompagnement pour les aidants.

QUELS SONT LES AVANTAGES DE CETTE SOLUTION ?



La solution dépendance offre le choix à chacun de pouvoir utiliser la rente forfaitaire selon son souhait.



La solution dépendance ne pèse pas sur la charge des finances publiques.

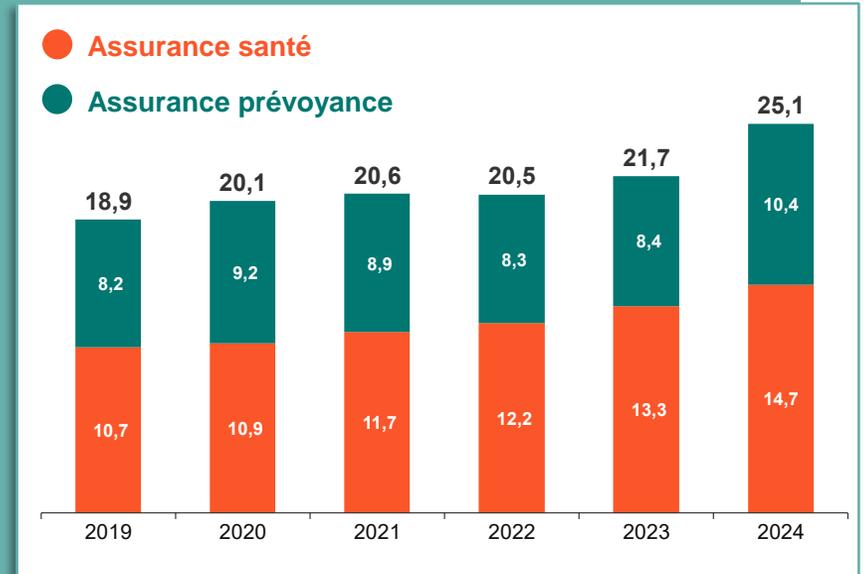
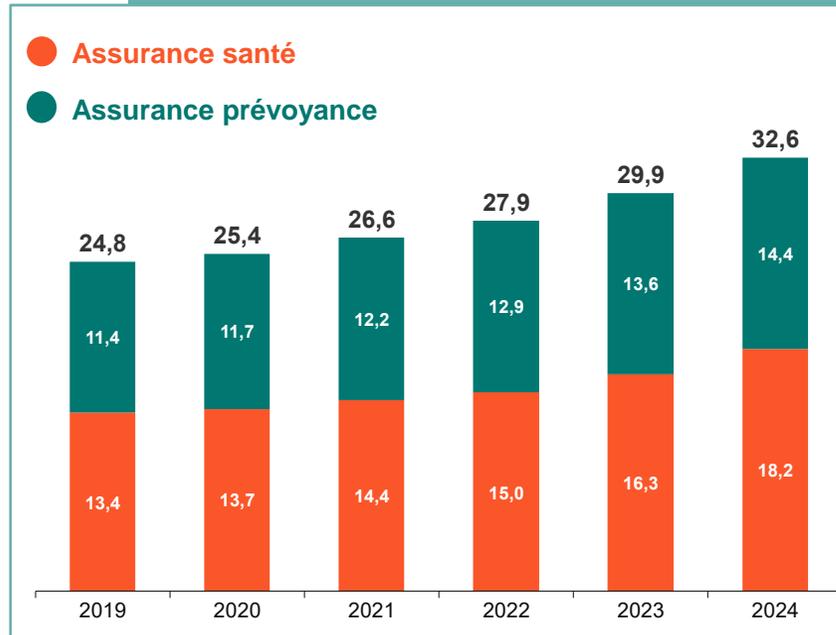


La solution dépendance fait l'objet d'une recommandation du CCSF qui préconise une généralisation de la couverture assurantielle de la dépendance totale.

En santé et prévoyance, les prestations affichent une croissance à deux chiffres

- ✓ En 2024, la hausse des prestations s'établit à +10 % en santé et +24 % en prévoyance.
- ✓ Les prestations en santé et surtout en prévoyance ont très **fortement augmenté**. Elles reflètent les effets du vieillissement de la population, du 100 % santé, de la fraude mais aussi de la dérive des arrêts de travail.
- ✓ Pour 2025, le **surcoût du désengagement de la Sécurité sociale** est estimé à 800 millions d'euros en prévoyance pour les assureurs.

COTISATIONS EN ASSURANCE SANTÉ ET PRÉVOYANCE
(en milliards d'euros)

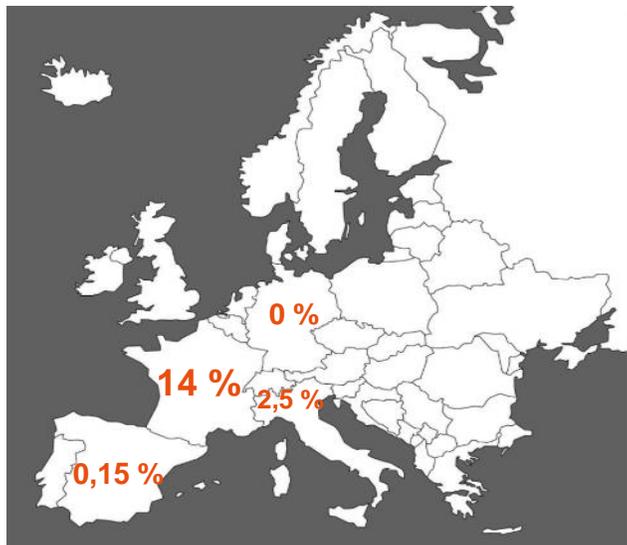


PRESTATIONS EN ASSURANCE SANTÉ ET PRÉVOYANCE
(en milliards d'euros)

Source : France Assureurs.

Note : Affaires Directes, charge de prestations, entreprises régies par le Code des assurances.

Les assureurs santé s'insurgent contre le projet de l'État de taxer la santé au détriment du pouvoir d'achat des Français



NIVEAU DES TAXES ET CONTRIBUTIONS SUR LES CONTRATS D'ASSURANCE SANTÉ (en pourcentage de la cotisation hors taxe)

- Les **complémentaires santé en France sont les plus taxées en Europe.**
- La taxe sur l'assurance santé a fortement progressé en 20 ans, passant de 2,8 % à 14 % en moyenne entre 2008 à 2024.
- Aujourd'hui, en France, **un hamburger est moins taxé (10 %) qu'un contrat de complémentaire santé.**

Le rôle des complémentaires est de protéger les assurés contre un risque de santé

Le rôle des complémentaires n'est pas de collecter l'impôt pour le compte de l'État

Les assureurs appellent à une meilleure coopération entre organismes complémentaires, assurance maladie et pouvoirs publics pour un système de santé plus durable

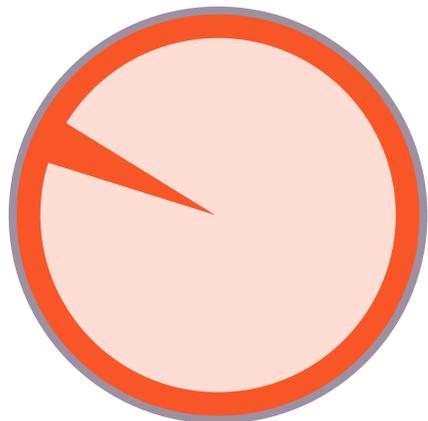


Source : France Assureurs.

¹ Insurance Europe - Indirect taxation on insurance contracts in Europe.

Le potentiel atteignable de décaissements évités en matière de fraude se situerait entre 3 % et 5 % des prestations versées par les assureurs.

3 %
à
5 %



En 2023, l'Agence de Lutte contre la Fraude en Assurance (ALFA) a détecté et récupéré **près de 180 millions d'euros** en santé et prévoyance.

Constat

L'assurance maladie obligatoire et l'assurance maladie complémentaire luttent en silo contre la fraude sociale. Plusieurs rapports en attestent :

- ✓ recommandation 20 du rapport sénatorial sur les complémentaires santé « *renforcer la lutte contre la fraude avec une meilleure coordination entre AMO et AMC* » ;
- ✓ recommandation 57 du rapport Libault sur la fraude sociale « *mettre en place au plus vite un cadre juridique permettant les échanges entre caisses de sécurité sociale et organismes complémentaires en matière de fraudes.* »

Propositions

- ✓ Les assureurs souhaitent créer un dialogue efficace et opérationnel entre assurance maladie obligatoire et assurance complémentaire santé pour récupérer plusieurs dizaines de millions d'euros par an au bénéfice de nos concitoyens.
- ✓ Les assureurs proposent de suspendre le tiers payant dès suspicion de fraude d'un professionnel de santé alors qu'aujourd'hui le tiers payant est suspendu à la date du déconventionnement.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les assureurs regrettent la censure de la disposition permettant de mieux lutter contre la fraude sociale dans la loi de financement de la sécurité sociale pour 2025. **Car ce sont les assurés qui paient la fraude dans le coût de leurs cotisations.**

Pour desserrer les contraintes du contrat responsable

Le constat : un contrat responsable qui ne l'est plus

Le contrat responsable contient trop d'obligations de prise en charge et est donc trop coûteux pour les Français. Il est aujourd'hui trop contraignant pour pouvoir jouer un rôle « responsable ».



Communiqué de presse commun aux trois familles sur le contrat responsable

L'objectif : redonner du sens en desserrant les contraintes

- Réduire le socle de garanties imposé à chaque contrat pour redonner des marges de manœuvre à chacun (individu, entreprise, branche) de choisir son contrat complémentaire et son prix, en complément de la sécurité sociale.
- Desserrer les contraintes pour redonner aux assureurs la capacité d'être des acteurs qui agissent pour l'efficacité de notre système.



Notre proposition : un contrat responsable adapté à chacun

Laisser la possibilité aux assureurs de réintroduire des mécanismes qui permettent d'agir sur les comportements dans le respect des recommandations de la Haute autorité de santé (HAS) en :

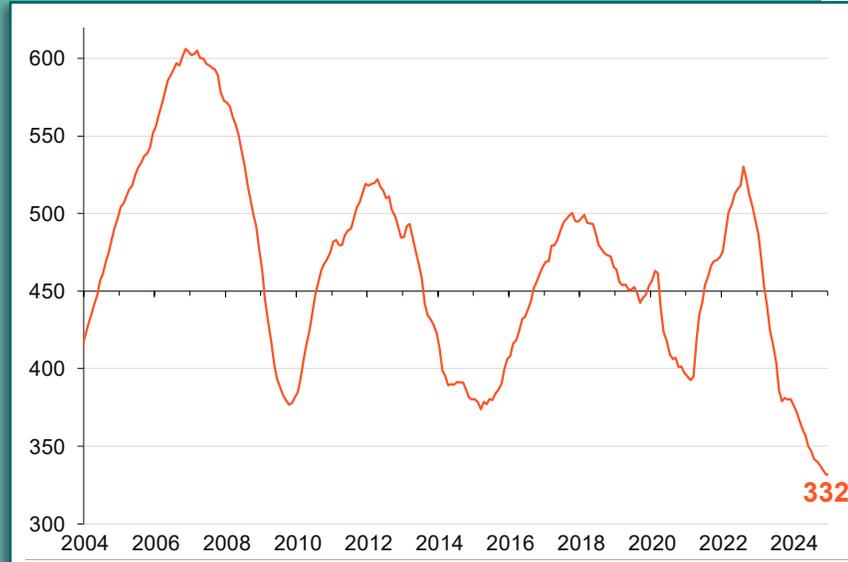
- incitant à plus de prévention ;
- agissant en faveur d'un juste recours aux soins, sans excès ni redondance (lutte contre les gaspillages et les fraudes) ;
- aidant à une meilleure pertinence des parcours et des soins.

The background is a teal-toned illustration of a busy city street. It features various elements: people walking, a person in a wheelchair, a person pushing a cart, buildings, and several data charts and graphs. The overall style is modern and illustrative.

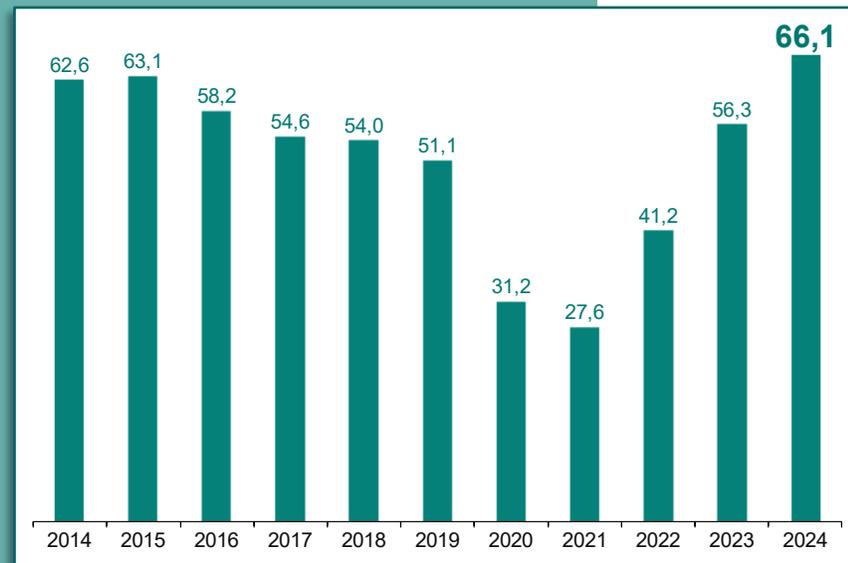
**2.4 | L'encours de l'assurance
vie dépasse le seuil des
2 000 milliards d'euros**



LOGEMENTS AUTORISÉS À LA CONSTRUCTION (en cumul sur 12 mois et en milliers)



DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES (en milliers)



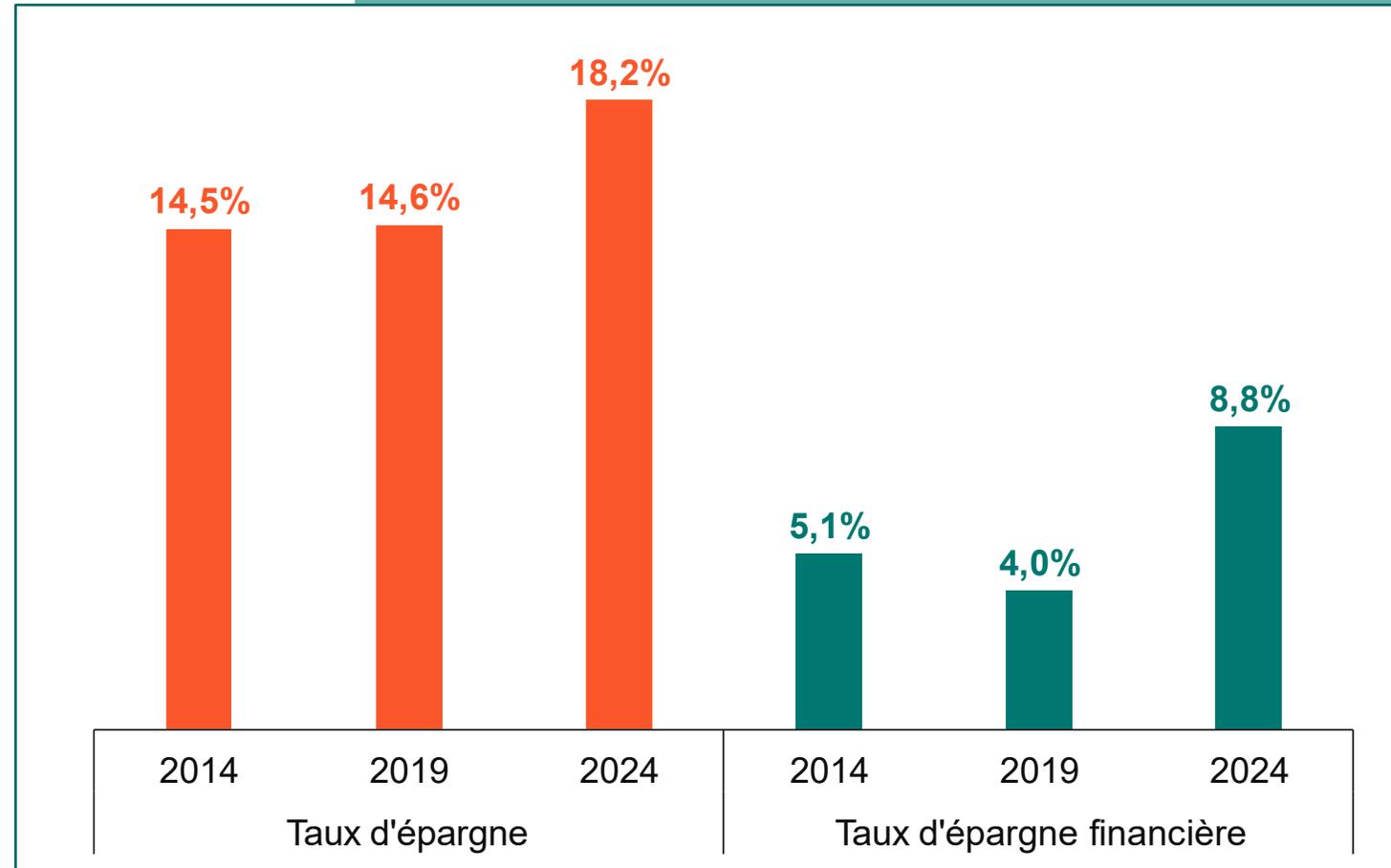
Les moteurs de la croissance se grippent en France...

- ✓ En 2024, l'investissement recule en France de 1,5 %.
- ✓ Pour les ménages, l'investissement chute de 6,0 % sur l'année, reflétant les difficultés du marché immobilier.
- ✓ 332 000 logements ont été autorisés à la construction, soit **48 500 de moins qu'en 2023 (-13 %)**.
- ✓ Pour les entreprises, la hausse des défaillances pèse également sur les projets d'équipement.

... poussant les ménages à épargner...

TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES
(en % du revenu disponible brut)

- ✓ Hors années Covid, **le taux d'épargne financière des ménages atteint en 2024 un niveau record**, plus de deux fois supérieur à celui de 2019.
- ✓ La hausse de l'épargne provient pour partie de la **hausse des revenus du capital**, de près de 10 milliards d'euros. Ces derniers revenus sont habituellement moins consommés.

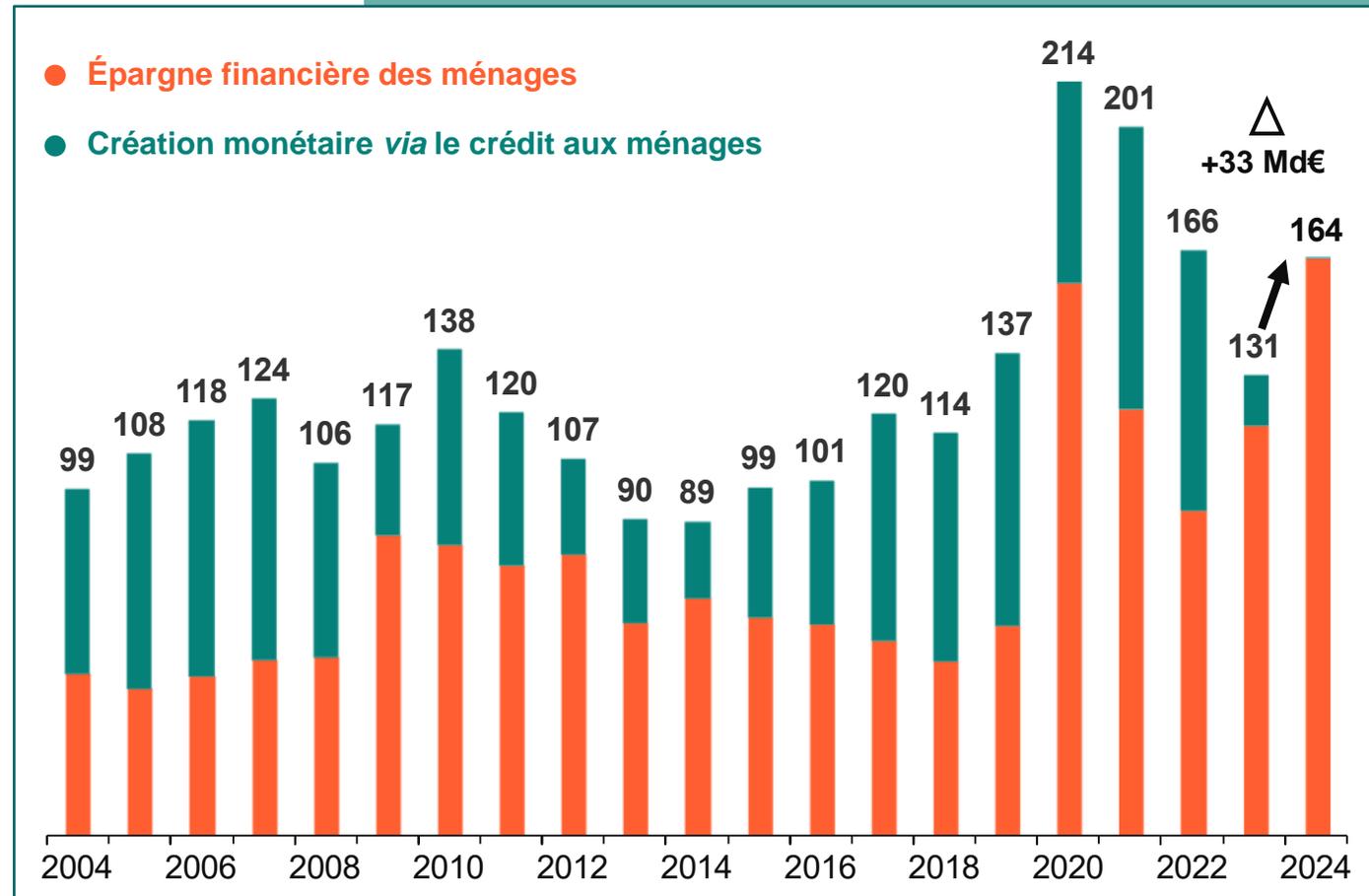


Source : Insee.

... ce qui soutient les flux de placements financiers

- ✓ Pour la première fois, il n'y a pas eu de création monétaire en 2024, le recul des crédits nets immobiliers a été compensé par les crédits à la consommation. En effet, les transactions de logements anciens affichent une baisse de 9 % par rapport à 2023.
- ✓ Les flux nets de placements financiers proviennent intégralement de l'épargne des ménages, en forte hausse sur l'année.

FLUX DE PLACEMENTS FINANCIERS DES MÉNAGES (en milliards d'euros)

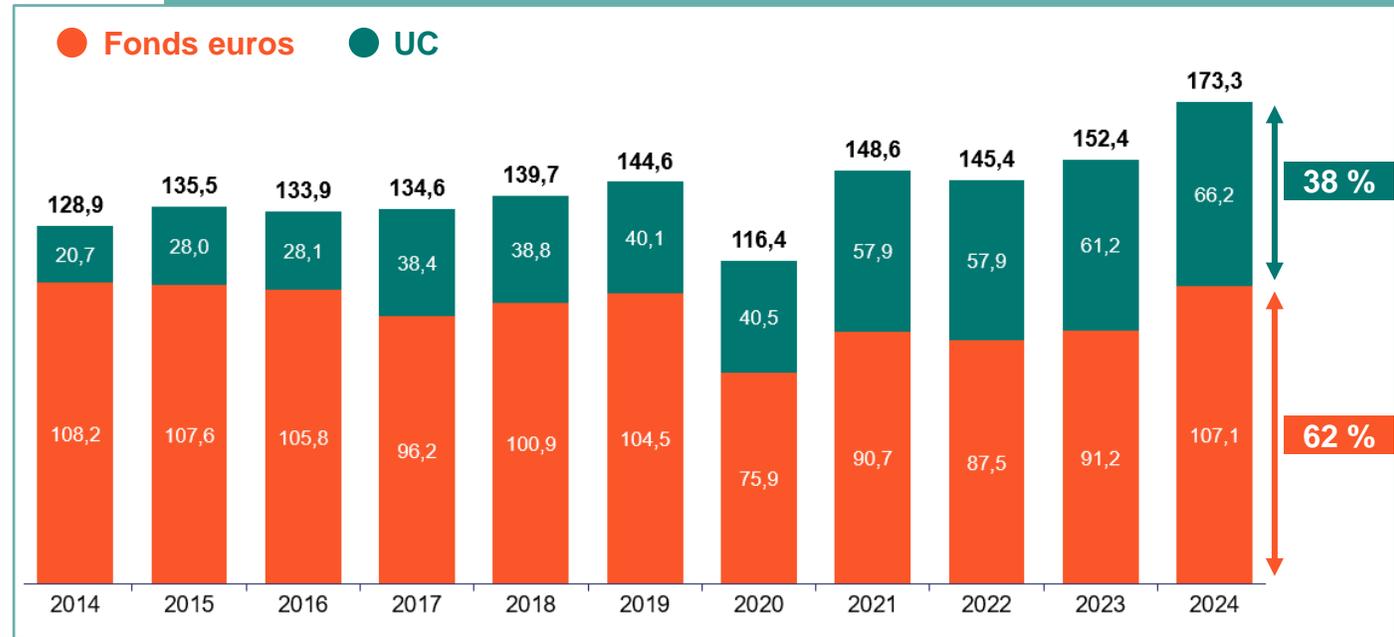


Sources : Banque de France, Insee.

En 2024, les cotisations en assurance vie progressent de +14 %...

- ✓ Avec près de 40 % de ménages détenteurs, **l'assurance vie est un produit d'épargne populaire** : 53 % des agriculteurs et 30 % des ouvriers détiennent une assurance vie selon l'Insee.
- ✓ **L'encours moyen d'un contrat d'assurance vie est de 35 000 euros.**
- ✓ **54 % des contrats ont un encours inférieur à 10 000 euros.**

COTISATIONS (en milliards d'euros)



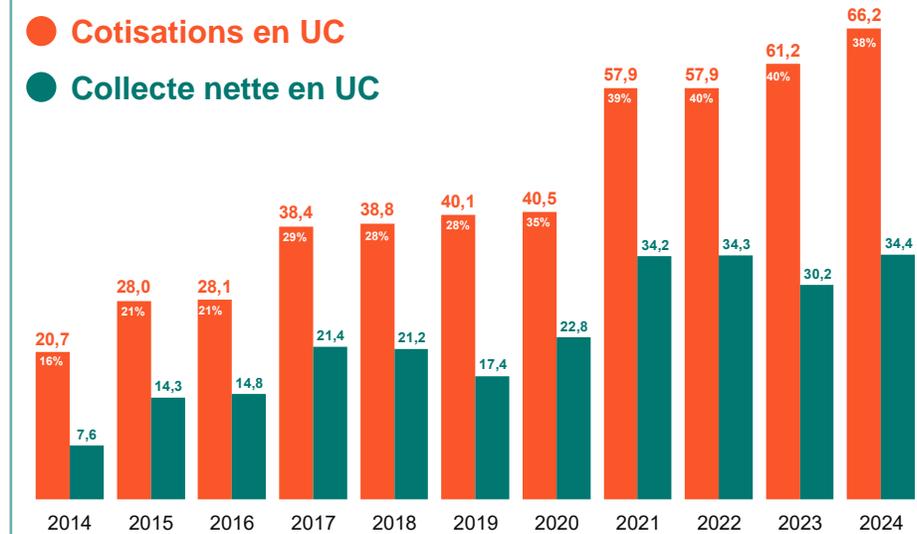
Source : France Assureurs.

... dont +8 % pour les unités de compte

- ✓ À un peu plus de 66 milliards d'euros, **les UC représentent 38 % de l'ensemble des cotisations**, part en léger retrait par rapport à 2023.
- ✓ Depuis l'adoption de la loi PACTE en 2019, les **placements en capital-investissement provenant des unités de compte ont été multipliés par 13**, bien au-delà de la croissance des encours (+49 % sur la période 2019-2024).

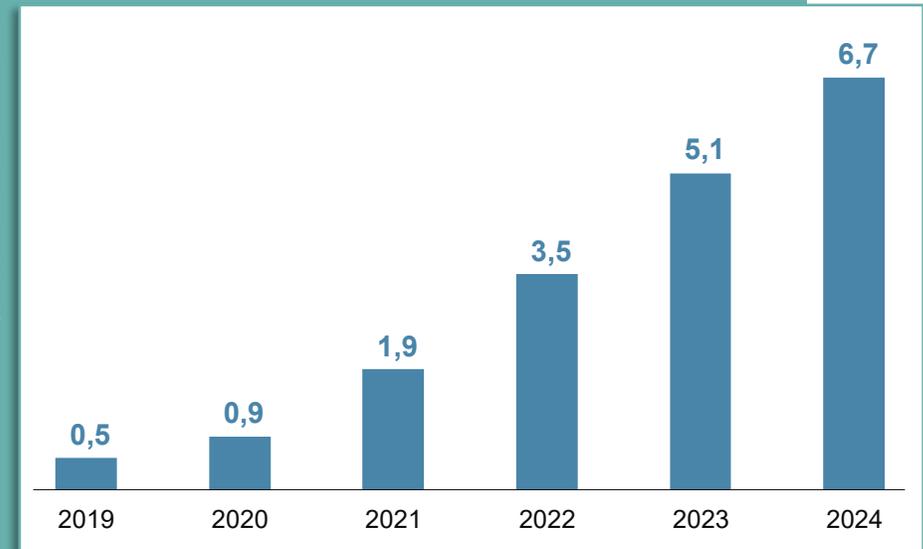
COTISATIONS ET COLLECTE NETTE EN UC

(en milliards d'euros et part dans l'ensemble des cotisations en %)



PLACEMENT EN CAPITAL-INVESTISSEMENT EN REPRÉSENTATION DES SUPPORTS UC

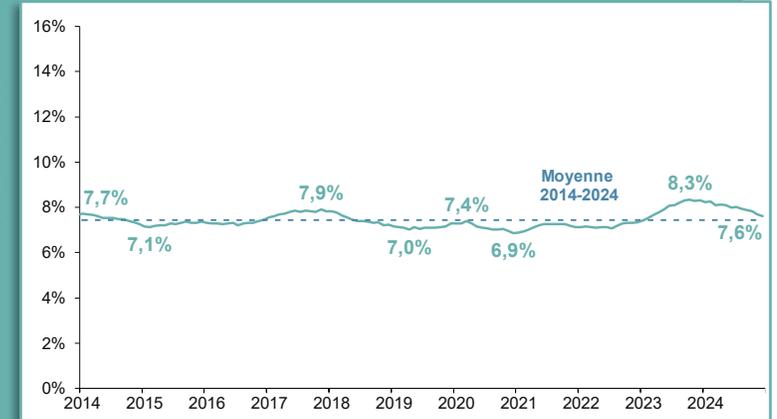
(en milliards d'euros)



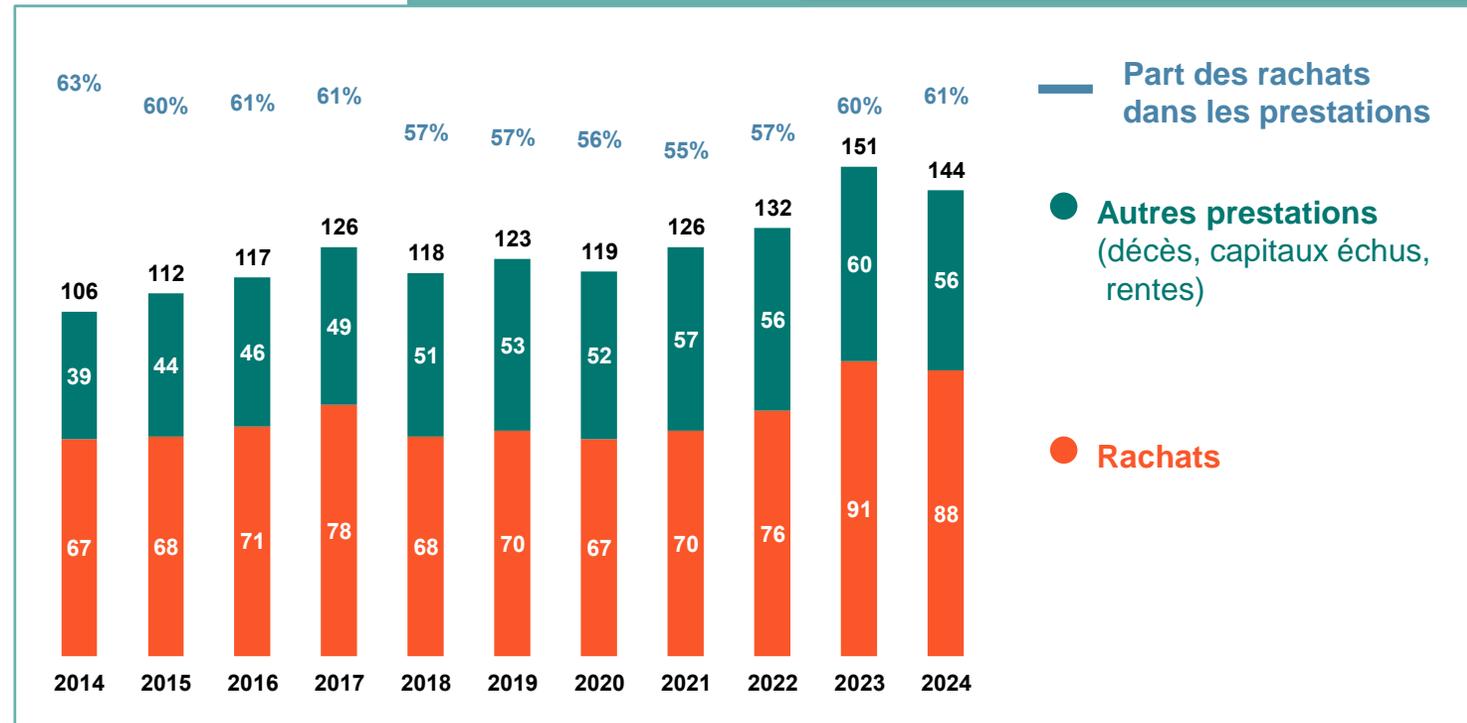
Source : France Assureurs.

Malgré l'environnement économique peu favorable, les rachats diminuent

TAUX DE PRESTATIONS
(prestations sur 12 mois rapportées à l'encours moyen)



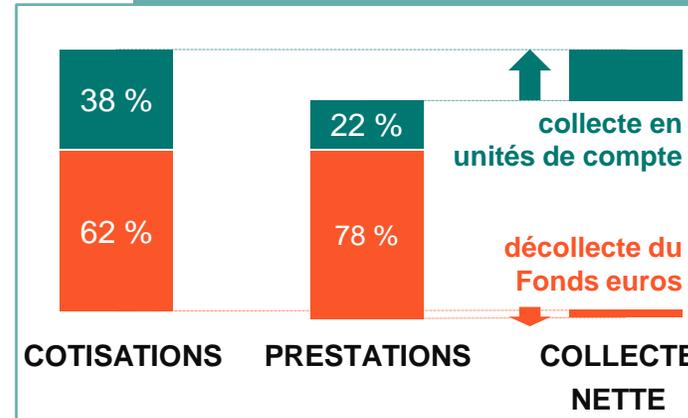
- ✓ Après le pic atteint en octobre 2023, le **taux de prestation se replie** et se rapproche de sa moyenne de long terme.
- ✓ En 2024, les **prestations reculent de -5 %** par rapport à 2023 et représentent 7,6 % des provisions mathématiques.
- ✓ Les rachats et les autres prestations contribuent à ce recul.



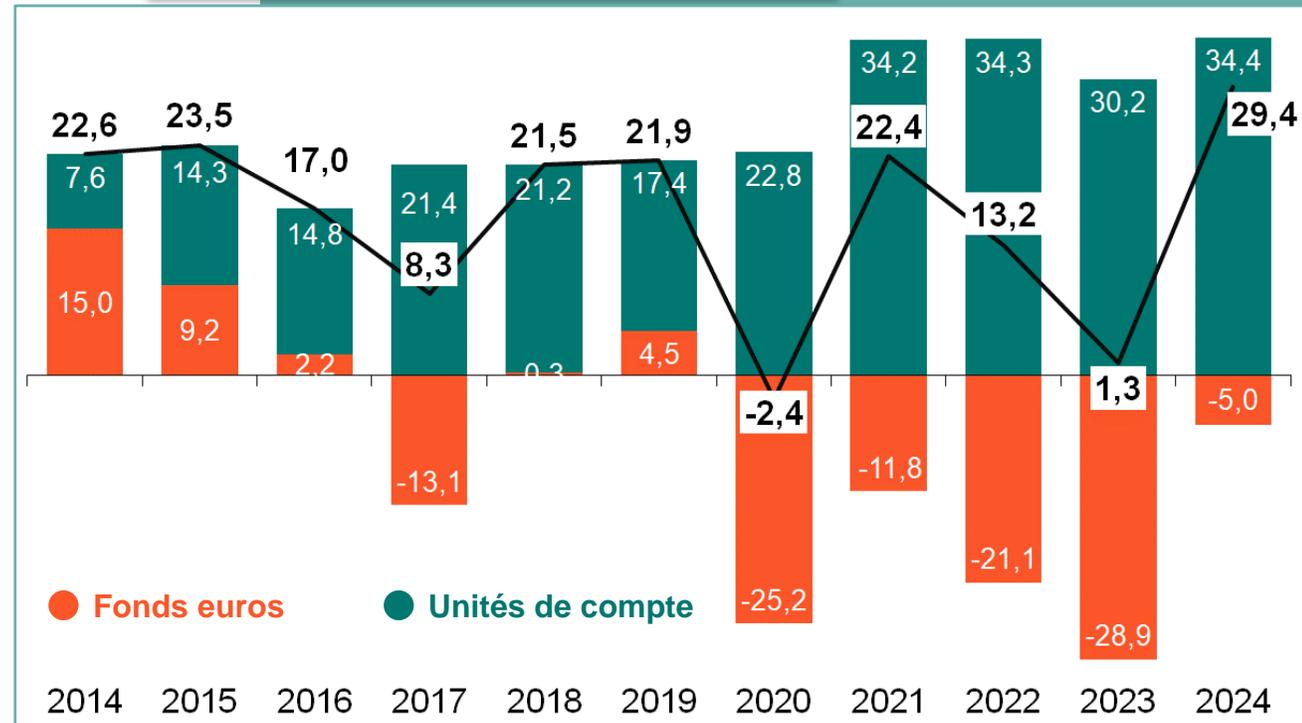
VENTILATION DES PRESTATIONS
(en milliards d'euros)

Source : France Assureurs.

La collecte nette s'élève à près de 30 milliards d'euros...



- ✓ La décollecte du fonds euros s'explique de nouveau par une part en UC sensiblement supérieure dans les cotisations que dans les prestations qui proviennent du stock.
- ✓ Toutefois, la décollecte du fonds euros est très sensiblement inférieure à celle des 4 dernières années car les cotisations ont fortement progressé (+17 %) en raison de l'**attractivité accrue** du fait de taux servis en forte hausse.

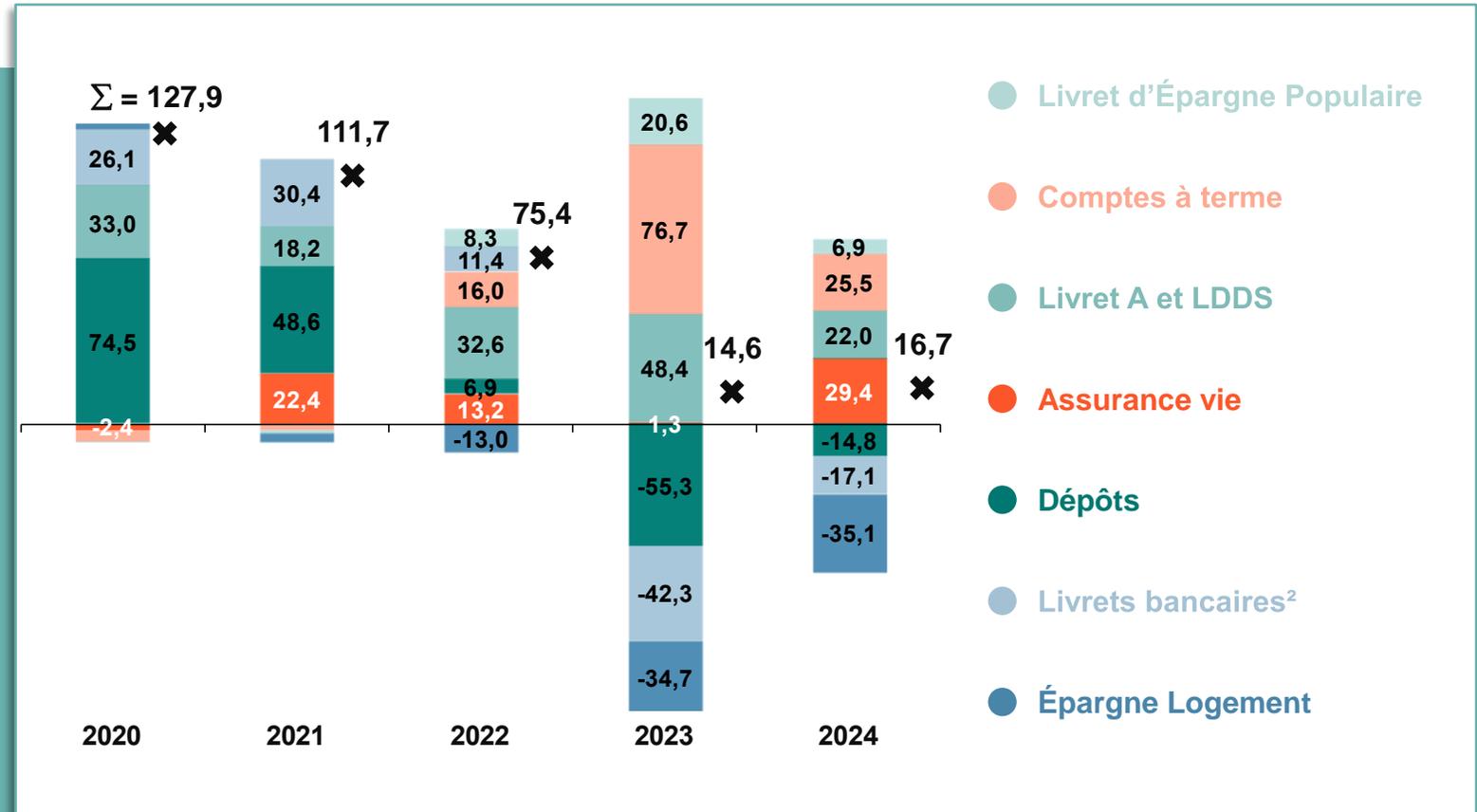


COLLECTE NETTE
(en milliards d'euros)

Source : France Assureurs.

... et situe l'assurance vie en 1^{ère} position des placements en 2024

- ✓ À 29,4 milliards d'euros, l'assurance vie est le placement qui enregistre la collecte nette la plus élevée sur l'année.
- ✓ Bien que toujours attractifs, les livrets réglementés voient leurs collectes nettes divisées par plus de deux en un an.
- ✓ Les comptes à terme pâtissent fortement des premières baisses de taux des banques centrales.



FLUX NET D'ÉPARGNE DES MÉNAGES¹
(en milliards d'euros)

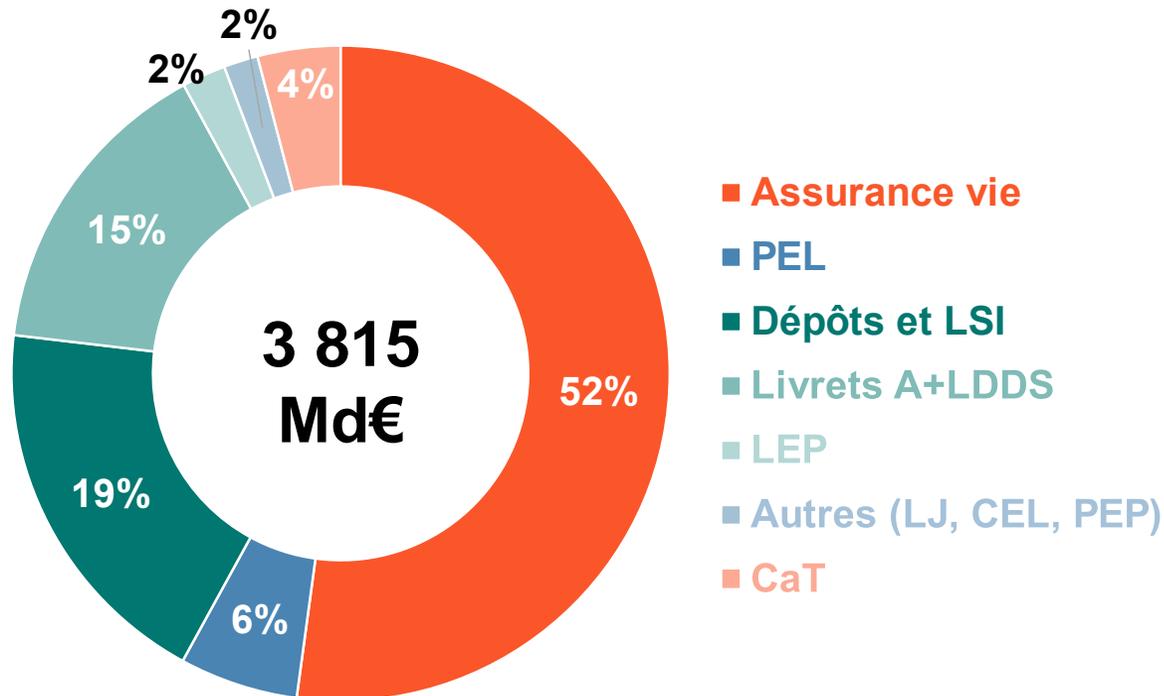
Sources : France Assureurs, Banque de France.

¹ Hors titres et hors intérêts.

² Livrets ordinaires, Livrets Jeunes et Plan d'Épargne Populaire, autres placements à échéance.

RÉPARTITION DE L'ÉPARGNE DES PRINCIPAUX PLACEMENTS FINANCIERS¹ DES MÉNAGES

(en milliards d'euros et en pourcentage)



L'assurance vie est le placement financier préféré des Français...

19 millions de détenteurs

40 millions de bénéficiaires

56 millions de contrats

144 milliards d'euros versés aux bénéficiaires

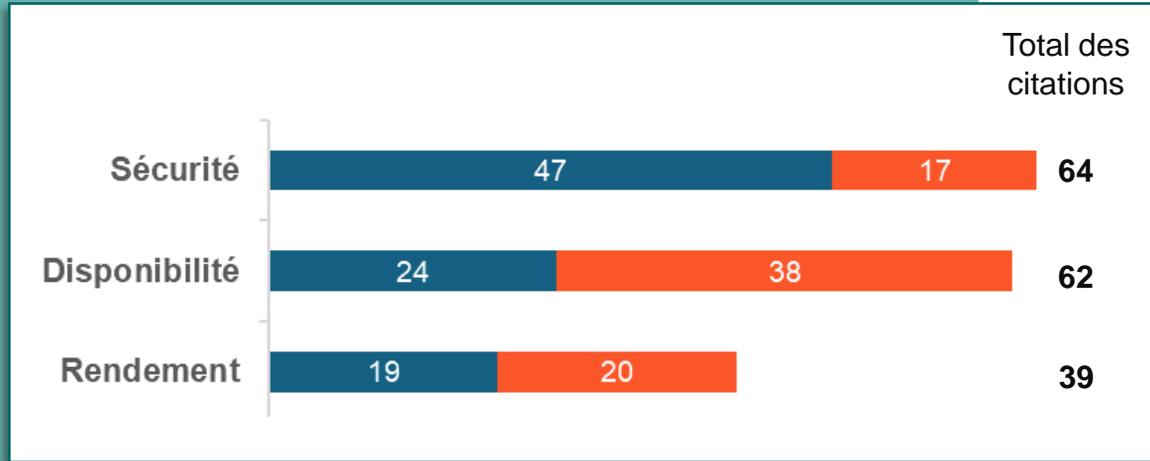
12,7 ans de durée moyenne des contrats

Sources : Banque de France, France Assureurs, Encours au 31 décembre 2024.

¹ Hors titres, billets, pièces, créances d'assurance non-vie, crédits, dépôts dans les banques étrangères, cautionnements divers et ICNE.



QUEL EST POUR VOUS L'ÉLÉMENT LE PLUS IMPORTANT POUR VOTRE ÉPARGNE ?



Source : Étude ELABE pour France Assureurs « Les Français et l'assurabilité », mars 2025.

... et répond à tous les profils d'investisseurs et projets d'investissement

- ✓ Pour leur épargne, les Français mettent en priorité **sécurité et disponibilité**.
- ✓ Le rendement et la simplicité de la gestion sont les priorités suivantes.

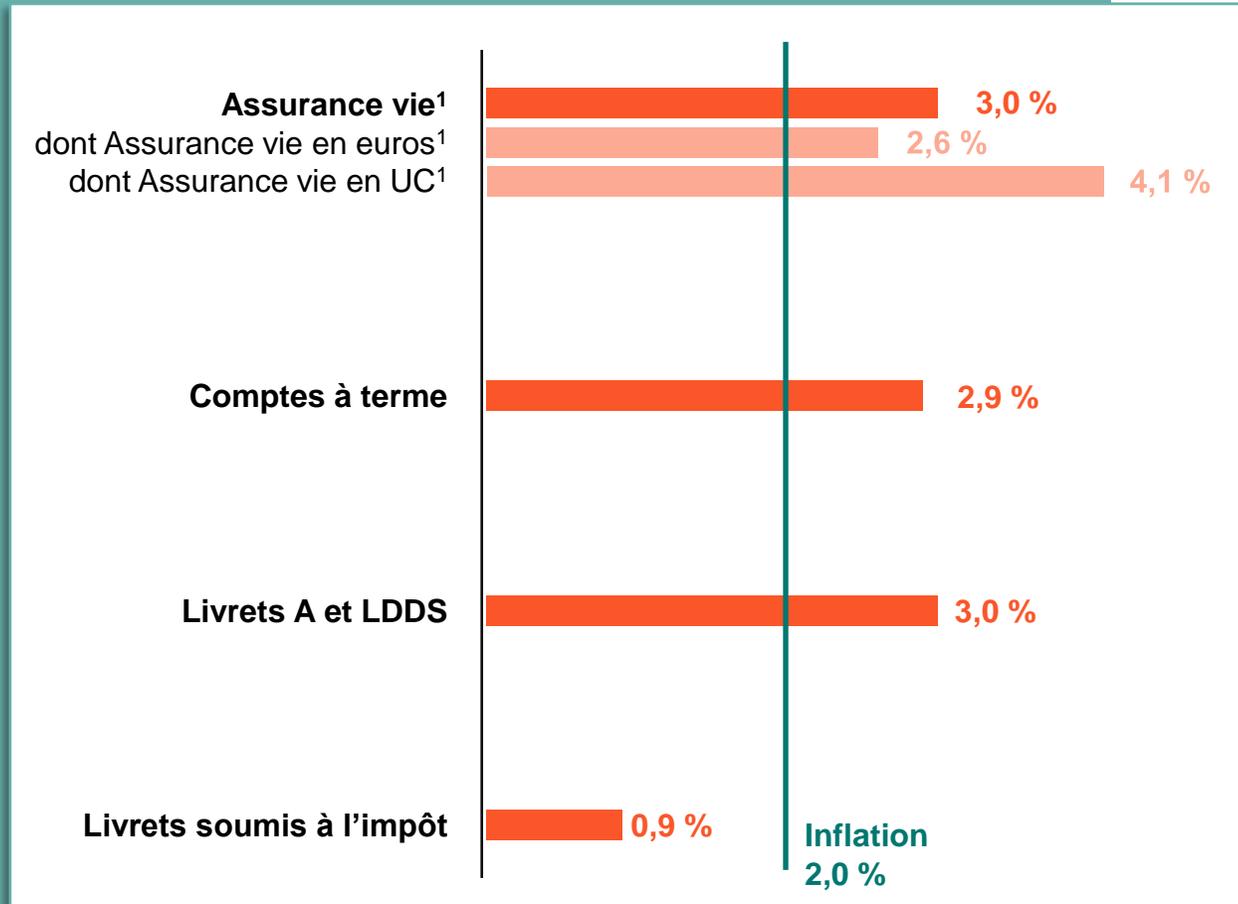
CARACTÉRISTIQUES DES DIFFÉRENTS SUPPORTS

	<u>Sécurité</u>	<u>Rendement</u>	<u>Disponibilité</u>
Support euros	✓✓✓	✓	✓✓✓
Support eurocroissance	✓✓	✓✓	✓✓
Support unités de compte	✓	✓✓✓	✓✓



TAUX DE RENDEMENT 2024 NET DE FRAIS

(en %)



En 2024, le rendement de l'assurance vie est compétitif...

- ✓ En 2024, le rendement de l'assurance vie est de 3 %, supérieur d'un point de pourcentage au niveau de l'inflation de l'année.
- ✓ Ce taux a bénéficié d'une performance des UC de +4,1 % sur l'année.
- ✓ En raison de la baisse des taux de la BCE, le taux de rendement des **comptes à terme**² nouvellement souscrits recule depuis 6 mois et s'établit à 2,6 % en décembre 2024.
- ✓ En raison de la baisse de l'inflation, le taux des livrets A et LDDS s'établit désormais à 2,4 %.

Sources : Banque de France, France Assureurs, Insee.

¹ Assurance vie et capitalisation – contrats individuels.

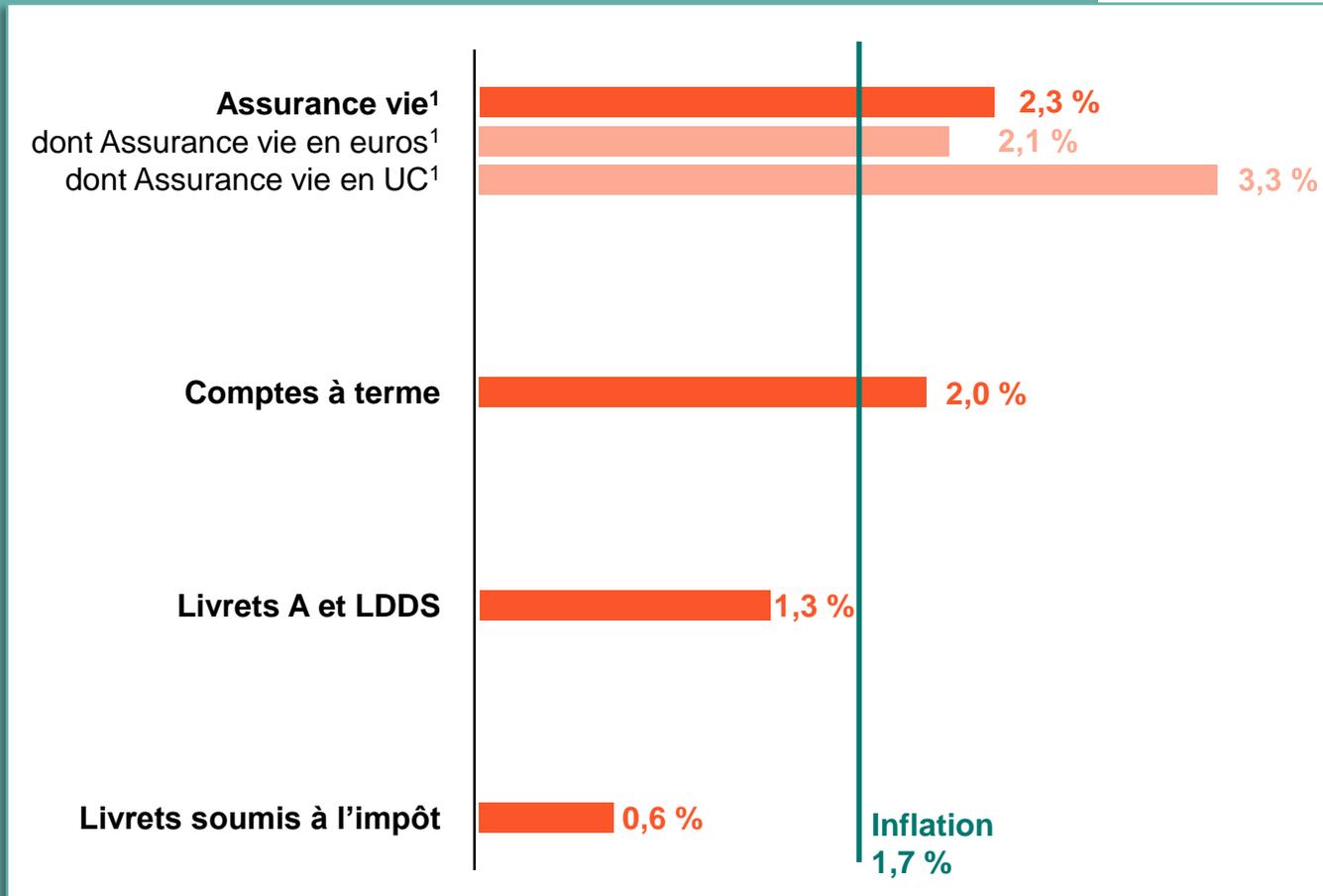
² Taux d'intérêt sur contrats nouveaux, Ménages, durée supérieure à 1 an et inférieure à 2 ans.



... y compris à long terme, sur sa durée moyenne...

TAUX DE RENDEMENT ANNUEL MOYEN SUR 13 ANS NET DE FRAIS

(en %)



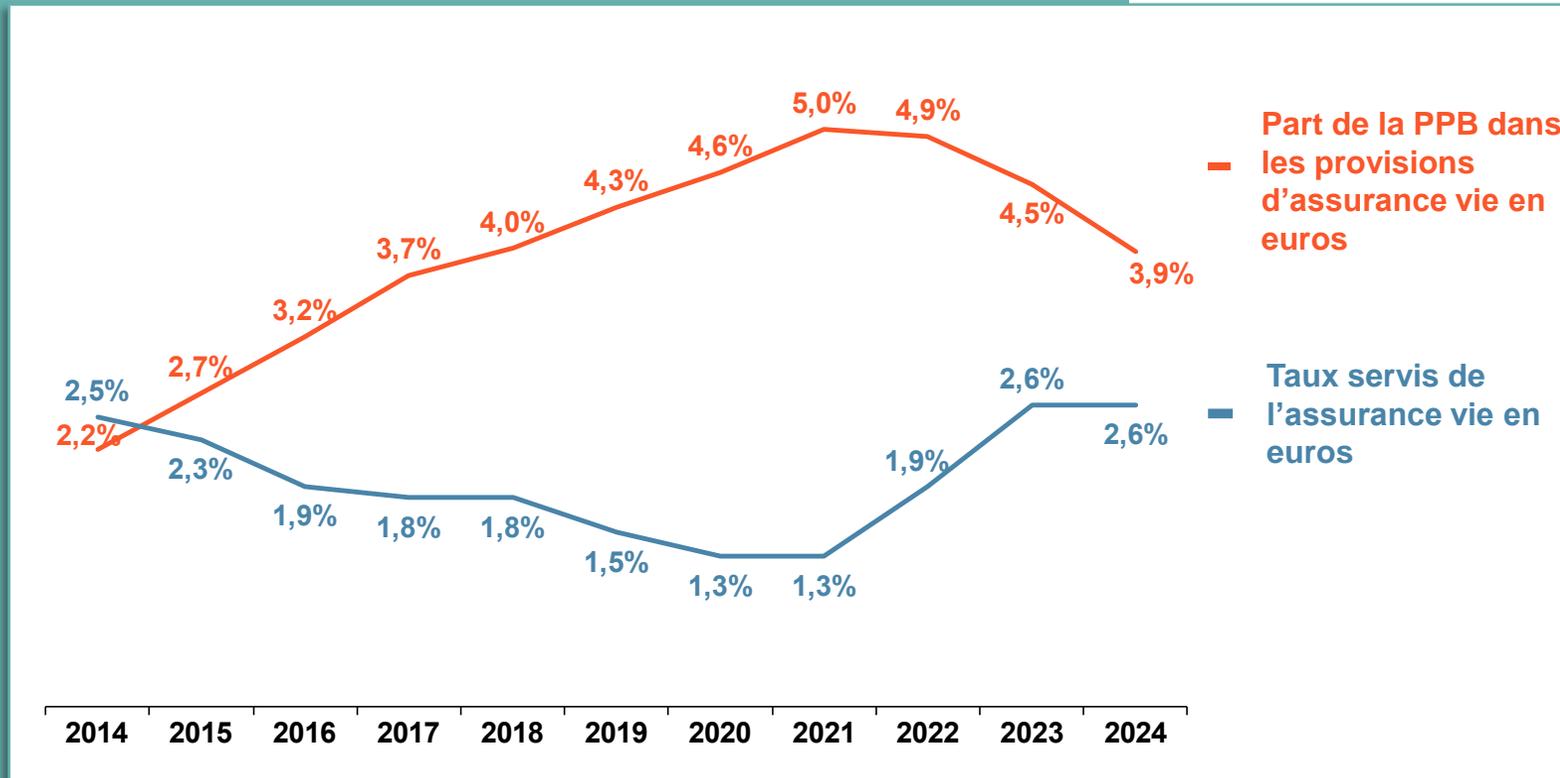
- ✓ La durée moyenne d'un contrat en assurance vie est de **12,7 ans**.
- ✓ **Sur le long terme**, les contrats d'assurance vie offrent la performance la plus élevée, de 2,3 %.

Sources : Banque de France, France Assureurs, Insee.

¹ Assurance vie et capitalisation – contrats individuels.

... notamment grâce au mécanisme de participation aux bénéfices

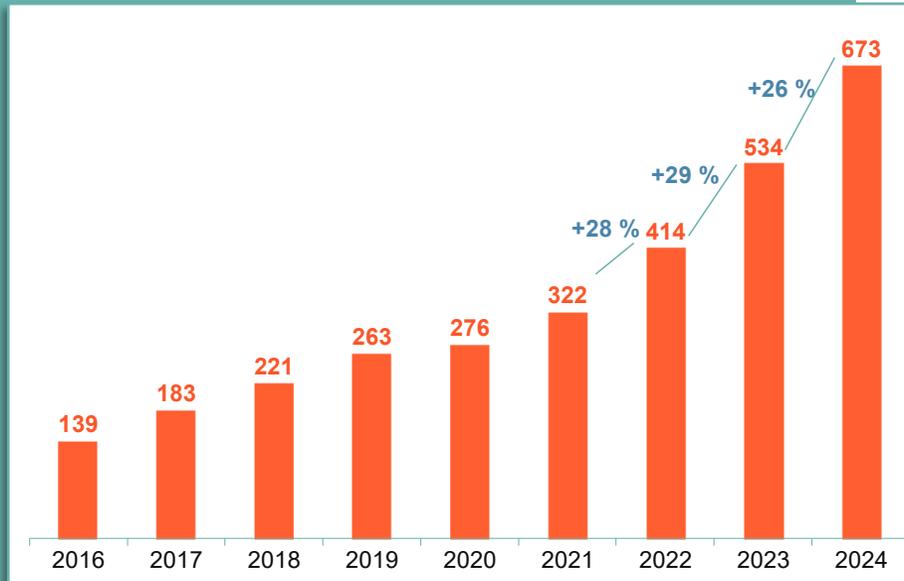
PROVISION POUR PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES (PPB)
ET TAUX SERVIS EN ASSURANCE VIE



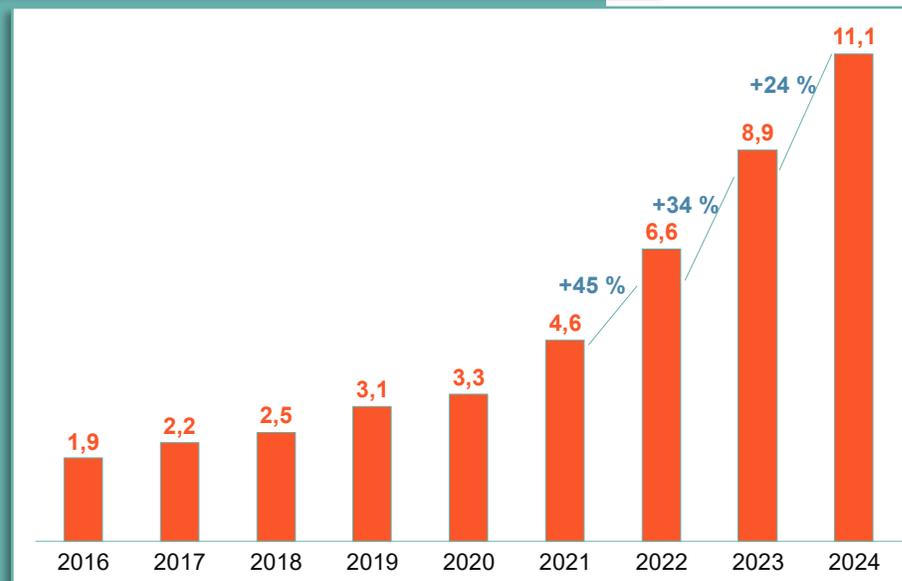
- ✓ La provision pour participation aux bénéfices (PPB) permet de lisser dans le temps le rendement du fonds en euros de l'assurance vie.
- ✓ Après plusieurs années de dotation, la reprise de PPB permet à l'assurance vie de s'adapter au contexte de taux actuel.
- ✓ En 2024, les assureurs ont repris leur PPB, permettant de maintenir inchangé le niveau de rendement.



NOMBRE DE CONTRATS INCLUANT DES SUPPORTS EUROCROISSANCE (en milliers)



ENCOURS DES SUPPORTS EUROCROISSANCE (en milliards d'euros)



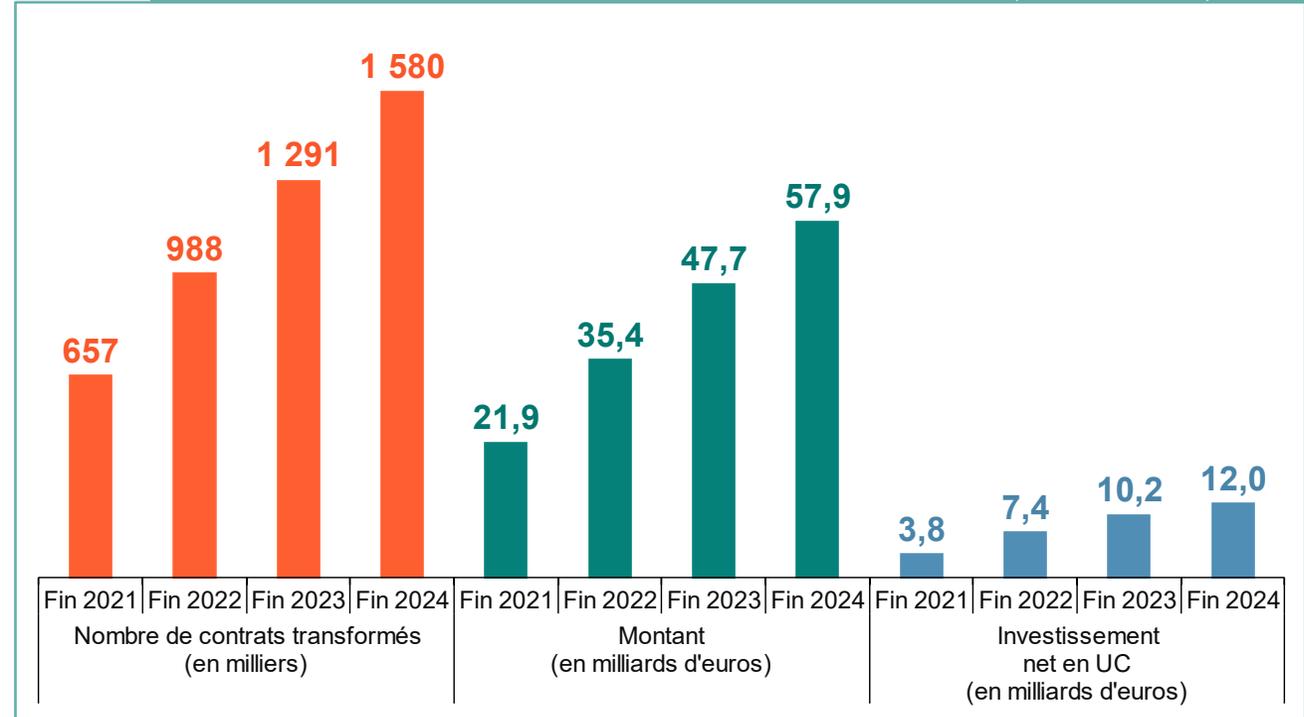
L'Eurocroissance maintient sa dynamique

- ✓ L'Eurocroissance, créé par décret en 2014, est un produit d'investissement diversifié qui permet de choisir librement un niveau de garantie à l'échéance (80 % ou 100 % par exemple) et **une durée d'engagement adaptée aux projets des épargnants.**
- ✓ Avec une **nouvelle croissance à deux chiffres**, l'encours dépasse les 11 milliards d'euros pour 673 000 contrats souscrits.

Les transformations de contrats se poursuivent à un rythme soutenu

- ✓ **La loi PACTE** a autorisé le transfert d'un ancien contrat vers un contrat plus récent du même assureur tout en permettant à l'assuré de conserver l'antériorité fiscale de ce contrat.
- ✓ L'ampleur des transferts a été rendue possible grâce aux **engagements pris par les assureurs** dans le cadre d'un accord de place pour renforcer encore l'attractivité du produit d'épargne préféré des Français.
- ✓ Ce sont près de 1,6 million de contrats d'assurance vie transformés en 5 ans pour 58 milliards d'euros.

CONTRATS TRANSFORMÉS DANS LE CADRE DE LA LOI PACTE (vision cumulée)



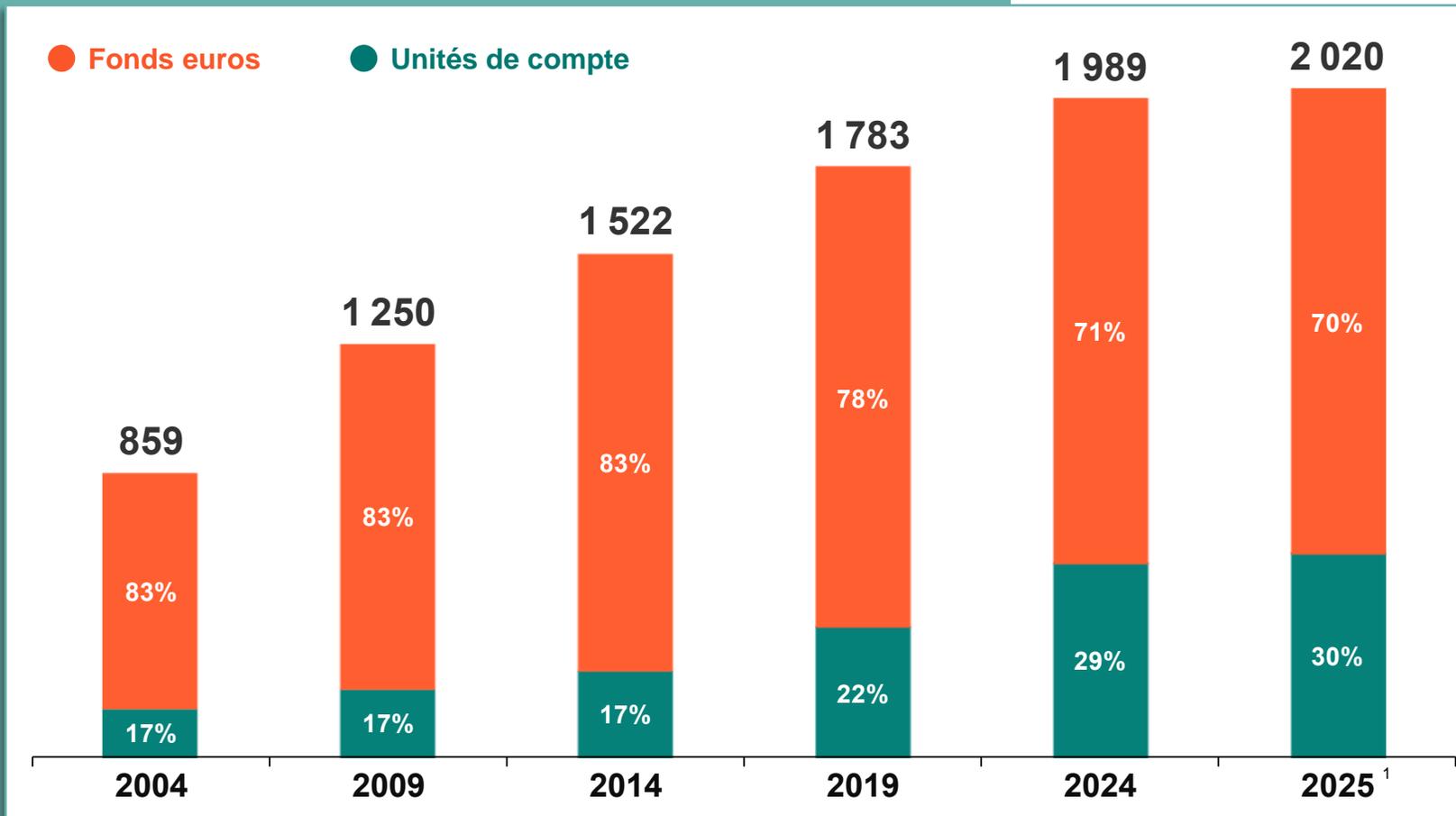
Source : France Assureurs.

Champ : hors transferts des contrats d'assurance retraite vers un PER.

L'encours de l'assurance vie franchit le seuil des 2 000 milliards d'euros

ENCOURS DE L'ASSURANCE VIE

(en milliards d'euros et parts en %)



- ✓ Les **encours de l'assurance vie croissent continûment** depuis plus de 20 ans.
- ✓ L'assurance vie se transforme avec une **part en UC** qui connaît une croissance significative depuis 10 ans, en lien avec la période des taux d'intérêt bas/négatifs. Elle représente désormais **30 % des encours**.

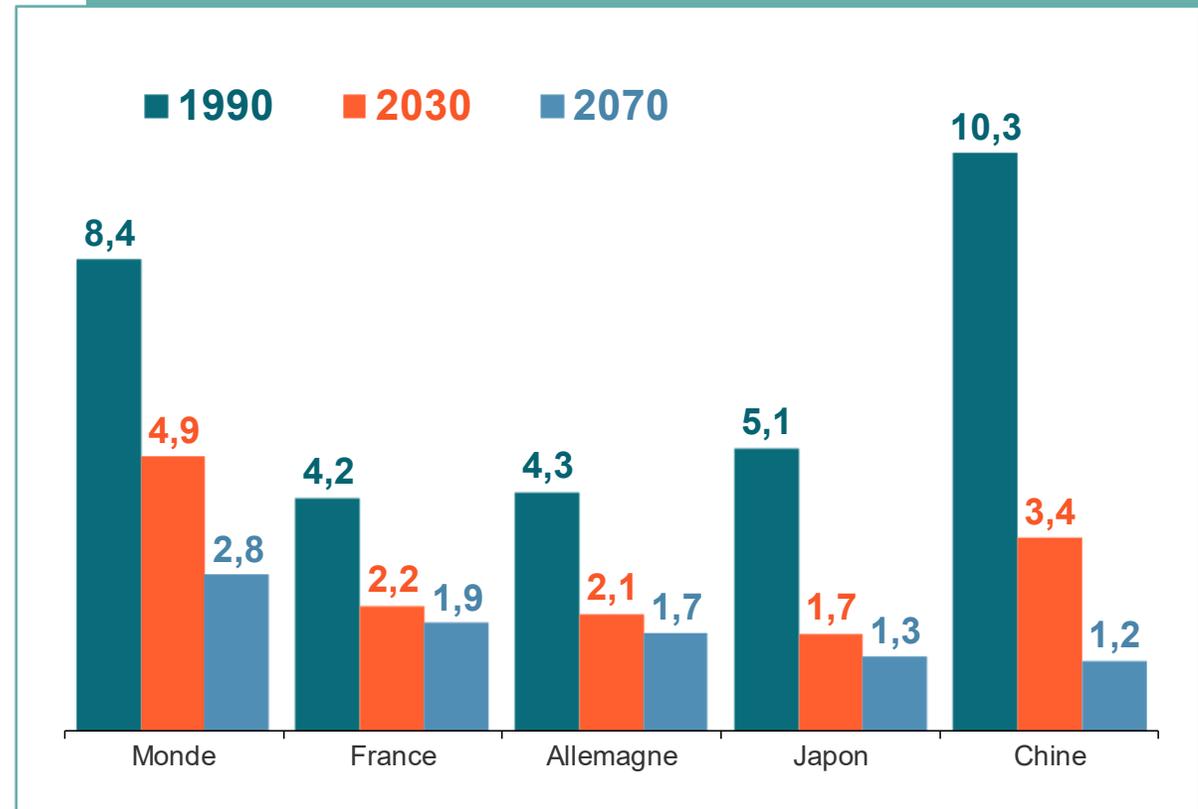


**2.5 | Le Plan d'Épargne Retraite
a déjà séduit près de
7 millions d'assurés**

Le vieillissement démographique est un phénomène mondial, inégalement avancé selon les pays

- ✓ À l'échelle mondiale par rapport à 1990, **le ratio de dépendance démographique** devrait être divisé par 3 en 2070.
- ✓ Dans la plupart **des pays de l'OCDE**, **le seuil de 2 personnes d'âge actif pour une personne de 65 ans ou plus** a été franchi ou le sera d'ici 2050.
- ✓ **La Chine va au-devant d'importants défis sociaux.** Le ratio est passé de 10 à 5 entre 1990 et 2020 et serait à peine supérieur à 1 en 2070.
- ✓ En Afrique, le ratio baisse mais resterait élevé : de 13,3 en 1990, il serait divisé par 2 en 2070.

RATIO DE DÉPENDANCE DÉMOGRAPHIQUE
(population de 20 à 64 ans / population de 65 ans et plus)

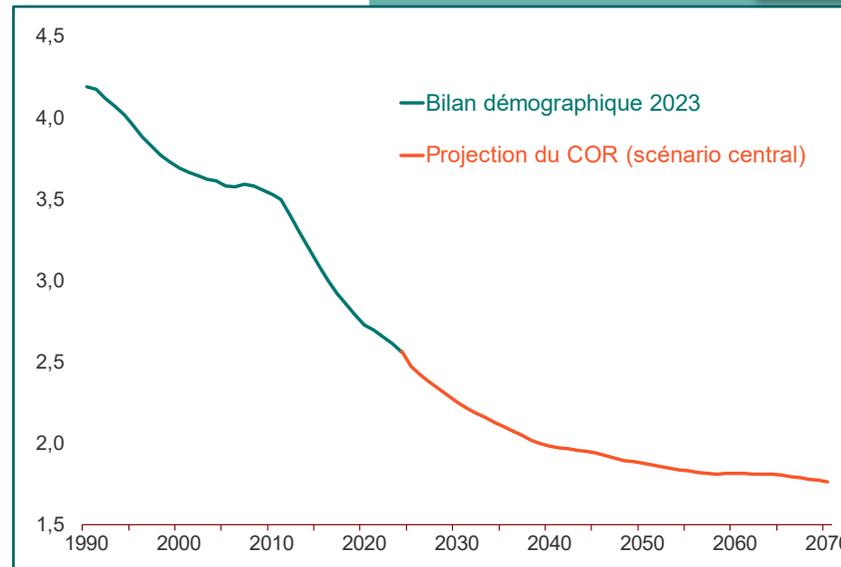
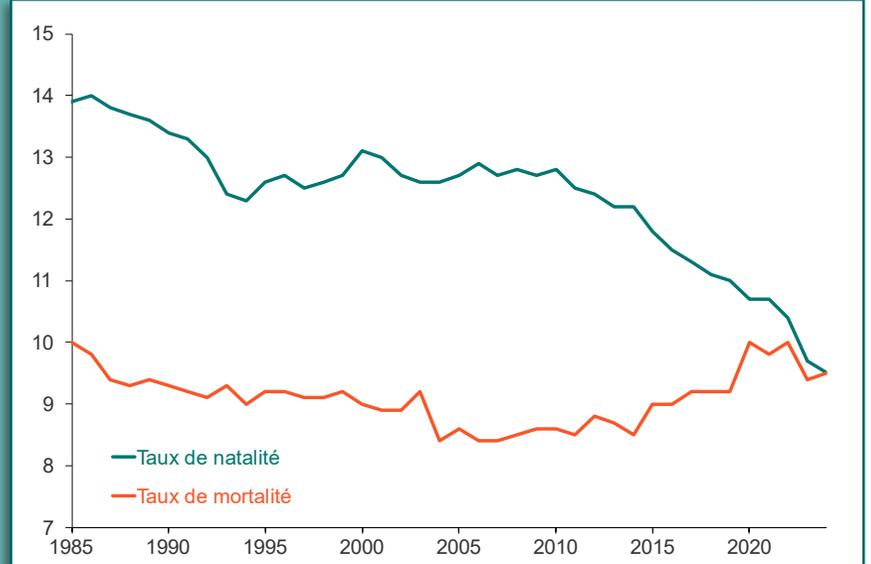


Source : United Nations – World Population Prospects.

À moyen-long terme en France, le ralentissement démographique...

- ✓ En 2024, le nombre de décès a excédé le nombre de naissances en France métropolitaine.
- ✓ Cette détérioration du taux d'accroissement naturel contribue à une poursuite de la baisse du **ratio de dépendance démographique** au cours des vingt prochaines années.

TAUX DE NATALITÉ ET DE MORTALITÉ
(pour 1000 habitants, France métropolitaine)



RATIO DE DÉPENDANCE DÉMOGRAPHIQUE

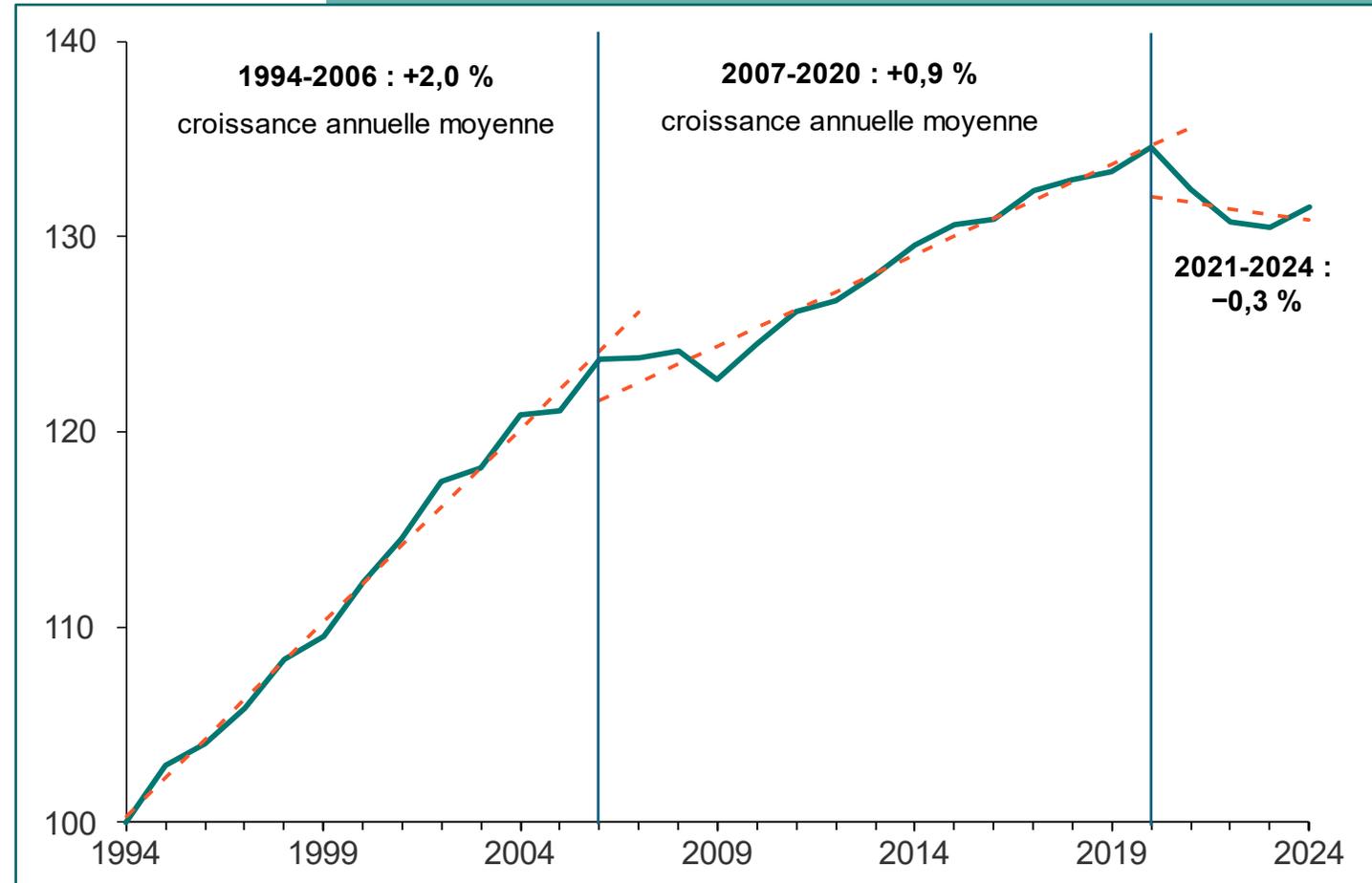
(population de 20 à 64 ans / population de 65 ans et plus)

Sources : Insee, COR.

... couplé au ralentissement de la productivité du travail...

PRODUCTIVITÉ HORAIRE APPARENTE DU TRAVAIL
(Indice base 100 en 1994)

- ✓ En France, le rythme des **gains de productivité** horaire apparente du travail a **été divisé par deux** à la suite de la récession de 2008.
- ✓ Depuis la crise Covid, la **productivité apparente du travail stagne** quasiment.

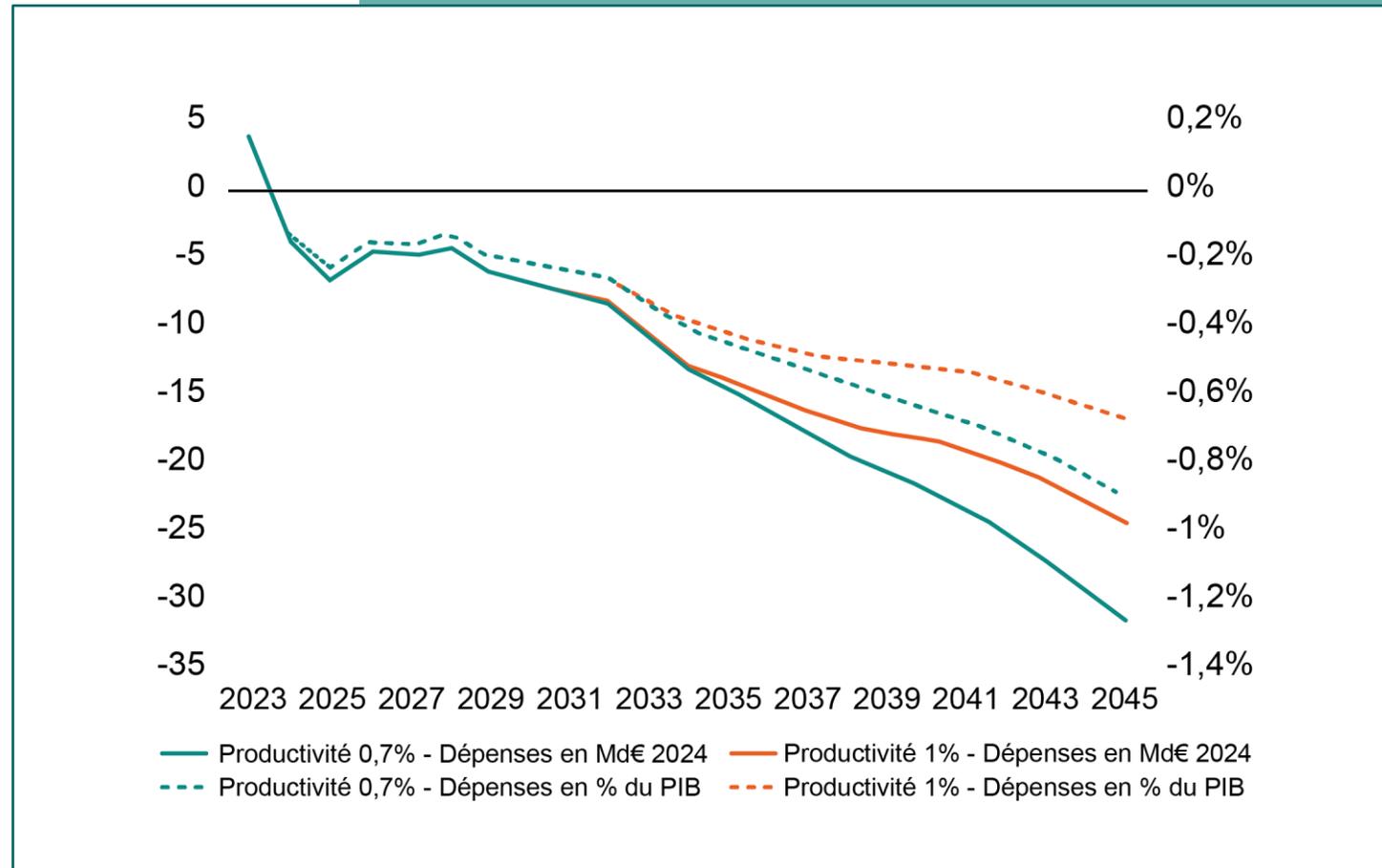


Source : Insee.

... met en tension l'équilibre financier du régime de retraite par répartition

- ✓ **Le déficit du système de retraites**, dans les projections de la Cour des comptes, **se creuserait continûment dans les deux prochaines décennies.**
- ✓ En part de PIB, il doublerait **entre 2025 et 2035**, passant de 0,2 % du PIB à 0,4 %, puis quadruplerait à horizon **2045.**

SOLDE DU SYSTÈME DE RETRAITES
(en milliards d'euros 2024 et en % du PIB)

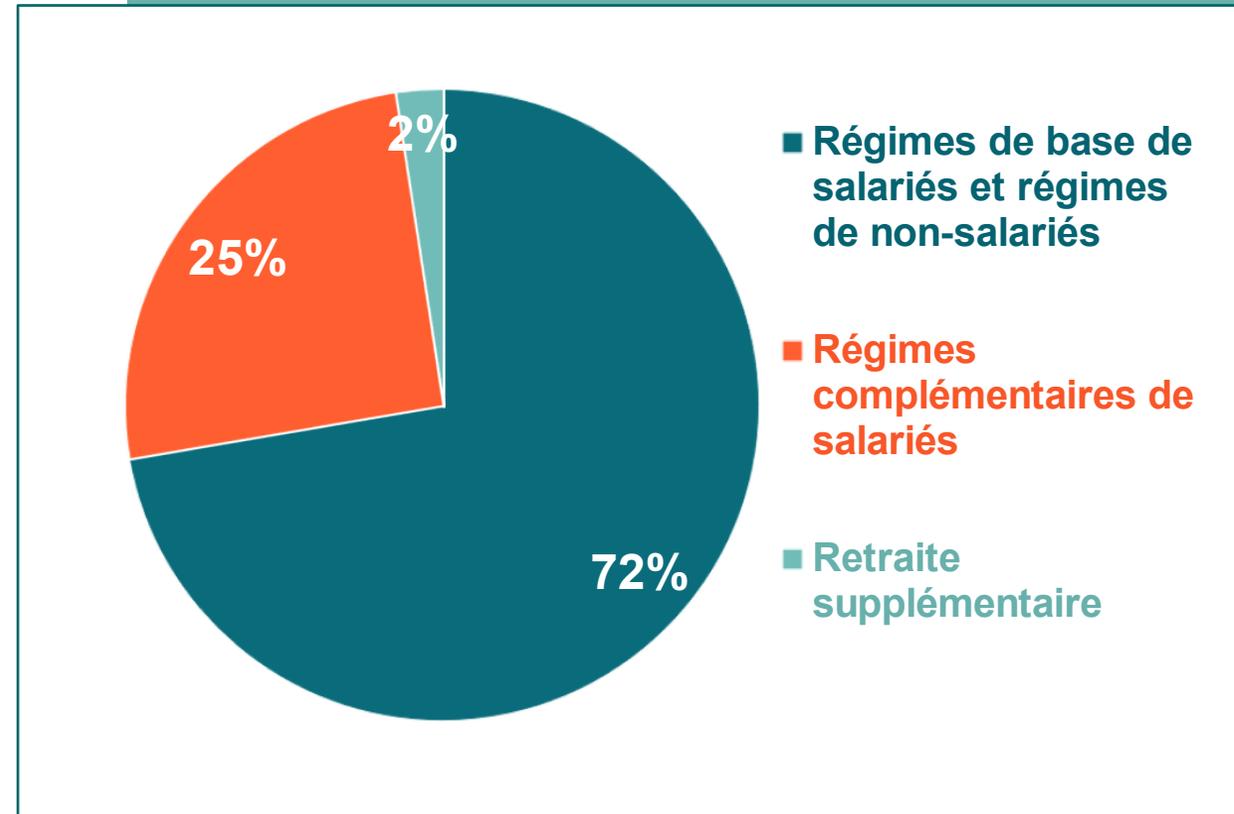


Source : Cour des comptes.

Le système de retraites repose sur trois piliers...

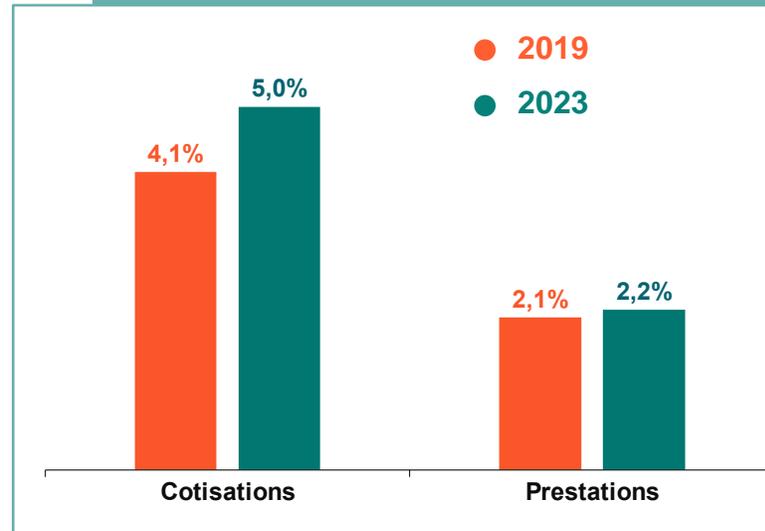
- ✓ Le système de retraites français, représentant plus de 360 milliards d'euros de prestations par an, repose sur 3 piliers
 - **Pilier 1** : régimes de base
 - **Pilier 2** : régimes complémentaires
 - **Pilier 3** : régimes supplémentaires
- ✓ Les deux premiers piliers sont des régimes obligatoires par répartition. Le troisième pilier est un régime facultatif par capitalisation.
- ✓ Parmi les nouveaux adhérents d'un PER individuel, 30 % ont moins de 40 ans. Ce pourcentage souligne le rôle que pourrait jouer ce produit dans le développement du troisième pilier en France.

PRESTATIONS DE RETRAITE EN FRANCE
(en % du total, en 2023)



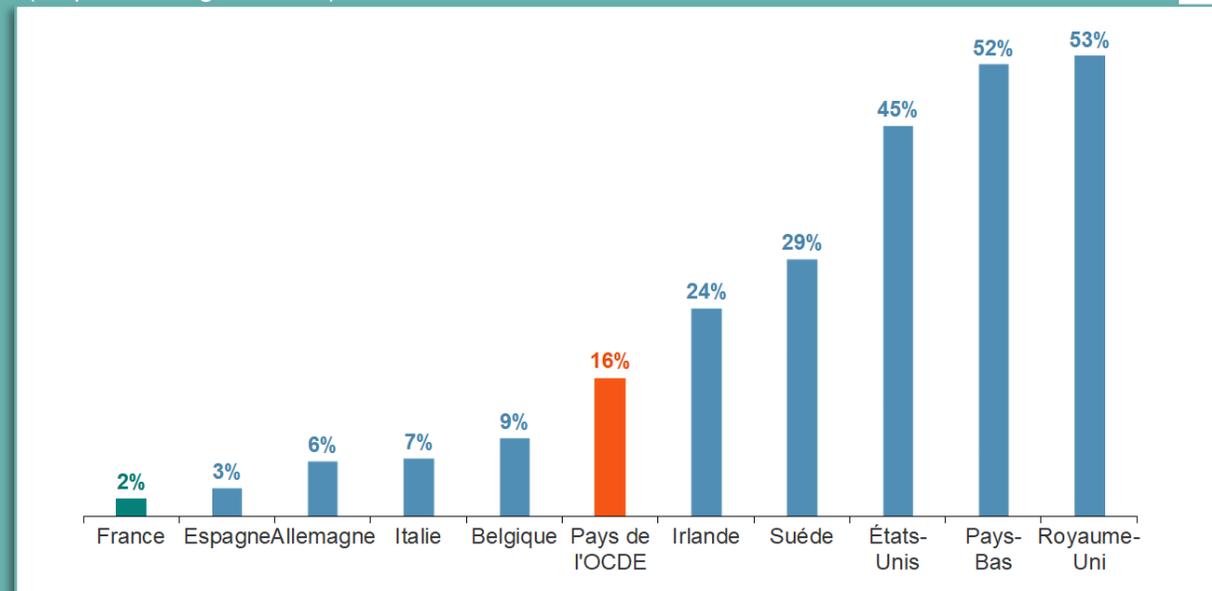
... mais la retraite supplémentaire reste marginale en France

- ✓ Depuis la **loi Pacte de 2019**, le PER s'est substitué aux Perp, Madelin, PERE, Perco, etc. qui ne sont plus commercialisés. Il inclut 3 compartiments :
 - versements volontaires ;
 - épargne salariale (participation, intéressement, etc.) ;
 - versements obligatoires de l'employeur et du salarié le cas échéant.
- ✓ Sous une même enveloppe, le PER regroupe 3 dispositifs : PER individuel, PER d'entreprise collectif, PER d'entreprise obligatoire.
- ✓ La retraite supplémentaire se développe en France, dans un premier temps au niveau des cotisations qui progressent au cours des dernières années.
- ✓ En termes de prestations, la **part de la capitalisation reste faible** en France dans le total des retraites. Par comparaison, elle atteint presque 16 % dans l'ensemble des pays de l'OCDE et dépasse 50 % aux Pays-Bas et au Royaume-Uni contre un peu plus de 2 % en France.



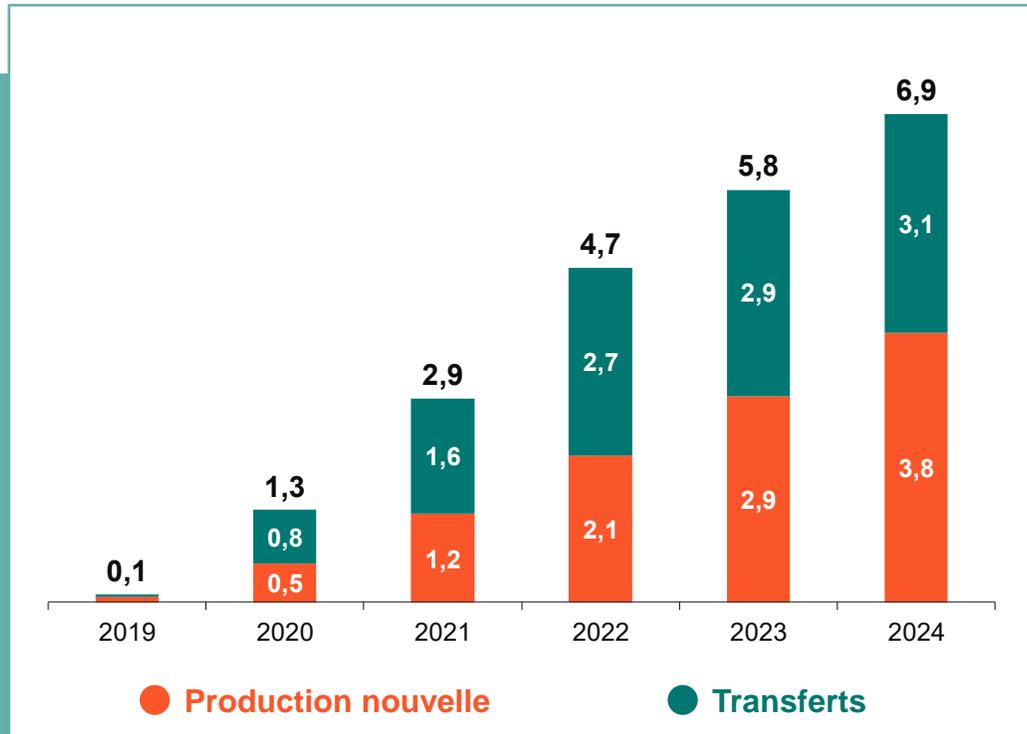
PART DES RETRAITES SUPPLÉMENTAIRES EN FRANCE
(en pourcentage du total)

PART DES PRESTATIONS DES RETRAITES SUPPLÉMENTAIRES
(en pourcentage du total)

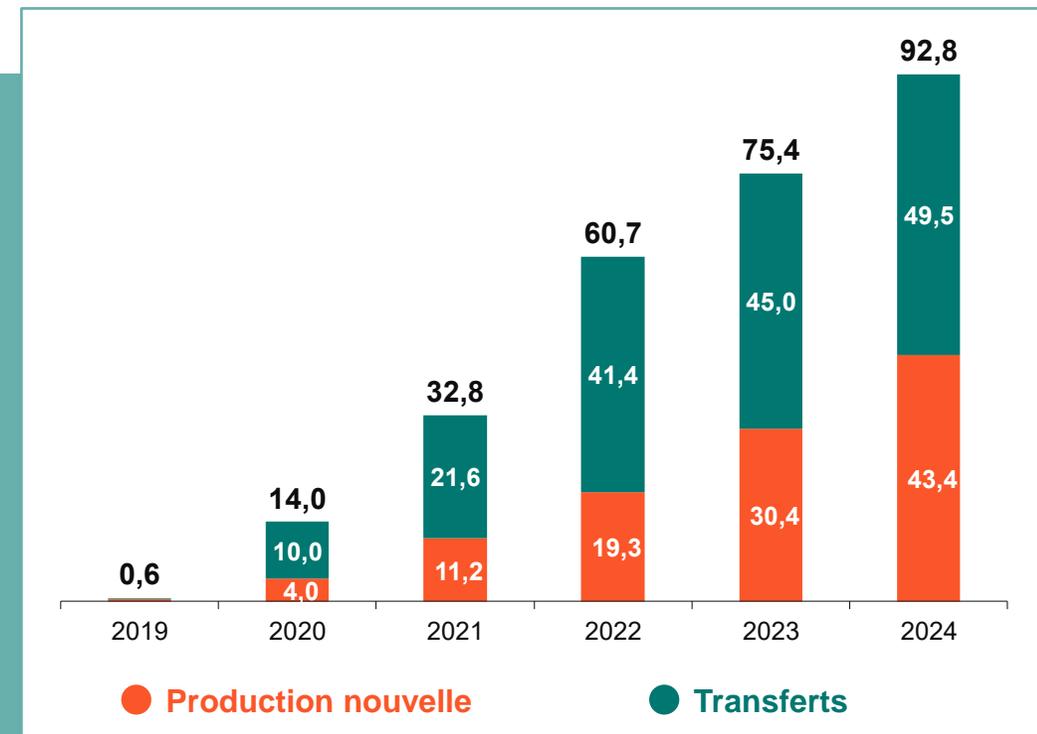


Sources : Drees, OCDE.

En 5 ans, le Plan d'Épargne Retraite assurantiel a déjà séduit près de 7 millions d'assurés...



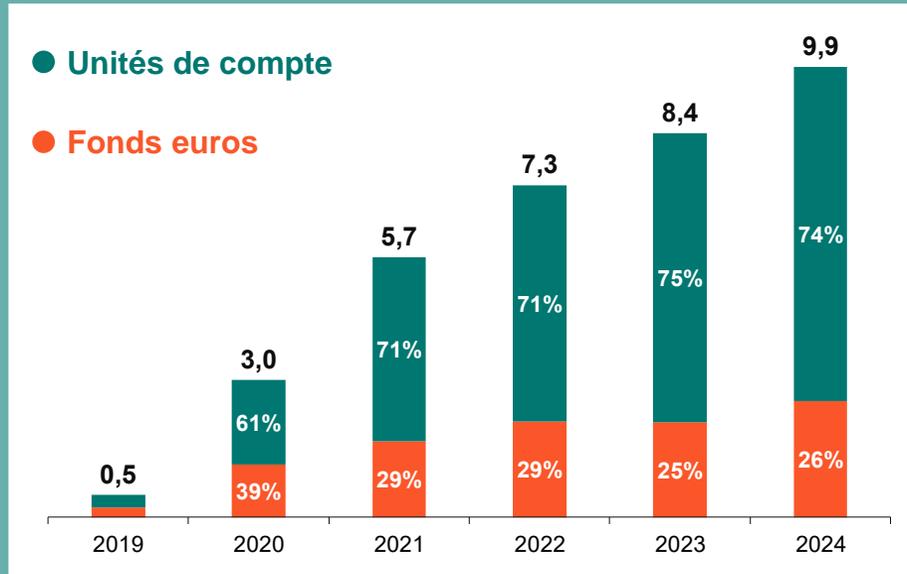
NOMBRE DE DÉTENTEURS D'UN PER ASSURANTIEL
(en millions)



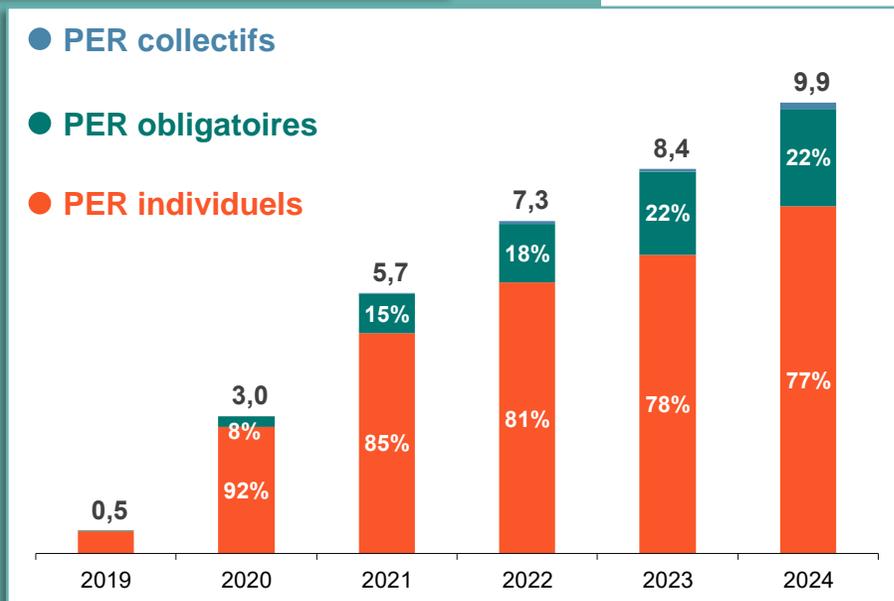
PROVISIONS MATHÉMATIQUES DES PER ASSURANTIELS
(en milliards d'euros)



COLLECTE NETTE DES PER ASSURANTIELS VENTILÉE PAR TYPE DE SUPPORT (en milliards d'euros)



COLLECTE NETTE DES PER ASSURANTIELS VENTILÉE PAR TYPE DE CONTRAT (en milliards d'euros)

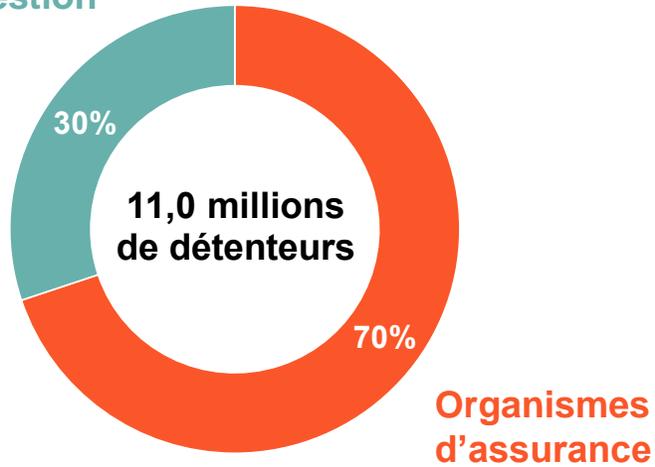


... et enregistre une collecte nette de près de 10 milliards d'euros

- ✓ Le marché des PER commercialisés par les entreprises d'assurance enregistre **1,22 million d'assurés supplémentaires** en 2024 et 17,2 milliards d'euros de versements.
- ✓ **74 % de la collecte nette** des PER correspond à des UC.
- ✓ Entre 2020 et 2024, la part des **PER obligatoires et collectifs** dans la collecte nette est passée de 8 % à 23 %.

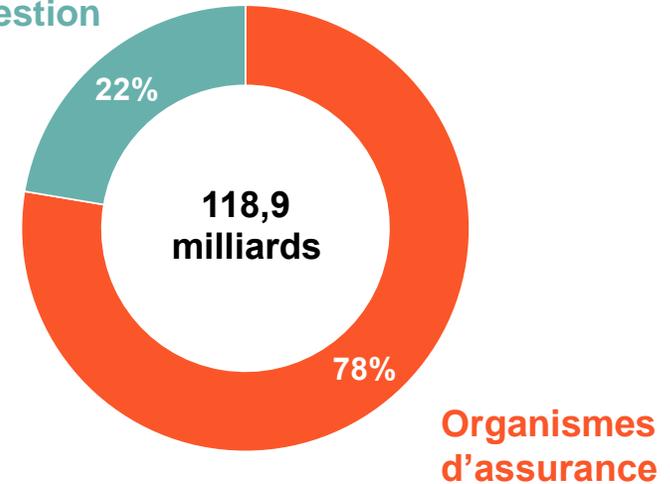
Les organismes d'assurance représentent 78 % des encours de PER

Sociétés de gestion



NOMBRE DE DÉTENTEURS¹
(en millions et part en %)

Sociétés de gestion



ENCOURS¹
(en milliards d'euros et part en %)

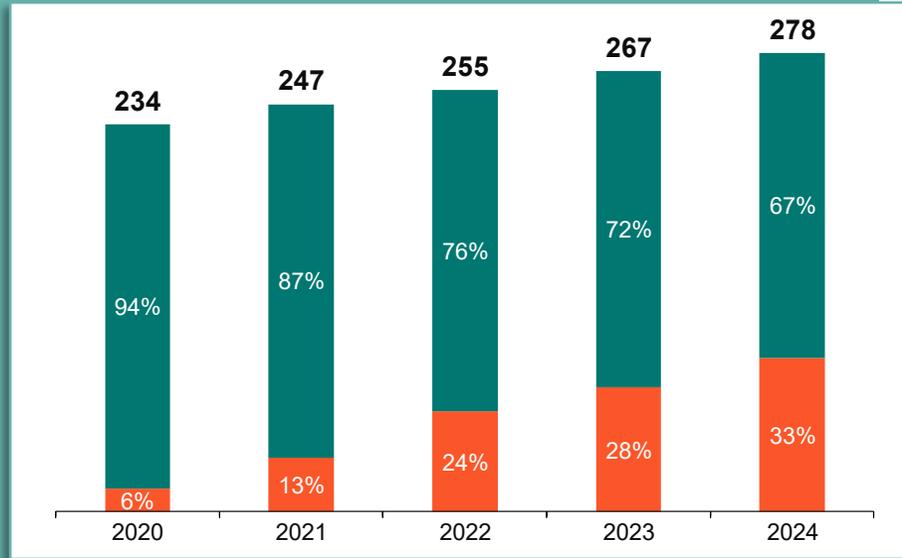
Sources : CTIP, FNMF, France Assureurs pour les organismes d'assurance et AFG pour les sociétés de gestion d'épargne salariale.

Champ : toutes entreprises.

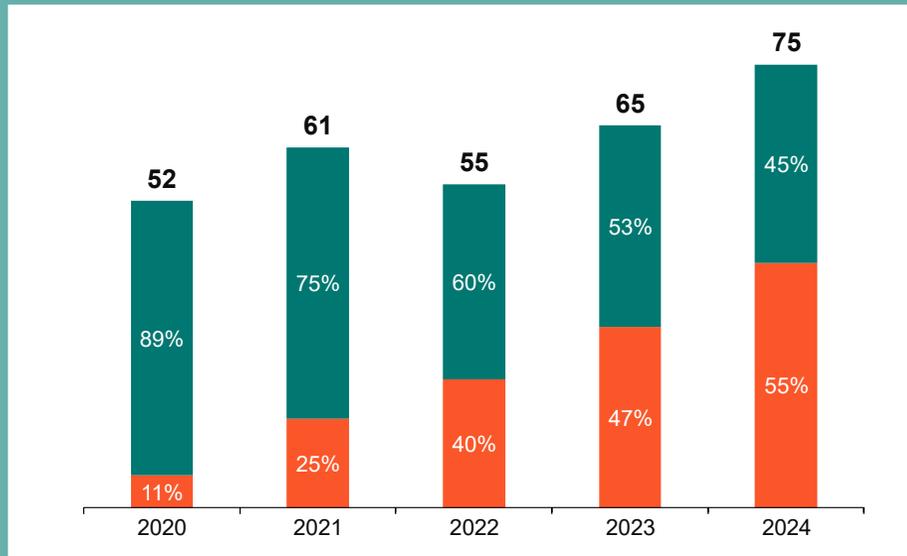
¹ Les données consolidées pour l'ensemble des acteurs commercialisant des PER sont connues avec un décalage d'environ 3 mois et portent sur la situation au 30 septembre 2024.



ENCOURS DE L'ASSURANCE RETRAITE (en milliards d'euros et part en %)



Les PER représentent un tiers de l'assurance retraite et 55 % de l'assurance retraite en UC



ENCOURS DE L'ASSURANCE RETRAITE EN UC (en milliards d'euros et part en %)

- ✓ La loi « **Industrie verte** » incite les Français à privilégier les placements sur des actifs non cotés :
 - les grilles de gestion réglementaires proposées aux clients incluent une part minimale d'investissements dans des entreprises non cotées ;
 - cette part minimale dépendra du profil de l'épargnant et de son horizon de placement.

● PER ● Autres contrats d'assurance retraite

1

Plus que jamais, les Français vivent dans une « société du risque »

2

L'assurance, ancrée dans les territoires, est une force stabilisatrice et protectrice

1. Plus de 300 000 personnes engagées au service de la protection des Français
2. Chaque jour, les assureurs gèrent plus de 36 000 nouveaux sinistres
3. 96 % des Français sont couverts par une complémentaire santé
4. L'encours de l'assurance vie dépasse le seuil des 2 000 milliards d'euros
5. Le Plan d'Épargne Retraite a déjà séduit près de 7 millions d'assurés

3

Par ses investissements, l'assurance est un poumon de l'économie européenne

1. Les assureurs français investissent à 80 % en France et dans les pays de la zone euro
2. Les assureurs français investissent à 24 % en actions d'entreprises
3. L'investissement en actifs verts croît de +13 % quand l'investissement en actifs carbonés décroît de -11 %

3

Par ses investissements, l'assurance est un poumon de l'économie européenne



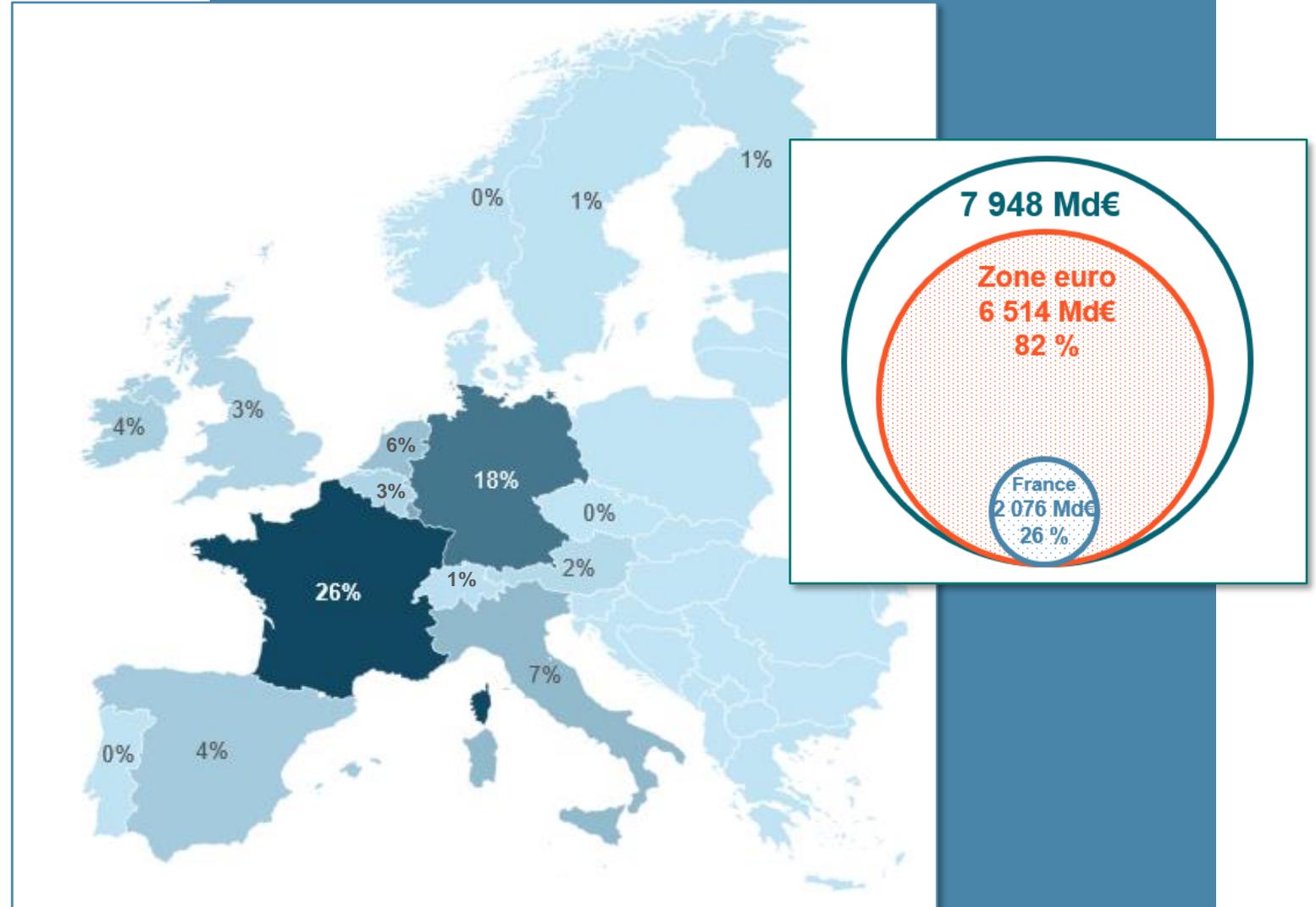


3.1 | Les assureurs français investissent à 80 % en France et dans les pays de la zone euro

La France est le premier pays destinataire de l'investissement des assureurs de la zone euro, à hauteur de 26 %

- ✓ Les près de 8 000 Md€ d'investissement des assureurs de la zone euro représentent l'équivalent de **53 % du PIB**.
- ✓ Le rapport Draghi estime les besoins d'investissement de l'Union européenne à 750-800 milliards d'euros chaque année afin qu'elle puisse réaliser sa transition verte et digitale et qu'elle rattrape son retard de compétitivité.

DESTINATIONS PRINCIPALES DES INVESTISSEMENTS DES ASSUREURS DE LA ZONE EURO EN EUROPE
(en milliards d'euros et en %)



Source : EIOPA, données au 30/09/2024, sans mise en transparence.

L'Union européenne a prévu de mettre en place une stratégie visant à une Union de l'épargne et des investissements. Cette initiative fait notamment suite aux rapports de Mario Draghi, d'Enrico Letta et de Christian Noyer qui ont mis en évidence l'impérieuse nécessité de restaurer la compétitivité européenne et de financer les transitions écologique et numérique.

France Assureurs, en lien avec Insurance Europe, rappelle la place incontournable que doit jouer l'assurance vie dans cette Union de l'épargne et des investissements

- 1 Pour une initiative de **labellisation des produits** servant les objectifs de cette Union.
- 2 Pour une **mise en cohérence de l'ensemble des textes** et initiatives européens.



Avec le GDV, la fédération des assureurs allemands, France Assureurs a publié un *joint paper* à destination des ministères de l'Économie et des Finances pour rappeler que **les assureurs sont parmi les plus grands investisseurs institutionnels en Europe.**



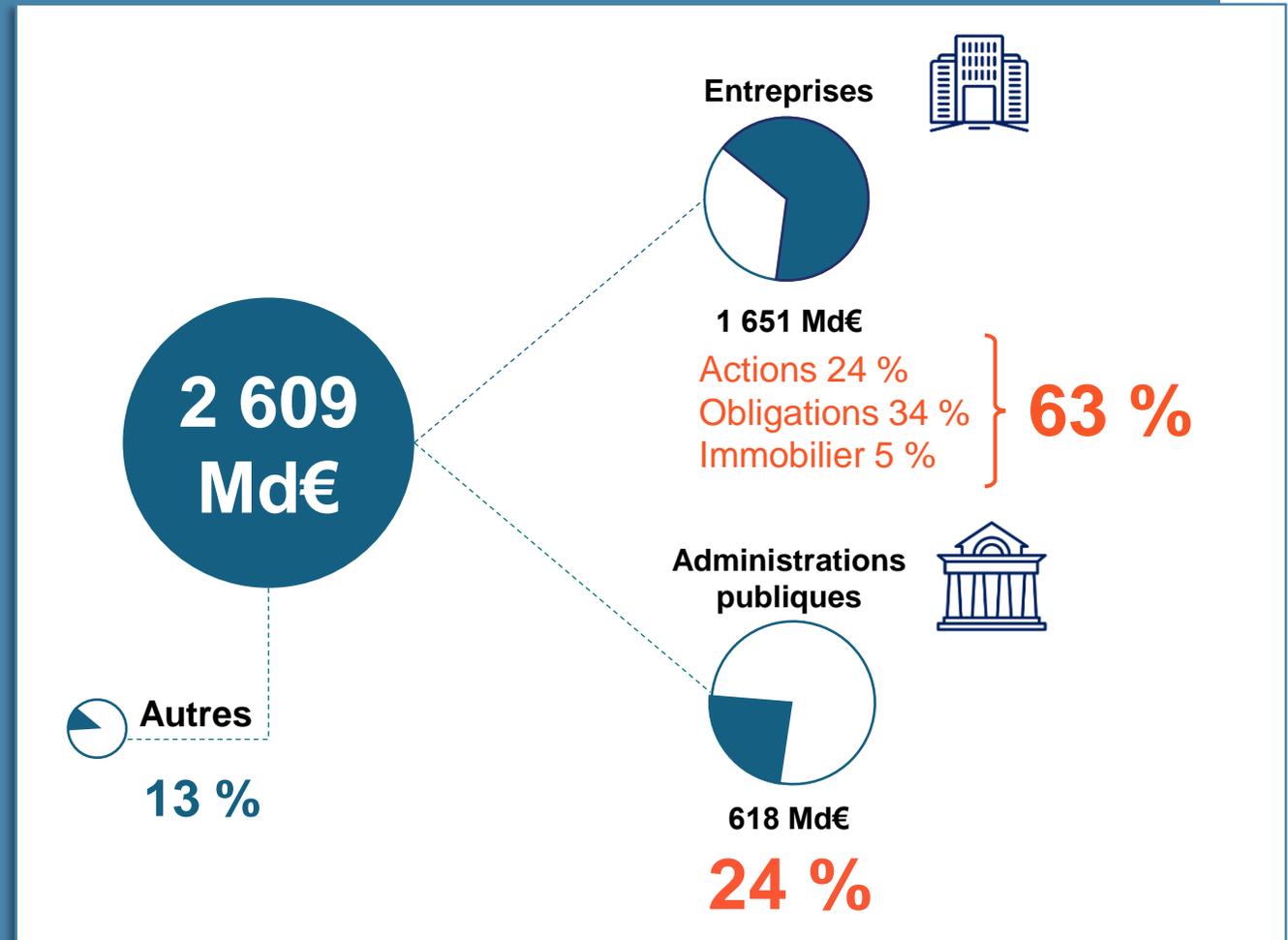
3.2

**Les assureurs français
investissent à 24 % en
actions d'entreprises**

Près des 2/3 des investissements des assureurs français financent les entreprises

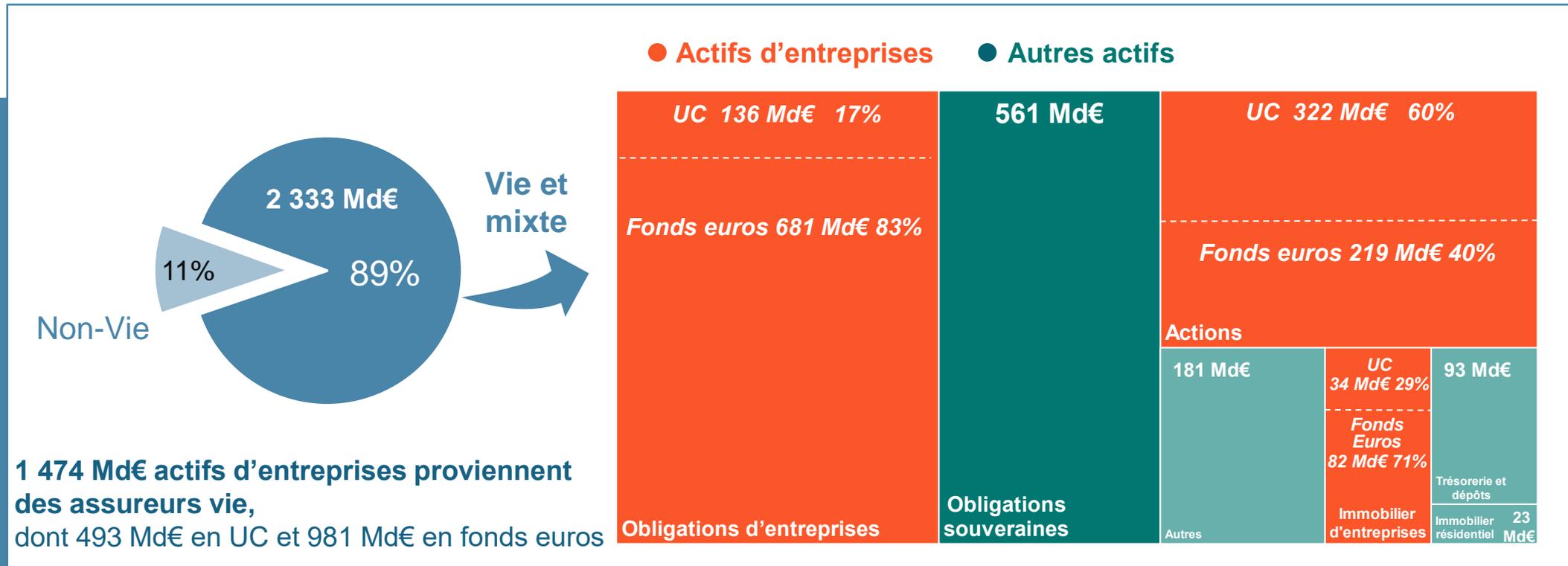
- ✓ En 2024, les investissements des assureurs ont progressé de **+2,4 %**.
- ✓ Ces investissements représentent l'équivalent de **89 % du PIB français**.
- ✓ **24 %** des investissements sont destinés aux administrations publiques d'État, administrations publiques locales ou de Sécurité sociale.
- ✓ Les **13 % d'investissements « Autres »** correspondent essentiellement à la trésorerie (4 %), aux titres structurés ou garantis (3 %) et aux prêts (3 %).

DESTINATION DES INVESTISSEMENTS DES ASSUREURS FRANÇAIS (en milliards d'euros et en %)



Les 2 609 milliards d'euros investis par les assureurs proviennent à 89 % des placements des assureurs vie...

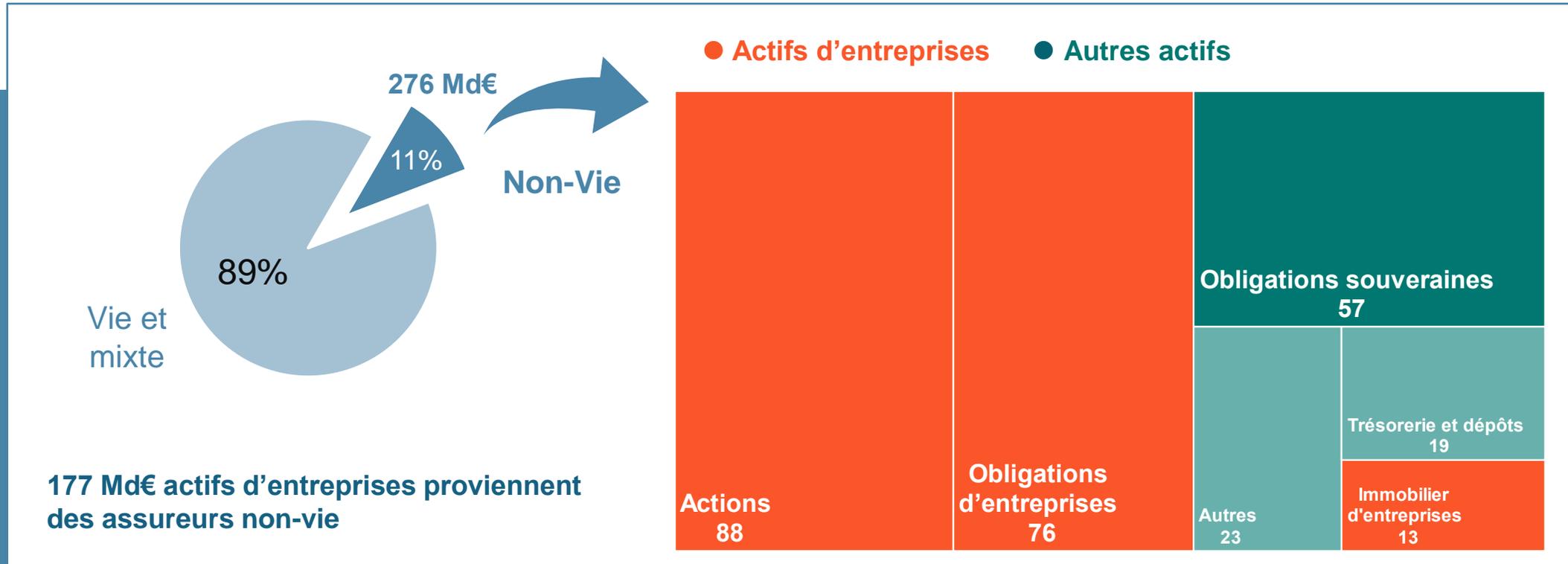
RÉPARTITION DES ACTIFS DÉTENUS PAR LES ASSUREURS VIE ET MIXTE
PAR NATURE DE TITRES
(en milliards d'euros à fin 2024)



Source : France Assureurs, valeur de réalisation, données au 31/12/2024 après mise en transparence des OPC.

... et à 11 % des placements des assureurs non-vie

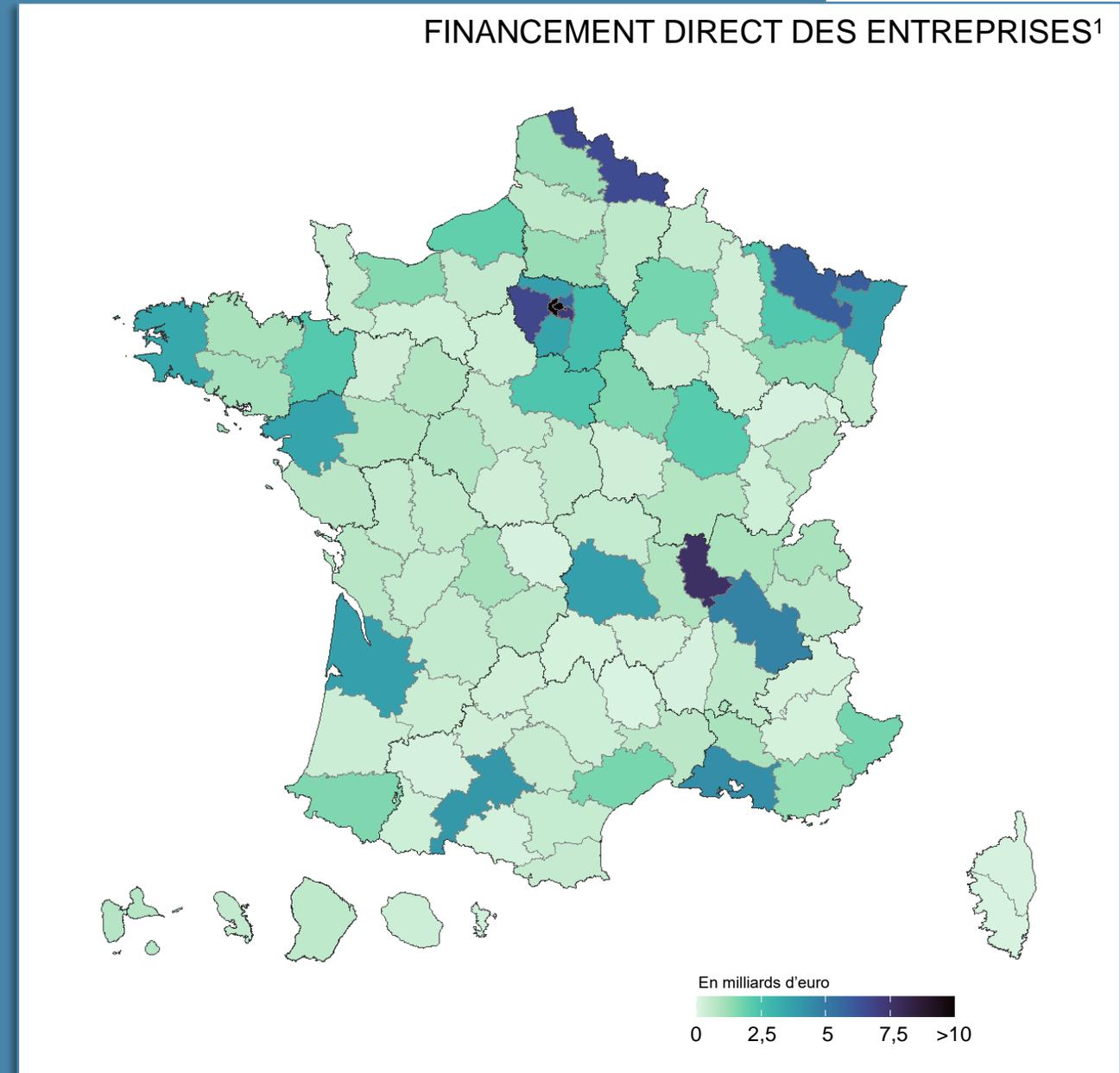
RÉPARTITION DES ACTIFS DÉTENUS PAR LES ASSUREURS NON-VIE
PAR NATURE DE TITRES
(en milliards d'euros à fin 2024)



Source : France Assureurs, valeur de réalisation, données au 31/12/2024 après mise en transparence des OPC.

812 milliards d'euros d'investissement dans les entreprises françaises irriguent l'ensemble du territoire

- ✓ Ces investissements **proviennent à 58 % de titres détenus en direct** et à 42 % *via* des fonds.
- ✓ Les investissements détenus en direct **financent des entreprises en France**, correspondant à plus de 88 000 établissements.

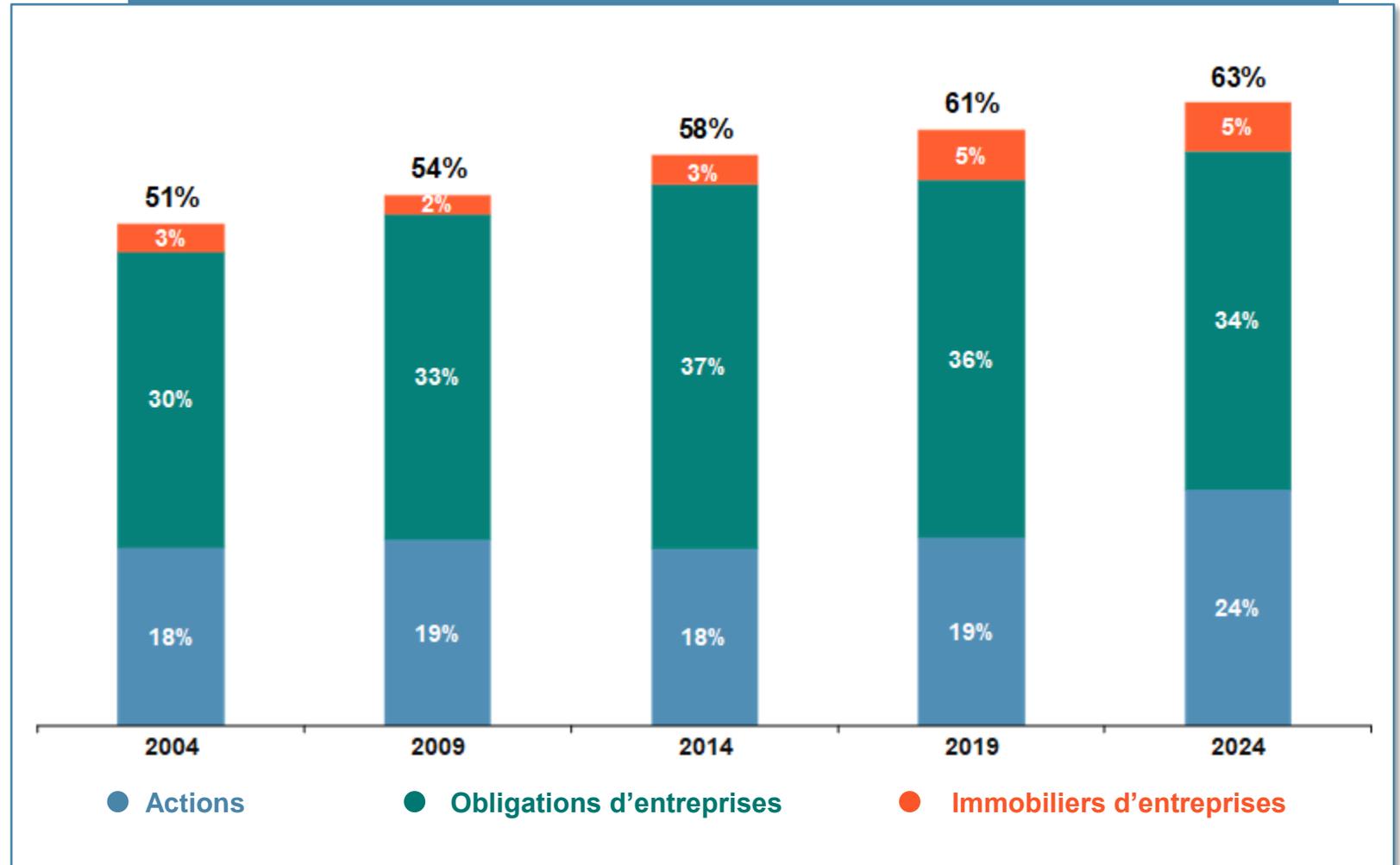


Sources : France Assureurs, valeur de réalisation, données au 31/12/2023, Répertoires SIREN et GLEIF.
¹ en actions et en obligations.

La part de l'investissement dans les entreprises a augmenté de 12 points de pourcentage en 20 ans...

- ✓ Les assureurs s'affirment comme des **partenaires de long terme pour les entreprises**, année après année, avec un poids croissant des financements au bénéfice des entreprises.
- ✓ La hausse de 12 points de pourcentage provient pour moitié du financement en capital, en particulier au cours des 5 dernières années, et pour un tiers de l'obligataire.

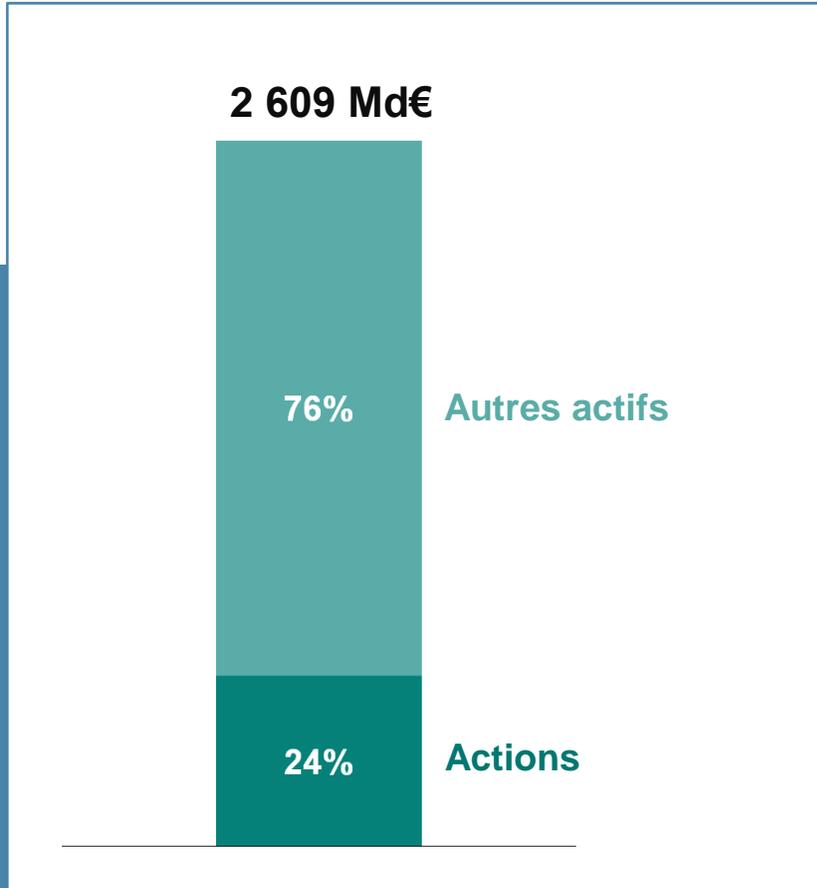
INVESTISSEMENT DES ASSUREURS EN ACTIFS D'ENTREPRISES (en % des actifs totaux)



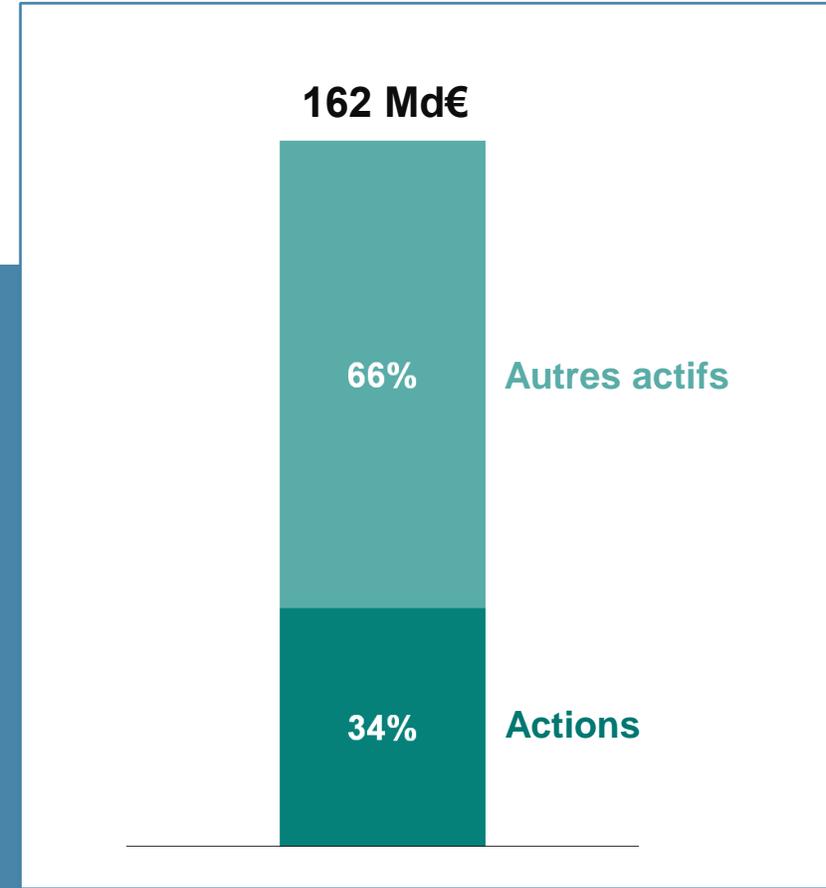
Source : France Assureurs, valeur de réalisation, données au 31/12 après mise en transparence des OPC.

...avec notamment une réorientation vers l'investissement en actions depuis 5 ans...

ENCOURS AU 31/12/2024
(en pourcentage des actifs totaux)



FLUX NETS 2020-2024
(en pourcentage des actifs totaux)

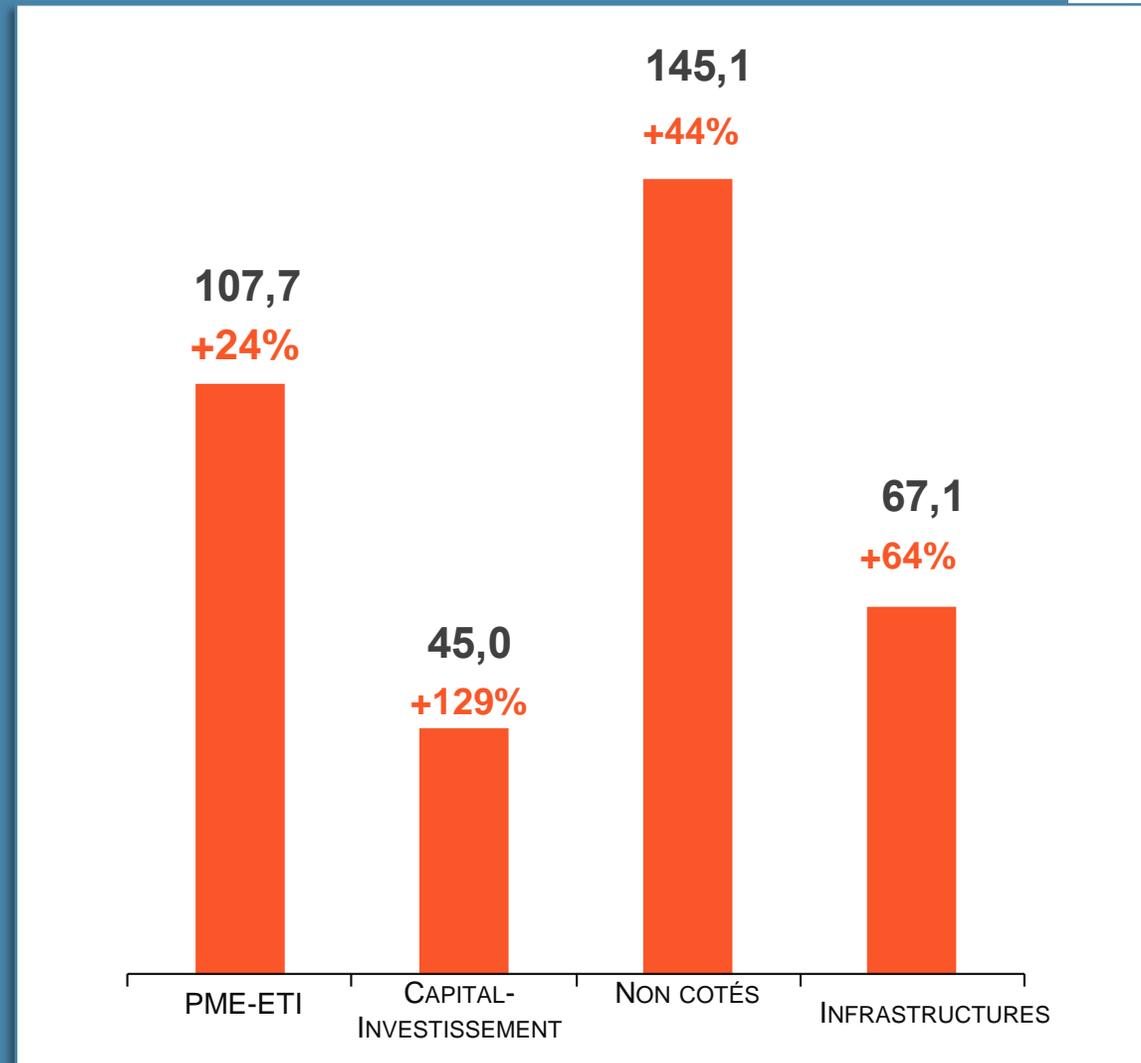


... et une diversification marquée

- ✓ En cinq ans, alors que les placements des assureurs sont restés quasi-stables, les actifs diversifiés ont enregistré des **croissances très significatives**.
- ✓ Les assureurs ont notamment poursuivi leur soutien en faveur des **PME et ETI avec 6,3 milliards d'euros de nouveaux investissements** en 2024.
- ✓ En **capital-investissement**, la croissance de +7 % observée en 2024 devrait se renforcer dans les années à venir à la suite de l'entrée en vigueur de la loi « Industrie verte ».
- ✓ Fin 2024, les **actifs non cotés** correspondent à 55 % à des participations, 22 % à des actions et 23 % à des obligations.
- ✓ En 2024, les nouveaux investissements en **infrastructures** s'élèvent à 2,6 milliards d'euros. 70 % des investissements le sont sous forme de capital.



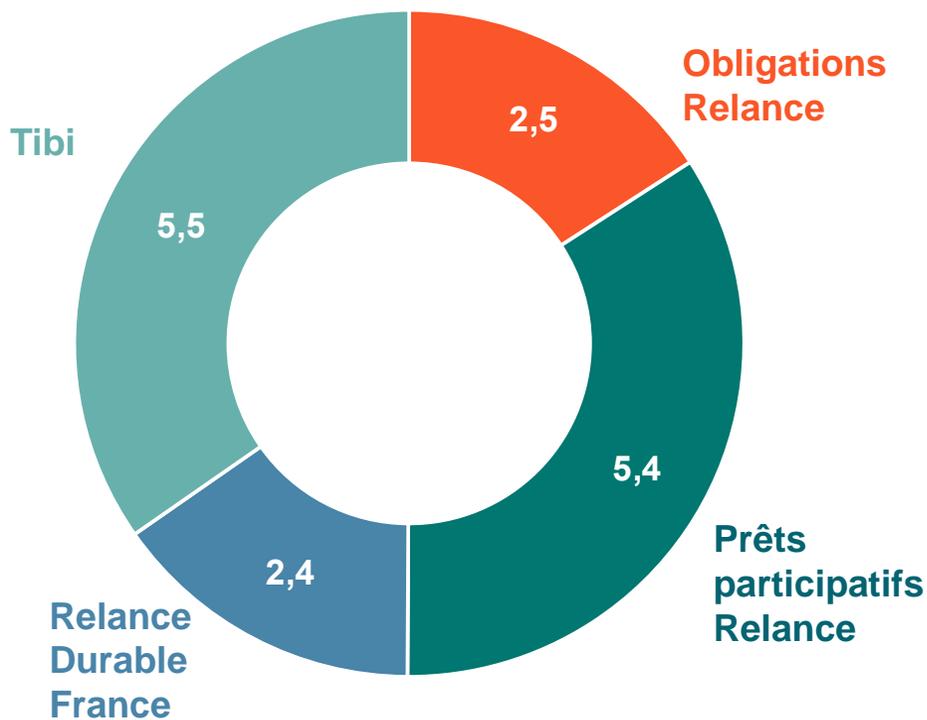
INVESTISSEMENT DES ASSUREURS EN ACTIFS DIVERSIFIÉS (en milliards d'euros et croissance depuis 2019 en %)



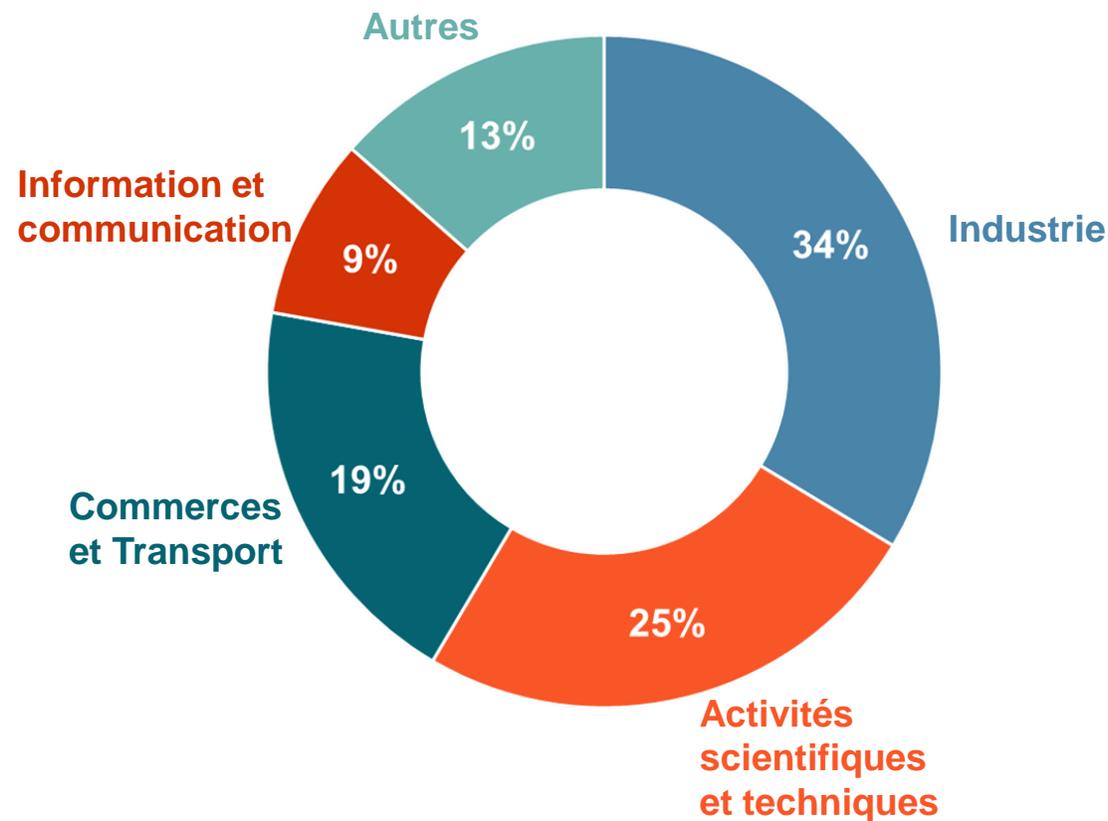
Source : France Assureurs, données au 31/12/2024.
Note : Valeur de réalisation.

Près de 16 milliards d'euros ont été investis grâce à des programmes de place pour soutenir l'économie française

15,8 Md€
d'investissements...



... en faveur de l'ensemble
des secteurs



Sources : Eurotitrisation, FundRock, France Assureurs.
Données au 31/12/2024.

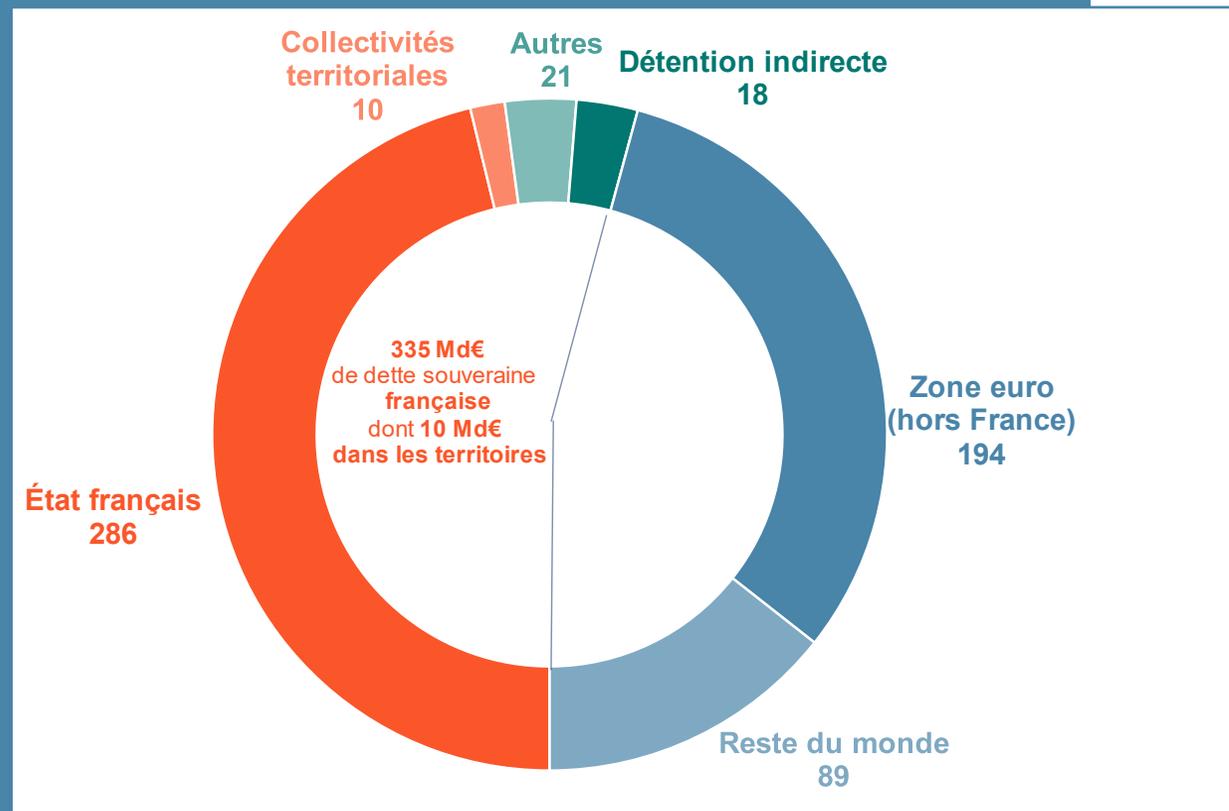
L'assurance est engagée dans la défense à hauteur de 20 milliards d'euros



Les assureurs sont prêts à prendre toute leur part dans l'effort de réarmement du pays



Les assureurs investissent 618 milliards d'euros en titres souverains



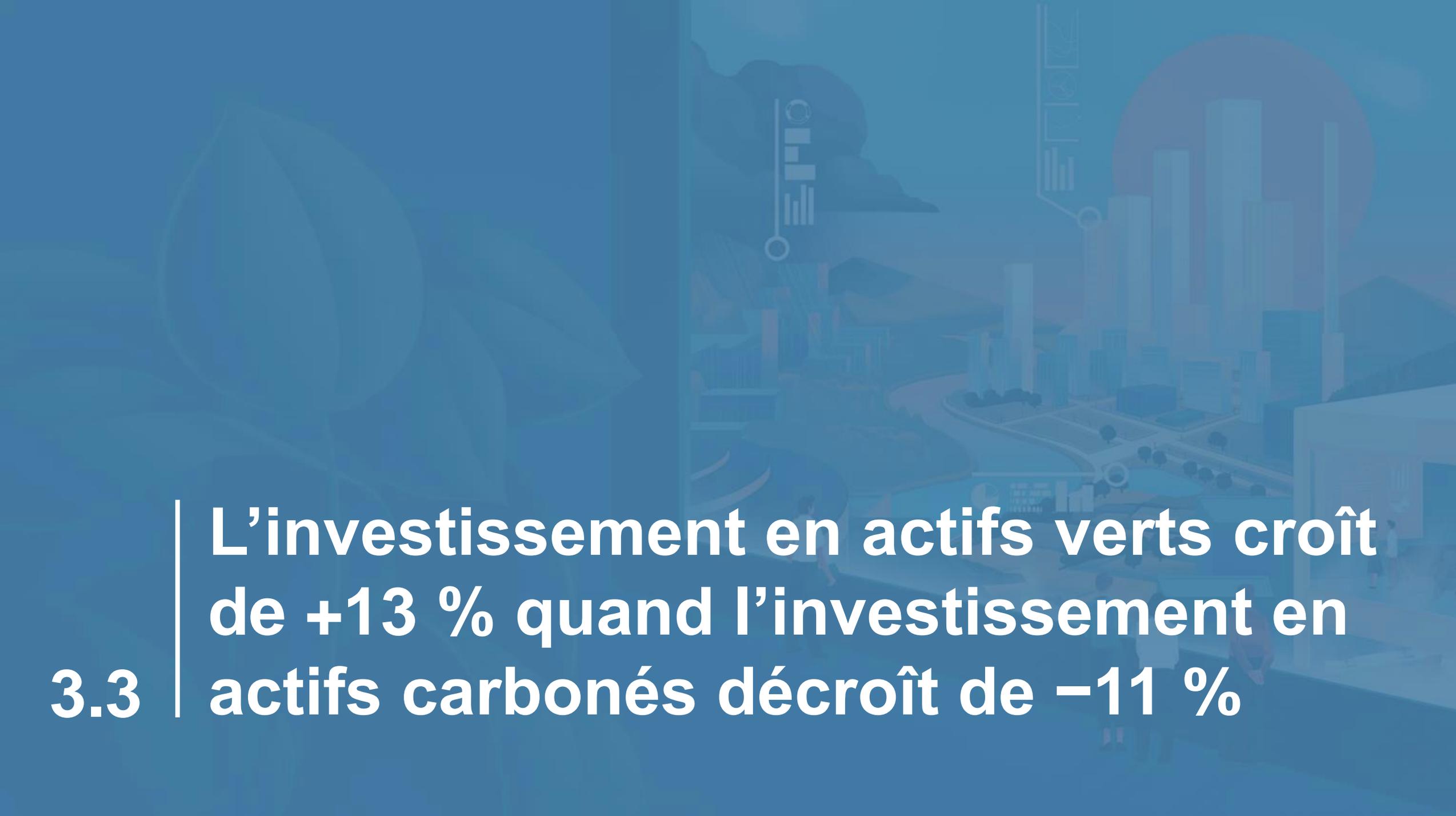
INVESTISSEMENTS DES ASSUREURS DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
(en milliards d'euros)

- ✓ Les assureurs financent à hauteur de 11 % la dette des administrations publiques françaises¹.
- ✓ 98 % de la dette détenue est de la dette de long terme.
- ✓ **10 Md€** sont à destination des collectivités locales, soit **+1 Md€ par rapport à 2023**.

Source : France Assureurs, données au 31/12/2024.

Note : valeur de réalisation.

¹ Au 30/09/2024, source Banque de France.



3.3 | L'investissement en actifs verts croît de +13 % quand l'investissement en actifs carbonés décroît de -11 %

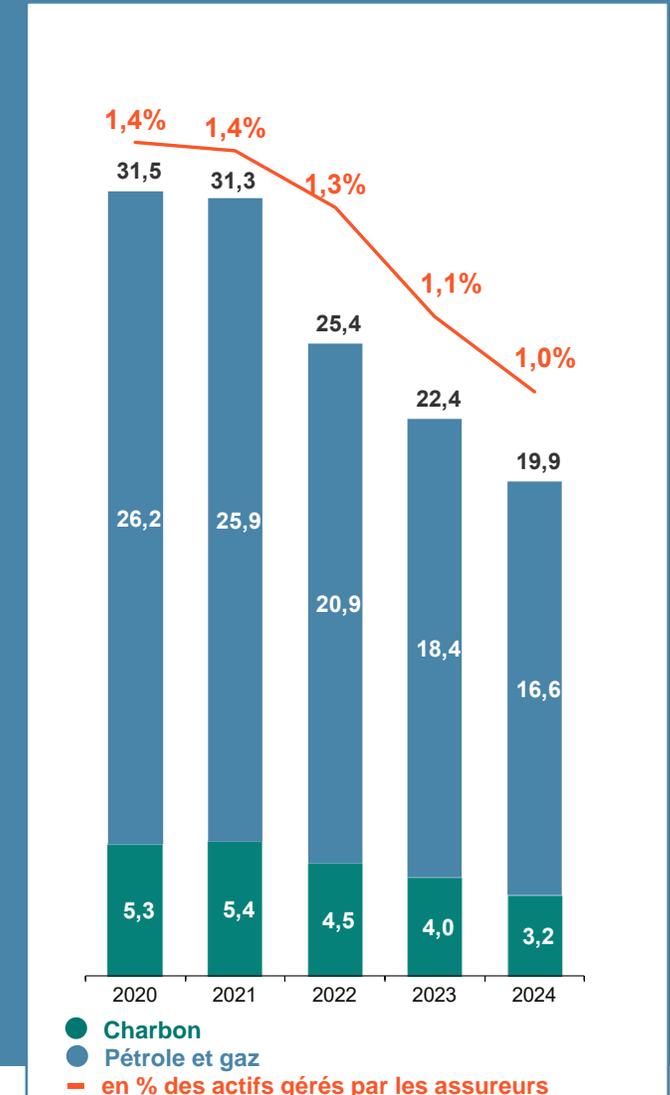
Les assureurs continuent de réduire leur exposition aux énergies fossiles

- ✓ Les investissements des assureurs dans les **énergies fossiles sont en baisse** avec une exposition au charbon de 0,2 %, et au pétrole et gaz de 0,8 %.
- ✓ Les assureurs représentant 98 % des actifs gérés affichent une date de sortie du charbon d'ici 2040 dans le monde.
- ✓ En 2025, l'ONG Urgewald a publié pour la première fois la Metallurgical Coal Exit List (MCEL). **L'exposition au charbon métallurgique des assureurs s'établit à 0,3 Md€, soit 0,01 % seulement des actifs.**

INVESTISSEMENTS EN CHARBON, PETROLE ET GAZ

**-11 %
sur un an**

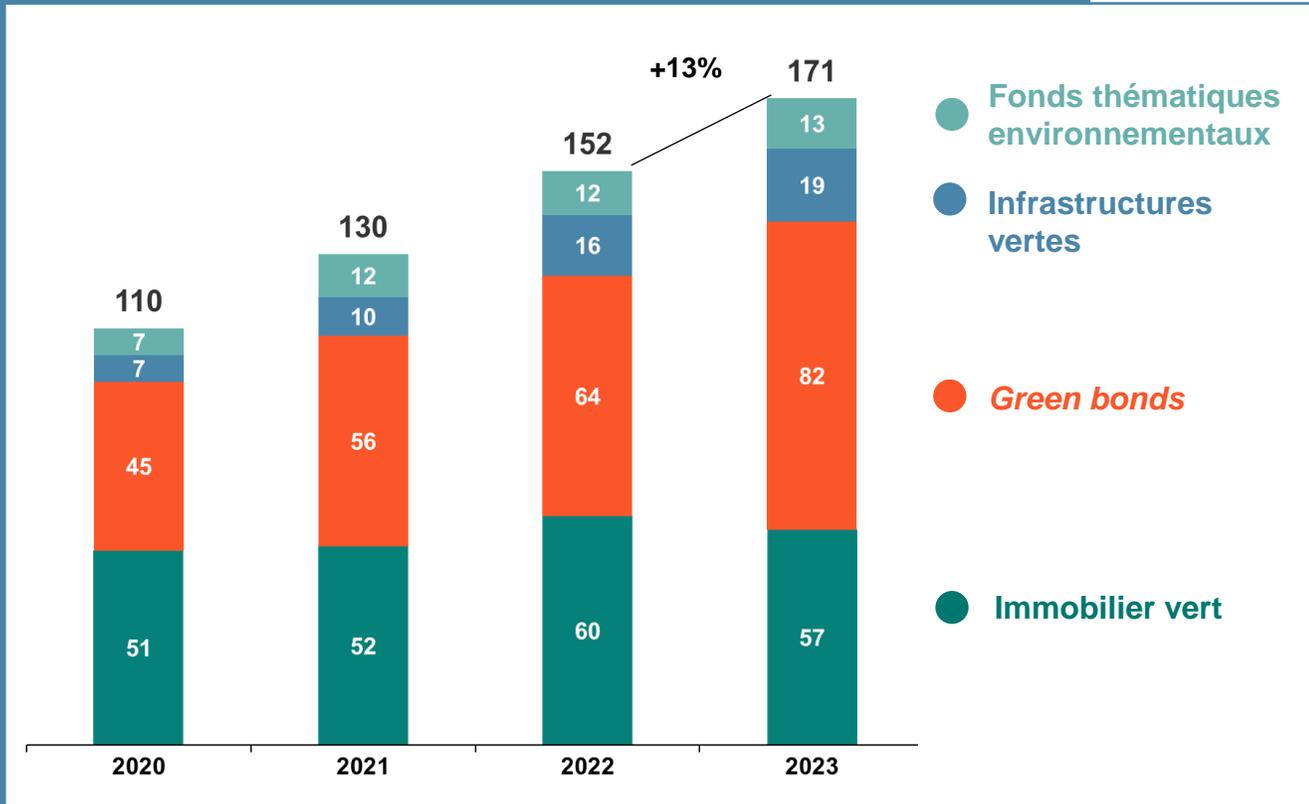
Sources : Global Coal Exit List au 06/10/2022, Global Oil and Gas Exit List au 10/11/2022, calculs France Assureurs.
¹ Metallurgical Coal Exist List 2025.





ENCOURS DES INVESTISSEMENTS VERTS

(en milliards d'euros)



Source : France Assureurs, Assurance et finance durable, décembre 2024.

Les assureurs contribuent activement au financement de l'économie bas carbone

- ✓ En 4 ans, la part des investissements verts des assureurs a plus que doublé passant de 3,9 % à 8,3 % de l'ensemble des actifs gérés.
- ✓ Les assureurs français prennent part à la planification écologique de la France. Ils détiennent **22,6 % des obligations souveraines vertes (OAT)**, soit 13,2 milliards d'euros, contre 11 % de détention de l'ensemble des OAT françaises.
- ✓ En 2023, les assureurs détenaient 8 fois plus d'actifs verts que d'actifs dans les énergies fossiles, ratio multiplié par 2 en l'espace de 3 ans.

Les chiffres clés de l'engagement des assureurs en faveur de la transition

92 %

du secteur s'engage à atteindre les objectifs de réduction des émissions compatibles avec l'Accord de Paris

88 %

du secteur calcule une empreinte biodiversité sur son portefeuille d'investissement

+48 %

d'augmentation dans les investissements à impact, pour atteindre 2,8 Md€ à fin 2023



En 2024, France Assureurs a publié la 2^e édition du guide « Structurer et promouvoir l'offre d'unités de compte responsables, vertes et solidaires en assurance vie ».

Il présente les bonnes pratiques pour favoriser le développement de produits d'épargne participant à la transition écologique, juste et durable de l'économie.

26 %

Des UC commercialisées par les assureurs sont labellisées « Finance Durable »

Pour simplifier les *reportings* à travers la directive Omnibus 1

Attachée au cadre de finance durable, France Assureurs soutient les objectifs de la CSRD, pierre angulaire du reporting durabilité

Les assureurs soutiennent :

- ✓ la position française sur l'allègement du reporting de durabilité ;
- ✓ la suppression des normes sectorielles.

Les assureurs approuvent :

- ✓ le relèvement des seuils applicables à la CSRD qui devrait conduire à une réduction de 80 % des entreprises assujetties.



Les assureurs, un rôle singulier

- Les assureurs sont à la fois utilisateurs des rapports en tant qu'investisseurs et producteurs en tant qu'entreprises.
- En tant qu'investisseurs, les assureurs doivent pouvoir disposer de données pour orienter leurs investissements en faveur de la transition écologique.
- France Assureurs appelle à une position équilibrée en matière de simplification.

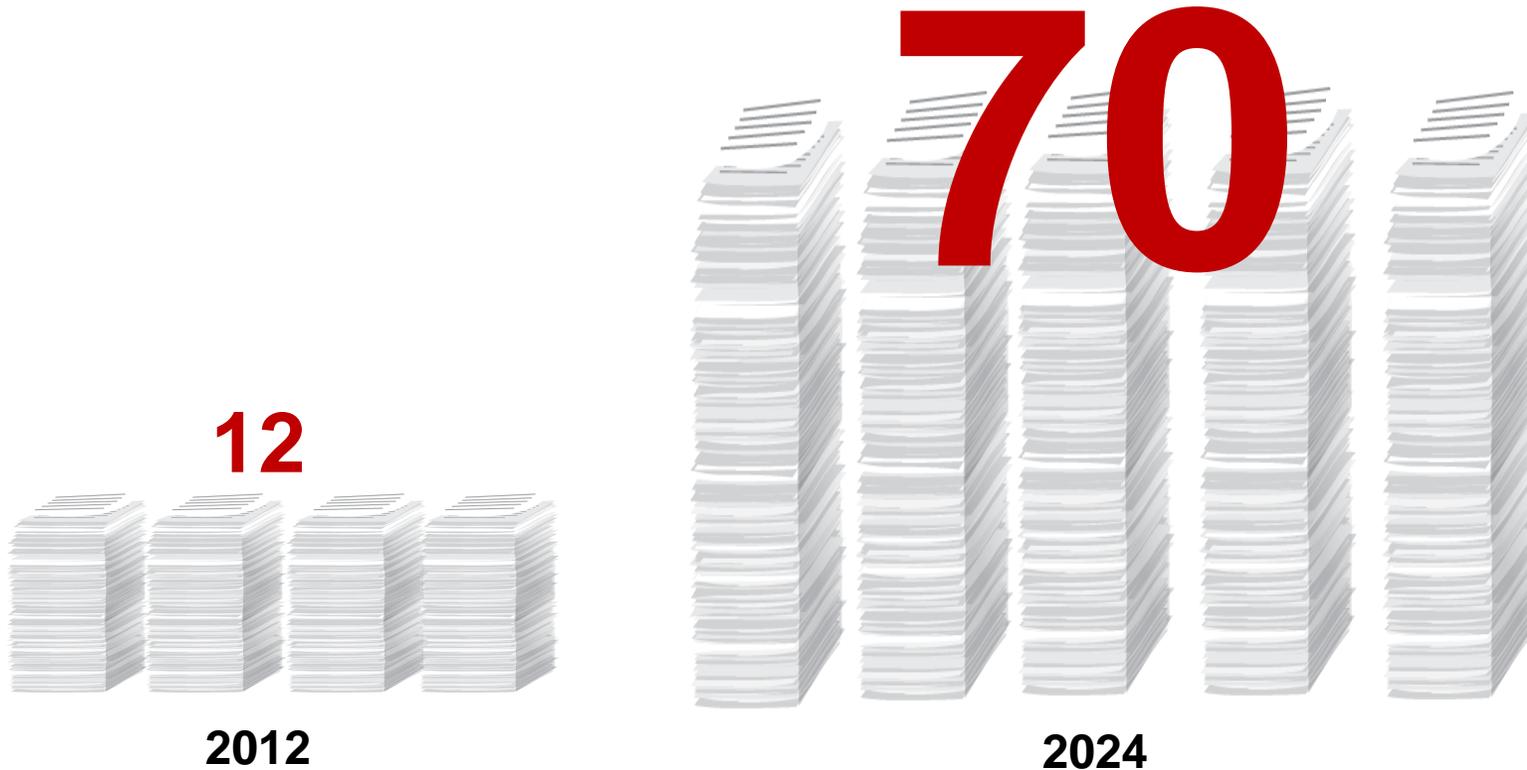
France Assureurs se mobilise :

- ✓ participation aux travaux de place sous l'égide du ministère de l'Economie et des Finances ;
- ✓ construction des positions avec l'écosystème de la place financière (AFG, FBF) ;
- ✓ coordination des actions à mener au niveau européen avec ses homologues.

Pour une simplification afin de restaurer la compétitivité européenne

La législation européenne ne cesse d'augmenter

(nombre de textes en vigueur ou en cours de discussion au sein de l'UE concernant le secteur de l'assurance)



Les assureurs souhaitent

- 1 Retirer FIDA qui représente une menace pour la souveraineté européenne
- 2 Éviter que la RIS ne vienne percuter le premier marché européen
- 3 Simplifier les *reportings* ESG à travers la directive Omnibus

FIDA est une menace pour la souveraineté et la compétitivité européennes

FIDA prévoit l'ouverture et le partage des données des consommateurs

Catégorie de données	Exemples
Données financières	<ul style="list-style-type: none"> Soldes comptes à vue Soldes de tous les comptes
Données financières et extra-financières	<ul style="list-style-type: none"> Produits de retraite Frais liés à un support d'investissement Profil d'investissement du client
Données non financières	<ul style="list-style-type: none"> Données des produits d'assurance non-vie

FIDA, un enjeu de compétitivité et de simplification

Le secteur de l'assurance est essentiel à l'économie européenne et au financement de ses grands enjeux d'avenir : réarmement, transition climatique, transition démographique, transition numérique.

Il faut donc trouver le bon équilibre entre innovation apportant des bénéfices tangibles aux consommateurs et soutien à la compétitivité du secteur.

FIDA, un enjeu de souveraineté

Dans un contexte géopolitique complexe, avec des distorsions de concurrence nouvelles, la préservation de la souveraineté européenne doit être au cœur des préoccupations pour éviter que FIDA ne bénéficie qu'aux seuls géants technologiques et financiers non-européens.

FIDA doit être réexaminé à l'aune de ces enjeux

Les assureurs veillent à ce que la RIS ne percute pas le business model du premier marché européen

La DDA offre déjà aujourd'hui une très grande protection du consommateur

Durée du parcours client sous DDA

Entrée en relation

Recueil des exigences et des besoins

Proposition d'une offre

Souscription

Durée = ~4 heures

Impact RIS sur le parcours client

+++

+++

+++

+++

Pourquoi cet impact ?

- Information précontractuelle complexifiée
- Test d'adéquation rallongé
- Recueil d'informations client alourdi
- Rajout contreproductif d'informations détaillées sur les coûts

Il existe aujourd'hui un *momentum* européen pour simplifier davantage le texte du projet de la RIS

- ✓ France Assureurs estime que les tests supplémentaires et les nouvelles informations qu'exige le projet RIS viendront alourdir un parcours client déjà lourd au regard de la DDA existante.
- ✓ Les encadrements de la *Value For money* ne doivent pas par ailleurs freiner la diversité et la richesse des produits.

Conclusion

En France, le marché de l'assurance est en croissance

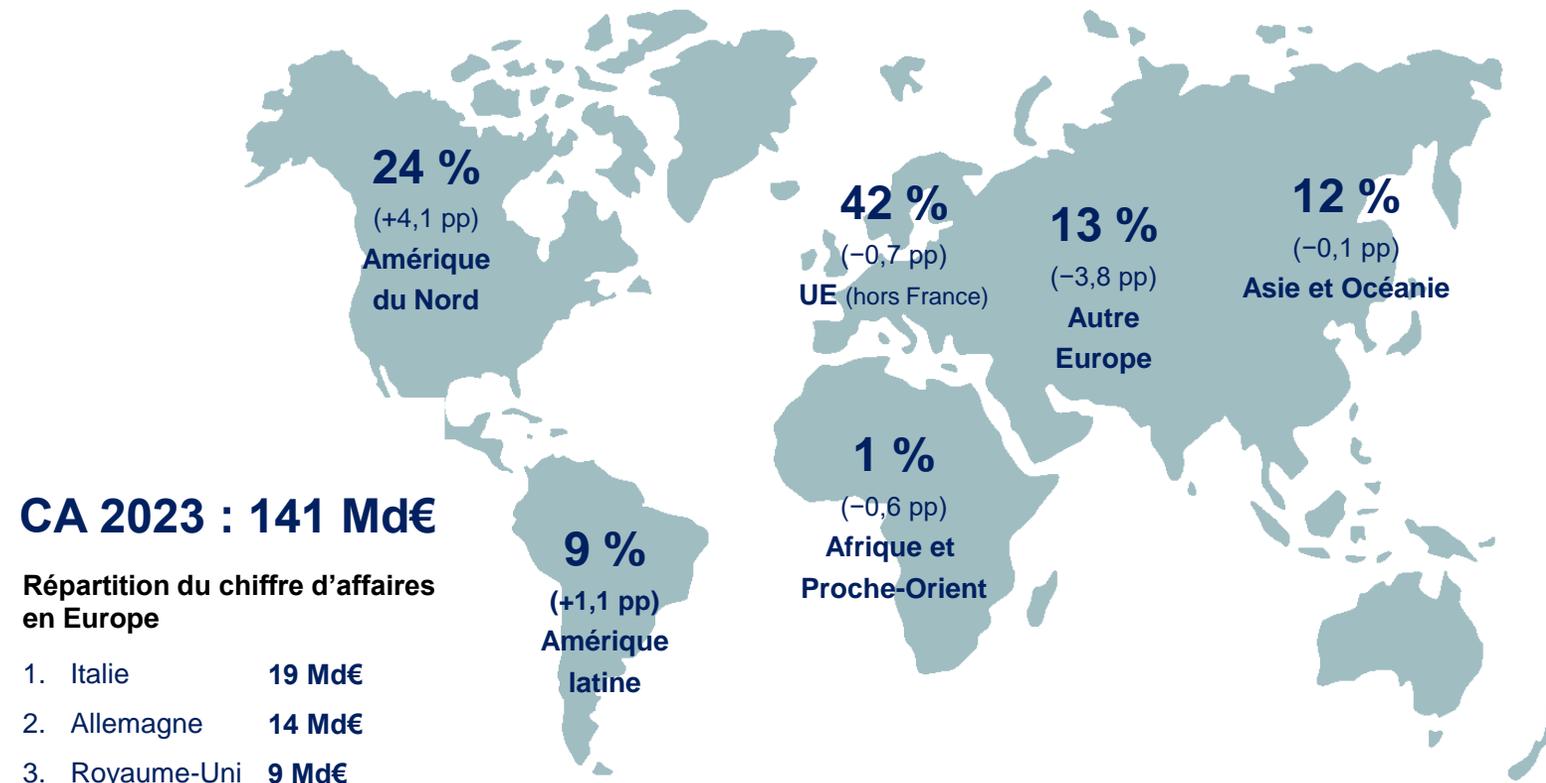


	Cotisations 2024 Affaires directes en Md€	Variation 2024 / 2023	Prestations 2024 Affaires directes en Md€	Variation 2024 / 2023
Assurance vie et capitalisation	173,3	+13,7 %	143,8	-4,8 %
Assurance santé et prévoyance	32,6	+8,9 %	25,1	+15,5 %
Assurance de biens et de responsabilité	75,3	+6,8 %	53,3	+2,4 %

Le marché français de l'assurance est le premier marché de l'Union européenne

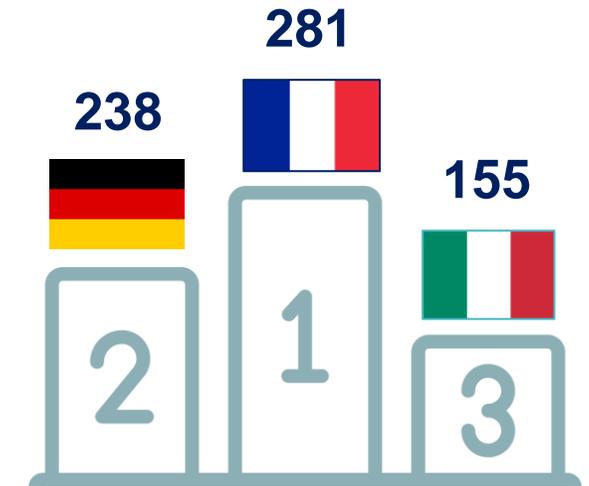
CHIFFRE D'AFFAIRES RÉALISÉ À L'ÉTRANGER PAR LES ASSUREURS FRANÇAIS EN 2023

(Part dans le total et évolution sur 5 ans)



MARCHÉ DE L'ASSURANCE EN 2024

(Chiffre d'affaires en milliards d'euros)

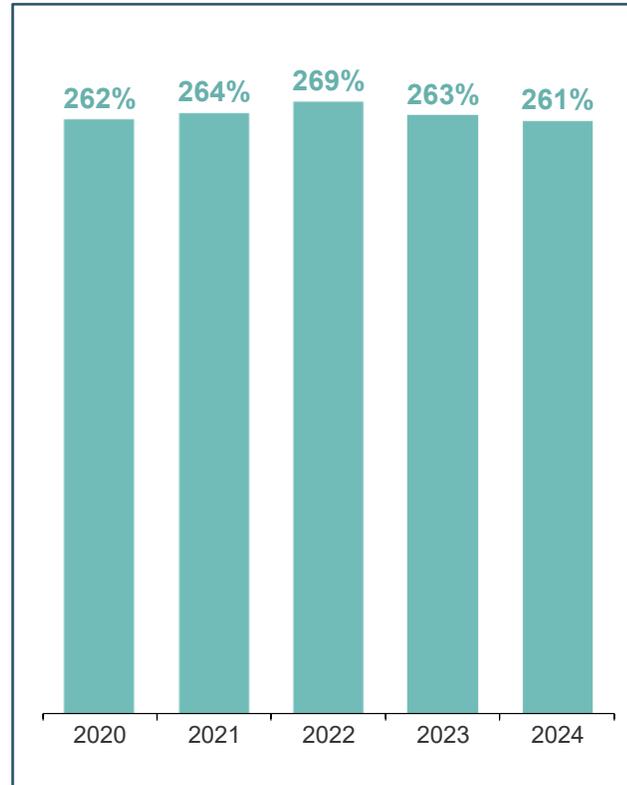


Sources : GDV, ANIA, France Assureurs.

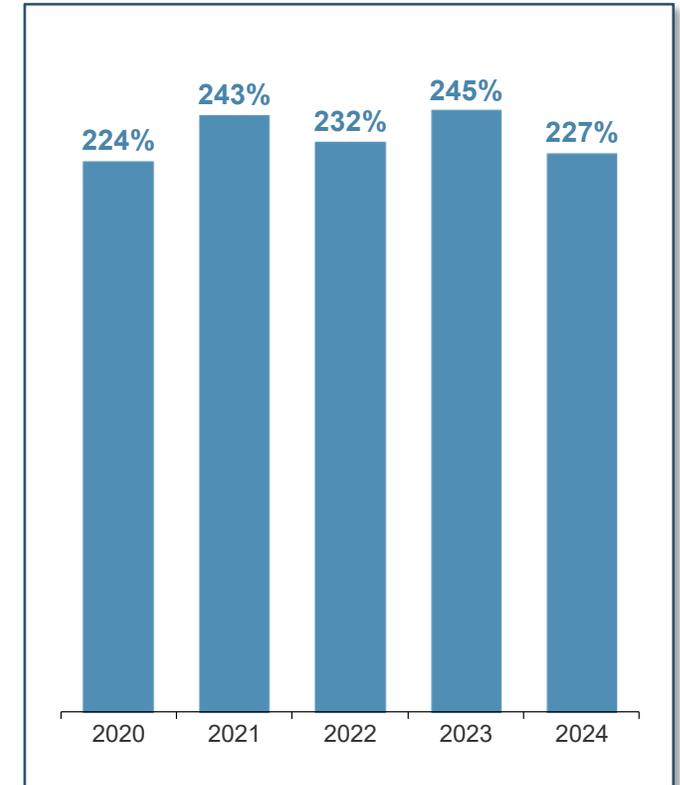
Note de lecture : La part de l'Asie dans l'activité internationale des assureurs français est de 12 %, en baisse de -0,1 pp sur 5 ans.

Le marché français de l'assurance est solide, année après année

- ✓ Sur les 5 dernières années, les assureurs ont maintenu leur **ratio de solvabilité bien au-delà des exigences réglementaires**.
- ✓ Pour les entreprises **d'assurance non-vie**, le ratio de solvabilité s'établit à **261 %**. La hausse du capital de solvabilité requis n'est que partiellement compensée par la hausse des fonds propres.
- ✓ Pour les entreprises **d'assurance vie**, le ratio de solvabilité s'établit à **227 %**, en baisse en raison d'une contribution négative du montant de capital de solvabilité requis et des fonds propres.



RATIO DE SOLVABILITÉ
ENTREPRISES NON-VIE



RATIO DE SOLVABILITÉ
ENTREPRISES VIE ET MIXTES

L'assurance et son écosystème français et international se mobilisent pour faire des propositions



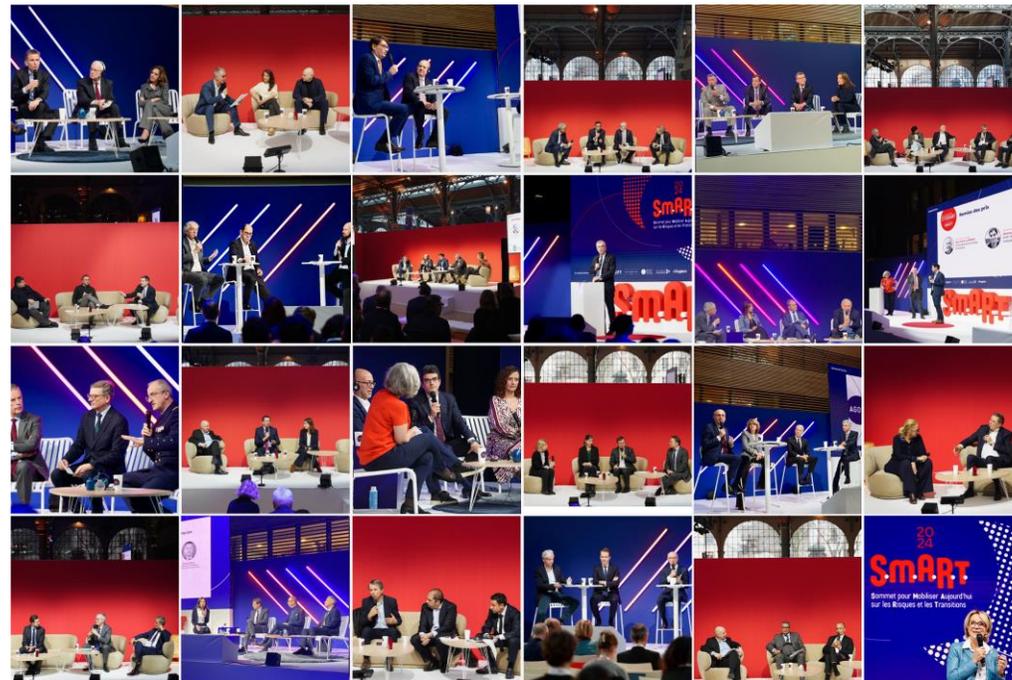
SMART

Sommet pour Mobiliser Aujourd'hui sur les Risques et les Transitions

L'AGORA

10h10	« L'assurance, investisseur clé de l'économie en France et en Europe » Guillaume Borie – directeur général, AXA France Agnès Perré – directrice financière, Sanofi France Jörg Asmussen – directeur général, Fédération allemande de l'assurance
10h45	« Réparer, recycler, assurer : pour un monde durable » Jean-Laurent Granier – directeur général, Generali France Alexandre Saubot – président, France Industrie
11h10	« Assurance et dérèglement climatique : perspectives internationales » Thierry Léger – directeur général groupe, SCOR David Snyder – directeur des relations internationales, Fédération américaine de l'assurance dommages Mirenchu del Valle Schaan – présidente, Fédération espagnole de l'assurance
11h45	« Montée en compétences : défis et perspectives » Patrick Martin – président, MEDEF Laurent Giovachini – président, Fédération Syntec Kadidja Sinz – directrice générale Europe, Liberty Speciality Markets
12h20	« Assureurs et consommateurs, le grand débat européen » Fausto Parente – directeur général, EIOPA Nicolas Jeanmart – directeur assurance, Insurance Europe
12h45	PAUSE DÉJEUNER
13h50	« Épargne : les attentes des Français et la réponse des assureurs » Philippe Perret – directeur général, Société Générale Assurances Luc Arrondel – économiste Martin Landais – sous-directeur des assurances, direction générale du Trésor
14h30	« Cyberattaques, qui protège qui ? » Marie Soyer – directrice générale, Alptis Thierry Derez – directeur général, Covéa Jérôme Marilly – adjoint au chef du commandement du ministère de l'Intérieur dans le cyberspace Général Aymeric Bonnemaison – commandant de la cyberdéfense des armées
15h25	« L'assurance transport dans la tourmente géopolitique » Amiral Nicolas Vaujour – chef d'état-major de la marine Mathieu Berrurier – directeur général, Eyssautier-Verlingue Frédéric Denéfle – président de l'association IUMI et directeur général de GAREX
16h10	« La prévention des risques liés à l'âge » Tanguy Polet – directeur général, Swiss Life France John Beard – directeur du département vieillissement et parcours de vie, OMS Bruno Vellas – président Fondateur, IHU Health Age Géraldine Douglas – directrice générale adjointe, H.A.C. Pharma
17h00	« Face aux événements naturels : un jeu d'équipe » Adrien Couret – directeur général, Groupe Aéma Nicolas Régnier – Sécurité civile du ministère de l'Intérieur Xavier Pelletier – préfet, Département du Loir-et-Cher
17h40	Intervention du gouverneur de la Banque de France François Villerooy de Galhau
18h00	Remise de prix du Challenge étudiant S.M.A.R.T. Jean-Hervé Lorenzi – fondateur, Cercle des économistes Jérémy Jawish – président, Shift Technology
18h20	Conclusion Florence Lustman – présidente, France Assureurs

- Une première édition le **19 décembre 2024**
- Un **programme dense** avec **64 intervenants de haut niveau**
- Près de **650 participants** à cette journée (40 % hors assurance)
- Document de **synthèse des tables rondes et replay** sur le site internet de la Fédération



Photos : Seignette-Lafontan

LE FORUM

10h10	« L'assurance au Brésil, enjeux et perspectives » Marie-Aude Thépaud – directrice générale, CNP Assurances Dyogo Oliveira – président, Fédération brésilienne de l'assurance
10h35	« L'assurance et la parentalité numérique » Claire Baillys – sociologue, professeure et directrice de Medialab Samuel Comblez – directeur général, association e-Enfance
11h10	« Le grand défi du logement durable » Fabrice Bonnifet – directeur développement durable & qualité, sécurité, environnement, Groupe Bouygues Pierre Esparbes – directeur général, Groupe SMABTP Pierre-Henry Pouchelon – secrétaire général groupe, Nexity
11h45	« L'assurance agricole au Maroc, un exemple vertueux de couverture assurantielle » Bachir Baddou – vice-président délégué, Fédération marocaine de l'assurance Mahmoud Oudrhiri – directeur général délégué MAMDA-MCMA
12h20	« Retrait gonflement des argiles : adaptation, prévention et réparation » Jean-Vincent Raymondis – directeur général, Saretec France Antoine Quantin – directeur des réassurances, conseil & modélisation, CCR Sarah Gerin-Chassang – directrice, Mission Risques Naturels
13h00	Pitchs de startups
13h50	« De la prédiction à la prévention en santé » Stéphane Dessirier – directeur général, Groupe MACSF Christian Allouche – président, Gleamer Robert Sigal – professeur de médecine Benoît Gallix – professeur de médecine
14h40	« La réputation, comment la préserver ? » Claudine Pons – directrice générale, Agence Les Rois Mages Fabien Wathlé – directeur général, Allianz France
15h15	« L'assurance au cœur du financement de l'économie réelle » Nicolas Denis – directeur général, Crédit Agricole Assurances et Predica Fabrice Dumontail – président, Eiffel Investment Group Quentin Briard – directeur général global marketing digital & technology, Club Med
15h50	« Les nouveaux risques entreprise en 2030 » Benoît Chasseguet – président France, Chubb Guillaume Savornin – directeur général, CNPP Manon Vermeuzou – directrice communication, affaires publiques et RSE, Shark Robotics Jérémy Jawish – président, Shift Technology
16h25	« La lutte contre la fraude en assurance » Thomas Fatôme – directeur général, CNAM Nicolas Gomart – directeur général, Matmut Maxence Blizien – directeur général, Agence ALFA
17h00	« Les nouveaux risques de l'automobile » Marc Mortureux – directeur général, Plateforme, filiale automobile et mobilité Stéphane Désert – directeur général, Mutuelle de Poitiers

Les assureurs, acteurs stratégiques du développement économique local et de la souveraineté européenne

Conférence de presse – 26 mars 2025





**FRANCE
ASSUREURS**

FAIRE AVANCER LA SOCIÉTÉ EN CONFIANCE

France Assureurs

31 rue du Colisée, 75008 Paris

Téléphone : +33 1 42 47 90 00 | franceassureurs.fr

LinkedIn : [FranceAssureurs](https://www.linkedin.com/company/franceassureurs)